Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE – N° 14800 7 F – VENDREDI 28 AOUT 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Terrorisme aveugle en Algérie

L'ALGÉRIE aurait-elle franchi un nouveau pas dans l'escalade de la violence qui pourrait la conduire au pire des chaos ? L'attentat à la bombe qui, mercredi 26 août, à l'aéroport d'Alger, a coûté la vie à neuf personnes, le fait craindre. Jusqu'alors minutieusement ciblées, les actions terroristes visaient essentiellement les membres des forces de l'ordre : quelque 130 policiers, gendarmes et militaires ont ainsi été assassinés depuis le mois de février. Ces opérations étaient accompagnées, ces derniers temps, de sabotages de bâtiments et d'équipements publics.

Le triomphalisme des autorités, qui avaient, récemment encore, annoncé le démantèlement de plusieurs « groupes armés », ne pouvait dissimuler le fait qu'une violence multiforme était en train de gagner dangereusement du terrain. Le soin que prend le nouveau gouvernement de M. Belaïd Abdessiam à afficher son souci de restaurer, toutes affaires cessantes, l'autorité de l'Etat ne paraît, hélas, pour le moment, qu'un vœu pieux, qu'une manière presque incantatoire de chercher à conjurer le mauvais sort.

LA tentation est grande – mais le pouvoir, dans ses premières réactions, n'y a pas succombé, évoquant une « main étrangère » – de soupçonner les plus durs des islamistes, qui ont abandonné la mosquée pour le maquis, le Coran pour l'arme à feu. Mais si bon nombre d'actions peuvent leur être imputables, ils n'ont, semble-t-il, jamais, dans leurs manifestes clandestins, exprimé l'intention de frapper aveuglément. Sauf à imaginer que, poussés dans ses derniers retranchements, l'ultime carré de récalcitrants se soit résigné à semer la terreur.

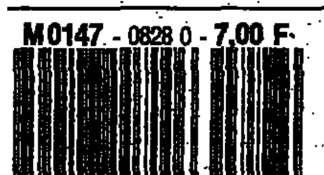
Hâtivement avancée par certains, la thèse de l'assassinat de Mohamed Boudiaf, à la fin du mois de juin, par un illuminé a été écartée. La commission nationale d'enquête a très vite conclu que le meurtre de l'ancien chef de l'Etat relevait d'un complot, sans pouvoir – ou sans vouloir – en désigner les commanditaires. Il est vrai que, dans la tourmente qui emporte aujourd'hui l'Algérie, les islamistes ne sont plus les seuls à profiter des faiblesses de l'Etat, que toutes sortes de groupes d'intérêt financiers et de clans politico-militaires tentent eux aussi de sauver des privilèges ou de gagner des positions. Le slogan « L'Algérie avant tout » paraît bien dérisoire.

DANS cette confusion, la population semble de plus en plus désabusée et décontenancée. Elle commence à réaliser qu'elle n'est plus à l'abri de violences aveugles. Elle n'ignore pas non plus, comme le lui a déjà brutalement annoncé M. Abdessiam, que la déconfiture économique du pays va le contraindre à de nouveaux sacrifices. Dans ces conditions, qui peut réussir à regagner sa confiance, à la mobiliser ?

La prochaine présentation par M. Abdessiam d'un plan de guerre économique aura du mal à dissiper les vicissitudes politiques du moment. La marge de manœuvre du pouvoir se rétrécit. Ne va-t-il pas être obligé de se raidir davantage ? Toujours est-il que les islamistes tablent sur ses faux pas pour avancer leurs pions. La très récente, et inédite, démolition d'une mosquée qui résonnait de prêches incendiaires montre à quel point de gravité les choses en sont arrivées dans un pays où paraît s'imposer davantage de jour en jour la loi du plus insensé et du plus rusé.

Lire nos informations page 5

M 0147 - 0828 0 - 7,00 F



La création d'une zone d'exclusion

L'Irak « fera face » à la menace des alliés

L'Irak a réagi à la décision des Etats-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne de lui interdire le survol de la partie du pays au sud du 32e parallèle en affirmant, jeudi 27 août, qu'il y « fera face avec les moyens appropriés et au moment opportun ». Les alliés et l'opposition irakienne, qui se félicite de leur initiative, se défendent de vouloir démanteler l'Irak, et espèrent que M. Saddam Hussein, affaibli, finira par être renversé.

L'étau se resserre...

par Mouna Naïm

Si l'objectif déclaré de l'opération des trois alliés occidentaux est la protection des populations, en grande majorité chiites, de cette région, le but à long terme est éminemment politique. Entre le havre de sécurité créé pour les Kurdes au nord du 36e parallèle en vertu de la résolution 688 du Conseil de sécurité des Nations unies et la nouvelle zone d'exclusion qui va être instaurée au sud du 32e parallèle, le président Saddam Hussein n'exerce plus pleinement son pouvoir que sur le centre du pays.

Les porte-parole américain, britannique et français ont multiplié à l'envi ces dernières semaines les déclarations affirmant que l'objectif n'était pas le démantèlement de l'Irak. L'opposition chiite aussi. Le président Bush l'a redit mercredi encore. L'espoir que caressent la France, la Grande-Bretagne et surtout les Etats-Unis, c'est que, pris ainsi en étau, le régime de M. Saddam Hussein s'affaiblira et que l'armée et le peuple irakiens chercheront à se débarrasser d'un dirigeant responsable de tous leurs maux.

Un espoir que met en doute un membre de l'opposition irakienne, M. Ali al Jader, ancien ministre de l'industrie, pour qui *« le régime peut au contraire jouer sur la fibre nationaliste en alléguant, comme il le fait déjà, qu'il s'agit d'une atteinte à la souveraineté irakienne ».*

Lire la suite, ainsi que l'article de DOMINIQUE DHOMBRES et nos informations page 5

La conférence de Londres

L'ONU renforcerait son action en Bosnie

La conférence de Londres a poursuivi jeudi 27 août l'audition des principaux protagonistes du conflit yougoslave et des responsables européens, qui ont été nombreux à critiquer très vivement la Serbie. Un des documents qui pourraient être adoptés en conclusion appelle à l'extension des opérations des « casques bleus » déjà présents sur place dans le cadre de la FORPRONU, ainsi qu'à un renforcement de ce contingent.



Lire page 3 les articles de FRANÇOISE CHIPAUX, ALAIN DEBOVE et BERTRAND POIROT-DELPECH

« Les banques centrales vont enrayer la chute du dollar » déclare M. Sapin

La coopération des banques centrales va réussir et mettre un terme à la chute du dollar qui est un phénomène anormal, a déclaré, jeudi 27 août, M. Michel Sapin. Le ministre de l'économie a ajouté qu'au sein du SME, les parités de changes seraient maintenues. Les taux allemands ne seront pas relevés, a précisé M. Sapin.

Lire page 24

Accord sur la partition de la Tchécoslovaquie

La Fédération cessera d'exister le 31 décembre.

Lire page 4

Le scandale du sang contaminé

Les initiatives se multiplient pour obtenir la comparution de M. Laurent Fabius, Mme Georgina Dufoix et M. Edmond Hervé devant la Haute Cour de justice.

Lire l'entretien avec le président de l'Association française des hémophiles page 9

Un projet de loi pour la publicité

Les professionnels réagissent vivement.

Lire page 24

Le sommaire complet se trouve page 24

Les Verts divisés par Maastricht

« Je voterai non », nous déclare Mme Marie-Christine Blandin présidente du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais

Les Verts, réunis à Saint-Nazaire pour leurs journées d'été, doivent accueillir, vendredi 28 août, le président de la Commission des Communautés européennes, M. Jacques Delors, qui viendra plaider devant eux la cause de Maastricht. Toutefois, Mme Marie-Christine Blandin, présidente du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, affirme, dans l'entretien qu'elle nous a accordé, son intention de voter « non » lors du référendum du 20 septembre prochain.

« Quelle est votre réponse personnelle à la question soumise au référendum du 20 septembre prochain ?

– Il est évident que c'est « non ». Peut-être suis-je influencée par mon métier d'enseignante, mais lorsqu'un élève rend une mauvaise copie, il est plus pédagogique de lui dire « ce n'est pas du travail, tu recommences » que d'espérer qu'il s'amende de lui-même dans le futur. Dans l'état actuel de la rédaction du traité de Maastricht – je pense au déficit démocratique, à la prédominance de l'économique, au trafic des déchets –, la copie est mauvaise. Je voterai donc « non ».

» La position officielle des Verts ne sera prise qu'en fin de semaine, mais ce qui me fait grincer les dents, c'est de voir que certains « oui » à Maastricht, alors qu'aucune des conditions posées par le mouvement au mois de juin n'a été remplie, ne sont que des « oui » de ministrables. Il serait dommage, particulièrement dans nos rangs, que le calendrier électoral suffise à créer des vocations.

– La réponse des Verts au référendum risque pourtant de peser sur l'éventualité d'une alliance avec le PS. Aussi est-il curieux que ce soit vous qui disiez en quelque sorte à vos amis : ne vous embarrassez pas trop du dialogue avec les socialistes...

– Notre expérience me conduit précisément à dire que si nous n'avions pas la présidence de la région, nous ne serions que des marionnettes dans les mains d'un président, quelle que soit sa couleur. Nous-mêmes, dans le Nord-Pas-de-Calais, nous rencontrons des difficultés parce que le fruit a été cueilli avant d'être mûr, parce que nous avons atteint un niveau que nous n'avions pas encore mérité. C'est pourquoi je crains que des ministres Verts précoces, avant que le terrain ne soit mûr, ne soient demain que des marionnettes, comme Brice Lalonde lui-même l'a été.

Propos recueillis par JEAN-LOUIS SAUX

Lire la suite et nos informations page 8

Le syndrome Amaury

En engageant le fer avec le Syndicat du Livre CGT, l'éditeur Alain Ayache embarrasse les quotidiens parisiens

par Yves Agnès

Comme au bon vieux temps ? Un commando de syndicalistes du Livre CGT s'est emparé de 70 000 exemplaires du magazine *Réponse à tout* dans une entreprise de brochage à Corbeil (Essonne), dans la nuit du 25 au 26 août (*le Monde* du 27 août) et les a expédiés à la Seine. Plusieurs centaines de manifestants sont attendus près de Bernay (Eure), vendredi 28, devant l'imprimerie du groupe Méaulle, gardée depuis plusieurs jours par des gendarmes, après une première visite « musclée » le 11 août perturbant la parution du *Meilleur* et de *Spécial dernière*.

On ne peut s'empêcher d'évoquer le long – et très vigoureux – conflit qui opposa, de mars 1975 à août 1977, le même Syndicat du Livre à Emilien Amaury, l'ancien patron du *Parisien libéré*, lorsqu'il rompit avec la presse parisienne et ouvrit son imprimerie de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis). Son exemple fut suivi dix ans plus tard à Londres par les patrons de presse Robert Maxwell (en 1985) et Rupert Murdoch (en 1986), qui affrontèrent les syndicats britanniques en quittant Fleet Street, entraînant des milliers de licenciements...

Le « coupable » aujourd'hui est M. Alain Ayache, éditeur de plusieurs périodiques. Trouvant les tarifs pratiqués par l'imprimerie Offprint (groupe Hersant) prohibitifs, il a lui aussi quitté le giron des imprimeries de la presse quotidienne parisienne. Une initiative isolée, qui relève de la liberté de choisir un prestataire de services, mais qui vient perturber l'équation singulière des quotidiens de la capitale, au moment où ceux-ci sont fragilisés par une chute sans précédent de leurs recettes publicitaires.

Lire la suite page 20

LE MONDE DES LIVRES

Une rentrée sur fond de crise

Pour les éditeurs, la rentrée littéraire, sur fond de crise de l'édition, est « à la baisse » : 190 romans français, contre 220 en 1990, année record ; 141 romans étrangers contre 161 l'an dernier. Pour les lecteurs, l'automne romanesque demeure cependant copieux et attrayant, de Patrick Modiano à Ismaïl Kadaré, de François Nourissier à Philip Roth. Et avec quelque trente-sept débutants.

pages 13 à 18

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

34. – Un homme en blanc à Czestochowa

Juin 1979. Au pays de l'homme de marbre, un pape indigène fait un triomphe. Quelques mois plus tard, le pieux Lech Walesa s'imposera à Gdansk. Il y eut bien rôle combiné du Vatican et de la Pologne dans l'ébranlement de l'Empire soviétique.

Par JEAN-FRANÇOIS SOULET

En ce lundi de Pentecôte 4 juin 1979, l'accueil réservé à Jean-Paul II au sanctuaire de Czestochowa pouvait de prime abord sembler en retrait par rapport aux jours précédents. Immenses, en effet, avaient été les foules de Varsovie où, le samedi 2 juin, il avait célébré une messe sur la place de la Victoire, et plus encore, le lendemain, celles de Gniezno, berceau de la nation polonaise et chrétienne.

Ici, à Czestochowa, «à peine» 200 000 personnes s'étaient rassemblées pour attendre l'arrivée du pape au pied du mont Jasna-Gora, le plus célèbre sanctuaire marial de Pologne. Lequel, à la différence de celui de Lourdes, son homologue français blotti au fond d'une paisible vallée pyrénéenne, se trouvait enserré dans le réseau de plus en plus dense d'une agglomération industrielle spécialisée dans la métallurgie et la chimie. L'eût-elle voulu, la ville, de par ses activités et sa croissance mal maîtrisée, n'aurait pu avoir cet extraordinaire air de fête qu'avaient offert au pape, les jours précédents, Varsovie et surtout Gniezno, dont la plupart des maisons avaient été parées de drapeaux aux couleurs polonaises et vaticanes.

Les catholiques avaient fait ce qu'ils avaient pu, mais ici plus qu'ailleurs ils s'étaient heurtés aux mille entraves insidieuses posées par le zélé premier secrétaire du Parti communiste de la région de Czestochowa. On avait ainsi assisté à une petite guerre des banderoles : aux slogans inscrits sur les frontons des églises (*«Pierre, tu es notre défenseur»*), le parti avait répondu par les siens (*«Le parti rassemble les forces de tous les Polonais»*). Les ouvriers avaient été avertis que leur absence au travail ce jour-là serait sanctionnée; les écoliers, dissuadés de manquer l'école; les routes secondaires, fermées; les moyens de transports, réduits; les tickets d'entrée dans les sanctuaires, contingentés.

Ces manœuvres d'un petit apparatchik local reflétaient bien la gêne et les réticences profondes suscitées au sein du Parti communiste polonais par le voyage du pape. A peine connu, le projet avait fait l'objet, de l'aveu même du général Jaruzelski, de débats houleux au sein du bureau politique. Refusée par Gomulka en 1966, l'idée d'une visite épiscopale en Pologne avait paru cependant devoir être acceptée, treize ans plus tard, par la nouvelle équipe au pouvoir. Edward Gierek, en effet, avait fondé son *«nouveau cours»* sur la détente et l'ouverture à l'Ouest. Il avait tout particulièrement veillé à améliorer les relations avec l'Eglise : de 1970 à 1976, le nombre des édifices de culte était passé de 11 700 à 16 000; les freins aux publications catholiques avaient été quelque peu desserrés.

Si, en raison notamment du choix des jours, non fériés, et des manœuvres du POUP, le rassemblement des catholiques ne fut donc pas aussi gigantesque que prévu, Jean-Paul II sut, par son charisme, son habileté et la portée de ses discours, faire de son passage à Czestochowa un événement. Il eut le souci d'y rencontrer toutes les catégories composant l'Eglise de Pologne : l'après-midi du 4 juin, il reçut des délégations des paroissiens du diocèse; le soir, il participa à une veillée en compagnie de jeunes; le lendemain, il présida une sorte de synode rassemblant l'épiscopat polonais, et accueillit chaleureusement le cardinal Lekai, primat de Hongrie.

Au cours de sa visite, Jean-Paul II adopta un ton offensif et demanda à l'Etat communiste d'engager «un dialogue authentique respectueux des convictions des croyants et des droits des citoyens».

Sans jamais désigner nommément l'adversaire, mais en rappelant fermement que marxisme et christianisme étaient *«deux conceptions du monde diamétralement opposées»*, Jean-Paul II adopta un ton offensif. A sa manière, sans mêler directement religion et politique, en privilégiant l'exposé doctrinal, et dans celui-ci les enseignements les plus traditionnels comme le culte de la Vierge, il sut parfaitement s'appuyer sur le symbolisme des lieux et des souvenirs. En rappelant *«l'acte de servitude totale»* proclamé par le cardinal Wyzsynski envers la Vierge noire de Czestochowa, il rendit hommage à celui qui, durant ses trois années passées dans les prisons communistes, s'était placé lui-même, ainsi que tous les Polonais, sous la protection de l'icône de Jasna-Gora. En évoquant le martyre de saint Stanislas, il exalta la résistance de l'Eglise contre l'Etat oppresseur et rappela aux évêques que, plus d'une fois dans l'histoire de la Pologne, l'organisation hiérarchique ecclésiastique avait été la seule structure capable d'assurer la survie d'une nation disloquée. Tout en reconnaissant que la normalisation des rapports entre l'Eglise et l'Etat avait progressé grâce aux efforts du clergé polonais et des papes Jean XXIII et Paul VI, il demandait à l'État communiste d'engager *«un dialogue authentique respectueux des convictions des croyants et des droits des citoyens»*.

Si l'étape de Czestochowa constitua le cœur de ce premier voyage pontifical, la visite s'acheva en apothéose à Cracovie. Là, en effet, tout parut culminer : le nombre des participants, avec près de deux millions de personnes rassemblées sur la prairie de Blonie pour dire adieu au pape; l'émotion, avec Jean-Paul II se recueillant à Auschwitz, *«Golgotha du monde moderne»*, et à Cracovie sur la tombe de ses parents. Cette ferveur donna du poids aux dernières injonctions du Saint-Père aux gouvernants et aux gouvernés : *«Il faut ouvrir les frontières. L'impérialisme de l'Eglise, ça n'existe pas. Il y a seulement l'Esprit qui demeure avec l'humanité, jusqu'à la fin du monde. Il faut accepter tout le patrimoine spirituel qui a pour nom Pologne. Ne perdez pas courage! Ne vous coupez surtout pas de vos origines!»*

Il fallut du temps pour comprendre l'immense portée de ce voyage. Lorsque, le dimanche 10 juin, l'avion pontifical décolla de Varsovie, le ministre de la défense Jaruzelski se borna à pousser un soupir de soulagement parce qu'aucun incident n'avait eu lieu : *«Je l'ai constaté depuis*, avoue-t-il honnêtement treize ans plus tard, *nous n'avions pas appréhendé à leur juste valeur les retombées psychologiques de cette visite. Je me demande d'ailleurs si qui que ce soit, alors, aussi bien parmi les dirigeants politiques du pays que parmi les responsables de l'Église, avait perçu l'impact de cette visite et compris que, désormais, plus rien ne serait comme avant.»* Après cette visite, il est vrai, nul ne put nier l'existence d'une vraie société civile dans les pays communistes. Il suffisait d'avoir observé, directement ou par le biais de la télévision, la présence et le comportement des foules polonaises pour s'en convaincre. Ce qui fut d'abord décrit par des journalistes comme réserve ou froideur, absence de démonstrations et de débordements, se révéla le résultat d'une remarquable maîtrise individuelle et collective, qui en disait long sur le degré de maturité atteint par la société civile polonaise.

Pour en arriver là, il lui avait fallu franchir bien des épreuves et surmonter bien des divisions. Elle s'était exprimée une première fois au grand jour en 1956, pour imposer au Kremlin un nouveau cours, symbolisé par Gomulka. Si le fol espoir de voir s'installer un socialisme à visage humain avait fait long feu, des îlots de relative autonomie avaient réussi, au lendemain de l'«octobre polonais», à se maintenir autour de trois pôles : l'Eglise, qui parvint à préserver une certaine indépendance; la paysannerie, qui retrouva la maîtrise de la terre; les intellectuels, assurés d'une moins grande intolérance qu'ailleurs.

Deux composantes de cette société civile en gestation se mobilisèrent à partir de 1968 : l'intelligentsia marxiste révisionniste (Adam Michnik) et catholique (groupe Znak, animé par Jerzy Turowicz) d'une part, et, d'autre part, les ouvriers qui, en décembre 1970 dans les ports de la Baltique, et en juin 1976 à Ursus et Radom, payèrent très cher leur révolte contre le pouvoir. Un pas décisif restait à franchir : celui de l'unité. Intellectuels et ouvriers, en effet, s'ignoraient jusqu'alors et menaient chacun leur combat; l'intelligentsia révisionniste montrait presque autant d'hostilité envers l'Eglise et les milieux catholiques qu'envers les gouvernants.

Ces différends furent surmontés dans la seconde moitié des années 70. A la suite des révoltes ouvrières de juin 1976, toutes les forces engagées contre le pouvoir se mobilisèrent dans une solidarité totale. Réunis autour du KOR (Comité de défense des ouvriers), intellectuels révisionnistes et catholiques, ouvriers et clergé se dépensèrent pour soutenir les personnes persécutées. Dès 1977, dans *l'Eglise et la Gauche*, Adam Michnik affirmait que, compte tenu du contexte polonais, la seule solution raisonnable pour les forces de gauche était de s'allier avec l'Eglise. Quand, donc, en juin 1979, Jean-Paul II retrouve son pays, il est en présence d'une «société en dissidence» qui n'a jamais été aussi soudée, aussi forte et aussi favorable à l'Eglise. Bien entendu, l'ancien archevêque de Cracovie sait tout cela. La moindre de ses paroles peut casser une «Union sacrée» encore fragile, enflammer les passions, remettre en cause le *modus vivendi* péniblement établi entre l'Eglise et le parti. Mieux que quiconque, il connaît les efforts de la diplomatie vaticane en vue d'améliorer les relations avec le bloc communiste. En nommant secrétaire d'Etat Mgr Casaroli, qui sous les pontificats précédents avait attaché son nom à l'*Ostpolitik* vaticane, il a voulu signifier la continuité de l'engagement de l'Eglise. En réalité, les conceptions du nouveau pape sont sensiblement différentes de celles de Paul VI. Relativisant la portée des transactions interétatiques, il privilégie les actions concrètes conduites dans le cadre de chaque Etat (par les nominations d'évêques notamment), et, surtout, encourage les pressions directes des catholiques sur les gouvernants. En proclamant que la revendication de la liberté religieuse s'inscrit dans un vaste combat pour le respect des droits de l'homme, il draine dans son sillage l'ensemble de la société civile.

Ce pape venu de l'Est a aussi vraisemblablement compris, à la différence des Occidentaux, que l'expansionnisme brejnévien en Afrique et, à la fin 1979, en Afghanistan ressemble fort à la fuite en avant d'un empire menacé de désagrégation. Comment l'ancien archevêque de Cracovie n'aurait-il pas été frappé aussi par l'étonnante diversité et la non-orthodoxie des évolutions économiques et culturelles qui s'affirment dans plusieurs pays est-européens, en particulier en Pologne? Est-il invraisemblable de lui prêter l'idée, soutenue alors par quelques rares spécialistes, que le *«ventre mou du crocodile»* n'était peut-être pas les Républiques soviétiques d'Asie centrale, mais les États satellites d'Europe de l'Est, notamment la Pologne?

Sans recourir à la thèse réductrice du *«complot clérico-capitaliste»*, diffusée par exemple par le Parti communiste albanais, pour expliquer la *«contre-révolution»* polonaise des années 80, force est de reconnaître l'extraordinaire empreinte du voyage pontifical de juin 1979 sur les événements qui suivirent. Dès son début, la grève qui éclate en juillet 1980 aux chantiers navals de Gdansk, et qui aboutit à la création de Solidarité, stupéfie le pouvoir communiste, à la fois par *«le climat de gravité, de calme et de détermination»*, et par le caractère nouveau des revendications : *«Pour la première fois*, observe Jaruzelski, *les grévistes ne se limitaient pas à des exigences matérielles. Parmi les vingt et un points de leur cahier de revendications figuraient en effet le droit de grève, la liberté syndicale, la suppression de la censure; la libération des prisonniers politiques (en fait, des militants du KOR) et même la diffusion de la messe dominicale à la radio.»* Le monde entier, presque aussi surpris que le Parti communiste polonais, allait découvrir à la télévision des images étonnantes de cette grève : des prêtres célébrant la messe à l'intérieur des usines; le portrait de Jean-Paul II accroché aux grilles de l'entrée des chantiers navals, avec à ses côtés l'icône de la Vierge de Czestochowa; un leader, nommé Walesa, portant un badge de la Vierge noire.

En juillet 1980, le monde entier découvrait à la télévision la grève des chantiers navals de Gdansk et un leader moustachu nommé Lech Walesa portant un badge de la Vierge noire.

Un fait parmi d'autres révèle le rôle majeur attribué à Jean-Paul II dans ce mouvement d'émancipation de la Pologne qui s'amorce en 1980 : le désarroi de Walesa apprenant lors d'un voyage au Japon l'attentat (qu'il pense mortel) perpétré contre le pape le 13 mai 1981 : *«Toutes nos perspectives basculaient, tout changeait de sens, j'étais accablé par un sentiment d'immense solitude. Nos projets, la vision présidant à nos démarches, se trouvaient laminés. Ce drame du pape polonais était aussi bien le drame de la Pologne et celui de Solidarnosc. Tout étant lié inextricablement, ce n'était là qu'un début : notre chemin d'espoir allait-il se transformer en chemin de croix?»*

Oui, au moins depuis juin 1979, tout semble lier inextricablement l'homme de Czestochowa et l'homme de Gdansk. Lorsque, au lendemain du 13 décembre 1981, vint pour Solidarité le temps des ténèbres, le soutien du Vatican à Walesa et à ses amis fut total et continu. Par ses déclarations, ses contacts diplomatiques, ses nouveaux voyages en Pologne de 1983 et 1987, Jean-Paul II ne cessa de défendre la cause de Solidarité, fit pression pour faire libérer les prisonniers politiques, encouragea à partir de 1988 les négociations en vue d'un compromis, qui aboutirent à la table ronde du printemps 1989.

Quand on sait la puissance d'exemplarité de l'expérience polonaise dans l'implosion finale de l'Empire communiste, on se prend à penser que son rôle fut extraordinaire et peut-être décisif.



Jean-Paul II lors de sa visite en Pologne, se recueillant ici à Auschwitz.

POUR EN SAVOIR PLUS

■ *La Fin des démocraties populaires. Les chemins du post-communisme*, de François Fejtö, Le Seuil, 1992.

■ *Les Chaînes et le Refuge. Mémoires*, de Wojciech Jaruzelski, Lattès, 1992.

■ *La vérité l'emportera toujours sur le mensonge*, de Bernard Lecomte, Lattès, 1991.

■ *Le Passage de la mer Rouge. Le rôle des chrétiens dans la libération des peuples de l'Est*, de Denis Lensel, Fleurus Essais, Paris, 1991.

Sous la direction de Jean-Pierre Rioux

Prochain épisode : «Le retour de Sakharov», par Jean-François Soulet

ÉTRANGER

La conférence de Londres et les combats dans l'ex-Yougoslavie

Malgré l'ouverture de la conférence de paix de Londres, le conflit dans l'ex-Yougoslavie n'a pas connu de répit, mercredi 26 août, excepté une relative accalmie à Sarajevo où l'artillerie serbe s'emploie à détruire systématiquement la ville *(lire ci-dessous l'article de Françoise Chipaux)*. Pour la première fois depuis un mois, les bombardements de l'artillerie serbe ont même repris dans la région du port croate de Dubrovnik, sur la côte adriatique, suscitant une « riposte » des forces de Zagreb, selon l'agence croate Hina. Dans le sud de la Bosnie, les forces croates ont lancé des attaques sur les positions serbes près des villes de Mostar, Trebinje et Nevesinje, selon Radio Belgrade. Un avion serbe a été abattu à Lijava, près de Sarajevo, selon la radio bosniaque.

A Zagreb, le quotidien *Novi Vjesnik* a indiqué mercredi que le président croate Franjo Tudjman avait récemment réitéré son opposition au renouvellement, prévu en mars 1993, du mandat de la FORPRONU déployée dans les zones croates conquises par les Serbes. La Croatie reproche aux forces des Nations unies leur lenteur à désarmer les milices serbes, ce qui empêche le rétablissement de sa souveraineté dans ces zones.

A Belgrade, le vice-ministre de l'intérieur du gouvernement fédéral « yougoslave » (Serbie, Monténégro), M. Mihalj Kertes, a été démis de ses fonctions. Il est accusé, précise le premier ministre Milan Panic dans un communiqué diffusé en marge de la conférence de Londres, de *« ne pas avoir soutenu le programme du gouvernement, qui s'oppose au processus de nettoyage ethnique »*, notamment en Voïvodine *(le Monde* du 26 août).

A Washington, le responsable des affaires yougoslaves au département d'Etat, M. George Kenney, a démissionné pour protester contre la politique *« inefficace »* et *« contre-productive »*, selon lui, de son pays face à la crise yougoslave. Qualifiant la conférence de Londres de *« charade dont la solution est connue d'avance »*, M. Kenney a estimé qu'elle était vouée à l'échec en l'absence *« de très fortes pressions, y compris des pressions militaires, contre la Serbie, pour faire cesser sa campagne de génocide en Bosnie »*. – *(AFP, Reuter, AP.)*

La Serbie a été condamnée par la plupart des orateurs

Alors que la conférence sur la Yougoslavie s'ouvrait à Londres par des condamnations, sans menaces nouvelles, des représentants de Belgrade, qui se sont montrés assez conciliants, plusieurs sources européennes et aux Nations unies ont annoncé, mercredi 26 août, que la protection militaire des convois humanitaires vers la Bosnie-Herzégovine (initialement prévue *« en coordination avec l'ONU »*), pourrait finalement se faire dans le cadre d'un renforcement, par des milliers d'hommes, de l'actuelle opération de la FORPRONU présente à Sarajevo. Toutefois les contributions financières seraient à la charge des pays volontaires. Après la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Belgique, le Canada a annoncé, mercredi, son intention d'envoyer 1 200 hommes.

LONDRES

de notre envoyé spécial

Avant que le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, ne dresse la liste des résolutions et de l'action de l'ONU depuis septembre 1991 pour tenter de mettre un terme à la guerre, le premier ministre britannique, M. John Major, avait ouvert la conférence, mercredi 26 août, sur un ton très ferme qui laissait présager des répliques peu conciliantes des différents acteurs de la crise yougoslave, à commencer par Belgrade. *« Il y a dans cette salle,* dit-il, *les gens qui peuvent arrêter cette guerre, stopper le bain de sang et trouver une solution. Je ne pense pas que l'opinion publique mondiale oubliera celui ou ceux qui entraveront ce travail. (...) Les différentes délégations de l'ancienne Yougoslavie ici présentes, en particulier celles de Serbie et du Monténégro, doivent se poser à elles-mêmes ces questions : voulons-nous être considérés comme une partie de l'Europe? Voulons-nous appartenir à la communauté internationale? Si oui, très bien. Mais il faut alors accepter les normes du reste de l'Europe et de la communauté internationale. (...) Pour ceux qui acceptent la négociation, qui ont une volonté de faire des concessions et des compromis, nous sommes en mesure d'offrir tout. (...) Dans le cas contraire, les pressions vont inexorablement s'accentuer. Pas de commerce. Pas d'aide. Pas de reconnaissance internationale. L'isolement économique, culturel, politique et diplomatique. »*

M. Panic : « Donnez moi un peu de temps ! »

Jusqu'à présent, notamment dans le cadre de la conférence présidée par lord Carrington, ce genre de rappels à l'ordre n'avait guère impressionné les belligérants. A Londres – peut-être parce que la réunion n'est plus seulement européenne mais élargie à l'ONU, aux membres permanents du Conseil de sécurité et aux pays voisins concernés, – certains des principaux intéressés ont donné l'impression de vouloir « faire un geste » en direction de la négociation.

C'est peut-être la raison pour laquelle le président de la Serbie, M. Slobodan Milosevic, trop marqué par ses déclarations agressives antérieures, s'est abstenu de prendre la parole, laissant ce soin aux deux dirigeants de la « nouvelle Yougoslavie » (Serbie et Monténégro), MM. Dobrica Cosic et Milan Panic, le premier ministre venu des Etats-Unis. Ce silence peut être interprété d'une autre façon : non reconnue par la communauté internationale, la « République fédérale de Yougoslavie » (RFY) le devenait *de facto* à Londres.

M. Panic est un homme insaisissable et agité. Il est foncièrement pour la paix, il veut tirer un trait sur l'histoire (ce qui dans les Balkans est presque une hérésie), il rejette – non sans raison – la responsabilité de la poursuite de la guerre en Bosnie-Herzégovine sur les groupes paramilitaires qu'aucune des parties ne peut contrôler, il respecte les frontières héritées de Tito, il défend les droits des minorités (albanaise ou hongroise en Serbie), il est prêt à fournir une aide logistique aux unités occidentales qui accompagneront les convois humanitaires en Bosnie, et propose même que l'aide transite par l'aéroport de Belgrade, plus sûr que celui de Sarajevo. Il souhaite le retour des réfugiés dans leurs villes ou villages d'origine, il condamne la purification ethnique et tout ce qui est condamnable...

M. Panic réclame encore l'envoi de « casques bleus » ou d'observateurs de l'ONU à la frontière entre la Serbie et la Bosnie-Herzégovine pour empêcher le passage éventuel d'armes ou de forces *« irrégulières »*. Certes, depuis six semaines qu'il est au pouvoir, ses paroles ne se sont pas traduites en actes. Mais, dit-il, *« donnez-moi un peu de temps, on ne peut pas tout faire du jour au lendemain ! »*.

Les diplomates occidentaux, un peu désorientés, ont essayé d'évaluer, lors de rencontres séparées, les réelles intentions de M. Milan Panic et son influence à Belgrade. *« Je suis l'homme politique le plus populaire de Serbie ! »*, s'est-il exclamé.

« Documents » et « plan d'action »

Cela dit, l'intervention du président de la République fédérale de Yougoslavie, M. Dobrica Cosic, l'un des architectes de la *« renaissance nationaliste serbe »*, fut elle aussi relativement modérée. Demandant la levée des sanctions internationales imposées à son pays, des négociations sérieuses entre les ex-Républiques yougoslaves et, aux Serbes de Bosnie-Herzégovine, de faire des concessions territoriales aux Musulmans, M. Cosic a cependant expliqué que la communauté internationale ne devait pas, dans la recherche de la paix, faire *« deux poids, deux mesures »* et léser cette « Yougoslavie » qu'il préside.

Mis à part quelques incidents de procédure au début des débats (M. Milan Kucan, le président slovène, ne s'est pas déplacé, notamment parce que le serbo-croate était l'une des trois langues officielles de la réunion, avec l'anglais et le français, et qu'il ne pouvait donc s'exprimer en slovène ; et le leader des Serbes de Bosnie, M. Radovan Karadzic, invité *« bis »*, a tenté d'entrer de force dans la salle des « grands » ...), cette première journée de conférence n'a pas donné lieu à de trop vives altercations – ce qui contrastait avec ce qui se passait simultanément à Sarajevo.

Il est clair toutefois que, dans les discours des ministres des affaires étrangères des Douze, la Serbie était, à des degrés divers, au banc des accusés. M. Roland Dumas a rappelé les objectifs de la France : relance du dialogue politique, diminution de la violence par un *« plan précis de désescalade du conflit qui conduira à un véritable cessez-le-feu »*, respect du droit humanitaire et couverture des besoins minimaux des populations à l'approche de l'hiver.

Le ministre a souhaité qu'une mission de témoignage sur les camps de prisonniers soit confiée à l'écrivain Elie Wiesel, Prix Nobel de la paix. Comme les Pays-Bas et l'Italie, la France soutient l'idée lancée par l'Allemagne de mettre en place une Cour pénale internationale pour juger les responsables des crimes de guerre et des « nettoyages ethniques ». Tous les Européens ont enfin souligné dans leurs interventions que les frontières ne pouvaient être modifiées par la force, mais seulement par consentement mutuel.

La conférence de Londres ne s'achèvera probablement pas, jeudi soir ou vendredi matin, sur l'adoption d'une déclaration finale, engageant par un vote tous les participants. On semble plutôt se diriger vers la publication de trois « documents ». Le premier devrait porter sur les principes, condamnant notamment les transferts de populations et les conquêtes territoriales par la force. Le deuxième serait un « plan d'action » visant à la suppression des camps de détention, à l'établissement d'un cessez-le-feu réel et de mesures de confiance et de sécurité. Le troisième porterait sur la situation en Bosnie-Herzégovine. Le président de cette République, M. Alija Izetbegovic, a une fois de plus réclamé, à Londres, soit une intervention militaire internationale, soit des livraisons d'armes.

Bien que les Occidentaux semblent vouloir accélérer l'application de la résolution des Nations unies sur l'accompagnement militaire des convois humanitaires en Bosnie, il est clair que l'on se fait peu d'illusions, dans les milieux diplomatiques, sur les chances de rétablissement rapide de la paix.

ALAIN DEBOVE

Que restera-t-il de Sarajevo ?

SARAJEVO

de notre envoyée spéciale

Après la nuit d'enfer qu'avait vécue la capitale bosniaque de mardi à mercredi, l'ouverture de la conférence de Londres a apporté un petit répit aux habitants hébétés qui ont tenté, durant toute la journée de mercredi, d'effacer quelque peu les stigmates des effroyables bombardements de la soirée. Partout dans les rues étroites et en pente du vieux Sarajevo, hommes et femmes balayaient les morceaux de verre éclatés et dégageaient la chaussée de débris divers. D'une violence rarement encore vue à Sarajevo, ces bombardements et échanges d'armes automatiques ont peut-être masqué, dans le centre de la ville, un combat d'infanterie, les Serbes tentant d'avancer un peu dans une zone dont ils contrôlent déjà l'arrière.

« Il se pourrait qu'une partie de la ligne de front ait un peu bougé », avance prudemment un observateur étranger, qui ajoute toutefois *« ne pas croire les Serbes militairement capables, à l'heure actuelle, de conquérir une partie de la ville »*.

Malgré une puissance de feu extraordinaire – on estime de bonne source à 450 pièces d'artillerie lourde et moyenne le déploiement serbe autour de la cuvette de Sarajevo, – les Serbes manqueraient en effet d'hommes et procéderaient actuellement à des recrutements forcés. Des jeunes Serbes, comme d'ailleurs beaucoup de jeunes Bosniaques, montreraient peu d'enthousiasme pour un combat que chacun sait long et dont l'issue demeure incertaine.

Mais comme, selon ce même observateur, *« les Bosniaques sont incapables, sans véritable armée, d'une action militaire d'envergure »*, les deux camps se neutralisent en quelque sorte et se contentent de bombardements dont la population civile fait seule les frais. A ce jeu, toutefois, les Serbes ont une supériorité sans égale et, à défaut de détruire politiquement la ville, ils la meurtrissent petit à petit. *« Je suis très effrayé de ce qui va rester de la capitale bosniaque si ça continue »*, avoue un témoin présent depuis près de quatre mois. *« Au fur et à mesure que le temps passe, les immeubles s'affaissent de plus en plus et la ville semble atteinte d'une lèpre inguérissable. »*

Dans leur obstination destructrice, les Serbes agissent à plusieurs niveaux. Ils visent d'abord une population terrorisée par des bombardements, plus ou moins aveugles, en pleine journée. Plus ou moins aveugles, car comment croire que c'est par hasard seulement que l'hôpital de France, ancien hôpital militaire, a reçu plusieurs obus, mardi et mercredi, dont l'un a détruit une salle d'opérations, tuant une infirmière et blessant plusieurs membres du personnel ? Ce n'est pas non plus le hasard qui fait tirer quasi quotidiennement les artilleurs serbes sur le centre-ville à l'heure où les habitants se rendent à leur travail ou rentrent chez eux. En conséquence, le gouvernement vient de décider de limiter désormais au minimum les horaires de travail des fonctionnaires qui assument toujours leur tâche.

Détruire les symboles

Mais les Serbes s'attaquent aussi à tous les symboles de la ville. Ainsi, mercredi, tout autant que les morts et les blessés, c'était la destruction de la Bibliothèque nationale qui affectait les habitants, spectateurs impuissants de la disparition de leur patrimoine. Ancien hôtel de ville au temps de l'empire austro-hongrois, cet élégant bâtiment de style néo-mauresque, reconverti en bibliothèque universitaire et siège de l'Académie des sciences, a été, une bonne partie de la journée, la proie des flammes, qui projetaient dans le ciel les cendres des milliers de livres en train de brûler. Malgré leurs efforts, les pompiers, sans pression d'eau, n'ont rien pu faire. D'autant qu'ils ont été de nouveau bombardés alors qu'ils tentaient de sauver ce qui pouvait l'être.

L'Institut oriental, qui abritait les archives de l'Empire ottoman et une collection de livres rares, avait déjà disparu dans la tourmente. De même que quelques très belles mosquées ne sont plus que souvenirs. Une dizaine d'entre elles ont été détruites, et le vieux cimetière musulman a été à plusieurs reprises atteint par les obus. Les églises, particulièrement catholiques, n'ont pas non plus été épargnées, et la cathédrale est très endommagée.

FRANÇOISE CHIPAUX

Entre deux fronts

« On s'aime, vous savez ! »

PRÈS DE DOBOJ

de notre envoyé spécial

Les trente-quatre journalistes qui ont accompagné le convoi humanitaire de l'association Equilibre en Bosnie, et qui devaient enquêter ensuite sur le sort des réfugiés dans la région, sous contrôle serbe, de Doboj, en ont été empêchés toute la journée du mercredi 26 août. Ils ont été « baladés » sous bonne garde, dans le massif forestier du Borja, avant d'être conduits, au moment même où la délégation serbe quittait la conférence de Londres, vers le quartier général de Banja-Luka.

Moyennant un exposé, avec la projection d'un téléfilm, sur les atrocités imputées aux Serbes et aux Musulmans, un major a offert de jouer le jeu de l'investigation à l'occidentale. Les journalistes étaient autorisés à se rendre jeudi dans les camps de leur choix, y compris ceux de la région de Doboj. Ils seraient placés sous escorte de sécurité, mais avec toute latitude de questionner et de filmer. La sortie de la zone devait se faire par la même ligne de feu qu'à l'aller, vers les villes bosniaques de Tersanj et de Senica. Jeudi, le succès de l'expédition restait toutefois lié à des impondérables, qui pourraient ne pas être des prétextes de la part des autorités : le manque de carburant et l'intensité réelle des combats dans les environs de Doboj.

La veille, Equilibre avait réussi à faire passer aux journalistes la ligne de feu entre Bosniaques et Serbes. Le convoi, parti dimanche de Split, avait laissé à Travlik et Zenica le plus beau de sa cargaison, y compris ses accompagnateurs politiques. Restait un camion de lait en poudre et six voitures bourrées de journalistes.

Le convoi avait quitté Cesagn, en zone bosniaque, au plus chaud de la journée. Les véhicules s'étaient engagés, au pas, vers la route boisée entre Tersanj et Doboj. Défilé entre les maisons vides, sinistrement murées contre les éclats ou les visiteurs, avec l'espoir, qui sait, de revenir un jour. Un moulin bordait la Bosnie. Voici les premières chicanes aux mines fraîchement désamorcées. La nature était si belle, les soldats si jeunes, avec leurs airs de fiancés posant pour la photo de foire. On songeait aux fourmis de Malraux cheminant sur les mitrailleuses de *l'Espoir*. Comme c'est con la guerre, surtout celle-la !

Nouvelle traversée de mines, serbes cette fois. Les premiers soldats de l'armée « serbo-fédérale » sont apparus. Les mêmes, à s'y méprendre ! plus professionnels, mieux équipés, avec des galons au revers. C'était l'armée de métier qui succédait à celle des partisans. Mais c'était le même hâle sur des pommettes fatiguées.

Le camion de lait n'ayant pas été autorisé à franchir le pont miné de l'interzone, il ne restait plus que les voitures de journalistes. Les militaires et la Croix-Rouge serbes assignèrent la joyeuse troupe à résidence dans un motel de montagne, loin de Doboj, sans eau ni électricité. Dans la soirée, des factionnaires serbes ! répétent l'antienne reprise de part et d'autre de la sinistre frontière : *« On s'aime, vous savez. Dès que la guerre sera finie, on s'adorera de nouveau ! »*

Il y a des soirs où l'on n'a plus envie de croire personne.

BERTRAND POIROT-DELPECH

TURQUIE : la situation dans le sud-est anatolien

La presse s'interroge sur les affrontements de Sirnak

Plusieurs manifestations de Kurdes turcs en Europe ont eu lieu, mardi 25 et mercredi 26 août, pour protester contre l'attitude de l'armée turque dans les violents affrontements dont la ville de Sirnak, dans le sud-est anatolien, a été le théâtre *(le Monde* du 21 et du 25 août). En Allemagne, à Bonn, un Kurde de dix-huit ans s'est grièvement blessé en sautant d'un pont d'autoroute haut de trente mètres à l'issue d'une manifestation qui rassemblait plusieurs milliers de Kurdes. Les affrontements de Sirnak – qui devaient être évoqués jeudi, à la fois par le gouvernement et par le Parlement – ont soulevé de multiples questions dans la presse turque. La plupart des vingt mille habitants de Sirnak auraient évacué la ville. – *(AFP.)*

ISTANBUL

de notre correspondant

Combien de militants ont attaqué Sirnak, cette ville devenue désormais une cité en ruines ? Comment les guérilleros, armés de mortiers et de lance-roquettes, ont-ils pu s'échapper du centre-ville alors que la ville forteresse était encerclée par une brigade de gendarmerie ? Pourquoi aucun rebelle n'a-t-il été tué ou arrêté pendant l'attaque de Sirnak ? Pourquoi les responsables locaux ont-ils interdit depuis une semaine aux journalistes de parler aux habitants de la ville ? Ni le préfet de l'état d'urgence, M. Unal Erkan, ni le premier ministre, M. Suleyman Demirel, n'ont pu donner de réponses satisfaisantes à ces questions. Le député de Sirnak, M. Mahmut Alinak, a invité une délégation de l'ONU à mener sur place des investigations à propos de ces événements au cours desquels plus de vingt personnes, selon un bilan officiel, ont été tuées.

« Une provocation contre les Kurdes »

La grande majorité des quotidiens turcs, qui, pour la première fois, ont posé des questions critiques aux autorités responsables de la sécurité, n'ont pas omis cependant d'attaquer le président de la République, M. Turgut Ozal, qui, lundi, a admis publiquement que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) *« avait une certaine base populaire dans la région »*.

De son côté, le leader du PKK, M. Abdullah Ocalan, a, dans un entretien publié lundi par un quotidien kurde à Istanbul, accusé le président Ozal *« d'avoir monté une provocation contre les Kurdes de Sirnak »*. *« Nos guérilleros n'ont pas du tout attaqué Sirnak »*, a-t-il affirmé, alors même que, dans un premier temps, un journal pro-kurde avait titré à la « une » que le PKK avait effectué une *« descente »* sur Sirnak. – *(Intérim.)*

□ PRÉCISION. – Après la publication de notre article « Sirnak, une ville en ruines... » *(le Monde* du 25 août), M. Ali Agbaba, président du comité du Kurdistan en France, nous écrit pour contester, notamment, l'indication selon laquelle *« le PKK compterait cent mille miliciens, paysans labourant leurs champs dans la journée et prenant le maquis la nuit »*. M. Agbaba ajoute : *« le monde entier sait que le PKK n'a même pas la moitié »* de ce chiffre.

[Notre correspondant nous précise que ce chiffre a été, en particulier, avancé par l'un des porte-parole du PKK en Irak.]

EUROPE

TCHÉCOSLOVAQUIE : après l'accord entre M. Klaus et M. Meciar

La Fédération cessera d'exister le 31 décembre

M. Vaclav Klaus et M. Vladimir Meciar, les chefs des deux principales forces politiques tchèque et slovaque, ont défini, mercredi 26 août, à Brno, un calendrier détaillé du démontage de la Fédération tchécoslovaque devant conduire à sa disparition le 31 décembre prochain.

PRAGUE

de notre correspondant

« Le 1er janvier 1993, les Républiques tchèque et slovaque devraient être deux Etats indépendants », a annoncé M. Meciar à l'issue de la sixième rencontre des dirigeants du HZDS (Mouvement pour une Slovaquie démocratique) et de l'ODS (Parti démocratique civique) depuis les élections de juin au sujet de l'avenir de la Tchécoslovaquie. Ce calendrier contraignant a pour objectif d'empêcher une *« autoliquidation de la Tchécoslovaquie dont les conséquences néfastes commencent à se faire sentir »*, a indiqué M. Meciar, évoquant l'évolution chaotique au sein des institutions fédérales et des relations économiques inter-Républiques.

L'accord politique signé dans la nuit prévoit une coordination étroite des groupes parlementaires des deux partis à l'Assemblée fédérale afin d'accélérer l'adoption de lois indispensables à la séparation du pays créé en 1918. D'ici à la fin septembre, le Parlement fédéral doit voter la « loi sur les moyens de liquider la Fédération », dont un premier projet a été approuvé mercredi par le gouvernement fédéral, et la « loi sur la manière de partager les biens de la Fédération et les droits de succession ». A cette même date, les Parlements républicains – les conseils nationaux tchèque et slovaque – devront approuver les textes des traités qui lieront les deux nouveaux Etats dans les domaines économique, social, humanitaire et de la défense.

Sur le plan économique, deux traités devraient être signés. Selon M. Klaus, l'un donnerait naissance à une union douanière et l'autre à une union monétaire. Le premier ministre tchèque a par ailleurs clairement annoncé que les deux Etats *« auront à terme chacun leur monnaie, même si elles sont étroitement liées »*, sans préciser la date de la séparation, mais *« sûrement pas le 1er janvier 1993 »*, a-t-il rassuré. Les trois derniers mois de l'année seront consacrés à la préparation législative et pratique du partage de toutes les institutions fédérales et du transfert de leurs compétences vers les autorités de Prague et de Bratislava, selon ce même calendrier.



Lenteurs et « mécontentement »

Les deux hommes, qui se sont entretenus pendant deux heures et demie en tête à tête avant d'être rejoints par les autres dirigeants de leurs partis, ont par ailleurs éclairci les malentendus qui s'étaient accumulés ces derniers temps, provoquant en début de semaine une mini-crise tchéco-slovaque menaçant la tenue de cette rencontre. La première partie de la réunion a été ainsi consacrée à un bilan du respect des accords des précédentes réunions. Les deux hommes ont constaté leur *« mécontentement »* devant la lenteur de l'application de certaines décisions.

La question des services secrets ex-tchécoslovaques (FBIS), principale pomme de discorde entre les deux partis ces dernières semaines, a été promptement résolue après la révocation mercredi du directeur du FBIS par le gouvernement fédéral. La tête de M. Stefan Bacinsky, un Slovaque anti-indépendantiste nommé par l'ex-président Vaclav Havel, était demandée par le HZDS depuis plusieurs mois. Son poste reviendra à un membre du HZDS alors que l'ODS a d'ores et déjà nommé son candidat au poste de directeur adjoint en la personne de Stanislav Devaty, un ex-dissident instruit en matière de services secrets.

MARTIN PLICHTA

ITALIE : la lutte contre la Mafia

Une femme succède au juge Falcone

Une femme magistrat, Mme Liliana Ferraro, a été désignée à la direction des affaires pénales du ministère de la justice, pour succéder au juge Giovanni Falcone, a annoncé, mercredi 26 août, la télévision italienne, bien que la décision date du conseil des ministres du 13 août. Appelée en janvier par le juge Falcone à la tête de son secrétariat, Mme Ferraro avait assuré l'intérim de la direction générale des affaires pénales au lendemain de l'assassinat du juge par la Mafia, le 23 mai en Sicile.

Originaire de Salerne, près de Naples, Mme Ferraro, quarante-huit ans, est entrée dans la magistrature en 1970. Après avoir occupé plusieurs postes importants au ministère de la justice (elle a notamment représenté l'administration judiciaire auprès du Conseil de l'Europe et de la Communauté européenne à propos des questions d'extradition et de lutte contre le terrorisme), elle devient ainsi la première femme directeur général de la division des affaires pénales dans l'histoire de l'Italie. Mme Ferraro a déclaré mercredi à la presse qu'elle poursuivrait la stratégie élaborée par le juge Falcone. – *(AFP, Reuter.)*

□ **Arrestation de personnalités impliquées dans des affaires de corruption.** – Le secrétaire régional de la démocratie chrétienne, M. Giampietro Favaro, a été arrêté, mardi 25 août à Venise, dans le cadre d'une enquête pour corruption, a-t-on appris de source judiciaire. Le vice-président socialiste de la province de Trévise, M. Graziano De Biasi, a également été incarcéré, ainsi que deux fonctionnaires et un entrepreneur, accusés de corruption. A Agrigente en Sicile, quatre conseillers municipaux (démocrates chrétiens et socialistes) et deux fonctionnaires ont été emprisonnés. Une enquête a été ouverte sur l'ancien maire de la ville, M. Roberto Di Mauro. – *(AFP.)*

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
SANS VISA

ALLEMAGNE : cinquième soirée de violence

La police est parvenue à contenir les émeutiers de Rostock

Après quatre nuits d'émeute, de nouveaux incidents ont éclaté, mercredi 26 août, à Rostock. Mais les quelque mille cinq cents policiers engagés ont réussi à maîtriser les casseurs, mercredi à minuit, après deux heures d'échauffourées, de jets de pierres et l'incendie de plusieurs voitures. En milieu de nuit, environ soixante-dix « crânes rasés » avaient été interpellés, selon la police.

Le bilan des émeutes était, mercredi soir, de cent quatre-vingt-trois policiers blessés. Toutefois, selon un porte-parole de la police, de nombreux blessés dans les combats de la nuit n'avaient pas encore été comptabilisés. De très nombreux casseurs ont également été blessés au cours des cinq nuits de violence. – *(AFP.)*

□ **AUTRICHE : M. Schallenberg succède à M. Klestil au poste de secrétaire général du ministère des affaires étrangères.** – M. Serge Boidevaix, secrétaire général du Quai d'Orsay, a remis, mardi 25 août, les insignes de grand officier de l'ordre national du Mérite à M. Wolfgang Schallenberg, ambassadeur d'Autriche à Paris, qui rejoint Vienne, où il devient secrétaire général du ministère des affaires étrangères. M. Schallenberg succède à ce poste à M. Thomas Klestil, élu président de la République le 24 mai.

□ **Le Congrès de l'Internationale socialiste aura lieu en septembre à Berlin.** – L'Internationale socialiste (IS) organisera son dix-neuvième congrès triennal, du 15 au 17 septembre à Berlin, sur le thème « Liberté et solidarité dans un monde en mutation », a annoncé mardi 25 août à Londres, le secrétariat de l'organisation. Ce congrès, qui aura lieu au Reichstag, réunira *« les dirigeants et représentants des partis démocratiques, socialistes et travaillistes et des invités du monde entier »*, a-t-on précisé de même source. Les travaux seront dirigés par M. Willy Brandt, actuel président de l'IS. – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

Les négociations de paix israélo-arabes de Washington

Les Palestiniens se disent « déçus » par les propositions israéliennes

Les propositions d'autonomie dans les territoires occupés faites par la délégation israélienne aux négociations de Washington ont été accueillies avec scepticisme et déception par les représentants palestiniens. De Genève, M. Yasser Arafat a affirmé que son peuple n'avait que faire *« des élections administratives à l'ombre des canons »*.

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

« Un changement radical par rapport à leur situation existante, une occasion sans précédent dans leur histoire » : telles sont, d'après M. Eliakim Rubinstein, l'un des négociateurs israéliens aux discussions de paix de Washington, les principales caractéristiques du modèle *« d'autogouvernement intérimaire »* proposé ces jours-ci aux 1,8 million de Palestiniens qui vivent dans les territoires occupés par l'Etat juif depuis vingt-cinq ans.

Se disant *« sceptiques et même déçus »*, les intéressés ne sont pas du tout du même avis. Les négociations se sont néanmoins poursuivies, mercredi 26 août, au département d'Etat américain dans un climat qualifié, de part et d'autre, de *« sérieux et respectueux »*. Le sentiment était d'ailleurs identique dans les délégations de Syrie, de Jordanie et du Liban, chacun de ces trois pays négociant de manière séparée avec les représentants d'Israël.

Interdit d'entrée par la grande porte, M. Yasser Arafat, le président de l'OLP, sans le feu vert duquel aucun Palestinien ne serait en train de négocier à Washington, a un peu donné le ton de la journée en déclarant, à Genève, que son peuple n'avait que faire *« des élections administratives à l'ombre des canons »* que l'Etat hébreu proposerait à ses négociateurs : *« Ce que les Palestiniens veulent*, a dit M. Arafat devant une réunion internationale sur « Les droits inaliénables du peuple palestinien », *c'est le droit à l'autodétermination. »*

Critiquant au passage le nouveau gouvernement israélien de M. Itzhak Rabin, lequel tiendrait *« des discours sucrés »* pour l'opinion internationale tout en poursuivant *« une politique de la main de fer »* dans les territoires occupés, le chef de la centrale palestinienne a prévenu *« le monde entier »* qu'il ne saurait y avoir *« de paix ou de stabilité* [dans la région] *sur le corps du peuple palestinien »*.

S'en prenant ensuite au président américain, accusé d'avoir *« pris parti de façon flagrante »* en faveur d'Israël en lui promettant notamment la garantie bancaire de 10 milliards de dollars que l'Etat juif réclamait pour intégrer ses immigrés soviétiques, M. Arafat a estimé que cette attitude revenait *« à encourager Israël à poursuivre une politique extrême »* et risquait aussi *« de faire capoter la conférence de paix »*. Les délégués palestiniens, qui devaient être reçus jeudi par de hauts responsables du département d'Etat, entendaient d'ailleurs soulever ce problème avec leurs interlocuteurs.

« Nous voulons savoir, a dit Mme Hanane Ashraoui, porte-parole officiel de la délégation, *si Washington a posé des conditions à l'obtention de ces garanties et, si oui, quelles sont-elles. Il serait impensable que des dollars américains puissent être consacrés au renforcement et à l'extension des colonies juives de peuplement dans les territoires palestiniens occupés. »*

Bien qu'en contact direct et permanent avec la centrale de l'OLP dont tous, ou presque, se réclament, les délégués palestiniens à Washington, malgré la *« déception »* qu'ils affichent, continuent pourtant vaillamment de se montrer sous un jour à la fois moins inflexible et moins pessimiste que leurs dirigeants extérieurs. Un peu comme si une sorte de partage des tâches et des rôles avait été préalablement fixée, Mme Ashraoui a réaffirmé, mercredi soir, qu'en dépit de tout il y avait encore, dans les propositions israéliennes, *« une marge de manœuvre pour la discussion »*.

Davantage de pouvoirs

Les négociations butent notamment sur l'étendue des pouvoirs qui seraient dévolus au « Conseil administratif » palestinien qui, après élections, serait chargé de gérer, pendant cinq années maximum, les affaires de la cité palestinienne. L'OLP réclame, pour sa part, l'établissement d'un « Conseil législatif » dont les membres disposeraient du pouvoir de légiférer dans les secteurs d'activité dont ils auront à s'occuper.

Mme Ashraoui a révélé que les Israéliens ne sont pas opposés au principe d'une augmentation plus ou moins importante du nombre d'élus à venir. A Jérusalem, on en envisageait quelques dizaines au total, tandis que les Palestiniens en réclament 180. Pour le reste, M. Eliakim Rubinstein, le chef des négociateurs israéliens pour la question palestinienne, a expliqué le refus de son pays de laisser mettre en place dans les territoires une assemblée qui *« aurait les attributs et les symboles d'un Etat palestinien indépendant »*.

Réitérant la ferme opposition de son gouvernement à cette hypothèse, le négociateur, juriste de son état, a rappelé que, selon les termes de référence du processus de paix en cours, le statut final des territoires devra être négocié à partir de la quatrième année d'exercice de l'autonomie palestinienne : *« Nous nous étions mis d'accord là-dessus dès avant le coup d'envoi du processus, il y a dix mois à Madrid »*, a-t-il précisé. En d'autres termes, pas question de laisser les Palestiniens *« prédéterminer dès maintenant le statut final des territoires »*.

Israéliens et Palestiniens, a expliqué M. Rubinstein, ont besoin *« de s'accoutumer, de coexister, de travailler ensemble avant de négocier une solution permanente »*, laquelle, il en est *« certain »*, sera *« basée sur l'expérience des années intérimaires »* qui s'annoncent. Il ne faut pas s'y tromper, a poursuivi le négociateur, les sphères d'activité et de responsabilité administratives qui sont proposées aux Palestiniens *« sont très importantes et concernent pratiquement tout ce qui constitue la vie des habitants dans les territoires »*. Taxation, police, justice, éducation, santé, main-d'œuvre, commerce, industrie, environnement..., tout, sauf *« les questions de défense, les affaires étrangères, ce qui concerne la vie de la population juive dans les territoires et tout ce qui est directement lié aux intérêts d'Israël, évidemment »*.

A la lecture des propositions détaillées qui leur ont été remises mardi, certains conseillers palestiniens s'arrachaient littéralement les cheveux. Chaque détail de la prochaine vie « autonome » des habitants des territoires y serait répertorié, décortiqué, encadré. *« En fait*, disait l'un d'eux, *contrairement à ce qu'ils laissent entendre ici et là, les Israéliens nous proposent un autogouvernement qui ne sera, ni « auto » puisque chacune des activités de nos futurs élus devra être visée et approuvée par l'autorité d'occupation, ni « gouvernement » puisque, en dernière analyse, c'est l'équipe de M. Rabin qui décidera. »*

Bien sûr, M. Rubinstein l'a reconnu, le document israélien n'est pas définitif. *« Chaque détail va maintenant pouvoir être discuté et négocié »* dans les prochaines semaines. Mais, à en croire certains diplomates proches des négociations, le modèle proposé aux Palestiniens rappelle bien, par beaucoup d'aspects, le statut d'autonomie limitée accordé, par exemple, à certaines régions d'Europe, comme la Sardaigne. Et la Sardaigne, comme chacun sait, fait partie de la République italienne.

PATRICE CLAUDE

LIBAN : le calendrier électoral maintenu

Deux ministres ont présenté leur démission

Malgré une vive contestation de la première partie des législatives au Liban et l'opposition de la quasi-totalité des chrétiens, le gouvernement libanais s'est déclaré, mercredi 26 août, résolu à poursuivre la consultation électorale. Tout au plus, le ministre de l'intérieur, le général Sami Khatib, a-t-il admis qu'il y avait eu des *« incidents »*, des *« bavures »* et des *« lacunes »*, lors de la première étape de ce scrutin, dimanche, au Liban nord et dans la Bekaa.

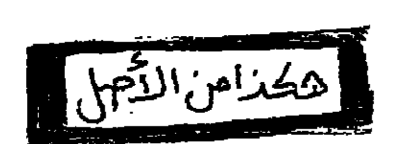
Prise en conseil des ministres, la décision de maintenir le calendrier électoral a poussé le ministre des affaires étrangères, M. Farès Boueiz, gendre du président de la République, et son homologue des postes et télécommunications, M. Georges Saadé, chef du parti Kataeb, à présenter leur démission. Et le patriarche de la communauté maronite, Mgr Nasrallah Sfeir, a exprimé ses craintes d'une *« remise en cause de l'identité libanaise »*. *« Je crains fort que des voix s'élèvent dans le nouveau Parlement pour réclamer le changement de l'identité du Liban et de son régime »*, a déclaré à l'AFP Mgr Sfeir, faisant de toute évidence allusion à la montée en puissance des intégristes du Hezbollah, pro-iranien dans le pays.

M. Raymond Eddé, dont le parti, le Bloc national, fait partie de la coalition des formations hostiles aux élections, a réclamé le renvoi *sine die* du scrutin. *« Le Parlement se trouvant en session extraordinaire se doit de se réunir immédiatement pour annuler la nouvelle loi électorale, qui est inconstitutionnelle, et les opérations électorales, qui sont toutes entachées de fraude »*, nous a déclaré M. Eddé, juriste, qui vit en exil volontaire en France depuis 1976.

A ses yeux, le scrutin du 23 août est une *« honteuse mascarade électorale »* qui ne doit pas se reproduire. Aussi, comme le mandat de la Chambre des députés ne vient à expiration que le 31 décembre 1994, *« on a tout le temps de procéder à des élections libres et régulières, sous l'égide d'un nouveau gouvernement composé de personnalités honorables »*. Mais la condition préalable demeure, à ses yeux, le retrait de *« toutes les forces étrangères, israéliennes, syriennes et iraniennes, à l'exception des forces de l'ONU »*. Faute de quoi, le Parlement *« devra proroger son mandat pour éviter l'intervention des forces syriennes, une fois de plus, dans les opérations de vote »*.

M. N.

□ **YÉMEN : dix-huit personnes tuées dans un accrochage entre membres de tribus et policiers.** – Dix-huit personnes, dont treize policiers et soldats, ont été tuées et seize autres blessées, lors d'un accrochage entre forces de sécurité et membres de tribus dans le gouvernorat de Maareb, à 300 km à l'est de Sanaa, a indiqué, mercredi 26 août, un chef de tribu, Cheikh Mohammed Ali Al Qordaï. Selon un porte-parole du ministère de l'intérieur, les policiers étaient intervenus pour mettre un terme à une violente dispute entre des éléments armés des tribus d'Al Sayyad et d'Al-Fouqara, dans cette zone pétrolière, théâtre traditionnel d'escarmouches entre tribus rivales. – *(AFP.)*



PROCHE-ORIENT

IRAK : couvrant 140 000 km² au sud du 32ᵉ parallèle

La zone d'exclusion a été mise en place par les alliés

Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France imposeront une zone d'exclusion aérienne en Irak au sud du 32ᵉ parallèle afin de protéger la population chiite de cette région des avions et hélicoptères de M. Saddam Hussein, a annoncé, mercredi 26 août à la Maison Blanche, le président George Bush. Cette mesure prend effet jeudi à 10 h 15, heure de Washington, soit 18 h 15 sur place. Des avions américains de surveillance et de reconnaissance, notamment des avions-radar AWACS, survoleront dès ce moment-là le sud de l'Irak, pour vérifier qu'aucun appareil irakien n'y opère.

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

« Personne ne doit douter de notre détermination à répliquer de façon décisive si l'Irak ne respecte pas cette zone d'exclusion aérienne », a affirmé M. Bush. Cela veut dire en clair, même si le président a évité d'utiliser un langage aussi direct, que les appareils américains abattraient les avions et hélicoptères irakiens qui s'aventureraient au sud du 32ᵉ parallèle. La décision américaine est motivée par les *« preuves de la répression brutale »* à laquelle se livre Bagdad contre les chiites du Sud, contenues notamment dans le rapport présenté le 11 août devant le Conseil de sécurité par M. Max Van der Stoel, l'envoyé spécial des Nations unies.

L'ambassadeur irakien à l'ONU, M. Abdul Amir Al Anbari, a été officiellement informé de cette mesure mercredi – peu avant qu'elle ne soit annoncée par M. Bush – par les représentants américain, britannique, français et russe réunis au siège de la mission française à l'ONU. La Russie approuve la démarche occidentale, mais n'y contribue pas militairement.

La zone d'exclusion dans le sud de l'Irak sera comparable à celle mise en place dans le Nord depuis mars 1991 pour protéger les Kurdes. Elle couvre une région d'environ 140 000 kilomètres carrés, dans laquelle vivent sept millions de personnes, chiites dans leur grande majorité. Il ne reste plus à l'aviation irakienne qu'une bande autorisée, au centre du pays, au sud du 36ᵉ et au nord du 32ᵉ parallèle. Plus de la moitié du territoire irakien lui est interdite.

M. Bush s'est défendu de chercher ainsi à démanteler l'Irak. Il veut empêcher l'aviation de M. Saddam Hussein de *« bombarder et mitrailler »* les villages dans le Sud, et obliger ainsi ce dernier à respecter la résolution 688 du Conseil de sécurité, adoptée en avril 1991, qui lui enjoint de cesser la répression contre son propre peuple. Mais il ne vise pas une « partition » de l'Irak, dont les Etats-Unis, a affirmé M. Bush, continuent de soutenir l'*« unité territoriale »*. Le président américain espère ouvertement, par ailleurs, que ce nouveau geste contribuera à la chute de M. Saddam Hussein. *« Nous attendons le jour où nous pourrons travailler avec de nouveaux dirigeants à Bagdad, qui ne répriment pas brutalement leurs populations et ne violent pas les lois élémentaires de l'humanité »*, a-t-il dit.

Une décision essentiellement américaine

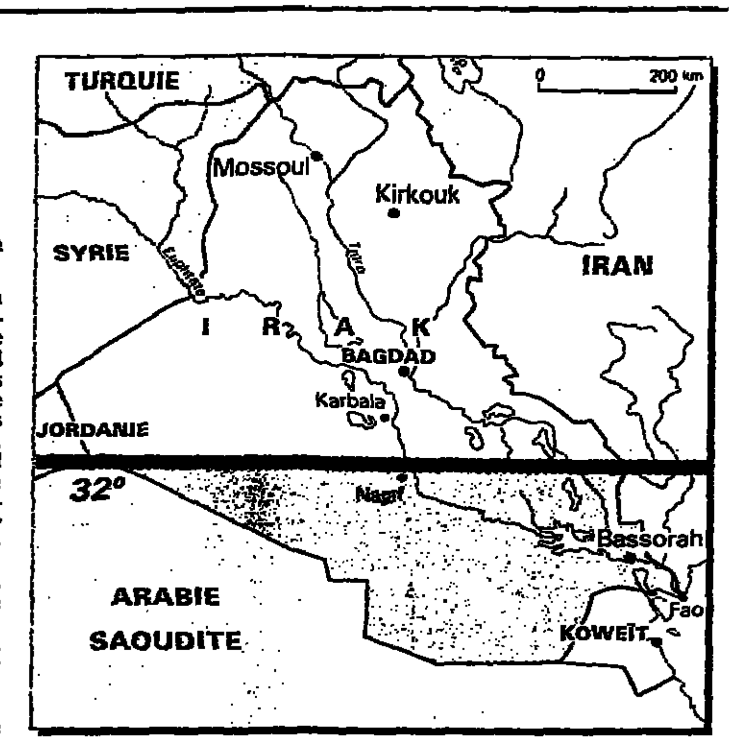
Un haut responsable du Pentagone a expliqué, deux heures après l'annonce présidentielle, que l'interdiction de survol s'appliquait aussi bien aux appareils militaires que civils. Aucune ligne régulière internationale n'est en service dans cette région, a affirmé le général Martin Brandtner, directeur des opérations à l'état-major interarmes. Tout avion civil irakien sera *« renvoyé d'où il vient »*, a-t-il ajouté.

Malgré le soin pris, aussi bien par M. Bush que par les responsables du Pentagone, à rappeler qu'il s'agit d'une opération « alliée », celle-ci est essentiellement américaine. Environ 24 000 militaires américains sont impliqués. Le porte-avions *Independence*, qui emporte soixante-quinze appareils, est dans le Golfe. Il constitue l'élément central du dispositif américain pour faire respecter la zone d'exclusion. Une centaine d'avions basés en Arabie saoudite peuvent être utilisés en renfort. Le rôle des Britanniques et des Français devrait se limiter à des vols de reconnaissance.

L'amiral Cramer, directeur du renseignement à l'état-major interarmes, a décrit la situation dans le sud de l'Irak. Les forces de Bagdad ont considérablement accru, ces derniers mois, leurs activités contre les rebelles chiites dans les marais situés entre Amarah et Bassorah. Les forces irakiennes dans le Sud sont estimées, côté américain, à 60 000 hommes. *« Il y avait, jusqu'à ces derniers jours, trente avions et une quarantaine d'hélicoptères au sud du 32ᵉ parallèle »*, selon l'amiral Cramer. Tous les avions ont été repliés au nord de cette ligne, et seuls restent quelques hélicoptères. La rébellion chiite, de son côté, compte *« plusieurs dizaines de milliers d'hommes »*.

M. Bush a informé à l'avance M. Bill Clinton de la création de cette zone d'exclusion aérienne. *« Je soutiens cette mesure. C'est ce qu'il convient de faire. J'espère qu'elle aboutira au résultat escompté »*, a déclaré le candidat démocrate. M. Bush a d'autre part rejeté l'idée qu'il pouvait avoir agi pour des motifs de politique intérieure, à dix semaines de l'élection présidentielle. *« Personne ne fait un tel reproche aux dirigeants français et britannique »*, a-t-il remarqué. Le *New York Times* avait annoncé le 16 août que M. Bush s'apprêtait à provoquer M. Saddam Hussein, précisément pour des motifs électoraux, en réclamant l'inspection, que celui-ci refuserait, du ministère de l'industrie militaire. Le président sortant avait qualifié cet article de *« spéculation ignoble »*.

DOMINIQUE DHOMBRES



Des Mirage 2000 venus d'Orange

Six officiers de l'armée de l'air française sont, depuis mercredi 26 août, en Arabie saoudite pour y préparer les modalités du déploiement d'une dizaine de Mirage 2000 qui participeront à la force alliée chargée d'interdire à l'aviation de M. Saddam Hussein le survol d'une zone située au-dessous du 32ᵉ parallèle.

La France a déjà mis en place, depuis la Turquie, aux côtés de forces américaines et britanniques, huit avions qui font respecter le même exclusion au-dessus du 36ᵉ parallèle. Des Mirage 2000 RDI de la base d'Orange (Vaucluse) ont été désignés pour participer à l'opération. Outre son radar Doppler à impulsions (RDI), qui lui permet d'agir de concert avec des avions-radars américains AWACS, ce type de Mirage, ravitaillable en vol, emporte des missiles de combat aérien Magic, des missiles Super-530 d'interception à moyenne portée, ainsi que deux canons de 30 mm pour le combat rapproché.

Des avions identiques avaient déjà été utilisés durant l'opération « Tempête du désert ».

L'étau se resserre...

Suite de la première page

Sans être opposé à l'interdiction de survol signifiée à l'aviation irakienne, M. al Jader, qui dirige aujourd'hui l'Organisation arabe des droits de l'homme basée à Genève, aurait préféré que *« le Conseil de sécurité en prenne l'initiative » plutôt que Washington, Londres et Paris »*.

Ce raisonnement ne tient pas la route, contestent de nombreux opposants chiites irakiens. La résolution 688 autorise l'initiative prise par les Occidentaux, nous a ainsi déclaré M. Ahmad Chalabi, l'un des dirigeants du Congrès national irakien, coalition de formations de l'opposition qui s'est constituée en juin dernier lors d'un congrès à Vienne.

M. Chalabi estime qu'avec l'interdiction de survol qui lui est ainsi faite, *« la capacité du régime irakien à la répression des populations du Sud sera considérablement réduite, car la région des marais notamment, est une zone plate où les vols de reconnaissance aériens sont fondamentaux pour identifier les cibles. Le déplacement des forces terrestres sera rendu difficile car elles avanceraient à l'aveuglette et la puissance de feu en serait réduite d'autant »*.

Comme un autre responsable de l'opposition, M. Laith Qobaa, il est convaincu que *« le moral de l'armée irakienne en sera profondément affecté et que les désertions se multiplieront »*. Au demeurant, affirme M. Chalabi, ce sont les formations de l'opposition qui, depuis la fin de la guerre du Golfe, insistaient pour que les avions militaires irakiens se voient interdire le survol de la totalité du territoire.

Les objectifs du régime

La région couverte par le parapluie occidental abrite plusieurs villes importantes, notamment Bassorah, troisième centre industriel du pays, mais aussi Nadjaf, ville sainte du chiisme ; l'autre sanctuaire, Kerbala, se trouve plus au nord. Elle inclut surtout à la région des marais, au confluent du Tigre et de l'Euphrate, dans un triangle dont les pointes sont les villes de Bassorah, Amara et Nassiriyah ; véritable labyrinthe de quelque 10 000km², traditionnellement refuge des rebelles, mais qui abritait aussi une population de plusieurs dizaines de milliers de personnes.

D'après l'Organisation irakienne des droits de l'homme basée à Londres, les autorités irakiennes ont, dès la fin de la guerre avec l'Iran en 1988, commencé à détruire les villages, proclamant la région zone de sécurité militaire. A la suite du soulèvement populaire de mars et avril 1991, consécutif à la guerre du Golfe, les marais sont devenus le refuge de milliers de rebelles selon l'opposition. Des attaques ont été lancées par hélicoptères contre ces régions soumises par ailleurs à un véritable embargo.

« Il y a environ six mois, les autorités ont décidé de transformer les lieux en zone morte et proposé à la population des logements gratuits dans les villes ainsi que des salaires mensuels », explique M. Qobaa. *« Trois mois plus tard, elles ont annoncé que trois mille familles s'étaient volontairement déplacées et que, dès lors, la région des marais n'était plus peuplée que de fuyards. Elles ont simultanément accéléré la construction de ce qu'elles appellent le* « troisième fleuve » *»*, dont l'objectif officiel est d'évacuer les eaux saumâtres entre Bagdad et Bassorah et permettre l'irrigation et le transport fluvial, mais qui permet en fait de drainer les marais. *« La région est pilonnée régulièrement à l'artillerie, par hélicoptère et par avions. Ces derniers jours, seule l'artillerie opère »*, explique M. Qobaa.

A Washington, l'amiral Cramer, directeur du renseignement à l'état-major interarmes, a indiqué que les Irakiens avaient eu en particulier recours fin juillet à des appareils Su-25, capables d'atterrir sur des pistes en terre battue longues de seulement 600 mètres, pour appuyer l'avance de leurs troupes au sol. Ils ont construit de nouvelles routes à travers les marais pour leurs canons et leurs chars.

Cela étant dit, pourquoi la décision de protéger les populations du sud a-t-elle été prise aujourd'hui et non pas dans la foulée de la guerre du Golfe, ou après l'insurrection de la population en mars 1991, réprimée dans le sang et alors même que les Etats-Unis avaient encouragé les opposants à déclarer la guerre au régime ? *« Les grandes puissances ont leurs calculs qui nous sont étrangers »*, répond, ironique, M. al Jader.

« La décision a été prise avec du retard mais elle a été prise et c'est cela qui compte », conteste M. Chalabi. Les Occidentaux misaient sur une chute rapide du président irakien et *« l'avènement d'un régime militaire fort qui tiendrait la situation bien en main. Or Saddam est toujours là à les narguer. En outre, les Occidentaux et leurs alliés arabes estimaient alors que l'opposition était morcelée, qu'elle n'avait pas de programme de gouvernement. Les choses ont aujourd'hui changé. Les Kurdes ont montré qu'ils pouvaient prendre leurs affaires en main après les législatives de juin dernier. Et l'ensemble de l'opposition a enfin constitué une coalition lors du congrès de Vienne »*.

A cela il faut ajouter, selon des sources diplomatiques occidentales, que les risques d'un pourrissement de la situation pour M. Saddam Hussein paraissent sérieuses aujourd'hui. Après l'exécution de quarante-deux commerçants en juillet dernier (*le Monde* daté des 9 et 10 août), plusieurs denrées commenceraient à manquer ou seraient devenues très chères. La Jordanie, de son côté, observe l'embargo avec beaucoup plus de rigueur qu'il y a quelques mois. Autant de facteurs qui risquent de faire bouillir la marmite du mécontentement général.

MOUNA NAÏM

AFRIQUE

ALGÉRIE : l'attentat meurtrier à l'aéroport de la capitale

Un degré a été franchi dans le terrorisme urbain

Neuf morts et 128 blessés, dont cinq dans un état grave, selon un bilan officiel : les terroristes ont frappé très fort, mercredi 26 août, à Alger, où une bombe a explosé dans le hall d'accueil de l'aéroport international Houari-Boumediène, à une heure de grande affluence. Un autre attentat a visé les locaux d'Air France à Alger et une bombe a été désamorcée dans les bureaux de la Swissair. La France serait-elle visée par ces actes ? Paris a en tout cas *« condamné ces attentats aveugles qui ne peuvent mener à rien »*. Paris est *« consterné »* et demeure *« en étroite liaison avec les autorités algériennes »*, a déclaré un porte-parole du Quai d'Orsay.

ALGER

de notre correspondant

L'engin, vraisemblablement sophistiqué et d'une grande puissance, était dissimulé derrière des sièges destinés aux passagers, non loin des guichets d'embarquement des bagages. La volonté de tuer aveuglément parait évidente : pas moins de huit vols vers l'Europe étaient programmés dans les trois heures suivant l'attentat. Les derniers jours du mois d'août marquent par ailleurs traditionnellement la fin des « vacances au pays » pour de nombreux émigrés, qui retournent pratiquement aux mêmes dates vers leurs pays d'accueil.

Selon des témoins, il était environ 9 h 45 GMT (11 h 45, heure de Paris). Le hall des vols internationaux de l'aéroport, situé à une vingtaine de kilomètres de la capitale, fourmillait de monde. Soudain, une énorme déflagration a soufflé vitres et plafonds, projetant des corps déchiquetés à une dizaine de mètres. La panique a été générale. Au milieu des cris de douleur et d'effroi, ce fut une ruée éperdue vers les sorties. Les survivants, abandonnant valises et paquets, se sont regroupés pour la plupart sur le parking situé à une centaine de mètres de l'aéroport. Les secours se sont rapidement organisés et une noria de taxis, puis d'ambulances, toutes sirènes hurlantes, ont conduit les blessés vers les hôpitaux les plus proches. Un autre attentat à la bombe a également visé le même jour les locaux d'Air France, en plein centre d'Alger, faisant des dégâts matériels importants. Il n'y a pas eu de victimes, un interlocuteur anonyme ayant averti par téléphone le personnel quelques minutes avant l'explosion. Un engin explosif déposé dans les locaux de la Swissair a pu être désamorcé à temps.

« Une main étrangère »

Ces attentats n'ont pas été revendiqués. Ils ne le seront peut-être jamais. Ils indiquent toutefois qu'un degré est franchi dans le terrorisme urbain, qui visait jusqu'à présent les forces de sécurité et, depuis la semaine dernière, des fonctionnaires de l'Etat. La population civile risque désormais d'être la première victime de la violence aveugle. Ces attentats ont suscité une intense émotion au sein de cette population qui ne s'était pas laissée entraîner jusque-là dans la psychose. Les partis de l'opposition et les hommes politiques ont condamné sans réserves ces attentats et la spirale de la violence dans laquelle s'enfonce chaque jour l'Algérie. Le premier ministre, M. Belaïd Abdesslam, a estimé que ces actes *« ont été commandités par une main étrangère, même si les exécutants sont algériens »*. Visiblement ému, mais sur un ton très ferme, il a ajouté : *« Les choses sont claires aujourd'hui : nos ennemis ne veulent pas d'une Algérie debout, digne »* ; *« Le seul moyen de faire face à la situation actuelle est que les citoyens se mobilisent de façon à ce que ces gens-là* [les terroristes] *ne trouvent aucun abri, aucune complicité »* ; *« il faut leur rendre la vie impossible »*.

Le ministre de l'intérieur, M. Mohamed Hardi, a annoncé que des mesures anti-terroristes draconiennes allaient être prises et a vivement critiqué, sans la nommer, l'opposition, déplorant que *« certains hommes politiques, notamment parmi ceux qui ont contribué à la destruction du pays (...) encouragent de tels actes de terrorisme par des déclarations qui donnent à leurs auteurs l'illusion qu'en faisant monter la pression les autorités accepteront de composer »*. – *(Interim)*

TOGO : à l'issue d'un long débat parlementaire

Le président Eyadéma remis en selle

Le Haut Conseil de la République (HCR), organe législatif provisoire, a adopté, dans la nuit du mercredi 26 au jeudi 27 août, à l'issue de plus de sept heures de débats, une série de lois, dont celle prévoyant une prolongation de quatre mois de la période de transition. Celle-ci, qui devait s'achever le 28 août, est prorogée jusqu'au 31 décembre. Dans la foulée, le chef de l'Etat, le général Gnassingbe Eyadéma, retrouvera la plupart des prérogatives dont la Conférence nationale l'avait privé en 1991. Ces lois devaient être promulguées dès jeudi.

La présidence du conseil des ministres, jusque-là exclusivement dévolue au chef du gouvernement, Mᵉ Joseph Kokou Koffigoh, pourra désormais revenir au chef de l'Etat, *« en fonction de l'importance des sujets inscrits à l'ordre du jour »*. Le président Eyadéma retrouvera également le privilège de *« représenter l'Etat à l'étranger »*. Quant à la formation du gouvernement, si le premier ministre en garde l'initiative, il devra toutefois le faire, dorénavant, *« en entente avec le président de la République et après consultations des grandes familles politiques »*. Les décrets de nomination des membres du gouvernement devront être signés conjointement par le chef de l'Etat et le chef du gouvernement.

Autre concession importante faite au général Eyadéma et à l'armée : la modification du projet de nouvelle Constitution concernant les conditions d'éligibilité à la présidence de la République ; aux termes de cette modification, les *« membres des forces armées et de sécurité »* désireux d'être candidats ne seront plus obligés de démissionner préalablement de leurs fonctions, comme le prévoyait le projet initial. La réforme constitutionnelle devrait être soumise *« prochainement »* à référendum. – *(AFP.)*

□ **LIBÉRIA : regain des affrontements entre factions rebelles.** – La force ouest-africaine d'interposition au Libéria (ECOMOG) a confirmé, mercredi 26 août, à Monrovia, l'avancée victorieuse des rebelles du Mouvement uni de libération pour la démocratie au Libéria (ULIMO, basé en Sierra-Leone), qui contrôlent *« entièrement »* les provinces de Bomi Hills et Grand Cape Mount, au nord-ouest de la capitale. Selon des réfugiés, de violents combats opposent, depuis mardi, les maquisards de l'ULIMO à ceux du Front national patriotique du Libéria (FNPL, de M. Charles Taylor), dans la ville minière de Bong, à 60 kilomètres de Monrovia. – *(AFP.)*

□ **MAROC : la date du référendum est fixée au 4 septembre.** – Le référendum sur la révision de la Constitution marocaine se déroulera le 4 septembre prochain, a-t-on annoncé, mercredi 26 août, de source officielle. Il sera suivi, le 16 octobre par des élections communales sur l'ensemble du territoire, y compris au Sahara occidental. – *(AFP.)*

□ **Mort de M. Abdellatif Benjelloun.** – M. Abdellatif Benjelloun, soixante-quinze ans, ancien membre du bureau politique de l'Union socialiste des forces populaires (USFP) est décédé, samedi 22 août, à Genève, vient d'annoncer l'agence marocaine de presse. D'abord inscrit au parti de l'Istiqlal, ce médecin fut l'un des animateurs du groupe des étudiants nationalistes à Paris et le fondateur du foyer des étudiants marocains dans la capitale. Au lendemain de l'indépendance, il fut nommé ambassadeur à Bonn, puis brièvement à Paris. Il milita ensuite dans les rangs de l'USFP, née, en 1972, d'une scission avec l'UNFP.

□ **ZAÏRE : félicitations de M. Bérégovoy à M. Tshisekedi.** – Le premier ministre français, M. Pierre Bérégovoy, a adressé un message de félicitations à son homologue zaïrois, M. Etienne Tshisekedi, désigné à ce poste par la Conférence nationale souveraine, a indiqué, mardi 25 août, l'agence zaïroise AZAP. M. Bérégovoy précise que la France *« ne ménagera pas ses efforts pour soutenir* [la] *mission »* du nouveau premier ministre et espère que *« les relations franco-zaïroises s'en trouveront encore affermies »*. – *(AFP.)*

AMÉRIQUES

BRÉSIL : importantes manifestations pour réclamer le départ du président

Les ministres s'engagent à assurer une transition jusqu'à la fin de la crise

Des centaines de milliers de personnes revêtues de noir en signe de deuil ont manifesté, mardi 25 et mercredi 26 août, dans les principales villes du Brésil, pour réclamer le départ du président Fernando Collor de Mello, dont une commission parlementaire a dénoncé le népotisme et la corruption. Sortant de son mutisme, M. Collor a déclaré à la télévision argentine qu'il ne renoncera pas à ses fonctions. *« C'est à la justice d'enquêter sur ce qui se passe »*, a déclaré le président, dont la plupart des alliés se détournent, y compris des membres de son cabinet.

BRASILIA

de notre envoyé spécial

La commission d'enquête parlementaire (CPI), qui a accusé le président Collor de corruption passive et de forfaiture, a adopté, par 16 voix contre 5, mercredi 26 août, son rapport publié quarante-huit heures plus tôt. Avec le dépôt, prévu pour le 2 septembre, d'une demande officielle de destitution du chef de l'Etat devant la Chambre des députés, une nouvelle phase s'ouvre dans la crise brésilienne.

Le cabinet du président, dont plusieurs membres avaient été tentés de démissionner, a affirmé, mardi, sa *« détermination à continuer d'accomplir son devoir envers le peuple brésilien (...) jusqu'à la résolution du problème politique devant les instances constitutionnelles »*. En attendant, les ministres et secrétaires d'Etat, *« sûrs de ne pas perdre le respect de leurs concitoyens en les servant dans un moment difficile »*, *« poursuivront sereinement leur travail pour assurer l'indispensable continuité de l'administration publique ou de l'activité privée et pour garantir la tranquillité des citoyens »*.

Cette courte et solennelle « déclaration à la nation », lue, mardi, par le ministre de la justice, M. Celso Borja, et signée par tous ses collègues, ne comporte aucune mention du chef de l'Etat et aucun signe de solidarité à son endroit. M. Borja a précisé que M. Collor avait pris connaissance du communiqué avant sa publication, se contentant d'en corriger les répétitions. Cette démarche apparaît donc comme la constitution de fait d'un « gouvernement de transition ». Pour l'ancien président de la banque centrale, M. Carlos Langoni, *« c'est une sorte de coup d'Etat »*. De nombreux contacts avaient eu lieu entre l'opposition et les membres du cabinet *« pour éviter un vide du pouvoir »*, selon les termes d'un membre du gouvernement.

« Collor dehors ! »

Cet écartement progressif du chef de l'Etat intervient alors que d'énormes manifestations continuent d'avoir lieu dans de nombreuses villes du pays. A Sao-Paulo, plusieurs centaines de milliers de personnes – 200 000 selon la police militaire – ont défilé lundi durant l'après-midi et jusque tard dans la soirée. Au sud du pays, Curitiba a connu le plus grand rassemblement de son histoire et près de 80 000 personnes ont manifesté, mercredi, dans les rues de la capitale, Brasilia. Ces démonstrations, encore très limitées il y a seulement une semaine, ont toutes un leitmotiv, la lutte contre la corruption, et le même but largement affiché : *« Fora Collor ! »* (*« Collor dehors ! »*).

A côté de ce déferlement, dont l'importance croissante déjoue tout les pronostics, y compris ceux des organisateurs, les défections continuent parmi les parlementaires proches du chef de l'Etat. La défense présentée par ceux qui lui restent encore fidèles apparaît de plus en plus dérisoire. Ainsi le député Paulo Octavio, ami de longue date du président, a-t-il expliqué, à l'Assemblée nationale, que M. Collor *« avait pu choisir de mauvais subordonnés, ou maintenir certaines amitiés avec des personnes qui ont trahi sa confiance »*, mais qu' *« aucune preuve n'avait été apportée »* contre lui.

Cette ambiance de fin de règne permet à certains politologues réputés de faire des prévisions beaucoup moins prudentes que précédemment. Ainsi M. Walder de Goes affirme que M. Collor, lâché par les élites, ne se maintiendra pas *« plus de six semaines »* au pouvoir. M. Federico Henrique Cardoso, l'un des chefs du Parti social-démocrate (opposition), estime, pour sa part, que les principaux acteurs économiques et politiques du pays ont opté pour une *« décision chirurgicale »*, après la publication d'un rapport ayant mis à jour un *« festival de crimes, de droit commun ou pas »*.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

CANADA : avant une réunion des chefs de gouvernement provinciaux

M. Brian Mulroney propose un référendum national sur la réforme de la Constitution

Le premier ministre fédéral, M. Brian Mulroney, s'est prononcé, mercredi 26 août, en faveur de l'organisation d'un référendum national sur l'entente de principe, conclue samedi 22 août, par les dirigeants politiques canadiens, qui prévoit d'importantes réformes constitutionnelles pour dissuader le Québec de faire sécession. Les premiers ministres fédéral et provinciaux devaient se réunir de nouveau jeudi pour « réviser » cette entente, qui laissent nombre de Québécois insatisfaits.

MONTRÉAL

correspondance

Pour autant qu'on puisse en juger en l'absence de tout texte officiel, la fragile entente de principe sur la refonte de la Constitution conclue verbalement le 22 août donnerait au Québec de nouvelles garanties sur le maintien de son poids relatif dans les institutions canadiennes.

« Son défaut, c'est que ce n'est pas cela que les Québécois voulaient », affirme dans un éditorial le très fédéraliste quotidien montréalais *la Presse*. *« De très nombreux partisans du fédéralisme renouvelé rêvaient d'un régime à ce point décentralisé que le Québec serait à toutes fins pratiques un pays »*, explique *la Presse*. Or, *« l'entente propose essentiellement un* statu quo *amélioré »*, compromis décevant mais *« honorable et réaliste »*. Une analyse presque identique mène son influent concurrent *le Devoir* à la conclusion opposée. Le premier ministre québécois, M. Robert Bourassa, a renoncé, écrit-il, *« à tout ce qui aurait pu devenir instrument d'affirmation dynamique du Québec »*.

Des limites ont tout d'abord été posées aux pouvoirs des futurs gouvernements amérindiens, qui ne pourront revendiquer de nouveaux territoires, et à ceux du nouveau Sénat fédéral, où le recul numérique du Québec au profit des petites provinces anglophones est compensé par des sièges supplémentaires à la Chambre des communes.

La province francophone a aussi obtenu l'inscription de son caractère de *« société distincte »* dans une clause interprétative de la Constitution ; un droit de veto qui lui est accordé – comme aux autres provinces – sur toute future réforme des institutions fédérales ; la garantie qu'elle pourra toujours compter sur trois juges québécois sur neuf à la Cour suprême et sur le quart des sièges aux Communes, même si sa part de la population canadienne vient de tomber sous ce seuil. Bref, le premier ministre fédéral peut légitimement affirmer qu'*« aucun premier ministre québécois n'a jamais pu présenter un bilan aussi impressionnant »*. Mais M. Bourassa a dû convenir qu'il a obtenu *« moins que ce que l'on aurait souhaité »*.

La question-clé du partage des pouvoirs

L'entente permettra à toute province qui le désirera, sous réserve de la négociation ultérieure d'accords administratifs avec le gouvernement fédéral, de récupérer six champs de compétences (affaires urbaines, logement, loisirs, forêt, mines et tourisme). La Constitution de 1867 les reconnaissait déjà comme exclusivement provinciaux, mais Ottawa les avait progressivement envahis, grâce à son pouvoir discrétionnaire de dépenser les deniers fédéraux où bon lui semble.

Viennent s'ajouter à cette liste de compétences provinciales exclusives les domaines – jusqu'alors non définis par la Constitution et traditionnellement revendiqués par le Québec – de la culture et de la formation de la main-d'œuvre. En pratique toutefois, Ottawa continuera d'y peser lourdement, puisque son contrôle reste intact sur toutes les institutions culturelles nationales et sur l'assurance-chômage. Enfin, chaque province pourra élargir son rôle dans le développement régional et l'immigration en négociant avec Ottawa des ententes.

C'est surtout sur cette redistribution des pouvoirs respectifs d'Ottawa et des provinces que les Québécois jugeront l'entente constitutionnelle. MM. Bourassa et Mulroney en sont si conscients qu'ils ont déjà chargé leurs hauts fonctionnaires de négocier les accords bilatéraux qui conditionnent les transferts de pouvoirs qu'elle autorise. Dans l'espoir qu'une concrétisation rapide de ces transferts fera oublier aux Québécois les attentes suscitées par le parti de M. Bourassa lui-même.

Le programme que le Parti libéral du Québec (PLQ) a adopté au printemps 1991 réclame la *« pleine souveraineté »* provinciale dans vingt-deux champs de compétences : rien de moins qu'un « nouvel ordre politique » qui transférerait quelque 40 % du budget fédéral aux provinces. L'entente actuelle leur en céderait entre 3 % et 5 %. M. Mulroney a donc pu se féliciter que l'on ait *« préservé l'intégrité et la force du gouvernement fédéral »*. Mais M. Bourassa aura du mal à rallier la très bruyante aile nationaliste du PLQ, qui se réunira en congrès le week-end prochain. Les voix de tous les députés de son parti lui seront nécessaires pour amender la loi qui prévoit un référendum sur la souveraineté du Québec le 26 octobre au plus tard.

Le Parti québécois (PQ, souverainiste), auquel divers sondages donnaient la semaine dernière entre 10 % et 22 % d'avance sur le PLQ, est déjà en campagne pour réclamer le référendum tel que prévu. Outre l'insuffisance des transferts de pouvoirs et les dangers d'un Sénat égalitaire qui ramène le Québec – l'un des deux « peuples fondateurs » du pays – au rang d'une province parmi dix, il joue sur une autre corde sensible.

La nouvelle clause de la « société distincte », diluée par rapport à la version qui figurait dans le défunt accord du lac Meech, obligerait en outre les gouvernements provinciaux à promouvoir *« l'épanouissement des minorités de langue officielle »*. Les indépendantistes prédisent que la minorité anglophone du Québec pourrait l'invoquer pour faire réviser la loi qui fait du français la seule langue d'usage sur la plupart des lieux de travail au Québec.

CATHERINE LECONTE

ASIE

CHINE : les polémiques à Pékin

Le directeur du « Quotidien du peuple » s'efforce de résister au courant réformiste

Alors que le dissident emprisonné Wang Juntao mettait fin à sa grève de la faim, le tribunal de Pékin a condamné à trois ans de prison, mardi 25 août, le dernier des responsables chinois poursuivis pour leur participation au « printemps de Pékin ». M. Wu Jiaxiang, théoricien proche de l'ancien dirigeant du PCC Zhao Ziyang, a été libéré car il avait déjà passé trois ans en détention préventive. Pendant ce temps, la polémique entre réformistes partisans de M. Deng Xiaoping, qui a fêté ses 88 ans, et conservateurs continue. Le directeur du « Quotidien du peuple » s'efforce pour sa part de résister au courant réformiste.

PÉKIN

de notre correspondant

Il n'est pas rare que la presse chinoise exhume un article ou un discours ancien pour conférer à telle ou telle réorientation de la ligne officielle l'autorité du passé, manière de signifier à la population que *« nous vous l'avions toujours dit »*. Sans précédent toutefois est le procédé employé par M. Gao Di, directeur du *Quotidien du peuple*, pour tenter de résister à l'offensive de M. Deng Xiaoping, qui n'a pas caché son souhait de voir remplacer ce tenant de l'orthodoxie nommé au lendemain de la répression de Tiananmen.

A présent que l'heure est à nouveau au réformisme, M. Gao, éliminé des travaux préparatoires du prochain congrès du PCC, a défendu sa réputation d'homme ouvert à la réforme en faisant republier le 24 août par l'organe du comité central un article datant de 1988 soutenant l'approche pragmatique de M. Deng et fustigeant toute analyse *« ossifiée »* en matière de développement économique. Le *Quotidien du peuple* l'a fait précéder d'une note signalant que cette réédition était destinée à combattre les *« semeurs de rumeurs »* ayant fait croire *« à certaines revues de Hongkong et Taïwan et à certains individus sur le continent que Gao Di avait changé de position »* en raison du dernier revirement de l'idéologie.

Les quatre-vingt-huit ans de M. Deng Xiaoping

C'est la première fois que la presse affiche une pareille polémique touchant à une personnalité aussi visible que le chef de *« la voix du comité central »*. Ce n'est pas nécessairement une *« preuve »* des sentiments réformistes de M. Gao, le journal précisant bien que l'article a subi diverses *« corrections »*. C'est plutôt une preuve de ce que les querelles de factions et les réalignements politiques causés par la campagne de M. Deng pour relancer les réformes se poursuivent, et que M. Gao continue à se battre pour maintenir son journal dans le camp des hommes qui résistent au patriarche.

Ce dernier, pour sa part, a procédé à une nouvelle manœuvre visant à se concilier le monde étudiant dans une lettre adressée aux jeunes (*le Monde* du 26 août). Le texte en est cependant rapporté en style indirect, et le *Quotidien du peuple* n'a pas reproduit l'original, contrairement à l'habitude. La lettre ne peut donc servir de démenti à une nouvelle rumeur selon laquelle M. Deng, qui passe pour avoir voyagé dans le nord-est du pays ces derniers temps, serait, depuis, hospitalisé à Shanghai.

L'anniversaire du patriarche, qui a fêté ses quatre-vingt-huit ans le 22 août, a été passé sous silence par les médias, comme c'est la règle depuis qu'il est *« à la retraite »*. Superstitieux, des Chinois ont plaisanté sur la bonne augure que représente, au cours du huitième mois de l'année, ce chiffre huit, prononcé, dans les dialectes du Sud, comme le mot *« prospérité »*. *« Il va être très riche »*, a dit en riant un Pékinois. Un compliment pour ce Monsieur Thiers du communisme.

FRANCIS DERON

□ **AFGHANISTAN : retour à Paris des diplomates français.** – *« Kaboul, c'est un petit peu Beyrouth »*, a déclaré, mardi 25 août, à son retour à Paris le chargé d'affaires français évacué de Kaboul. Selon M. Thierry Bernadac, arrivé à bord d'un Transall de l'armée française, *« des quartiers entiers ont été détruits par les combats entre différentes factions »*. Des combats qui se poursuivent toujours : de nouveaux duels d'artillerie ont eu lieu mardi dans les faubourgs de Kaboul entre forces gouvernementales et partisans de M. Gulbuddin Hekmatyar. Enfin, Médecins sans frontières (MSF) a annoncé la construction d'un hôpital à Mazar-i-Sharif, dans le nord du pays, pour porter secours aux réfugiés fuyant Kaboul.

□ **CAMBODGE : L'ONU menace les Khmers rouges de sanctions.** – Le chef de l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC) a déclaré, mardi 25 août, que l'ONU pourrait prendre des sanctions d'ordre économique ou militaire à l'encontre des Khmers rouges afin de les obliger à respecter le récent accord de paix. M. Yasushi Akashi a ajouté que les Khmers rouges avaient jusqu'au mois d'octobre pour désarmer. Par ailleurs, des enquêteurs de l'APRONUC ont découvert, dans la région de Battambang, deux prisons secrètes du régime de Phnom-Penh et ont libéré les douze détenus qui s'y trouvaient. – (*UPI, Reuter.*)

A TRAVERS LE MONDE

ANGOLA
Nouveaux enlèvements au Cabinda

Trois ressortissants congolais ont été enlevés, alors qu'ils se trouvaient dans l'enclave angolaise du Cabinda, par des rebelles du Front de libération de l'enclave du Cabinde, tendance Forces armées du Cabinda (FLEC-FAC), a annoncé, mercredi 26 août, à Brazzaville, la radio congolaise. Il y a quelques jours, un ressortissant portugais avait été kidnappé, dans des circonstance analogues. En juillet, deux Français avaient subi le même sort, avant d'être relâchés peu après. Cette série de prises d'otages survient alors que des discussions sont en cours à Luanda, capitale de l'Angola, réunissant différents mouvements séparatistes et les autorités gouvernementales.

DJIBOUTI
Les rebelles dénoncent des tentatives d'« intimidation »

Les rebelles du Front pour la restauration de l'unité et la démocratie (FRUD) ont condamné, dans un communiqué diffusé à Paris, mercredi 26 août, *« l'attentat criminel »*, commis dimanche, à Djibouti, contre un local de l'opposition (*le Monde* du 26 août). Lors de cet attentat, deux militants du Mouvement pour la réconciliation et la paix (MRP), dirigé par l'ancien ministre de la santé, M. Mohamed Djama Elabe, avaient été blessés. Ces *« méthodes abjectes visent à intimider l'opposition civile, qui s'est coalisée avec le FRUD dans le cadre d'un front uni, lors d'une conférence tenue à Paris, en juin »*, a estimé le FRUD, répondant ainsi aux accusations portées contre lui par le gouvernement.

C'est dans ce contexte politique troublé que l'on a appris, mercredi, la démission du ministre du travail, M. Helaf Orbis Ali, qui a annoncé son ralliement au MRP. D'origine afar, M. Orbis Ali est le troisième ministre à quitter le gouvernement cette année, après M. Djama Elabe, le 14 janvier, et M. Souleiman Farah Lodon (fonction publique), le 23 janvier. – (*AFP.*)

ÉTATS-UNIS
M. Bill Clinton toujours en tête dans les sondages

L'effet de la convention républicaine, dont a bénéficié le président sortant George Bush pour réduire l'écart qui le séparait de son rival démocrate Bill Clinton, aura-t-il été éphémère ? Un sondage publié, mercredi 26 août, par le quotidien *New York Times* et la chaîne de télévision CBS donne 51 % des intentions de vote pour M. Clinton et 36 % pour M. Bush. Selon ce sondage réalisé dimanche et lundi auprès de 903 électeurs, 90 % des personnes interrogées souhaitent que les deux candidats s'expriment d'abord sur les questions économiques et sur le système de santé. Un sondage publié par les mêmes organes d'information le 20 août, dernier jour de la convention, donnait 45 % des intentions de vote à M. Clinton, contre 36 % pour M. Bush. Par ailleurs, le milliardaire texan Ross Perot, qui avait renoncé à entrer dans la course à la Maison Blanche le 16 juillet, a officiellement demandé aux autorités de la Californie de retenir sa candidature, sous la pression de ses partisans. – (*AFP.*)

MOZAMBIQUE
Un manifestant a été tué près de Maputo

Un manifestant a été tué et trois autres personnes ont été blessées, mercredi 26 août, à la sortie de Maputo, lors de la fusillade déclenchée par les forces de l'ordre contre un groupe de quelque quatre cents anciens combattants et invalides de la guerre d'indépendance. Ces derniers avaient dressé un barrage sur la route principale reliant la capitale à l'Afrique du Sud et au Swaziland, espérant obtenir une revalorisation de leurs soldes et pensions, qui ne dépassent pas l'équivalent de 2 à 7 dollars mensuels. Selon la radio, les manifestants sont allés déposer le cadavre de leur camarade dans les locaux du comité central du Front de libération du Mozambique (FRELIMO, ex-parti unique, au pouvoir), pour lequel ils ont combattu durant les dix années de la guerre d'indépendance. Plusieurs incidents similaires ont été signalés, notamment dans la province du Zambèze et dans celle de Niassa, où des mutineries ont été organisées. Par ailleurs, le quotidien local *Noticias* a annoncé, mardi, le meurtre d'un missionnaire catholique, le Père Alfredo Fiorino, tué la veille, lors d'une embuscade, dans la province de Nampula. – (*AFP, Reuter.*)

La campagne pour le référendum du 20 septembre

« Il était urgent de faire de l'Europe une affaire populaire »

déclare le président de la République au sommet franco-allemand de Borkum

MM. François Mitterrand et Helmut Kohl se sont rencontrés mercredi 26 août dans l'île de Borkum, en mer du Nord, pour des entretiens essentiellement consacrés à la ratification du traité de Maastricht et au conflit dans l'ex-Yougoslavie.

BORKUM (Allemagne)

de notre envoyée spéciale

« Expliquer, expliquer, expliquer pour convaincre, convaincre, convaincre » : c'est par leur mobilisation que les partisans de l'Europe doivent, selon M. Mitterrand, répondre aux derniers sondages d'opinion qui révèlent une progression des intentions de vote négatif au référendum du 20 septembre. Le président de la République a estimé que la construction communautaire souffre encore en France d'un manque d'explication, au moment où elle est livrée à l'appréciation de chacun : *« C'est la première fois depuis quarante ans,* a-t-il dit, *que l'Europe, à laquelle est favorable une grande majorité de Français, se trouve mêlée au débat national.* (...) *Il était urgent de faire de l'Europe une affaire populaire, pas seulement réservée aux politiques et aux techniciens. L'épreuve montre que c'est difficile si on ne s'explique pas suffisamment. »* Cette épreuve en cours en France est à l'évidence particulièrement pénible pour M. Helmut Kohl. C'est pourtant avec une certaine discrétion, en ayant recours presque exclusivement à l'évocation des guerres passées et de la réconciliation franco-allemande, qu'il a fait comprendre mercredi, lors de la conférence de presse commune à Borkum, que le référendum en France ne concerne pas seulement les Français. Un « non » à la consultation du 20 septembre, outre qu'il enterrerait pour l'Europe tout entière le traité de Maastricht, serait pour le chancelier allemand un très grave revers.

Alors que la perspective de la monnaie unique européenne fait grincer des dents outre-Rhin chez ceux qui y voient une pollution du mark par des monnaies moins saines, donc un renoncement national majeur, alors que la situation nouvelle de l'Allemagne dans l'après-guerre froide engendre dans certains milieux des aspirations à une politique guidée par des intérêts plus exclusivement nationaux, alors que les difficultés économiques et sociales de la réunification réveillent dans certains secteurs de la population des sentiments nationalistes et xénophobes, un « non » français à Maastricht serait évidemment un puissant encouragement à toutes ces tendances auxquelles résiste jusqu'à maintenant la politique résolument pro-européenne du chancelier fédéral. Crainte d'être taxé d'ingérence ou mal compris par une opinion française imprévisible, ou crainte de heurter chez lui ?

M. Helmut Kohl, en tout cas, n'a pas considéré mercredi qu'il lui appartenait de tenir ce langage. On est donc passé à côté d'un élément important de l'« explication » du traité de Maastricht que M. Mitterrand appelle de ses vœux. Elément il est vrai parmi les plus difficiles à manier, politiquement et diplomatiquement.

Explication succincte

Quant au chef de l'Etat français, il s'en est tenu à une explication succinte et connue sur les dangers extérieurs qui menacent l'Europe et qu'illustrent aujourd'hui à la fois la crise de l'ex-Yougoslavie et la situation du dollar. *« L'Europe communautaire,* a-t-il dit, *reste le meilleur instrument dont nous disposons pour nous mettre à l'abri de toute menace de guerre et en situation de résister aux vagues récessionnistes qui peuvent venir d'ici ou de là, des Etats-Unis ou du Japon. »* A propos de la Yougoslavie, autre grand sujet des entretiens, M. Helmut Kohl n'a fait qu'effleurer l'argument selon lequel ce drame, *« honte pour l'Europe »*, illustre la nécessité d'une politique étrangère commune européenne. La difficulté d'expliquer le traité de Maastricht sur ce point tient au fait que cela impliquerait de la part des dirigeants français et allemands une très sévère autocritique, ou une critique du voisin. Sur le conflit lui-même, M. Kohl a rappelé que la priorité de l'action humanitaire est de porter secours aux centaines de milliers de réfugiés chassés par la guerre.

Le chancelier exclut résolument tout règlement de la question yougoslave qui aurait pour effet *« d'entériner la terreur et de la considérer comme un fait accompli »*, c'est-à-dire de modifier les frontières des Républiques dans un sens favorable à l'expansionnisme serbe. Ces quelques phrases traduisaient encore une sensibilité quelque peu différente de celle de Paris dans l'approche de ce conflit. Même si, comme le disait un membre de la délégation française, *« il n'y a plus de problème entre la France et l'Allemagne. On n'en est plus au moment où nous faisions preuve de trop d'indulgence envers les Serbes, et les Allemands de trop d'indulgence envers les Croates. Les choses se sont compliquées depuis »*.

CLAIRE TRÉAN

« Nous n'avons pas le droit d'isoler la France »

déclare M. Chirac

M. Jacques Chirac, président du RPR, a déclaré jeudi 27 août, sur Europe 1, que son « oui » à Maastricht était *« un « oui » à la fois raisonnable et responsable »*. *« Nous n'avons pas le droit aujourd'hui d'interrompre le processus de la construction européenne, nous n'avons pas le droit de déstabiliser l'Europe, nous n'avons pas le droit d'isoler la France et d'en faire en quelque sorte le mouton noir de l'Europe »*, a affirmé l'ancien premier ministre, qui a ajouté, à l'adresse de ses *« compagnons du mouvement gaulliste »* : *« Je ne prends pas de position à la légère, je ne suis pas suspect de vouloir brader les intérêts de la France, je demande à ceux qui m'ont fait confiance de me faire encore confiance sur ce sujet. » « Si le « non » passe, l'Europe sera cassée »*, a souligné le président du RPR.

M. Chirac a reproché aux partisans du « non » de jouer essentiellement sur la peur. *« D'autres – c'est mon cas –,* a-t-il dit, *font le pari de la confiance et du courage. On ne construit rien sur la peur ». « Ce qui met en cause l'indépendance de la France,* a estimé le président du RPR, *ce n'est pas la construction européenne, ce n'est pas le traité de Maastricht, c'est la faiblesse et le laxisme du gouvernement socialiste. L'important pour demain, ce n'est pas de briser la construction européenne, c'est de faire partir les socialistes du pouvoir. »* Tout en regrettant que l'idée européenne soit *« très fortement polluée par la façon dont M. Mitterrand et son gouvernement ont négocié le traité »*, M. Chirac a précisé que, s'il revenait au pouvoir, il ne chercherait pas à le renégocier. *« On ne renégocie pas un traité,* a-t-il dit, *un traité ne vaut que par la façon dont on l'applique. »*

Enfin, le président du RPR a jugé *« essentiel »* de conserver l'union de l'opposition afin de gagner *« l'échéance capitale, décisive, pour la France comme pour l'Europe, des élections législatives »*.

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, qui était opposé mercredi soir, au journal télévisé d'Antenne 2, à M. Jean-Pierre Chevènement, a estimé que si le « non » l'emportait, *« une crise majeure se déclencherait en Europe »*. Pour M. Juppé, *« la victoire du non libérerait en Allemagne des forces politiques qui ne pensent qu'à reprendre leur autonomie ». « Si la France s'est affaiblie depuis dix ans, ce n'est pas à cause de l'Europe, mais à cause de vos amis »*, a-t-il lancé à M. Chevènement. Comme celui-ci se réclamait du général de Gaulle, le secrétaire général du RPR a ajouté : *« Si nous avions un gouvernement gaulliste, la France ne se serait pas comportée comme la France socialiste de M. Mitterrand depuis 1981. »*

« M. Mitterrand restera quoi qu'il arrive »

affirme M. Bérégovoy

Les derniers sondages doivent produire *« un électrochoc »* sur les partisans du « oui » au référendum, a souhaité Mme Elisabeth Guigou, ministre délégué aux affaires européennes, à la sortie du conseil des ministres du mercredi 26 août. Si rien ne permet d'assurer qu'il en sera ainsi pour les électeurs, l'annonce que partisans et adversaires du traité de Maastricht étaient au coude à coude dans les intentions de vote a donné un coup de fouet à la campagne du gouvernement et à celle du PS : mercredi soir, M. Pierre Bérégovoy était l'invité du journal de 20 heures à TF 1 avant d'être, dimanche 30 août, celui de « L'heure de vérité » sur Antenne 2.

Le premier ministre, sur TF 1, a voulu redonner au référendum son vrai sens, celui de l'approbation ou du rejet de l'Union européenne. Il a déclaré que cette consultation n'était *« pas un plébiscite, pas un vote pour ou contre le gouvernement, ou pour ou contre le président »*, ajoutant que M. François Mitterrand *« restera quoi qu'il arrive »* à l'Elysée au lendemain du 20 septembre. *« Les échéances doivent être respectées »*, a précisé M. Bérégovoy, qui a aussi affirmé : *« Il faut que les querelles futures de politique intérieure soit rangées au vestiaire. »* Il a donc trouvé normal que le président de la République intervienne dans la campagne référendaire, ajoutant : *« Plus M. Giscard d'Estaing, plus M. Chirac et plus Mme Veil s'exprimeront sur Maastricht, mieux cela vaudra pour l'Europe. »*

Ces querelles ne sont pourtant pas entièrement mises entre parenthèses. Ainsi, en rendant compte des travaux du conseil des ministres, M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement et porte-parole du gouvernement, a affirmé que M. Giscard d'Estaing avait commis *« une légère erreur »* en déclarant mardi que *« moins François Mitterrand interviendra, mieux cela vaudra pour le résultat du référendum »*.

« Il n'y aura pas de deuxième chance »

M. Malvy a toutefois ajouté qu'il *« appréciait l'engagement »* du président de l'UDF dans la campagne, en estimant qu'il était *« temps que les responsables de l'opposition favorables au traité de Maastricht s'expriment »*. Pour sa part, M. Jack Lang, après l'intervention de M. Jacques Chirac sur Europe 1, jeudi matin, a déclaré, dans un communiqué, *« se féliciter que le président du RPR ait lancé un appel ferme et clair pour la ratification du traité sur l'Union européenne »*.

Le résultat du référendum promettant d'être *« serré »*, comme l'a reconnu le chef du gouvernement, même si celui-ci se dit *« convaincu que le « oui » l'emportera »*, les dirigeants socialistes ont décidé de mettre le *« turbo »*, pour reprendre l'expression de M. Lang. *« Il ne faudra pas se réveiller après le 21 septembre en se disant : on va recommencer,* a dit M. Bérégovoy. *Il n'y aura pas de deuxième chance.* (...) *Si la France dit non à l'Union européenne, cela voudra dire que nous consacrons le divorce entre la France et l'Allemagne, que la Grande-Bretagne, que nous avons eu des difficultés à arrimer à l'Europe, reprendra peut-être le vent du large, et que les pays du Sud – Espagne, Portugal, Italie – se demanderont quel est leur avenir. »* Il a ajouté que, si le « non » l'emportait, la France, *« locomotive de l'Europe »*, deviendrait alors *« à peine le wagon de queue »*.

De son côté, M. Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement, au cours d'une conférence de presse mercredi, a rappelé qu'il a fallu *« quarante ans pour surmonter l'échec de la Communauté européenne de défense, trente ans pour avancer dans l'union politique, après l'enterrement du projet de Christian Fouchet, sous le général de Gaulle, en 1962. Un échec demain, c'est dix, quinze, vingt ans perdus »*.

M. Laurent Fabius, premier secrétaire du PS, en donnant mercredi à Saint-Dié (Vosges) le coup d'envoi de la deuxième phase de la campagne de son parti, a voulu donner des raisons positives de voter « oui ». Pour lui, elles se résument dans les quatre lettres *« PLUS »* : P comme union Politique ; L comme Lutte contre la technocratie européenne ; U comme Union monétaire ; S comme avancées Sociales, que le traité de Maastricht permettra selon lui. M. Michel Rocard, pour sa part, dans une interview publiée dans *Ouest-France* jeudi 27 août, explique : *« Si la France disait « non », ne croyons pas qu'il faudrait simplement négocier un autre traité : l'Europe cesserait aussitôt de croire à son avenir et les conséquences en seraient incalculables, toutes négatives.* (...) *Mais je n'arrive pas à l'imaginer, car je n'ai jamais vu les Français manquer un grand rendez-vous démocratique. »*

L'ancien premier ministre ajoute que le traité de Maastricht constitue *« les trois clefs de l'avenir : la monnaie unique, ce sera moins de chômeurs et plus de prospérité ; la politique étrangère commune, ce sera moins d'impuissance et plus de sécurité ; et la citoyenneté, ce sera moins de bureaucratie et plus de démocratie »*.

Un nouveau sondage donne la majorité au « non »

Selon un sondage IPSOS pour *le Point*, réalisé les 24 et 25 août par téléphone auprès de 1 006 personnes et rendu public mercredi 26 août, les intentions de vote en faveur du « non » au référendum seraient de 52 % contre 48 % au « oui ». 30 % ne se prononcent pas. C'est le deuxième sondage, après celui de BVA pour *Paris-Match*, Antenne 2 et FR 3 (*le Monde* du 27 août), qui donne au « non » une majorité. Toutefois, 51 % des personnes interrogées pensent que le « oui » l'emportera, 31 % sont d'un avis contraire, 18 % ne se prononcent pas.

Pour 47 % des personnes interrogées, *« l'hostilité à François Mitterrand »* est la principale raison d'un vote négatif au référendum. Pour 39 %, c'est *« l'hostilité à l'Europe telle qu'elle existera après la ratification de Maastricht »*. La construction de l'Union européenne après le traité de Maastricht inspire *« plutôt de la crainte »* à 50 % des personnes interrogées et *« plutôt de l'espoir »* à 29 % d'entre elles, 21 % ne se prononçant pas. De même, *« la défense des intérêts des gens comme vous »* suscite *« plutôt de la crainte »* à 56 % des sondés et *« plutôt de l'espoir »* à 26 %, 18 % étant sans opinion. 51 % des personnes interrogées pensent que *« davantage de Français vont souffrir des accords de Maastricht »*, 22 % croient que *« davantage de Français vont en profiter »*, 27 % ne se prononcent pas.

D'autre part, le baromètre mensuel Louis-Harris publié par *l'Express* (daté 27 août-2 septembre) indique que la cote de M. Mitterrand est stable, 39 % des personnes interrogées approuvant son action (comme le mois dernier) et 48 % la désapprouvant (contre 52 % en juillet). Celle de M. Bérégovoy est en baisse de deux points, 44 % des personnes interrogées approuvant son action (contre 46 % en juillet) et 37 % la désapprouvant (sans changement). Ce sondage a été effectué les 21 et 22 août auprès de 1 007 personnes.

Les autorités religieuses lancent un appel pour « une Europe plus solidaire »

Mgr Joseph Duval, président de la Conférence épiscopale de France, le pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France, et M. Jean Kahn, président du Conseil représentatif des institutions juives de France, ont rendu public, mercredi 26 août, un appel commun *« pour une Europe solidaire ». « La guerre qui ensanglante l'ancienne Yougoslavie, les atrocités qui s'y déroulent, la « purification ethnique » qui y est en cours, les camps, parfois qualifiés de concentration, qu'on y installe, nous sont insupportables,* écrivent-ils. *Les valeurs auxquelles nous tenons – l'amour du prochain, le respect de la dignité humaine – y sont bafouées et notre angoisse est grande de voir ce qui se passe là-bas se reproduire ailleurs que dans cette région. »*

Ils ajoutent : *« En conscience, nous pensons que seule une Europe plus solidaire peut empêcher que de telles abominations continuent ou se reproduisent. C'est elle, et elle seulement, qui pourra – dans un avenir proche, nous l'espérons – intégrer les nations aujourd'hui déchirées ou menacées pour qu'enfin elles deviennent libres. »*

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*

Comité de direction :

Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guiu, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Amalric, Thomas Ferenczi,
Philippe Herreman, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

MM. Séguin et de Villiers protestent contre la participation de MM. Kohl et Major au débat télévisé sur Maastricht

M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges et l'un des chefs de file du « non » à Maastricht, qui participait mercredi 26 août à une réunion à Dunkerque, en présence de quelque trois cent cinquante personnes, s'est étonné que des personnalités telles que le chancelier allemand, M. Helmut Kohl, ou le premier ministre britannique, M. John Major, invités, comme lui, à s'exprimer le 3 septembre sur TF 1, aient été conviées à venir débattre en France autour du référendum. *« Le débat sur Maastricht gagnerait à se dérouler entre Français »*, a-t-il estimé, ajoutant : *« Un certain nombre de voix se sont élevées en Grande-Bretagne pour estimer qu'il n'était pas opportun que le premier ministre britannique participe à un débat sur le référendum des Français. Je partage entièrement ce point de vue. »*

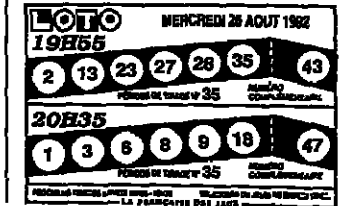
M. Séguin, qui était accompagné de M. Maurice Schumann, ancien ministre des affaires étrangères et ancien porte-parole de la France libre, a ensuite dénoncé la manière dont la France avait négocié le traité, déclarant : *« La signature par le président de la République du traité de Maastricht est la troisième étape – je n'en ajouterai pas d'autre pour ne pas être désobligeant mais j'y songe – d'un périple qui l'a amené, tour à tour, à Berlin-Est, quelques semaines avant la chute du mur, puis à Kiev, alors que M. Gorbatchev pensait encore à mettre des conditions à la réunification allemande. »*

Pour sa part, M. Schumann, sénateur RPR du Nord, a mis en garde les Français contre le risque de *« remplacer le mur de Berlin par le mur de l'indifférence »* à l'égard de l'Europe de l'Est. Il a affirmé que *« tous les anciens ministres des affaires étrangères du général de Gaulle et de Georges Pompidou sont contre Maastricht »*.

Autre partisan du « non », M. Philippe de Villiers, député (app. UDF) de Vendée et animateur du mouvement Combat pour les valeurs, a également protesté, mercredi 26 août, au Pin-en-Mauges (Maine-et-Loire), contre la participation de MM. Kohl et Major à un débat télévisé sur Maastricht. Il a déclaré avoir écrit aux ambassades d'Allemagne et de Grande-Bretagne pour demander des explications. *« Il est scandaleux que dans un débat qui intéresse la société française, un chef d'Etat mal en point fasse appel à des chefs de gouvernement étrangers,* a-t-il dit. *C'est une immixtion dans la vie politique française. »*

□ **M. Bosson : *« Dire « non » à l'Europe pour dire « non » à Mitterrand serait une folie. »*** – M. Bernard Bosson, secrétaire général du CDS, a estimé mercredi 26 août sur RMC que *« ce serait une folie, pour vouloir dire « non » à Mitterrand, de dire « non » à l'Europe, car on n'aurait pas l'Europe et on garderait Mitterrand »*. M. Bosson a affirmé qu'une victoire du « non » au référendum serait *« une défaite nationale ». « Seuls Washington et Tokyo pourraient fêter au champagne le « non » français,* a-t-il déclaré. *Il faut dire « oui » à l'Europe et puis, dans quelques semaines, ensemble, nous renverserons les socialistes. Chaque chose en son temps. »*

□ **M. Chevènement craint que Maastricht ne fasse *« le lit du nationalisme xénophobe »*.** – M. Jean-Pierre Chevènement, député PS du Territoire de Belfort, partisan du « non » à Maastricht, estime, dans un entretien au *Figaro* du 27 août, que *« la vacuité des slogans avancés par les partisans du « oui » joue en faveur du « non »*. Il ajoute qu' *« abandonner le terrain de la nation au nom d'une théorie postnationale contredite tous les jours par la vitalité des nations en Europe et dans le monde, c'est faire le lit en France du nationalisme xénophobe ». « Assumer l'intérêt national,* déclare l'ancien ministre, *c'est aussi bien le meilleur moyen de faire barrage à Le Pen. »*



هكذا من الأصل

POLITIQUE

La campagne pour le référendum du 20 septembre

Un entretien avec Mme Christine Blandin

Suite de la première page

– Avez-vous les mêmes réticences vis-à-vis des discussions en cours avec Génération Ecologie ?

– C'est différent. Il est sûr que nous avons de vieilles rancunes. Un rapprochement avec Génération Ecologie serait donc plutôt une bonne chose, mais on aimerait que cela se passe entre militants, à la base, plutôt qu'entre Brice Lalonde, Antoine Waechter et Dominique Voynet. D'autre part, nous posons un préalable : il faut mettre à plat la situation du Nord. Il est inconcevable, dans les circonstances actuelles, que nous nous partagions les circonscriptions dans le Nord avec Génération Ecologie.

– Vous-même serez-vous candidate aux élections législatives ?

– Non. Je suis opposée au cumul des mandats. Et quand je vois les lettres de parlementaires me demandant de réserver les mardis, mercredis et jeudis, je vous assure que ce n'est pas une question de principe. Avec eux, la région pourrait ne tourner que deux jours par semaine.

– Du jour au lendemain, le 31 mars dernier, le professeur de sciences naturelles que vous étiez est devenu présidente de l'une des principales régions françaises. Qu'est-ce qui vous a le plus surpris au cours de ces cinq mois d'exercice du pouvoir ?

– La lenteur, le temps qui s'écoule entre l'émergence d'une idée et son application dans la réalité. C'est peut-être le reflet de notre inexpérience. Mais nous avons aussi découvert que les socialistes avaient pris l'habitude de fonctionner dans un cadre majoritaire et qu'ils ne savent plus travailler aujourd'hui dans la position de conciliation et de fragilité qu'implique une majorité relative.

» Pour nous, il est clair que la situation politique du Nord-Pas-de-Calais ne nous donne pas les moyens d'agir en autocrates. Elle exige au contraire des scrupules permanents, de la finesse dans l'élaboration des dossiers, une rigueur parfaite dans les processus de décision. Et cela correspond assez bien, en somme, à nos propres principes : la finalité du politique n'est-elle pas la négociation, la prise en compte de tous les avis ?

– Les socialistes, qui sont vos principaux partenaires, jouent-ils le jeu, globalement, à votre égard ?

– Je les crois sincères, mais, dans les faits, ils retombent souvent dans leurs vieux travers. Ils sont favorables, sur le papier, à ce que l'on appelle la démocratie au quotidien. Mais, dès qu'on leur parle d'auditions, de concertation, de débats, ils ont l'air de trouver cela bien fatigant.

« Vraiment ils me sidèrent »

– Avant même la signature de la déclaration d'utilité publique de l'autoroute A-16, vous aviez déclaré que vous n'iriez pas vous coucher devant les bulldozers. N'est-ce pas là le signe que vous êtes déjà obligée de composer ?

– Vous auriez voulu que je démissionne, à la première occasion, en signe de protestation ? Eh bien, non ! Cette question, nous l'avons tranchée dès le début : le jour où notre action à la tête de la région ne sera plus utile au mouvement militant et aux habitants du Nord-Pas-de-Calais, alors, oui, nous pourrons partir. Mais ce n'était pas le cas pour ce dossier. Si j'avais démissionné, le conseil régional se serait retrouvé en panne pendant plusieurs mois, et l'on aurait conclu que les Verts étaient responsables de la pagaille. Non, nous avons préféré mettre en demeure nos partenaires socialistes de nous proposer un contrat écrit avant la fin du mois de septembre, faute de quoi je retirerai leurs délégations aux sept vice-présidents socialistes.

– On vous a prêté l'intention d'être candidate à la candidature pour l'élection présidentielle, afin de mieux peser sur les Verts...

– Peser sur les Verts, on va s'en occuper. Jusqu'à présent, on a été dévoré par le conseil régional. On s'est contenté de lire les journaux et de lever les bras au ciel chaque fois que l'on voyait une déclaration de l'un ou l'autre des responsables du mouvement. Si je n'entends pas jouer au présidentiable, c'est bien parce que je veux appeler mes amis à faire preuve d'un peu plus de sang-froid. Depuis quelques mois, l'évolution de la stratégie au sommet du mouvement va très vite, et cela aux dépens de l'énergie consacrée sur le terrain.

» Dans le Nord-Pas-de-Calais, nous avons gagné en appliquant jusqu'au bout une ligne de stricte autonomie, une sorte de méthode à la Waechter. Et quelles conclusions en tirent nos petits camarades ? Ils courent dans tous les sens en se disant que le pouvoir est à portée de la main, ils perdent toute réserve. Et je déjeune avec un tel, et j'invite Jacques Delors, et je suis prêt à dire « oui » à Maastricht... Mais pour quoi faire ? Comment ? Et avec qui ? Vraiment, ils me sidèrent. »

Propos recueillis par
JEAN-LOUIS SAUX

POINT DE VUE

A l'Est de Maastricht

par Lionel Stoleru

TOUT le monde connaît Anne de Bretagne qui, il y a cinq cents ans, apporta la Bretagne à la France en épousant Charles VIII. Mais sait-on qu'il y a près de mille ans, Anne de Kiev épousa le roi de France Henri Ier ? Sans lui apporter l'Ukraine, me disent encore aujourd'hui certains Ukrainiens avec un sourire de regret...

Or il se trouve que notre débat sur Maastricht coïncide avec le renouveau d'une Europe de l'Est libre et démocratique. Peut-on, dès lors, séparer le débat occidental de la question orientale de l'Europe ? Non, il faut oser parler de tous les pays européens.

De la désagrégation du COMECON sont nés des pays qui sont tous européens : Pologne, Hongrie, Fédération tchéco-slovaque, Roumanie, Bulgarie. De la désagrégation de l'URSS sont nées quinze Républiques dont une – la Russie, un véritable continent – est trop grande pour être un des pays de l'Europe, dont plusieurs – l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et autres Républiques musulmanes – ne sont pas européennes et iront, soit vers l'Asie, c'est-à-dire le Japon, soit vers l'islam, c'est-à-dire l'Iran, et dont les autres sont, à nouveau, des pays européens : les pays baltes, bien sûr, et surtout l'Ukraine, pays de taille analogue à la France. Sortis du joug communiste, ces pays n'ont qu'une idée : rejoindre la CEE et l'Europe démocratique.

Ces pays ont pris des risques : ils ont brûlé leurs vaisseaux, rompu leurs amarres avec le système communiste et la Russie et plongé, sans savoir nager, dans les eaux de l'économie de marché. Ils sont aussi réalistes que nous : ils savent très bien que leur entrée dans la CEE n'est pas pour demain et qu'ils sont à des stades de développement très différents. Ils ne demandent donc pas l'impossible mais ils nous disent deux choses simples.

Ils nous disent d'abord : *« Vous êtes désormais notre modèle : ne le détruisez pas vous-mêmes. »* Après quarante ou soixante-quinze ans de communisme, ils n'ont plus d'autre modèle que la CEE. Si nous votons contre Maastricht, non seulement nous nous détruisons nous-mêmes, mais nous détruisons le nouveau modèle de l'Est : vers quelle aventure erreront-ils s'ils n'ont plus de référence ?

Ils nous disent ensuite : *« Aidez-nous à suivre votre exemple »,* à la fois en rendant notre économie capable de nous donner la prospérité et en nous apprenant à vivre à plusieurs, avec nos voisins d'abord, avec vous plus tard.

Dans ce contexte, il est scandaleux d'entendre les anti-Maastricht étayer leur « non » sur le fait que le traité ne résout pas tout. La ficelle est un peu grosse de la part de ceux qui, après avoir refusé l'entrée de l'Espagne et du Portugal, accusent Maastricht de ne pas intégrer tout de suite toute l'Europe. Chacun sait qu'il y a deux manières de s'opposer à un progrès : la première est d'avouer sincèrement qu'on est contre, la seconde, plus vicieuse, est de demander d'aller plus loin en sachant que c'est impossible.

Un message universel

Le traité de Maastricht ouvre la voie à une coopération prudente et raisonnée entre tous les pays européens. Cette coopération est loin d'être de l'assistance, c'est un partenariat qui nous sera aussi de grande valeur. Sur le plan économique, ces pays nous apportent un marché de cent millions de consommateurs et un outil de production utile pour la sous-traitance ou les joint-ventures. Sur le plan écologique, la coopération de sûreté nucléaire et de lutte antipollution protégera notre environnement autant que le leur. Sur le plan culturel, nous retrouvons la grande tradition séculaire des échanges littéraires et artistiques qui ont fécondé l'Europe.

Si les Français votaient contre Maastricht, l'Allemagne, libérée du couple franco-allemand qui pilote l'Europe depuis quarante ans, reprendrait son rôle naturel et historique de chef de la *« Mitteleuropa »*, de cette *« moyenne Europe »* qui remonte à l'Empire austro-hongrois, où les Allemands n'ont qu'un geste à faire pour jouer aujourd'hui un rôle dominant. Forte de sa puissance monétaire à l'Ouest, de son rayonnement politique à l'Est, l'Allemagne verrait s'ouvrir devant elle la voie royale de l'hégémonie européenne. Un autre Marché commun se créerait, plus à l'Est, sans nous, sous contrôle allemand. Est-ce cela que de Gaulle et Adenauer ont voulu ?

Nos peurs sur notre identité nationale ne sont pas le fruit de Maastricht, elles sont bien plutôt le reflet d'un certain déclin de notre culture et de nos valeurs nationales. J'écrivais dans le Xe Plan : *« La greffe européenne ne prendra pas sur des nations sans racines. »* C'est parce que nos racines sont aujourd'hui plus faibles que certains d'entre nous ont peur de l'Europe, comme si le rejet de l'Europe allait, pour autant, les renforcer. Ne confondons pas la cause et l'effet !

La France a eu, au fil des siècles, un message universel : message culturel avec les encyclopédistes, message politique avec les droits de l'homme. Elle ne l'a plus aujourd'hui parce qu'elle doute d'elle-même mais elle peut le retrouver, l'Europe lui en donne les moyens et lui en lance le défi.

▶ Lionel Stoléru, ancien député, ancien secrétaire d'Etat, conseiller régional (Génération Ecologie) de Picardie, est conseiller économique de M. Leonid Kravtchouk, président de l'Ukraine.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 26 août, au palais de l'Elysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. A l'issue de ses travaux, un communiqué a été publié, dont voici les principaux extraits :

- **Expositions temporaires d'œuvres d'art**

– (*Le Monde* du 27 août.)

- **Conditions d'attribution de la carte du combattant**

(Lire ci-dessous).

- **L'insertion des départements et territoires d'outre-mer dans leur environnement régional**

– Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté une communication sur l'insertion des départements et territoires d'outre-mer dans leur environnement régional.

En mettant fin à une relation trop exclusive entre les départements et territoires d'outre-mer et la métropole, le développement de la coopération régionale entre ces collectivités territoriales et les Etats voisins est l'un des aspects les plus novateurs de la politique de l'outre-mer.

Cette politique connaît des résultats appréciables. Depuis 1989, le Fonds de coopération du Pacifique sud a financé directement des projets régionaux pour un montant de 117 millions de francs. Le Fonds de coopération Caraïbes a consacré 15 millions de francs depuis 1990 au cofinancement d'une cinquantaine d'opérations représentant au total environ 60 millions de francs. La participation de nos départements et territoires d'outre-mer à de nombreux organismes régionaux est également nouvelle et encourageante.

A l'avenir, trois types d'actions devraient bénéficier d'une certaine priorité, répondant tant à une demande régionale qu'à un savoir-faire particulier de nos départements et territoires :

– dans le domaine de la protection des hommes, la lutte contre les catastrophes naturelles à caractère endémique et la lutte contre la toxicomanie ;

– dans le domaine de la protection de la nature, la surveillance de l'évolution de l'environnement ;

– dans celui de la formation, le développement des universités d'intérêt régional.

- **L'Europe de la recherche**

– Le ministre de la recherche et de l'espace a présenté une communication sur l'Europe de la recherche.

La situation actuelle de la recherche européenne est relativement favorable. Par l'effort financier qui y est consacré, la Communauté est la deuxième puissance scientifique et technologique du monde, derrière les Etats-Unis et très loin devant le Japon. Mais, en nombre de chercheurs par rapport à la population active ou en pourcentage du produit intérieur brut consacré à la recherche, l'Europe est distancée par le Japon. L'effort doit donc être maintenu et amplifié. En même temps, les objectifs doivent être réorientés pour favoriser plus encore la compétitivité industrielle et satisfaire les besoins de la société.

Pour l'avenir, les thèmes de recherche devront être diversifiés, pour satisfaire les priorités actuelles de notre société comme l'environnement, les transports, la ville et la santé. La mobilité des chercheurs sera favorisée. La décentralisation des responsabilités et les procédures d'évaluation seront développées. On cherchera à améliorer la compétitivité de l'industrie en organisant des synergies entre l'action communautaire et Eurêka.

Toutes les potentialités du grand marché créé par l'espace économique européen – les douze plus les six de l'AELE – doivent être utilisées dans le domaine de la recherche. De même, l'ouverture des pays de l'Europe centrale et orientale permet de les associer davantage au développement scientifique et technologique de l'Europe. La France a proposé la création d'une fondation pour l'aide aux scientifiques de l'ancienne Union soviétique.

Enfin, l'Europe doit continuer à s'ouvrir sur le monde et participer aux grands programmes mondiaux sur le sida, sur le génôme humain, les énergies de demain, les systèmes de production automatisés (usine du futur) et l'environnement ; sur ce dernier sujet, lors de la conférence de Rio, les scientifiques européens, en particulier les Français, ont joué un rôle de premier plan.

Le gouvernement propose de modifier les conditions d'attribution de la carte du combattant

Le conseil des ministres a adopté, mercredi 26 août, sur proposition de M. Louis Mexandeau, secrétaire d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre, un projet de loi modifiant l'attribution de la carte du combattant. Afin de mettre la législation *« en conformité avec les situations que la France est maintenant appelée à rencontrer, qu'il s'agisse d'opérations de maintien de la paix, de maintien de l'ordre ou encore de missions humanitaires »*, ce texte prévoit d'étendre le bénéfice de la carte du combattant aux militaires et, éventuellement, aux civils qui auront pris part, *« au sein d'unités françaises ou alliées ou de forces internationales »*, soit à des conflits armés, soit à *« des opérations ou missions menées conformément aux obligations et engagements internationaux de la France »*.

Les conditions d'application, et notamment les périodes à prendre en considération, seront déterminées par décret en Conseil d'Etat. Selon M. Martin Malvy, porte-parole du gouvernement, M. Mexandeau a fait observer, devant le conseil des ministres, que le principal critère retenu jusqu'à présent – quatre-vingt-dix jours de présence dans une unité reconnue combattante – *« n'est guère adapté aux caractéristiques des conflits nouveaux »*.

M. Mexandeau a précisé que la nouvelle loi, qui devrait être examinée en première lecture par le Parlement à la fin de la session d'automne, s'appliquera notamment aux combattants français du Tchad, du Liban, de la guerre du Golfe ou de l'ex-Yougoslavie.

Décidée après la première guerre mondiale, l'attribution de la carte du combattant supposait jusqu'à présent l'existence d'un « état de guerre ». Après bien des discussions, la guerre d'Algérie a fini par être reconnue comme telle. C'est, à l'heure actuelle, le dernier conflit militaire français donnant droit à la carte du combattant. Si un contentieux subsiste entre les associations d'anciens combattants et le gouvernement, il concerne le nombre de bénéficiaires et n'est donc, en principe, pas affecté par le nouveau projet de loi.

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres a procédé, mercredi 26 août, sur proposition de M. Paul Quilès, ministre de l'intérieur et de la sécurité publique, au mouvement préfectoral suivant :

EURE : M. Jean-François Seiller

M. Jean-François Seiller, préfet de Loir-et-Cher, est nommé préfet de l'Eure, en remplacement de M. Michel Mathieu, nommé préfet de l'Oise le 5 août.

[Né le 1er février 1937 à Ruelle (Charente), diplômé de l'Institut d'études politiques de Bordeaux, M. Seiller a commencé sa carrière comme chef de cabinet du préfet des Landes puis de celui du Morbihan. Nommé sous-préfet de Gourdon en 1967, puis de Montbard en 1969, il est ensuite secrétaire général du Tarn, puis des Pyrénées-Atlantiques. En 1978, il est chef de la mission régionale Midi-Pyrénées, en 1980 sous-préfet du Raincy, en 1986 préfet de l'Ariège. Il était préfet de Loir-et-Cher depuis le 31 janvier 1989.]

LOIR-ET-CHER : M. Gérard Guiter

M. Gérard Guiter, préfet du Gers, est nommé préfet de Loir-et-Cher, en remplacement de M. Jean-François Seiller, nommé préfet de l'Eure.

[Né le 28 octobre 1944 à Perpignan (Pyrénées-Orientales), ancien élève de l'ENA, M. Guiter a été administrateur civil au ministère de l'économie et des finances, puis directeur du cabinet du préfet de Basse-Normandie, avant de devenir en 1978 sous-préfet de Lisieux. Nommé en 1982 directeur général des services régionaux du Languedoc-Roussillon, il est, en 1985, chargé de mission à l'inspection générale de l'administration, puis, l'année suivante, secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire. Il était préfet du Gers depuis le 18 juillet 1990.]

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311 F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, *gérant.*

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33
Commission paritaire des journaux et publications, no 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex





MÉDECINE

Un entretien avec le président de l'Association des hémophiles

« Ni M. Fabius, ni Mme Dufoix, ni M. Hervé ne pouvaient ignorer la contamination » nous déclare M. Bruno de Langre, qui demande la saisine de la Haute Cour de justice

Les initiatives visant à la mise en accusation devant la Haute Cour de M. Laurent Fabius, de Mme Georgina Dufoix et de M. Edmond Hervé – premier ministre et ministres en exercice, en 1985, au moment de l'affaire du sang contaminé – se multiplient. Après celle de Me Jacques Vergès et Eric Dupont-Moretti (le Monde du 17 août), Me Maryse Joissains, avocat à la cour d'appel d'Aix-en-Provence, mandatée par plusieurs hémophiles contaminés, vient d'effectuer une démarche dans le même sens auprès de M. Charles Pasqua, sénateur, et de MM. Philippe de Villiers, Jean-Pierre Chevènement et André Lajoinie, députés. La saisine de la Haute Cour est en outre réclamée par M. Edmond-Luc Henry, un hémophile contaminé (1), et par M. Bruno de Langre, président de l'Association française des hémophiles (2). Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Bruno de Langre explique les raisons d'une telle initiative.

D'autre part, la chambre criminelle de la Cour de cassation vient de désigner un juge d'instruction du tribunal de grande instance de Paris pour instruire la plainte pour « empoisonnement » déposée le 27 juillet contre MM. Fabius et Hervé et Mme Dufoix, par Me Vergès et Dupont-Moretti. Il s'agit là d'une étape habituelle dans une procédure qui ne devrait déboucher que sur une ordonnance d'incompétence du juge d'instruction, les personnes visées occupant au moment des faits des fonctions ministérielles.

« Sur quels éléments précis placez-vous votre action visant à la saisine de la Haute Cour de justice? Quels faits engagent, selon vous, la responsabilité de MM. Laurent Fabius et Edmond Hervé et celle de Mme Georgina Dufoix?

– Ce sont les enquêtes menées par la justice elle-même qui ont régulièrement débouché sur la connaissance qu'avaient les responsables politiques du problème. Dans le même temps, la justice nous expliquait ne pas pouvoir mettre en cause ces mêmes responsables. Puisque la juridiction correctionnelle ne peut pas le faire, nous en appelons à la Haute Cour de justice. Nous avons déjà écrit à tous les députés et sénateurs, dès le mois de juin, qu'à nos yeux les quatre inculpés ne devaient pas être les seuls à répondre devant la justice des faits hallucinants qui ont conduit à ce drame.

» Des différents témoignages intervenus tout au long du procès qui vient de se terminer devant la seizième chambre du tribunal de grande instance de Paris, il résulte que, sans doute dès le deuxième semestre de 1984, et en tout cas depuis les tout premiers jours de janvier 1985, ni M. Laurent Fabius, ni Mme Georgina Dufoix, ni M. Edmond Hervé, à l'époque respectivement premier ministre, ministre des affaires sociales et de la solidarité et secrétaire d'Etat à la santé, ne pouvaient ignorer la contamination, de jour en jour plus certaine, des produits sanguins.

» Il y a également l'ensemble des faits concernant le retard dans la mise en place du dépistage systématique de l'infection par le virus du sida chez les donneurs de sang. Pour ce qui est des hémophiles, l'un des points les plus graves concerne, d'autre part, la signature de l'arrêté du 23 juillet 1985, texte qui se borne à programmer au 1er octobre de la même année l'interdiction du remboursement des produits anti-hémophiliques potentiels contaminés. C'est l'expression même, l'emprunt le plus fidèle, de la gestion totalement inadéquate qui était alors posée. Et c'est à la juridiction compétente, la Haute Cour de justice, de déterminer le niveau des fautes ou des erreurs commises. Il ne faut surtout pas que l'on en reste à cette idée qu'« il ne faut pas taper sur les ministres parce que cela ne se fait pas » ou à d'autres formules équivalentes.

» Nous avons, en France, des institutions. La Haute Cour a pour mission de juger des hommes politiques. Le fait d'en appeler à elle ne doit pas être étiqueté comme une action politicienne.

– Malgré tout, ne craignez-vous pas que votre action soit perçue comme « politiquement marquée », dans la mesure où elle vise des membres du Parti socialiste et l'actuel premier secrétaire de ce parti?

– L'Association française des hémophiles que je préside est une association apolitique. Avec cette action, nous continuons simplement la logique de l'œuvre entreprise depuis plusieurs années : faire en sorte que l'ensemble des responsabilités des années 1983-1985 soient examinées et jugées. Faut-il rappeler que ces événements ont conduit d'ores et déjà à plusieurs centaines de morts? Cela vaut, nous semble-t-il, de tout mettre en œuvre pour savoir ce qui s'est réellement passé. Il existe dans le droit français divers types de procédure. Nous avons engagé des procédures devant les juridictions administratives ainsi que devant la Cour européenne des droits de l'homme; nous avons d'autre part rejoint un groupe d'hémophiles qui avait engagé une action au pénal. Comme il apparaît que la juridiction pénale saisie ne peut pas couvrir l'ensemble du champ des responsabilités et puisqu'il y a de toute évidence des responsabilités politiques, il faut saisir la Haute Cour. Il ne s'agit pas pour nous d'une question de personnes.

– Dans l'analyse que vous faites des responsabilités, les médecins prescripteurs de produits anti-hémophiliques doivent-ils être poursuivis? Seuls quelques-uns d'entre eux ont été cités comme témoins – et certains ne sont pas venus – dans le procès qui vient de se terminer devant le tribunal de grande instance de Paris. Quelle est l'attitude de votre association sur ce point?

– Les relations avec les médecins prescripteurs sont souvent assez difficiles. Mais tout est extrêmement variable selon les régions, les centres ou le comportement de ces médecins durant la période incriminée. Dès lors, il est très difficile d'avoir une politique collective et uniforme de la part de notre association. J'ajoute que l'ordre de grandeur des responsabilités, la hiérarchie dans les faits nous conduisent plutôt à remonter vers les responsables politiques. Des discussions assez âpres existent entre des médecins et leurs patients hémophiles, mais cela ne se traduit pas nécessairement sous une forme judiciaire.

– Regrettez-vous l'attitude des trois responsables que vous souhaitez voir comparaître devant la Haute Cour? Regrettez-vous notamment qu'ils n'aient pas, de leur propre initiative, réclamé de comparaître devant une juridiction compétente?

– Je pense que les hommes politiques sont aujourd'hui totalement prisonniers de leur monde, totalement à la recherche d'une certaine « efficacité politique ». Dès lors, comparaître devant la Haute Cour ne peut être perçu par eux que comme une baisse de leur potentiel, de leur crédibilité, de leur aura politique. Il est exceptionnel qu'un responsable politique reconnaisse qu'il a pu commettre des erreurs. Mme Georgina Dufoix a déclaré qu'elle se sentait *« responsable mais pas coupable »*. Cela dit, « sa » responsabilité ne s'est jamais traduite dans les faits, n'a jamais été sanctionnée.

– Compte tenu de la logique qui est la vôtre, pourquoi ne pas avoir engagé d'action contre les directeurs des cabinets de Mme Dufoix et de M. Hervé qui, en 1985, ont cosigné l'arrêté du 23 juillet que vous dénoncez par ailleurs?

– Une fois que la Haute Cour se sera prononcée, les signataires de l'arrêté pourraient être poursuivis devant les tribunaux. Je précise qu'il est incroyable qu'un tel arrêté ait pu être signé sans que lui soit joint une notice explicative. L'absence de ce document est contraire à toutes les règles de fonctionnement des cabinets et des services ministériels. Ce document doit exister, sinon il a été détruit... Le colonel de gendarmerie Recordon a d'ailleurs déclaré que, lors de l'enquête qu'il a menée à la demande de Mme Sabine Foulon, juge d'instruction, il n'avait pas eu accès à tous les documents qu'il cherchait.

– Certaines voix ici ou là se lèvent aujourd'hui pour s'interroger sur vos véritables motivations. Vous êtes, ou vous allez être, indemnisés, et différentes juridictions sont saisies. Que cherchez-vous encore?

– Notre exigence est plus morale que juridique. Je trouve profondément anormal que ce soit à nous d'effectuer la démarche visant à la saisine de la Haute Cour de justice. S'il y avait vraiment dans notre pays une conscience du bien et du mal, ce ne serait pas aux victimes d'être en situation de réclamer. De la même manière, il faut souligner, pour ce qui est des actions pénales, que ce sont les victimes – M. Jean Péron-Garvannof – qui ont agi et non le parquet qui a instruit une enquête. Tout cela est bien dommage. Il faut que les élus de l'Assemblée nationale et du Sénat disent collectivement ce qu'ils considèrent comme normal, excusable, de la part de ministres. Il faut qu'ils précisent le seuil à partir duquel ils estiment que les actions ministérielles ne sont plus excusables. Cela permettra notamment de mettre au clair les engagements des politiques vis-à-vis de la nation. »

Propos recueillis par
JEAN-YVES NAU

(1) Auteur de *De l'hémophilie en général et du crime en particulier*, éditions Le Pré-aux-Clercs.

(2) Créée en 1955, l'Association française des hémophiles est reconnue d'utilité publique depuis 1968. De nombreuses personnalités médicales, parmi lesquelles le professeur Jean Bernard, ancien président du Comité national d'éthique, et le professeur Jean-Pierre Soulier, ancien directeur général du CNTS, figurent parmi ses membres d'honneur et son conseil d'administration. Le docteur Claire Gazengel, spécialiste reconnue du traitement de l'hémophilie, vient de démissionner de ses fonctions de médecin-conseil de cette association.

La mort d'un coopérant

A cinquante ans, après avoir bourlingué pendant une vingtaine d'années au Tchad, au Sénégal, en Tunisie puis au Maroc, Jacques Vittoz a été mis sur la touche. Ingénieur agronome, marié et père de trois enfants, il a été rappelé en France en 1988, comme l'avaient été, depuis le début des années 80, plusieurs milliers de coopérants civils non fonctionnaires, ingénieurs ou architectes, tous contractuels.

Difficile de tourner la page, mais Jacques Vittoz était confiant. Une loi votée opportunément à l'initiative de M. Anicet Le Pors, alors secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et datant du 11 juin 1983, prévoyait le réemploi des quelque 1 200 coopérants civils non fonctionnaires rentrés en France après cette date. Mais il n'est pas facile de « recaser » dans une administration quelconque un spécialiste du palmier-dattier, âgé de cinquante ans et qui vient de passer sept ans à l'Institut agronomique et vétérinaire d'Agadir.

En dépit de la loi, les différents ministères susceptibles d'accueillir M. Vittoz et ses collègues ont fait la sourde oreille. M. Laurent Fabius, alors premier ministre, les a pourtant rappelés à l'ordre en décembre 1984 en insistant sur le caractère *« urgent »* de la situation. *« Des mesures s'imposent,* insistait M. Fabius dans une circulaire adressée à tous les ministères, *pour à la fois préserver leurs possibilités de titularisation et assurer leur réemploi. »*. Peine perdue. Les décrets d'application qui permettraient de régler définitivement le problème sont toujours en attente. En avril 1986, un autre coopérant resté sur le carreau, M. Jean-Yves Roche, architecte-urbaniste en coopération au Maroc, introduisait un recours en Conseil d'Etat qui tranchait en sa faveur. Deux autres recours ont été déposés depuis, avec le même résultat.

Jacques Vittoz, lui, avait préféré s'adresser au médiateur de la République, M. Jacques Pelletier, ancien ministre... de la coopération du gouvernement Rocard. Chômeur en fin de droit, il était au bout du rouleau, révolté, et il a dérapé. En septembre 1991, il écrivait à Mme Edith Cresson, alors premier ministre : *« Si mes démarches n'aboutissent pas, je me donnerai la mort le 29 janvier 1992. »* Cinq mois plus tard, il adressait un courrier au médiateur de la République accompagné d'une phalange de sa main gauche. Toujours la même supplique : *« Donnez moi un emploi. »* Et il est mort le 10 août dernier.

Il s'était finalement décidé à déposer un recours et son dossier devait passer devant le tribunal administratif au cours de l'année 1993. Mais il n'a pas pu attendre.

CHRISTINE GARIN

REPÈRES

PRISONS

Les éducateurs du SNEPAP-FEN dénoncent « l'inconscience » des surveillants

Le Syndicat national d'éducation et de probation de l'administration pénitentiaire (SNEPAP-FEN, 61 % des éducateurs de l'administration pénitentiaire) dénonce la *« rare inconscience »* des surveillants lors du conflit qui vient de s'achever. Il estime que la population pénale, *« prise en otage (...) s'est vu, pendant plusieurs jours, privée de l'ensemble de ses droits. Il est inacceptable,* déclare le SNEPAP-FEN, *que, dans un Etat de droit, plusieurs dizaines de milliers de personnes soient ainsi traitées. »*

RELIGIONS

L'archevêque de Cantorbéry à Taizé

Accompagné de 1 000 jeunes anglicans, l'archevêque de Cantorbéry séjourne, depuis dimanche 23 août, dans la communauté œcuménique de Taizé (Saône-et-Loire). Pendant une semaine, le primat de l'Eglise anglicane doit participer à des entretiens avec le prieur de Taizé et les jeunes sur le thème de *« la foi et l'incroyance dans les nouvelles générations »*. Chaque semaine, le centre fondé en 1940 par frère Roger reçoit de 5 000 à 6 000 pèlerins, dont la moitié viennent de l'Europe de l'Est. La communauté rassemble 90 frères catholiques et de diverses origines évangéliques. *« Je porte la division des chrétiens comme un fardeau »*, a déclaré l'archevêque de Cantorbéry à son arrivée, précisant qu'il souhaitait que la réconciliation avec l'Eglise catholique se fasse de son vivant.

POLICE

Refus de mutation sur la Côte d'Azur

Une dizaine de policiers de la région parisienne, sur un total de cinquante-sept affectés à Cannes, Nice, Antibes et Menton, viennent de refuser leur mutation en raison du coût trop élevé des loyers dans les Alpes-Maritimes. Le secrétaire départemental du Syndicat national des policiers en tenue (SNPT), M. Gérald Noulé, a dénoncé *« l'aspect paradoxal d'une région où l'on souhaite voir s'accroître les effectifs policiers et où les élus de tous horizons politiques et les collectivités locales ne développent aucune initiative concrète pour permettre un hébergement convenable des fonctionnaires dans des conditions qui ne grèvent pas de façon catastrophique leurs revenus mensuels, de 8 000 à 8 500 F »*. Pour des raisons de sécurité, ces policiers n'ont pas voulu résider dans les « quartiers chauds » des cités périphériques. *« Nous sommes donc obligés de choisir des quartiers plus calmes, où l'on ne peut se loger à moins de 4 000 ou 5 000 F »*, a déclaré l'un d'eux. A cela s'ajoute la difficulté pour les épouses de ces fonctionnaires de retrouver un emploi sur la Côte d'Azur. Les policiers peuvent refuser d'être déplacés tant qu'un arrêté n'a pas entériné la mutation décidée par une commission administrative.

EN BREF

□ **Dialogue interreligieux : une conférence du Père Vincent Shigeto Oshida.** – Avant la rencontre universelle des religions pour la paix, qui aura lieu du 12 au 15 septembre à Louvain et à Bruxelles, le Père Vincent Shigeto Oshida fera à Paris, mercredi 9 septembre 1992 à 20 h 30, une conférence sur le thème « Religions, foi et dialogue », au centre Sèvres, 35, rue de Sèvres, 75006 Paris.

► **Pour tout renseignement, s'adresser à l'association Mont-Thabor, 104, rue de Vaugirard, 75006 Paris (tél. : 45-44-97-17).**

□ **Sécurité routière : plus de 500 jeunes usagers de deux-roues tués en 1990.** – Selon le Centre de documentation et d'information de l'assurance (CDIA), 510 jeunes de moins de vingt ans circulant en deux-roues ont trouvé la mort, et 22 944 ont été blessés sur les routes en 1990. Les accidents de cyclomoteurs ont fait 254 morts et plus de 15 500 blessés. Le bilan des accidents de moto est de 156 tués et 4 525 blessés. Enfin, parmi les jeunes qui circulaient à bicyclette, on a compté 100 morts et 3 551 blessés.

□ **Deux dirigeants d'une entreprise inculpés après la pollution d'une rivière.** – Le PDG de la société Antartic, une fabrique de jus de fruits, et le directeur de l'usine de Saint-Martin-d'Abbat (Loiret) ont été inculpés, mercredi 26 août, pour pollution du cours d'eau avoisinant leur usine. Récemment, par suite de la défaillance du système d'alarme de l'installation d'épuration, des résidus de fabrication s'étaient déversés dans la rivière, causant la mort de nombreux poissons. Momentanément stoppée par les pouvoirs publics, l'usine a repris son travail après avoir programmé des travaux d'amélioration de son procédé de traitement des résidus.

SOCIÉTÉ

HISTOIRE

Le 50e anniversaire de la grande rafle des juifs en zone libre

« Ceux qui m'ont arrêté portaient le même uniforme en 1945 »

VICHY

de notre correspondant

A l'initiative de l'Association des fils et filles de déportés juifs, que préside Me Serge Klarsfeld, une centaine de personnes ont célébré, mercredi 26 août à Vichy (Allier), le cinquantième anniversaire de la grande rafle des juifs étrangers réfugiés en zone libre. Des plaques ont été apposées à l'entrée de l'Hôtel du Parc, où siégeait le gouvernement du maréchal Pétain. Après l'émotion, au moment de la lecture de l'identité des plus jeunes enfants morts en déportation, la détermination revenait. Me Klarsfeld rappela que *« le 26 août 1942, le gouvernement de l'Etat français a déclenché sur tout le territoire une gigantesque rafle des juifs étrangers. Plus de 6 500 d'entre eux, dont des centaines d'enfants, ont été arrêtés ce jour-là et livrés aux nazis en zone occupée, d'où ils ont été aussitôt déportés sans retour vers le camp d'extermination d'Auschwitz. Au total, ce fut le sort tragique de plus de 11 000 juifs étrangers vivant en zone libre. »*

Pour l'Association des fils et filles de déportés juifs ainsi que pour les représentants de la communauté juive, *« le gouvernement de Vichy est à l'origine de cette rafle, et en particulier, le chef de la police française, René Bousquet »*. Les participants ont réitéré, à cette occasion, leur demande de jugement de celui-ci devant une cour d'assises.

Agé de seize ans en 1942, M. Henri Wolf, l'un des rares survivants de la rafle, insistait : *« Les gendarmes et la police qui m'ont arrêté puis gardé à Drancy portaient toujours le même uniforme en 1945. »* Soucieux de distinguer les responsabilités, Me Serge Klarsfeld notait : *« Dans leur ensemble, la population française et les clergés catholique et protestant se sont immédiatement opposés aux mesures du gouvernement de Vichy. »*

A la veille de cette cérémonie, on apprenait le vol de la plaque des « 80 ». Apposée dans le grand casino de Vichy, tout proche de l'Hôtel du Parc, cette inscription rappelait que, le 10 juillet 1940, dans ces lieux, 80 parlementaires refusèrent de voter les pleins pouvoirs au maréchal Pétain.

JEAN-YVES VIF

ENVIRONNEMENT

Huit opposants condamnés pour voie de faits

Gazoduc contesté dans les Pyrénées basques

Huit personnes, dont trois femmes, ont été condamnées, mercredi 26 août, par le tribunal de Pau (Pyrénées-Atlantiques) à des peines d'amende de 1 000 francs pour s'être opposées, à la fin de juillet dernier, à la pose d'un gazoduc. Le tribunal a estimé qu'il y avait eu voie de faits, alors que les prévenus affirment n'avoir opposé qu'une résistance passive. Ils ont décidé de faire appel.

Le projet contesté est celui d'un gazoduc international de 65 cm de diamètre, qui doit relier Lacq (Pyrénées-Atlantiques) à Calahorra en Espagne (*le Monde* du 27 octobre 1991). Il est destiné à faire transiter du gaz norvégien vers la péninsule Ibérique. D'abord prévu en vallée d'Aspe – que doit emprunter l'axe routier transpyrénéen utilisant le futur tunnel du Somport lui aussi très contesté (*le Monde* du 27 août) – le tracé a été déplacé plus à l'ouest, en pays de Soule au Pays basque. Il a été accepté par les industriels et les élus locaux, déclaré d'utilité publique en décembre 1991, mais refusé par une partie des propriétaires et exploitants agricoles. Constitués en association depuis deux ans, ils estiment que l'ouvrage n'est d'aucune utilité pour la région, alors qu'il leur impose de lourdes servitudes. Ils redoutent son impact sur leurs terres et craignent pour leur sécurité. Aux mois de juin et juillet derniers, ils avaient réussi à bloquer les travaux en occupant le chantier.

M. Loïk Le Floch-Prigent, président d'Elf-Aquitaine, qui participait à une conférence internationale en Norvège, mercredi 26 août, a reconnu qu'à l'avenir le manque de crédits et surtout l'opposition des écologistes limiterait la construction des gazoducs. Quatre réseaux seulement seront constitués au cours des quinze prochaines années : un Europe-Maghreb pour lequel la décision est prise, un trans-Russie, un tronçon en mer du Nord et un gazoduc Angleterre-continent.

M. A.-R.

□ **Le préfet des Vosges autorise l'importation de déchets allemands.** – Pour la première fois depuis la parution, le 19 août dernier, du décret prohibant l'importation de déchets domestiques destinés à la mise en décharge, un préfet – celui des Vosges – a autorisé l'usine d'incinération de Rambervillers à traiter les ordures de la ville allemande d'Esslingen, près de Stuttgart (Bade-Wurtemberg). Jusqu'à présent, 30 000 tonnes de détritus en provenance d'outre-Rhin étaient importées chaque année dans les Vosges, où elles étaient soit recyclées dans les papeteries, soit détruites dans les usines d'incinération.

CATASTROPHES

Après avoir ravagé la côte de Louisiane

Le cyclone tropical « Andrew » a perdu beaucoup de sa violence

Le cyclone tropical « Andrew » a balayé une partie de la Louisiane qu'il avait atteinte près de Morgan-City dans les toutes premières heures du mercredi 26 août. Dès qu'il a couru sur la terre ferme, il a été privé de sa source d'énergie, les eaux marines superficielles chaudes. « Andrew » a donc rapidement perdu beaucoup de sa violence. La vitesse des vents est maintenant inférieure à 120 kilomètres à l'heure. Le cyclone tropical est ainsi devenu une tempête tropicale, capable tout de même de faire tomber des pluies diluviennes sur le trajet qu'il suit lentement vers le nord.

Lors de son arrivée sur les Etats de Louisiane puis du Mississippi, « Andrew » a fait beaucoup de dégâts dans les localités côtières, d'autant plus qu'il a été précédé de tornades, phénomènes dont le diamètre n'excède rarement la centaine de mètres (contre plusieurs centaines de kilomètres pour les cyclones tropicaux), mais qui sont caractérisés par des vents extrêmement violents.

« Zones de désastres »

Comme le sud de la Floride il y a quelques jours, les comtés de Louisiane ravagés par « Andrew » ont été déclarés *« zones de désastre »*, et pourront donc recevoir des aides fédérales.

Certes, « Andrew » s'est un peu assagi, mais le bilan de son passage sur la Floride et la Louisiane est toujours provisoire. L'estimation des dégâts matériels n'a pas changé : 15 à 20 milliards de dollars au total (y compris ceux subis par quelques îles des Bahamas). Les plates-formes pétrolières du golfe du Mexique avaient été évacuées et leurs puits fermés avant le passage d' « Andrew ». Heureusement, car une plate-forme mobile de forage a disparu du site où elle travaillait. Cette disparition a été signalée aux bateaux naviguant dans le golfe du Mexique. Il y aurait eu tout de même quelques fuites de pétrole venant, soit de barges de transport, soit de plates-formes.

Le bilan des victimes s'élève à 20 morts (3 aux Bahamas, 15 en Floride, et 2 en Louisiane), mais on recherche toujours des disparus dans les montagnes de débris.

Pour le moment, les sauveteurs professionnels ou volontaires, s'efforcent de faire parvenir aux habitants des régions touchées (sinistrés, réfugiés ou « simples survivants ») des provisions, de l'eau potable, des médicaments. Avec les inondations et la boue dues aux pluies diluviennes, ce n'est pas une tâche aisée. – *(UPI.)*

Prénoms

C'est en 1953 qu'il a été décidé de donner aux cyclones tropicaux des Caraïbes (les *hurricanes*) des prénoms féminins dont la première lettre suivrait l'ordre alphabétique : un prénom en « A » désigne le premier cyclone tropical de l'année, un prénom en « B » le deuxième, etc.

Au bout de vingt-cinq ans, cet usage a irrité les ligues féministes américaines. Pourquoi ne donner aux *hurricanes* que des prénoms féminins, alors que les comportements des hommes peuvent être aussi imprévisibles que ceux des cyclones tropicaux ? Depuis 1978, les noms des *hurricanes* sont donc alternativement féminins et masculins.

Le Centre d'études des cyclones de Miami dresse, plusieurs années à l'avance, des listes pour qu'au fil des années le même prénom ne soit jamais employé deux fois.

Peu à peu, l'usage de donner des prénoms aux cyclones tropicaux des autres régions du monde s'est généralisé.

RELIGIONS

Après la disparition du théologien orthodoxe

Hommage à Jean Meyendorff

Le 19 août 1991, les chars entraient dans Moscou. Au même moment, le Père Jean Meyendorff concélébrait la liturgie avec le patriarche Alexis dans la cathédrale du Kremlin, réunissant ceux qui avaient persévéré sous la persécution et ceux qui avaient perpétué l'héritage dans l'émigration. Moins d'un an plus tard, le 22 juillet dernier, dans un hôpital de Montréal, le Père Jean décédait brutalement à l'âge de soixante-six ans (*le Monde* daté 26-27 juillet). A une heure difficile de son histoire, l'orthodoxie éprouve la perte du premier de ses théologiens, de celui qui fut l'indéfectible témoin et garant de la catholicité.

Soucieux de transmettre l'Evangile à l'homme d'aujourd'hui sans rien rejeter de la tradition, conscient de l'enjeu que représentait la rencontre de l'Occident et la modernité, Jean Meyendorff paracheva le renouveau de la pensée orthodoxe. Dans la lignée de Georges Florovski et de Vladimir Losski, contre la métaphysique idéaliste de Serge Boulgakov, il œuvra à montrer la parfaite continuité entre l'héritage patristique, la tradition byzantine et le mouvement philocalique.

L'appel œcuménique

Promoteur d'un retour fidèle et critique aux sources, le Père Jean sut aussi élaborer une théologie personnelle, pascale et sacramentelle, une théologie de la communion enracinée dans le mystère trinitaire, habitée des grandes synthèses christologique et pneumatologique de l'Orient chrétien. Son but n'était autre que de retrouver les fondations d'une anthropologie théocentrique qui servirait de réponse au nihilisme contemporain. Capable d'interpeller Barth, Rahner ou encore Moltmann, il exerça une profonde influence sur les théologiens occidentaux post-conciliaires en quête d'identité.

Que la recherche savante puisse trouver une fin naturelle dans le service de l'Eglise fut le labeur de toute sa vie. Fondateur de Syndesmos (l'organisation de la jeunesse mondiale orthodoxe), artisan de l'autocépalie de l'Eglise d'Amérique, l'un des principaux protagonistes de la préparation du concile panorthodoxe, il fut aussi l'initiateur du rapprochement avec les communautés orientales anté-chalcédoniennes dites « monophysites » (coptes, arméniens, syro-jacobites). Récusant la notion de diaspora, combattant le scandale des divisions intestines, avocat inlassable d'une saine ecclésiologie, le Père Jean défendait à la fois un règlement canonique des terres de mission et la diaconie universelle du patriarcat de Constantinople.

Là, comme à Moscou ou Antioche, sa parole faisait autorité et aidait au dialogue. Il n'excluait pas le christianisme occidental, compris dans sa tragique dualité historique, catholique et protestante, et à laquelle l'orthodoxie, selon lui, pouvait porter remède. De manière fraternelle mais ferme, il s'engagea donc dans le débat œcuménique et fut observateur à Vatican II et longtemps le responsable de Foi et Constitution au Conseil œcuménique des Eglises.

En France comme aux Etats-Unis, Jean Meyendorff connut les honneurs académiques et ecclésiastiques. Il n'hésita pourtant pas à sacrifier partiellement sa carrière universitaire pour se consacrer à l'institut de théologie Saint-Vladimir, à New-York, dont il fut le doyen de 1984 à mai de cette année. De tous ses titres, il aurait certainement aimé ne retenir que celui de prêtre. Ce pasteur sut être aussi un authentique contemplatif. Tant de talents expliquent le sentiment de deuil qui a saisi le monde orthodoxe. *« Pourquoi faut-il qu'aux heures les plus terribles, nos justes nous soient enlevés ? »*, se demande un poète russe, récemment converti. Assurément à Moscou, Belgrade ou Bucarest, le retour de l'orthodoxie sur la scène politique ne va pas sans dangers. Mais l'entière destinée de Jean Meyendorff contredit la fatalité. Son œuvre est un acquis pour la suite des temps.

JEAN COLOSIMO

Maître de conférences à l'Institut Saint-Serge à Paris

SPORTS

FOOTBALL : le Brésil bat la France 2 à 0

L'entrée ratée de Gérard Houllier

L'équipe de France a perdu nettement son match amical contre le Brésil, 2 à 0, mercredi 26 août au Parc des Princes à Paris. Les deux buts d'une rencontre décevante ont été inscrits par les Brésiliens Raï et Luis Enrique. Pour son premier match avec son nouveau sélectionneur, Gérard Houllier, la France a ainsi concédé sa première défaite au Parc depuis 1987.

Le sport se montre parfois plus cruel que la politique. A ses élus, cette dernière accorde un supplément d'euphorie, un répit pour mieux s'installer dans leur fauteuil, nommé état de grâce. Gérard Houllier n'en aura pas profité un seul instant. A peine entré dans son costume-cravate de nouveau sélectionneur de l'équipe de France, il a dû affronter sa première défaite, sans appel, et ses premières huées, sans pitié. Mercredi soir, les sifflets du Parc des Princes se sont chargés de lui rappeler une réalité qu'il connaissait déjà : il sera d'autant moins épargné qu'il avait été beaucoup pardonné à son prédécesseur.

Mais Gérard Houllier n'est pas Michel Platini. En de nombreux points, il est même son contraire parfait. Piètre footballeur dans sa jeunesse, l'ancien professeur d'anglais ne peut pas compter sur son aura comme l'ancien numéro 10, qui savait si bien camoufler ses erreurs derrière sa gloire passée. Houllier parle de technique, aligne inlassablement les chiffres et les pourcentages quand son prédécesseur se fiait à ses intuitions, parfois brouillonnes. Il réfléchit quand l'autre séduisait. L'homme du Nord a construit son histoire sur les bancs de touche, quand le Lorrain venait seulement y écrire le post-scriptum d'une carrière chargée d'honneurs.

Conscient de cette différence, qui le place d'emblée le dos au mur, Gérard Houllier s'est choisi un programme que ne renieraient pas les politiques : le changement dans la continuité. Dès son premier match, le voici obligé de gérer la pire des continuités : celle d'une série de huit rencontres sans victoire, une stagnation inconnue en équipe de France depuis les années 60. L'exact négatif de la période faste des éliminatoires du championnat d'Europe, sans que les changements esquissés en laissent augurer la fin.

Papin sans ballons

Mercredi soir, les joueurs brésiliens ont même semblé s'amuser sadiquement à remettre en cause les choix du sélectionneur, tout en en confirmant le bien-fondé. Ainsi, dans les modifications apportées à l'équipe de France, Gérard Houillier avait-il inscrit plusieurs de ses credos en privilégiant la défense, le jeu sur les ailes et la récupération du ballon au milieu du terrain.

Las, ce sont les Brésiliens qui ont remporté la plupart des duels avec leurs adversaires, et se sont ainsi approprié les meilleurs ballons. Ce sont eux qui ont pensé à passer par les ailes, où les « joueurs de couloir » français, selon l'expression du sélectionneur, semblaient particulièrement amorphes. Et de ces débordements sont nés leurs deux buts, facilités par les nouvelles absences de la défense tricolore. Surtout, les joueurs français n'ont jamais paru en mesure de lancer leur meilleure arme vers le but adverse : Jean-Pierre Papin, privé de ballons, ne possédait plus que son brassard tout neuf de capitaine pour se différencier de la masse.

Pourtant, avec une bonne volonté désarmante et un solide sens du paradoxe, Gérard Houllier disait avoir trouvé des motifs de satisfaction dans la prestation indigente de son équipe. *« Nous sommes tombés sur bien plus forts que nous,* constatait-il, *et nous n'avons pas de regrets à avoir. »* Sur un point au moins, le sélectionneur avait raison : jouer sa rentrée contre l'une des meilleures équipes du monde ressemblait à un pari suicidaire.

Le match de prestige avait toutes les chances de ressembler à une première crispée. Le choix des Brésiliens pouvait aussi susciter une cruelle comparaison : la dernière confrontation entre les deux équipes, lors de la Coupe du monde de 1986, avait offert un sommet de jeu, l'apothéose de l'équipe emmenée par Michel Platini.

Mercredi soir, ce souvenir ne pouvait que souligner la tristesse du spectacle offert. Mais était-ce seulement à cause de la supériorité brésilienne, comme l'affirmaient joueurs et entraîneur ? Les Sud-Américains ne se sont montrés à la hauteur de leur réputation que par intermittence. Leur sélectionneur, Carlos Alberto Parreira, peut lui aussi brandir des circonstances atténuantes : il a eu toutes les peines du monde à reconstituer son puzzle de footballeurs éparpillés dans toute l'Europe.

Au Parc des Princes, l'équipe de France s'est surtout battue toute seule. Tout s'est passé comme si Gérard Houllier disposait des bons plans tactiques, sans trouver les joueurs pour les appliquer. Il a pourtant aéré le groupe compact voulu par Michel Platini, sans que les nouveaux venus parviennent à s'imposer. Le sélectionneur estimait, mercredi soir, qu'il leur manquait seulement un peu de temps. Mais Gérard Houllier se retrouve là aussi dos au mur.

Il ne dispose que de quinze jours pour faire passer son ambitieux message, avant le premier match des éliminatoires de la Coupe du monde, en Bulgarie.

JÉRÔME FENOGLIO

□ **AUTOMOBILISME : Gerhard Berger pilotera une Ferrari.** – Le pilote autrichien Gerhard Berger disputera le championnat du monde 1993 de formule 1 au volant d'une Ferrari, a annoncé officiellement la firme italienne mercredi 26 août. Berger, qui était le coéquipier du Brésilien Ayrton Senna chez McLaren-Honda depuis trois saisons, remplacera l'Italien Ivan Capelli, dont le contrat arrive à expiration à la fin de cette année et sera associé au Français Jean Alesi.

□ **CYCLISME : la liste des quatorze sélectionnés français pour les championnats du monde sur route.** – Le directeur technique national Lucien Bailly a annoncé, jeudi 27 août, la liste des quatorze coureurs sélectionnés pour le Championnat du monde sur route professionnel, le 6 septembre, sur le circuit de Benidorm (Espagne). Les douze titulaires et les deux remplaçants seront choisis parmi Jean-François Bernard, Eric Boyer, Thierry Claveyrolat, Jean-Claude Colotti, Gilbert Duclos-Lassalle, Laurent Fignon, Stéphane Heulot, Laurent Jalabert, Luc Leblanc, Marc Madiot, Thierry Marie, Charly Mottet, Gérard Rué et Richard Virenque.

ARCHITECTURE

La passerelle transfigurée

Le nouveau pont de Solférino, dessiné par l'architecte Marc Mimram reliera le Louvre au musée d'Orsay

L'architecte et ingénieur Marc Mimram a été choisi pour construire la nouvelle passerelle qui reliera le jardin des Tuileries au septième arrondissement à la hauteur de la rue de Solférino. Seul de son genre à Paris, le pont franchira la Seine d'une seule volée de 106 mètres, sans piles intermédiaires. La structure sera constituée de deux arcs, tangents au centre du pont qui, pour simplifier, auront une triple fonction.

Le système, remarquable, choisi par Marc Mimram permet d'abord de résoudre les problèmes de construction de l'arche unique. Tendus à l'extrême, réduits au strict nécessaire de matière perceptible, les deux arcs auront ensuite, si la réalisation est fidèle à l'esquisse, à la fois la beauté et l'intelligence des projets d'architecte servis par un minimalisme d'ingénieur. Enfin si l'arc supérieur du pont assurera un rôle de tablier classique, c'est-à-dire la liaison entre les parties hautes des deux berges, l'arc inférieur n'aura pas seulement une fonction de stabilité.

De part et d'autre de l'arche, le tablier, recouvert de bois, s'ouvrira, livrant un passage vers l'arc inférieur et conduisant les piétons au niveau bas des quais. Ainsi, le problème des deux niveaux des bords de Seine, celui des circuits multiples de passage ou de promenade entre les bords de l'eau et les voies routières, celui enfin de l'accès souterrain aux Tuilerie se trouvent résolus avec une exceptionnelle élégance.

Le pari, pourtant, n'était pas gagné d'avance . L'établissement public du Grand Louvre avait organisé une consultation entre huit équipes aux styles pour le moins hétérogènes. On y trouvait le Belge Vandenhove, dont l'œuvre se situe sur les franges raisonnables du post-modernisme, l'Italien Fuksas, dont les franges sont volontiers coupées de biais, le Catalan Calatrava, déjà célèbre pour les grands gestes lyriques et immaculés de ses ponts, ainsi que cinq équipes françaises, aux claviers architecturaux nettement plus tempérés : Berger, Valode et Pistre, Chaix et Morel, Deslaugiers, et Mimram, l'heureux lauréat.

STUDIO PATRICE ASTIER

Maquette de Marc Mimram pour le nouveau pont de Solférino.

Ce dernier, pour être peu connu du public, l'est davantage des architectes, puisqu'il a été l'auxiliaire de plusieurs d'entre eux sur des projets complexes comme le ministère des finances, le palais des congrès de Nantes, ou l'Historial de la Grande Guerre, qui vient d'être inauguré à Péronne. Lui-même est l'auteur de quelques édifices à vocation technique, passerelles ou péages d'autoroute, tribunes de stade, qui l'inscrivent, comme ses collaborations sur les grands projets, dans cette lignée d'architectes-ingénieurs qui, de Barcelone à Londres, via Paris, ouvrent depuis quelques années de belles et nouvelles voies pour une profession en vraisemblable mutation.

Respectueuse et contemporaine

Une certaine pondération était suggérée d'entrée aux concurrents. Le site, il est vrai, est particulièrement sensible, même si, depuis la destruction, au début des années 60, du pont de Solférino, les Parisiens avaient dû s'habituer à une passerelle théoriquement provisoire et grisâtre, qui permettait au moins aux travailleurs du premier arrondissement de rejoindre la gare RER d'Orsay. L'émotion causée par l'effondrement de la passerelle des Arts, puis sa reconstruction par Louis Arretche à l'identique, mais avec une arche en moins pour laisser passer les poids lourds de la navigation fluviale, avait préparé le terrain de la prudence.

L'accueil modérément chaleureux rencontré par le choix, en 1988, d'un projet du même architecte pour le nouveau pont d'Austerlitz, avait confirmé, s'il en était besoin, à quel point les habitants sont sensibles à tout ce qui se rapporte à la Seine et au caractère symbolique des ponts de Paris.

La tradition parisienne était donc invoquée par le maître d'ouvrage pour recommander aux concurrents de la nouvelle passerelle une structure symétrique de cinq arches et ne prévoyant que deux piles dans la Seine. Les prouesses technologiques, suggérait-on, devaient être évitées, comme les structures en hauteur qu'impliquent les ponts suspendus. Le projet de Marc Mimram, on le voit s'est brillamment écarté de tous ces tracas, ou les a transfigurés pour proposer une œuvre, à la fois respectueuse du site et parfaitement contemporaine, qui, en elle-même, sera selon toute vraisemblance aussi spectaculaire que belle.

FRÉDÉRIC EDELMANN

Épilogue au pont de Tolbiac

Le quartier du quai de la Gare, dans le treizième arrondissement de Paris, était un vaste et mélancolique territoire qui paraissait brumeux même par temps clair. No man's land en bordure de Paris qui en a séduit plus d'un avec ses baraques chétives, ses hangars délabrés, son restaurant chinois pour jésuites branchés, ses voies de chemin de fer qui convergent vers la gare d'Austerlitz, barrière infranchissable entre le treizième arrondissement et le bord de Seine. L'écrivain Léo Malet s'était inspiré de ce paysage grandiose pour son célèbre roman *Brouillard au pont de Tolbiac*, paru après la dernière guerre.

Les inconditionnels de Nestor Burma regretteront sans doute la disparition de ce quartier et la démolition de sa Maison rouge, survenue au cours du week-end du 15 août, traditionnellement fatidique, il est vrai, pour le patrimoine parisien.

La fin de la Maison rouge

Par le choix de la date et la procédure de démolition, menée à la limite de la légalité – le permis de démolir qui devait être affiché sur le bâtiment l'a été bien tardivement, – la Ville de Paris a «habilement» pris de court l'association Pour quel Paris? qui souhaitait le maintien de la Maison rouge.

Ce bâtiment, rare exemple de l'époque 1815-1820, était un relais de la gare d'eau d'Ivry. Soutenue par Paul Quilès, ancien député du treizième arrondissement, l'association Pour quel Paris? avait proposé d'en faire une bibliothèque des ouvrages donnés comme prix dans les écoles Jules Ferry. Projet pédagogique, qui pouvait s'associer, selon elle, à l'avenir du quartier de la Bibliothèque de France.

D'après les responsables de la société chargée du projet Seine-Rive gauche (SEMAPA), le maintien de la bâtisse était techniquement et esthétiquement incompatible avec la surélévation de 1,80 mètre du quai, prévue dans ce projet. D'autres soutenaient l'avis inverse : l'emplacement du bâtiment, à quelques mètres du boulevard Vincent-Auriol, aurait permis l'aménagement d'un espace restreint autour de la maison. Mais le Conseil de Paris, le 22 juin, avait définitivement tranché : le maintien de l'édifice était décidément impossible.

Le bras de fer engagé entre les associations qui défendaient la Maison rouge et la SEMAPA n'a fait que retarder, le temps d'un été, la démolition de ce bâtiment : si bien que les devantures de bois des boutiques et bistrots de la Maison rouge faisaient encore face, il y a quelques jours, aux bâtiments futuristes du quai de Bercy.

Autre démolition contestée : le 91 quai de la Gare. Les anciens entrepôts frigorifiques de la SNCF ont été construits en 1919 pour stocker les denrées périssables distribuées aux usagers du chemin de fer. Promis eux aussi à la disparition, ces deux immeubles de 30 mètres de hauteur abritent depuis 1980 quelque deux cent cinquante artistes et créateurs de tout poil qui avaient trouvé là des ateliers ou des espaces de travail financièrement accessibles, comme dans les «magasins» du quai de Seine détruits en février 1990 par un incendie. La SEMAPA s'est engagée officiellement à reloger les artistes des «frigos» dans trois bâtiments des Grands Moulins de Paris, qui, eux, seront préservés. Mais, pour les occupants, le charme ténébreux du quartier se dissipe de jour en jour avec la progression rapide des travaux.

A. S.

CINÉMA

L'Enfant de la Bête

Troisième épisode des aventures dans l'espace de Sigourney Weaver, devenue productrice

ALIEN 3
de David Fincher

La mode et le bon chic commandent un ton lassé. de préférence ironique pour parler d'*Alien 3* premier long métrage de David Fincher, film à gros budget et effets spéciaux, troisième épisode des mésaventures du Lieutenant Ripley – Sigourney Weaver – dans l'espace, aux prises avec la «bête immonde». Pourtant David Fincher, réalisateur de spots publicitaires et de clips, qui a appris les trucages chez Lucas, a prudemment fait ce qu'il sait faire. Du coup, il réussit à maintenir la tension pendant près de deux heures, dans un seul décor, mais labyrinthique, avec une intrigue maigrelette, et le handicap des deux précédents épisodes.

Le premier, *Alien*, (1979) de Ridley Scott (*«personne ne vous entendra crier»)* qui jouait sur la pure terreur dans le huis clos d'une capsule cosmique à la dérive, est devenu un film culte. Le second, *Aliens*, de James Cameron (1986), misait carrément sur l'action guerrière, avec commandos lookés terroristes, et des décors fantasmagoriques, somptueusement baroques. Qui l'a vu ne peut oublier la traque de Sigourney Weaver à l'intérieur du ventre palpitant de la Bête... Mais déjà violence, gros budget et effets spéciaux avaient fait froncer quelques sourcils puristes.

David Fincher et le flot de scénaristes qui se sont usés sur cette histoire pourtant si linéaire, ont contourné la difficulté. Il s'agit encore de traquer la Bête, mais avec des armes bricolées, dans un lieu à la fois immense et claustrophobique : une prison-usine-cathédrale, déglinguée à l'extrême, où des voleurs-violeurs-assassins convertis à une sorte de catholicisme mystico-apocalyptique-millénariste travaillent comme des brutes, sans jamais voir de femmes. D'ailleurs, ils ont fait vœu de chasteté. Il n'empêche que l'arrivée de Seagourney Weaver, unique survivante d'un crash, éveille en eux la bête, tandis que la Bête, la vraie, fait des siennes.

A la fin, beaucoup sont morts de façon épouvantable, mais on ne voit que des détails devenus abstraits tant ils sont grossis, des ombres, des pluies de sang noir, des boues collantes, des humeurs gluantes, des chutes au ralenti, des jambes suspendues qui tressautent, des chaînes qui s'enroulent, des androïdes déchiquetés, des crocs avides et bavant, et les cris viennent du hors-champ...

Les bagnards – et Sigourney Weaver, qui porte en elle l'enfant de la Bête – ont le crâne rasé, sont vêtus comme des moines. Comme des Quasimodos, ils manipulent de lourdes machines anachroniques et vétustes. Cette ambiance gothique. ces décors de voûtes et de couloirs. ces murs épais, ces recoins secrets, ces caves plus noires que la nuit. ces cellules-greniers où gisent des vestiges inquiétants, s'inspirent manifestement des histoires de démons, de *Dracula* à *l'Exorciste*, en passant par *la Maison du diable*. Tous les classiques du genre, revisités par un metteur en scène qui a potassé les cadrages des BD fantastiques.

Dans le dossier de presse, on parle beaucoup de religion et de rédemption. Mais enfin, malgré la lumière ocre et une certaine lenteur, le film n'a rien de tarkovskien. Il s'appelle *Alien 3*, point à la ligne. Un film de genre presque entièrement réussi. Aux passages qui traînent, on peut grignoter des pop corns, des biscuits, quelque chose de craquant. Surtout rien qui coule ou qui colle.

COLETTE GODARD

Potache sans sel

TABLEAU D'HONNEUR
de Charles Nemes

Le cinéma lycéen se divise en deux grandes familles : celle des cancres promis à un grand avenir artistique (ancêtre *Zéro de conduite)* et celle de leurs condisciples qui ne chahutent que pour gagner beaucoup d'argent sans travailler *(Sous-doués* et produits dérivés). Il semblerait que l'ambition de Charles Nemes ait été de réunir ces deux branches.

Côté farce potache, on trouve un ancien cancre, renvoyé d'un cours privé de Saint-Germain-en-Laye. Quelques années plus tard, il décide de demander réparation à son *alma mater* parce qu'elle ne l'a pas rendu apte au marché du travail. Côté nostalgie, un lycéen pas très dégrossi, affligé d'un père impossible (Philippe Khorsand) et d'une mère transparente (Claude Jade, dont la présence voudrait sans doute évoquer une hypothétique parenté avec Truffaut), découvre l'amour, l'amitié et *le Misanthrope* grâce à un pion d'esprit fin et de grand cœur.

Mêlant satire sociale anémiée (trois lignes de dialogue en verlan, deux allusions discrètes à SOS-Racisme) et gags imbéciles (le godemichet téléguidé), *Tableau d'honneur* boucle ses 90 minutes en tirant à la ligne, comme un lycéen en manque d'inspiration devant sa copie.

T. S

هكذا من الأصل

CULTURE

CINÉMA

Etranges amours

Simon Callow restitue l'univers de Carson McCullers

BALLAD OF THE SAD CAFE
de Simon Callow

Un travelling avant fait découvrir des forçats en uniformes rayés, cassant des cailloux au bord d'une route sous la surveillance d'un policier armé, puis la place d'une bourgade agricole, misérable, envahie par la poussière, et une maison en bois qui ne tient plus que par miracle. Derrière une fenêtre apparaît le fantôme d'une femme très vieille, défigurée.

A la fin du film, le travelling repart dans l'autre sens, croise à nouveau les forçats, sous un soleil triste, écrasant. Entre ces deux mouvements symétriques, ouverture, fermeture, on aura appris l'histoire de Miss Amelia, la femme énigmatique qui régna sur cette bourgade, quelque part dans le Sud profond, et perdit son pouvoir à cause de deux hommes.

Ces figures de style nous ramènent au cinéma américain des années 30-40 et ce n'est pas un hasard. L'histoire racontée par Carson McCullers et transposée au théâtre par Edward Albee, se situe au temps de la Grande Dépression, chez des êtres blancs et noirs, vivant en dessous du seuil de pauvreté. Les couleurs des images sont à la mesure d'un réalisme presque documentaire : ce monde-là a existé.

Miss Amelia en était la châtelaine en salopette, distribuant du travail, vendant aux ouvriers abrutis l'alcool qu'elle distillait elle-même dans un alambic caché, soignant et guérissant les malades. Elle accepta d'épouser Marvin Macy (Keith Carradine), un fainéant nanti de la beauté du diable. Il espérait bien profiter de ses richesses. Mais elle refusa de consommer le mariage, jeta Marvin dehors et il fut envoyé en prison. Plus tard arriva le cousin Lymon (Cork Hubbert), nain et bossu que Miss Amelia consentit à accueillir chez elle. C'est alors qu'elle transforma sa maison en café-restaurant. Et puis, Marvin Macy sortit de prison et vint se venger.

Des personnages bizarres, sauvages et tragiques, des relations étranges, violentes, dont les raisons ne sont pas expliquées, même par la voix d'un narrateur : c'est bien l'univers de Carson McCullers. Simon Callow – c'est son premier long métrage – l'a fort bien compris. Il a transmis, par une mise en scène non psychologique et des retours en arrière emboîtés les uns dans les autres, l'amour non payé de retour de Marvin pour Amélia, d'Amélia pour le cousin Lymon et de celui-ci pour Marvin, dans un itinéraire d'humiliations et d'épreuves de force. Auteur, acteur (notamment chez James Ivory) et metteur en scène de théâtre, Simon Callow n'a pourtant pas échappé complètement à la théâtralité d'Albee.

Théâtralité encore accentuée à l'écran par le stupéfiant numéro de monstre sacré de Vanessa Redgrave. Elle ne recule devant rien : la laideur et les maquillages «de beauté», les silences têtus et les gestes mécaniques, la masculinisation outrancière, puis la féminisation incroyable en robe rouge. Pour couronner le tout, sa bataille à coups de poing sonnant comme des coups de masse à tuer les bœufs, avec Marvin, dans le café, devant tout le village réuni, dans une atmosphère de meurtre, laisse pantois.

JACQUES SICLIER

Vanessa Redgrave par elle-même

Le livre, un gros livre de près de quatre cents pages, est intitulé *Une autobiographie*. Celle de Vanessa Redgrave parue l'an dernier à Londres, fraîchement traduite en français pour correspondre à la sortie de *Ballad of the Sad Café*. On y trouvera (pages 361 et 362) quelques réflexions sur la manière dont l'actrice envisagea le personnage de Miss Amelia. Vanessa Redgrave parle succinctement des films qu'elle a tournés. Et si l'on sent vers lesquels vont ses préférences, *Julia* de Fred Zinnemann, ou *Sursis pour l'orchestre* de Daniel Mann, c'est toujours l'importance et la signification du sujet traité qui, chez elle, prédominent.

On en apprend davantage sur sa pratique du théâtre. La fille aînée de Michael Redgrave a joué, à la scène, du John Osborne, du Shakespeare, du Tchekhov, travaillé avec des metteurs en scène qu'elle appréciait : Tony Richardson (qui fut son mari et le père de ses deux filles), Tyrone Guthrie, Peter Hall, etc. Mais le but de cette autobiographie, c'est clair, passées les pages sur l'enfance et l'adolescence, est d'affirmer les choix politiques qui ont dirigé sa vie. Quitte à gâcher sa vie sentimentale (le mariage avec Richardson, les liaisons avec Franco Nero et Timothy Dalton), et à reléguer sa carrière au second plan.

Après avoir navigué dans toutes les eaux de la contestation, Vanessa Redgrave est devenue trotskyste dans les années 70. Avec une conviction si personnelle qu'on hésite à parler de fanatisme lorsqu'on relève des considérations affirmées sur les *«complots permanents»* du fascisme et du sionisme, en Europe et ailleurs. En politique, cette femme a la foi du charbonnier. Ce sont toujours les mêmes ennemis qu'elle pourfend, les mêmes amis qu'elle soutient. Mine de renseignements sur son engagement sous plusieurs latitudes, cette autobiographie est la façon qu'elle a d'ouvrir son cœur, sans céder aux émotions du commun. On l'aurait aimée vulnérable.

J. S.

► *Une autobiographie*, de Vanessa Redgrave, éd. Robert Laffont, 382 p., 125 F.

Diagnostic réservé

Une adaptation trop fidèle de «la Peste»

LA PESTE
de Luis Puenzo

Il n'y a pas de scandale, si seulement. Pas de trahison, si encore... Aucun besoin, pour s'en assurer, si ce n'est par plaisir ou par saine habitude, de relire *la Peste* d'Albert Camus, livre économe et urgent, où moins, beaucoup moins que l'action, s'impose la morale, commande la pensée, parfois resserrée à l'extrême en de courtes phrases hautement assemblées.

S'il y avait un moyen de réussir un (bon) film d'après *la Peste* de Camus, où l'épidémie s'abat sur une *«cité heureuse»* pour *«le malheur et l'enseignement des hommes»*, c'était d'oublier Camus, et peut-être bien la peste. Luis Puenzo, cinéaste argentin qui n'a pas usurpé l'estime suscitée en 1983 par son *Histoire officielle*, (trente-cinq récompenses internationales, dont l'Oscar du film étranger) ni, trois ans plus tard, les réserves exprimées devant *Old Gringo*, son évocation pachydermique de l'écrivain Ambrose Bierce (avec Gregory Peck et Jane Fonda), a choisi tout le contraire.

Le péché de l'ennui

Il a tricoté un lourd linceul de fidélité pataude (si l'on excepte le changement de sexe de Rambert), s'est pris les pieds dedans, et, de ce grand roman sans illusions mais non sans espérance, a fait un gros film boursouflé, balourd et, surtout, péché plus mortel que la peste, ennuyeux.

Un carton indique «Oran années 90». En fait, nous sommes à Buenos-Aires à une époque indéterminée, rouillée, vaguement années 50. Tout ça pour dire que le fléau est intemporel. Des rats assez discrets et quelques personnages métaphoriques émergent comme des automates bien remontés, au milieu d'une foule indifférenciée. Peu importe qu'ils soient médecin, prêtre, journaliste, rêveur ou répressif puisqu'ils ne sont montrés que comme des archétypes, des chargés de mission allégoriques. Toi, tu seras la solidarité, toi le doute, toi la féminité, toi le sacrifice, toi la dictature.

Les scènes d'une grandiloquence gênante (la mort convulsive de l'enfant à la voix d'ange) alternent avec des vignettes sentimentales et des discours pompeux. Puenzo, bon technicien, parvient cependant assez bien à évoquer l'enfermement, la quarantaine, la ville qui dresse contre sa peur autant de grilles réelles que de barreaux mentaux : cela grâce à un choix judicieux de décors angoissants et de lumières glauques. Mais on ne lui pardonnera pas de si tôt le malaise, qui ne doit rien au vibrion fatal, dans lequel il a plongé ses interprètes.

Tous ses interprètes, réunis comme dans une rafle, forment ce qu'on a coutume d'appeler désormais une distribution internationale. Chacun joue pour soi, avec une gêne tangible, une pénible indifférence aux autres. William Hurt (Rieux) dans la concentration ostentatoire, Jean-Marc Barr (Tarrou), le sourire plus blanc que blanc, avec une «innocence» voulue qui frise la naïveté involontaire, les autres, Robert Duvall, Raul Julia, comme à guignol.

Ce qui attriste le plus, c'est le sort réservé à Sandrine Bonnaire (Martine Rambert). Perdue, dans la langue qu'elle parle (un anglais de Berlitz), dans le rôle qu'elle joue (un reporter néo-CNN), elle erre, crispée et absente. De temps en temps, elle offre ce sourire qui n'est qu'à elle. Comme un arc-en-ciel, comme une éclaircie. Un fanal inespéré au milieu de la nuit.

DANIÈLE HEYMANN

Catherine Camus la pudeur en héritage

Depuis sa parution en 1947, *la Peste* a attiré les gens de cinéma (Albert Camus lui-même avait écrit un début d'adaptation). Le producteur David Puttnam, les réalisateurs Costa Gavras, Peter Weir, Roland Joffé, Andreï Kontchalovski s'y seraient intéressés. *«Ni mon frère ni moi n'avions envie de voir* la Peste *au cinéma*, se souvient Catherine Camus, qui veille avec son jumeau, Jean, sur l'héritage littéraire de son père.

Un jeune inconnu, John Pepper, réussira cependant à la convaincre. Mi-américain, mi-italien, John Pepper a découvert l'écrivain à l'âge de seize ans grâce à son professeur de français, s'est identifié au Meursault de *l'Etranger*. Dès 1985, il songe à porter *la Peste* à l'écran, frappé par la ressemblance entre le nihilisme de l'époque de Camus et celui des années 80. *«Les trois premières pages du livre décrivent une société où on ne travaille que pour l'argent, où les vieux sont mis à l'écart, où les gens refusent de se poser des questions sur eux-mêmes»*, fait-il remarquer. Chez Gallimard, on l'accueille avec ironie. *«Vous aussi, vous voulez faire* la Peste *à cause du sida.»* Pas du tout, répond-il. A cause du malaise de la société d'aujourd'hui.

Le précédent Visconti

Première épreuve franchie avec succès : il est présenté à Catherine Camus, qui lui accorde une option, et se déclare opposée à toute piété sclérosante à l'égard du texte. La première adaptation d'un texte de son père, *l'Etranger*, filmé par Luchino Visconti, ne lui avait pas donné satisfaction. *«La première version du scénario avait été refusée par maman : il faisait de Meursault un raciste, qui poursuivait même l'Arabe en Vespa – contresens absolu. Par la suite, Visconti a dû se sentir obligé de coller à l'œuvre. Trop...*

» J'attends d'un cinéaste uniquement un respect de l'esprit de l'œuvre. Mais qu'il y apporte sa propre expérience, ses propres pensées, et sa foi (s'il en a une). Ce qui m'intéressait, chez Luis Puenzo, c'était l'Argentine. A l'époque de la dictature, il avait connu des Docteur Rieux (William Hurt), *des Grand* (Robert Duvall), *des Cottard* (Raul Julia).» La transformation de Raymond Rambert en Martine Rambert (Sandrine Bonnaire) ? *«On m'a expliqué que pour faire le film il fallait une présence féminine. Le personnage de Rambert est sans doute celui qui se prêtait le mieux à cette transposition.»*

Catherine Camus met un point d'honneur à tracer les limites de son intervention, les règles de son «métier» d'ayant droit : *«Je ne suis pas gardienne du temple ; l'œuvre de mon père n'est pas un temple, c'est un être vivant, qui tire sa force de ce qu'elle inspire aux autres. Comme lectrice, j'ai une idée sur son œuvre, mais elle ne vaut que pour moi. Etant «la fille de l'auteur», je m'oblige à plus de réserve...»* dit-elle, près de cette maison du midi de la France où elle réside et *«que papa avait achetée avec le prix Nobel»*.

Réserve aussi quant à la mise en valeur de l'œuvre de Camus. *«Je ne prendrai jamais le téléphone pour appeler un producteur ou un metteur en scène et lui proposer une adaptation. Ça relèverait de l'exploitation commerciale pure et simple.»* Elle pourrait cependant faire une exception, pour Ingmar Bergman. *«Dans une récente interview, il dit regretter n'avoir jamais fait* la Chute. *C'est curieux, j'ai toujours pensé à lui.»* Pourquoi ne lui écrit-elle pas ? *«Je me sens totalement incapable de dire : «Bonjour, je suis la fille d'Albert Camus.»*

HENRI BÉHAR

Départementales

UN ÉTÉ SANS HISTOIRES
de Philippe Harel

Dans cette histoire «sans histoires», il y a plein de petites histoires qui ont la particularité sympathique de ne jamais tourner comme on l'attendrait. Philippe Harel, scénariste-réalisateur-interprète principal et sa co-scénariste-interprète tout aussi principale, Dodine Henry, mettent un point d'honneur à bifurquer vers les sentiers de traverse aussitôt posées les situations-clichés dont est fait leur récit.

Récit, donc, du départ en vacances d'une jeune femme et de son beau-frère dans une vénérable DS 21 tractant une caravane, temporairement accueillante aux auto-stoppeurs, bientôt encalminée dans un pâturage pour cause de joint de culasse en goguette. La pimpante Claudine et Henri vêtu de drap noir et de mélancolie seront rattrapés par le démon de la vidéo amateur, squattés par une jeunette rurale (d'excellente composition malgré les roustes que lui administre son coquin), tiraillés par différentes options de marivaudage qui sont autant de fausses pistes.

Un été sans histoires va ainsi son chemin désinvolte, traîne parfois en route et parfois emprunte de jolis raccourcis. A l'unisson des vacanciers plantés dans leur champ, le film semble un petit aérolite tombé par inadvertance sur les écrans, tant il manque de cet embompoint commercial (avec le *prime time* comme horizon) ou de ce bagage culturel qui sont devenus les indispensables passeports pour les salles. Libre de ton, de construction et même de durée (1 h 05, à quoi ça ressemble ?), il a le charme sans conséquence d'une fleur sauvage poussée au bord d'une départementale.

JEAN-MICHEL FRODON

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5855

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								■	
II								■	
III			■	■		■			
IV									
V						■			
VI		■				■			
VII			■		■				
VIII							■	■	
IX					■				
X				■					
XI	■						■		

HORIZONTALEMENT

I. Alourdit la bière. – II. Verbe actif. – III. En long et en large. Redoute peu les secousses. – IV. Manière de faire l'enfant. – V. N'hésitais pas à te mouiller. Préfixe inversé. – VI. Ne fait plus rire. Sur le chemin de la vie. – VII. On y travaille à la chaîne. Curiosité touristique. – VIII. Seront dépouillés tôt ou tard. – IX. Ont donc moins d'attrait. Se remue dans un élément. – X. Dans une manifestation féline. Fruit, coiffure ou imbécile. – XI. Une drôle de bobine. Les limites de l'art.

VERTICALEMENT

1. Faisait la foire. – 2. Avec lui, les vaches étaient bien gardées. Ne crie pas comme un putois. – 3. Particule. Le régime de Vichy. Provoque un légitime mécontentement. – 4. Libre penseur (épelé). Font bien du mal quand elles touchent. – 5. Endroit humide. Abréviation. – 6. Filet d'eau. Epargne parfois la tête mais couvre souvent le tronc. – 7. N'allions pas droit au but. Symbole. – 8. Déplacées. A l'étranger. – 9. Etat d'âmes.

Solution du problème n° 5854

Horizontalement

I. Puanteur. – II. Laboureur. – III. E.O. – IV. Iceberg. – V. Eh ! Ru. Alu. – VI. Emir. Ras. – VII. Emus. Ment. – VIII. Tirage. Ce. – IX. Un. Nautes. – X. Dentistes. – XI. Ee. SSE. Se.

Verticalement

1. Plaie. Etude. – 2. Ua. Cheminée. – 3. Abbé. Mur. – 4. Nô. Brisants. – 5. Tuteur. Gais. – 6. Er. Meuse. – 7. Ue. Gare ! TT. – 8. Rue. Lancées. – 9. Robustesse.

GUY BROUTY

DES LIVRES

Une esthétique du malaise

Pour dire un monde qui vacille sur ses bases, Jean Echenoz soumet la littérature à un séisme. Avec une infinie légèreté.

NOUS TROIS
de Jean Echenoz.
Minuit, 220 p., 78 F.

Nous ne savons plus rien. Les dieux sont tombés sur la tête, les vieilles certitudes se sont effondrées avec fracas et celles qu'on voudrait nous présenter comme nouvelles ne sont que d'anciens cadavres maquillés. Voilà notre époque, incertaine même de son incertitude. Les écrivains disent depuis longtemps cela, dans l'étonnement, dans la fureur, dans la dénonciation ou dans le désespoir. Mais, le disant, ils se raccrochent encore à une certitude, celle d'une écriture encore assez sûre d'elle-même et de ses pouvoirs pour dominer l'océan du doute, mettre de l'ordre dans le chaos général et donner un sens, fût-il ambigü, au désordre des idées et des histoires.

Jean Echenoz s'attaque à cette dernière poche de résistance, à ce dernier noyau d'illusion, à ce dernier pieux mensonge. Avec lui, l'écriture perd ses facultés de dramatiser, d'émouvoir, de convaincre, d'influencer même de manière souterraine et retorse. D'où le sentiment qu'a le lecteur de *Nous trois* de flotter à la surface du livre, dans un état à la fois délicieux et nauséeux d'apesanteur. Rien ne pèse en effet ici, rien n'est grave, au double sens, moral et physique du terme. Le travail de l'écriture, chez Echenoz, ne consiste pas à doubler la réalité par les mots ou au contraire à la nier – opposition classique autour de laquelle s'organise *grosso modo* le roman depuis Flaubert, – mais à établir entre la réalité et le livre une distance que l'écrivain s'ingénie à faire varier, selon des rythmes imprévisibles et aléatoires. Un roulis et un tangage qui donneront le mal de mer aux lecteurs les mieux aguerris et les plus intrépides.


THIERRY ARDITTI

Jean Echenoz : partout le vertige.

Cette esthétique du trouble, du malaise, du dérèglement systématique de toutes les bases, Echenoz l'avait mise en œuvre dès son premier roman, *le Méridien de Greenwich* (1979), et développée ensuite, avec une obstination discrète et souriante, dans ces variations sur des thèmes romanesques que furent *Cherokee* (1983), *l'Equipée malaise* (1986), et *Lac* (1989). Avec *Nous trois*, sous des dehors de nonchalance et de désinvolture, elle prend des allures plus manifestes, plus affirmées – ce qui n'est pas sans paradoxe pour une littérature qui se méfie de l'affirmation, comme de la négation.

Affirmation d'abord des capacités de l'écriture à tout exprimer : l'écrivain à qui l'on aurait pu reprocher de prendre par facilité des sujets étroits ou pittoresques – une aventure policière, un thème d'espionnage, un scénario exotique – a choisi ici, non sans malignité, de jouer sur toute la gamme des espaces. Cela va du sable qu'une bourrasque soulève au sud du Maroc saharien et qui, *«faisant frémir au passage le titane des Bœing»*, va poudrer Paris et, notamment, l'impasse du Maroc où réside le héros de l'histoire, jusqu'au voyage dans l'espace qu'accomplit ledit héros, en compagnie d'un des narrateurs. Entre-temps, dans ce monde qui vacille sur ses bases, nous aurons assisté à un tremblement de terre qui dévaste Marseille.

Du microscopique au macrocosmique

De *Lac* à *Nous trois*, nous sommes donc passés du microscopique au macrocosmique. Sans trouver davantage de stabilité et de certitude dans un infini que dans l'autre; partout le vertige. Mais si l'écriture possède effectivement des pouvoirs descriptifs illimités, si les écrivains les mieux doués peuvent réussir ce qu'on nommera des «morceaux de bravoure» – la scène de l'incendie d'une Mercedes sur l'autoroute du soleil en est un, tout à la fois impressionnant et irrésistiblement drôle, – tout cela est sans pouvoir efficace sur les esprits de notre temps. Ce ne sont que des images ajoutées à d'autres images, des spectacles ajoutés à d'autres spectacles : une manière de plus de s'éloigner du monde et de la réalité.

Il y a dans *Nous trois* une mise en évidence, tranquille, souriante, mais d'autant plus précise, de ce qu'on a nommé *« la société du spectacle »*. Les personnages du roman – le héros, la femme et l'autre – vivent des aventures extraordinaires. Ils sont pris dans le tremblement de terre et dans le raz-de-marée qui détruit Marseille, ils participent à un voyage spatial, mais tout se passe comme si cela arrivait à d'autres, comme s'ils étaient les spectateurs de leur propre histoire, comme si, dans un monde tellement regardé qu'il n'est plus fait que d'images, tout, y compris sa propre vie, y compris ce qui reste d'émotion, de sentiments, de désirs, de pensée, n'était plus que représentations, mollement rythmées par les pulsions de l'instant, sans mémoire et sans projet.

Chez Echenoz, on ne cherche pas à donner un sens à quelque chose, mais à trouver l'angle de vue, la focalisation adéquate qui permettront à cette chose d'être, un instant, spectaculaire, d'occuper le devant de la scène, le bruissement des conversations, quelques minutes de journal télévisé, avant de sombrer définitivement dans l'indifférence et dans l'oubli. Sentons-nous encore? Pensons-nous encore? Peut-être, mais plus beaucoup : *«Les gens sur le trottoir d'en face allaient et venaient avec leurs idées, leur petit sac gélatineux de pensées frémissant comme une fleur translucide au-dessus de leur tête, ballottant au rythme de leurs pas.»*

Pour dire ce monde sans mémoire et sans conviction avec quelque chance de dire juste, il ne sert à rien d'employer de grandes phrases définitives. Il faut savoir mettre en scène l'écriture, varier à l'infini les éclairages et les couleurs, surprendre et dérouter par des angles imprévus et, surtout, demeurer léger, léger... Echenoz confirme ici ses dons de virtuose de la langue, de slalomeur surdoué de la conjugaison, de jongleur un peu pitre de la grammaire. Il fait tant et si bien dans le jeu stylistique, dans la farce rhétorique pince-sans-rire, dans le *scenic railway* narratif qu'on pourra prendre *Nous trois* pour ce qu'il n'est pas : un superbe divertissement. Mais Echenoz, malin comme il est, a sans doute inscrit l'éventualité de ce contresens dans la trame déroutante, déstabilisante de *Nous trois* dont le titre peut aussi se lire : l'auteur, le livre et le lecteur.

Pierre Lepape

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Sortir de l'enfance

**Dans la grande marée de septembre, il est rafraîchissant de découvrir quelques jeunes anguilles frétillantes.
En voici deux : Isabelle Jarry et Guillaume Le Touze. La première a écrit une fable élégante et rusée autour du mensonge.Le second prend habilement la relève d'un roman à la fois réaliste et poétique, dans la lignée de Queneau et de Vian.**

Page 14

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Quel temps faisait-il ?

Au retour des vacances, ce qui occupe les conversations, c'est le temps qu'il a fait à Houlgate, La Rochelle ou Piana. Mais les «grandes vacances» dont parle Henri Calet dans *Contre l'oubli* furent assez particulières. Il s'agissait des années 1939-1944. Sombre période que Calet, qui entretenait «un sentiment très tendre pour la France», vécut mal. «Sortons de ce monde obscur. Et respirons», disait-il.

Page 14

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

La Russie et sa littérature

Ils sont quatre, deux Russes, un Italien et un Français, à s'être lancés dans une monumentale entreprise : une *Histoire de la littérature russe*, dont le quatrième tome paraît ces jours ci, trois autres étant à venir. Georges Nivat, l'un des quatre concepteurs, nous donne les lignes directrices de cet ensemble essentiel.

Page 18

La rentrée littéraire

Sur fond de crise

Moins de romans, moins de premiers romans : la déprime économique n'épargne pas les maisons d'édition. Restent tout de même 190 nouveaux titres...

Qui n'aurait envie de dire *«Vive la crise»*? La production romanesque française de l'automne est passée de deux cent vingt titres en 1990 (année record) à cent quatre-vingt-dix cette année. La réduction de la quantité n'est cependant pas nécessairement le signe d'un «recentrage» sur la qualité. Beaucoup de romans sont encore publiés pour des raisons n'ayant que de lointains rapports avec la littérature.

Le nombre des premiers romans (trente-sept) est lui aussi en baisse, ce qu'il n'y a pas lieu de déplorer. Trop de premiers romans sont publiés pour rien, pour «voir». Trop peu d'éditeurs considèrent la publication d'un premier roman comme un engagement, un pari sur un auteur que l'on soutiendra même s'il met du temps à trouver un public.

Ce qui est désolant, en revanche, c'est l'absence, en cette rentrée, de certaines maisons d'édition, qui ont cessé leurs activités : entre autres Ramsay, Régine Deforges, Bernard Barrault. Quelques autres, dont Julliard et Le Pré aux Clercs, sont en attente d'un nouveau directeur éditorial. Elisabeth Gille, qui dirigeait Julliard, fait sa rentrée chez Rivages et Jean-Claude Simoën, qui avait créé Le Pré aux Clercs, voilà près de dix ans, avec Pierre Belfond, rejoint Plon comme «éditeur associé».

Il serait trop long de dérouler la liste exhaustive des 190 titres qui s'annoncent. Mais il est parfois plaisant de savoir, avant d'entrer en librairie, qui on attend et qui on souhaite éviter. Alors, à tout seigneur tout honneur (et un brin de déshonneur parfois) : voyons ce que Gallimard réserve aux lecteurs fidèles de sa collection «Blanche». Un nouveau Modiano, *Un cirque passe*, un Michel Mohrt, *On liquide et on s'en va*, un quatrième Marie Nimier, *l'Hypnotisme à la portée de tous*, le troisième roman du talentueux Antillais Patrick Chamoiseau, *Texaco*, le deuxième de Nina Bouraoui (prix du Livre Inter pour le premier, *la Voyeuse interdite*), *Poing mort*, et quatre premiers romans, ce qui est un signe de vitalité.

On déplorera tout de même que la rentrée romanesque de Gallimard soit entachée par la publication du roman «illustré» d'Alexandre Jardin – très cher à fabriquer (1), – *le Petit Sauvage*, parsemé de calligrammes hors de propos, de jeux de caractères et de dessins redondants et inutiles. Même pour «arrondir ses fins de mois», l'éditeur de littérature française le plus prestigieux de ce siècle peut-il admettre dans sa fameuse collection «Blanche» ce genre de produit? La question devrait se poser à lui. Il y a, certes, toujours eu, depuis quatre-vingts ans qu'elle existe, des livres discutables dans cette collection, et c'est normal (Alexandre Jardin lui-même y a déjà publié et a obtenu le prix Femina).

Mais la sottise prétentieuse du *Petit sauvage*, «livre-clip» se prenant pour un texte littéraire et exhibant un grossier mépris pour le «grand public», passe la mesure. Alexandre Jardin veut faire croire à des lecteurs supposés incultes qu'il court sur les traces d'Apollinaire, de Raymond Queneau (le mélange des styles et des niveaux de langue), d'Henri Michaux et de quelques autres, tous publiés sous le label NRF. Ce n'est pas seulement une faute de goût, c'est injurieux pour eux.

Françoise Verny, qui a eu la très mauvaise idée d'«inventer» Alexandre Jardin en 1986 (lequel l'a quittée depuis avec l'élégance qu'on imagine), contrôlait tout de même mieux la marchandise qu'il mettait sur le marché (chez Gallimard, puis chez Flammarion).

Josyane Savigneau

Lire la suite page 16

(1) Alexandre Jardin a déclaré avoir *«payé de sa poche»* le surcoût de fabrication de *«ce document»*, qu'il aurait passé trois ans à écrire (voir *le Figaro* du 24 août).

L'HOMME DE LA PASSERELLE
d'Isabelle Jarry.
Le Seuil, 187 p., 89 F.

COMME TU AS CHANGÉ
de Guillaume Le Touze.
Editions de l'Olivier, 155 p., 95 F.

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Guillaume Le Touze : adresse et audace.

Sortir de l'enfance

ON ne dira jamais assez à quel point et pour combien de raisons les premiers romans sont nécessaires. D'abord, ils permettent à l'auteur d'entreprendre son deuxième roman, le plus difficile à réussir comme l'en aura averti son éditeur. Ensuite, ils entretiennent chez ce dernier une petite perte d'argent salutaire, une modique saignée dont il est reconnaissant : c'est là sa justification, sa petite lumière d'artiste, sa blessure dévouée, ce qui reste d'encore noble dans ce rude métier. Sans parler de toutes les autres raisons que l'on évoquera à la rentrée d'une autre année, pour ne pas flamber tous nos arguments d'un coup, l'une d'entre elles étant que, dans la grande marée des publications de septembre à octobre, à l'époque où l'on remonte dans les chaluts quantité de poissons indifférents, morues interchangeables et vieux mérous futés, il est rafraîchissant de découvrir quelques jeunes anguilles frétillantes.

Isabelle Jarry, au tout début de la trentaine, raconte à la première personne une histoire qui n'a pas pu lui arriver tout à fait, ce qui perturbera sans doute les seuls vieux beaux esprits que le mystère simple et multiple du «je» en littérature laisse encore perplexes. Nous y reviendrons. Son héroïne est alitée, on le comprend assez vite, mais ce n'est pas de cela qu'elle veut nous entretenir. Elle se souvient, comme tous les gens couchés dans les romans. De son enfance : «*Quand j'étais petite, j'avais un TOC. Je veux dire que j'avais un problème de rangement* [...] *une obsession de rangement, de celles que certains médecins considèrent comme une vraie maladie. Ce sont eux qui ont appelé ça TOC, pour trouble obsessionnel compulsif. On rit souvent des gens qui ont une obsession ou un tic. Mais un TOC c'est très différent, personne n'en rit, parce que personne ne le sait.*»

UN jour ses parents collent absolument tous les objets bien rangés de sa chambre, sans qu'elle puisse en déplacer un. Elle est guérie. Mais il lui arrive autre chose, par la voie des airs. Alors qu'elle habite en Bourgogne un prieuré, elle voit passer entre le clocher et le beffroi, matin et soir, un homme sur une passerelle, léger comme un funambule et qui la salue. Comme la fausse liaison qu'elle a, par ailleurs, avec un architecte parisien, incapable de sauter le pas ni rien de plus, lui pèse, elle finit par laisser l'homme de la passerelle se risquer chez elle. Il la trouve assise dans un fauteuil, là d'où elle l'observe chaque jour, et elle lui dit, presque par étourderie, qu'en effet elle ne bouge pas et pour une bonne raison : elle est paralysée.

C'est autour du mensonge que se trame le très subtil roman d'Isabelle Jarry, et des menteurs, qu'il faut distinguer des dissimulateurs. Les seconds cherchent à cacher la vérité, par nécessité, tandis que «*les premiers sont poussés par une sorte d'élan impérieux qui les fait s'embarquer à bord d'invraisemblables histoires* [...] *C'est en cela que le mensonge du menteur est impénétrable, dans le sens qu'il n'a pas de fondement*». Ainsi, l'architecte lui ment et elle ne saura jamais pourquoi. Pas plus que l'homme de la passerelle, qui cherche dans la chapelle un trésor caché, ne connaîtra la vraie santé de la jeune fille. Mais l'élégance et la ruse de cette fable, écrite sur un mode limpide et presque classique, est de montrer, sans en tirer trop de morale, par quelle logique impitoyable nos mensonges finissent toujours par devenir notre vérité.

SUR un tout autre ton, un débutant de vingt-quatre ans, Guillaume Le Touze, donne un portrait au couteau de ses jeunes années, ou de celles de son héros Paul (voir, plus haut, les vieux beaux esprits). Ce qui étonne tout de suite, c'est l'évidence de la voix, le naturel et la gouaille du narrateur, qui doit avoir dans les quinze ou seize ans et se trouve embarqué à l'arrière d'une 4L, coincé entre la plante verte et les sacs, en route pour les vacances en Espagne. A l'avant, au volant, la mère, Eliane, forte femme qui mène la famille. A la place du mort, le père, Félix, dit Nougat, brave alcoolique prêt à la blague («*Son regard est humide d'amour retenu. Ses yeux sont soulignés d'un petit cerne rose qui ressemble à un très vieux chagrin dont la cause serait éventée. Ses pattes d'oie sont tendues comme les boyaux d'une raquette de tennis. Il me fait un clin d'œil qui signifie : Tu vois, fiston, c'est comme ça qu'il faut faire avec les femmes.*»). Il fait chaud sur la route, on chante en chœur *Caramels, bonbons et chocolats*, de Dalida, les poids lourds empestent et le moteur chauffe. La villa espagnole louée d'avance a beau s'appeler Chimène, c'est un taudis sinistre. Certes, il y a la plage, où le petit Paul fait la rencontre d'un groupe de jeunes gens espagnols des deux sexes, très sympathiques. Mais Maman veille.

Le soir, au restaurant, un couple s'assoit à la table voisine, un grand Jean-Pierre, professeur de gym, et sa Mariette, blonde dépressive. Entre Français, on se parle, bien sûr, si loin du pays. Et voilà que l'irréprochable Maman drague le Jean-Pierre, laissant en plan Nougat et Chouchou, autre nom de Paul. Sans compter Mariette, ivre morte, qui se fait à moitié écraser sur la route. Le lendemain, Nougat a disparu et Paul quitte en douce sa mère pour aller à la recherche du pitoyable paternel.

L'ADRESSE de ce très jeune romancier est grande, son audace aussi. Après une première partie en Espagne, toute en caricatures, où l'on est entre tendresse et cruauté, entre les affreux et les touchants, un trait du côté de Reiser, une retouche à la Tati, le roman bascule dans une fuite picaresque où Paul rencontre toutes sortes de gens en remontant vers Paris en auto-stop, y compris un très vilain monsieur à la hauteur de Dijon. Avec une bonne santé inaltérable, il s'en remet et continue sa route jusqu'à Paris, rue Meslay. Pour retrouver son père, il n'a aucun indice particulier, aucun tuyau, juste une méthode intuitive et imparable : il fait tous les bistrots des grandes artères. Et finalement, boulevard Saint-Germain, à l'enseigne de Chez Félix, il découvre papa rajeuni, bien rasé, le ballon de rouge en main. Ils s'approchent de la Seine, sur un pont : «*Sans rien dire, nous nous mettons en garde et nous pissons dans l'eau. C'est un jeu de garçons. Mon père a gagné, il a atteint une péniche. Vite, nous sautons sous le parapet pour nous cacher. Quand la péniche passe sous le pont, je fixe l'œil de mon père. Tout au fond, derrière la petite tache jaune, brille une pépite d'argent. C'est une étoile filante qui est morte il y a très longtemps. Quand nous nous relèverons, elle sera passée.*»

Guillaume Le Touze n'est pas un météore. Il est tout à fait moderne et parfaitement lisible, agréable au premier coup d'œil. Sa place est déjà faite ici, il ne dérange pas par une nouveauté radicale, mais séduit par une façon très habile de prendre la relève d'un roman à la fois réaliste et poétique, dont les grand-pères sont Queneau et Vian, la griffe en plus. Pas loin du premier Jean Vautrin (*Billy-Ze-Kick*), mais du Vautrin allégé, moins noir. C'est encore avec le cinéma de Jean Eustache que la filiation s'établit le mieux, et en attendant la suite des œuvres de Le Touze, on ne voit pas de meilleur compliment à lui faire.

CONTRE L'OUBLI
d'Henri Calet.
Préface de Pascal Pia,
Grasset,
coll. «Les cahiers rouges».
224 p., 51 F.

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Quel temps faisait-il ?

LA météorologie est une passion française, comme le football, la mode, la désobéissance et le café du commerce. Au retour des vacances, ce qui occupe les conversations, c'est le temps qu'il a fait au Touquet, à Houlgate, à La Rochelle, à Argelès, à La Ciotat ou à Piana. On entre dans l'automne et l'on reprend les chemins de l'hiver en se plaignant ou en se félicitant de la couleur que revêtirent les ciels d'été... Mais «les grandes vacances» dont parle Henri Calet dans *Contre l'oubli* furent assez particulières et semblèrent vouloir s'éterniser. Il s'agissait, en effet, des années 1939-1944. Fait prisonnier en juin 1940, l'auteur de *la Belle Lurette* avait réussi à s'évader. Absent de Paris pendant cinq ans, il fut soulagé de voir se terminer cette époque où l'histoire de France avait subi les avanies d'une météo désastreuse...

Il revenait de la Drôme. Il avait séjourné dans ce département, avec des nostalgies d'exilé. «*Durant des années*, se rappelait-il, *la RN 7 a été notre boulevard. On s'y rendait le soir, comme à la promenade, pour regarder passer les véhicules et les trains remontant vers le nord. Le nord, c'était Paris, notre maison, notre avenir.*» Et Calet songeait à tous les «*rendez-vous manqués avec la tour Eiffel*»... Mise à la retraite par l'autoroute du Sud, la RN 7 fait partie, maintenant, des «sunset boulevards». Elle connaît l'amertume d'être démodée. N'empêche, elle a porté beaucoup d'espérances et de chimères. Pour Calet, ce n'étaient pas les chimères du départ, mais celles du retour. «*Je suis pressé*, disait-il, *Paris m'attend.*» Avant guerre, il n'avait jamais franchi la porte d'Orléans ni celle d'Italie sans éprouver déjà mille regrets. Né dans la capitale, le 3 mars 1904, il eut, toute sa vie, un amour de jeunesse pour sa ville natale. Je veux dire un sentiment qui ignore la fatigue et ne soupçonne même pas qu'elle puisse un jour le rapetisser. Calet a exercé des métiers fort divers : clerc d'huissier, correcteur d'imprimerie, employé de commerce, professeur de français, journaliste... Il a même fait de la statistique, et l'on se demande ce qu'il recensait ou dénombrait. Les chagrins d'amour du quatorzième arrondissement ? Ou peut-être les coups de foudre de la place Maubert ? La tromperie de ces curriculum vitae que réclament les employeurs, c'est qu'ils négligent l'essentiel. Car le vrai métier de Calet, en dehors de la littérature, c'était de flâner dans Paris. D'ailleurs, écrire et flâner, c'était pour lui la même chose. Mais allez trouver un emploi avec cela...

Sensible aux mœurs diverses qui caractérisent la géographie parisienne, il se promenait dans tous les quartiers. Car vous respirez, bien s0r, un air différent selon que vous traversez le seizième ou le dixième arrondissement. La fameuse théorie des climats s'applique rue Lepic, boulevard Voltaire ou place Denfert-Rochereau comme dans les îles du Pacifique sud et sur les bords de la Baltique. «*Il nous venait presque des pensées distinguées*», disait Calet lorsqu'il déambulait avenue du Bois... Depuis Clément Marot, la promenade parisienne est un de nos genres littéraires. Charles Nodier, Honoré de Balzac, Charles Baudelaire, Léon-Paul Fargue, Louis Aragon, Léo Malet, Antoine Blondin furent, tour à tour, les champions de France de cette discipline. Calet figure au palmarès. Il a très bien illustré le genre. Il avait l'entraînement, la verve et le regard qu'il fallait.



APRÈS son retour dans le Paris de la Libération, le romancier de *la Belle Lurette* fit quelque temps du journalisme et donna des articles à diverses publications, parmi lesquelles *Combat*, que dirigeait alors Pascal Pia. Réunis dans *Contre l'oubli*, ces articles sont naturellement des chroniques parisiennes. Calet dépeint les semaines et les saisons qui suivirent l'euphorie du mois d'août 1944. «*Il paraît que nous cinglons vers l'avenir*», écrivait-il, ajoutant qu'«*entendre parler de l'avenir de temps à autre, cela entretient le moral*». Il se rendit à «*l'hôtel des revenantes*», rue Guynemer, pour rencontrer Annick et Marcelle. Annick avait mené des activités clandestines à Locminé, près de Pontivy, dans le grenier de ses parents. Quel temps avait-il fait dans le Morbihan ? Arrêtée et torturée, la jeune fille avait refusé de «parler», mais «*elle pesait 29 kilos*» quand elle fut libérée. «*Elle avait battu tous les records : celui du poids et celui du courage.*» A Poitiers, Marcelle avait fondé l'Express Swing Club avec d'autres jeunes gens. Même si l'on y dansait réellement le swing et peut-être la valse et le tango, avec l'insouciance que cela supposé, le club dissimulait un groupe de résistance. Arrêtée elle aussi, Marcelle avait été déportée dans un camp. Depuis son retour, elle essayait de se remettre à ses études. «*Elle repasse la seconde partie de son bachot*, écrivait Calet. *Elle a un grand retard à rattraper. Deux années de perdues environ, pendant lesquelles elle n'a rien appris (...) On l'a mise dans une cage, telle une bête méchante (...) Elle a enterré des cadavres pourris. Ce n'est pas ce que l'on enseigne généralement aux jeunes filles. Elle en sait trop long maintenant.*»

A l'époque, tout le monde ne se préoccupait pas de savoir à quoi rêvèrent les jeunes filles des années 40. Certains reparlaient de Paul Déroulède, montrant qu'une partie de la France ne guérit jamais de ses obsessions. «*Notre patriotisme*, répondait Calet, *n'est pas celui de l'auteur de* Marches et Sonneries. *Il ne se joue pas au tambour. C'est un sentiment dépouillé de toutes couleurs criardes (...). Le contraire presque du nationalisme et du bellicisme. Un sentiment très tendre pour la France.*»

Cet été, de Béthune à Biarritz et de Cherbourg à Villefranche-sur-Mer, on a discuté du «permis à points» devant les comptoirs et l'on s'est souvenu de «la rafle du Vel' d'Hiv'», avant de s'intéresser aux jeux de Barcelone. Beaucoup de jeunes gens ignoraient à quoi servent parfois les vélodromes. Ils auront appris quelque chose pendant les grandes vacances de 1992. Calet écrivit ses textes «contre l'oubli». Il en ressentait déjà la nécessité. Il rappelait qu'«*un vieillard portant les attributs d'un maréchal de France*» avait «*livré*» des enfants aux «*tortionnaires*». A la suite de cet article, Calet reçut des lettres anonymes. Encore une marotte chez certaines personnes. Elles ne connaissent que cette façon de pratiquer l'art épistolaire. Pauvre Mme de Sévigné ! Les chères marquises de notre littérature méritent une autre descendance. Une lectrice de *Combat*, qui signait de son nom, Mme Dubois, s'adressait à Calet pour déplorer qu'il y eût «*encore beaucoup trop d'étrangers et de juifs*» sur le territoire français, malgré la rafle du Vel' d'Hiv'. Les Mmes Dubois de ce genre sont inusables. Vous les retrouverez cet automne. Elles tiendront les mêmes propos. Elles n'auront pas guéri de leur bêtise ni de leur animosité. «*Sortons de ce monde obscur. Et respirons*», disait Calet.

Il rendait à l'histoire de France ses couleurs quotidiennes, avec les Mmes Dubois, les Annick et les Marcelle. Il avait toujours fait cela. Dans *la Belle Lurette*, son autobiographie romanesque, il avait choisi le 14 juillet comme date de naissance. C'était sa façon d'apprivoiser les jours historiques ou de les «naturaliser», et de leur donner un air intime. Car il détestait la musique militaire. Mais cette date de naissance fictive devint la date réelle de sa mort. Il s'éteignit, en effet, à l'aube du 14 juillet 1956. Il faut croire que les écrivains ont des pressentiments ou des prémonitions... Peut-être Calet espérait-il, en secret, n'être pas entièrement oublié. Mais tout est devenu «*hors de prix*», disait-il, y compris les «*souvenirs*». Cela pourrait être le mot de la rentrée.

Aux couleurs d'incendie

Entre Rome et Berlin, l'histoire d'un amour endeuillé. Une quête exigeante d'Alain Bonfand qui approche « la nature du feu »

LA CHAMBRE DU CERF
d'Alain Bonfand.
La Différence, 196 p. 89 F.

La quête obstinée, recommencée à chaque livre, d'un seul et même objet : pour quelques auteurs, la littérature, qui s'accomplit sous le signe d'une certaine gravité, semble bien être cela. Par l'écriture, par son mouvement singulier, et par le chemin qu'elle creuse en soi, cet objet unique autant qu'insaisissable serait toujours et encore à chercher, à dire, à mettre en œuvre.

Il y a plusieurs manières de lire cette répétition. La plus immédiate est de s'en lasser, de demander de la nouveauté à tout prix afin de s'émoustiller d'elle. A cette manière courte et sommaire, liée au caprice et à la fuite dans le caprice, il est désirable d'en substituer une autre : le lecteur, alors, par sympathie, pénètre dans le périmètre dessiné par l'émotion de l'écrivain, se fait, par amitié, le témoin, presque le participant, de cette quête. La sympathie est, par elle-même, un mode de participation, une proximité à cet objet, qui devient dès lors celui d'un partage. L'amitié n'est pas une complicité : elle est libre et s'accorde dans la liberté.

Un cycle qui s'achève

Depuis *Lettres d'août*, qui lui donnait à la fois un visage et des images, Alain Bonfand écrit toujours la même histoire. Après un court récit, *le Rêve de la guerre*, et un premier roman, *le Malheur* (1), *la Chambre du cerf* en constitue comme l'aboutissement formel et intérieur. L'unité de l'objet, la reprise des mêmes thèmes, l'obstination de l'écriture à cerner un même ordre de sensation et de sentiment ne conduisent nullement à l'identité de ces titres, au demeurant fort différents les uns des autres. Mais, visiblement, un cycle, ici, s'achève.


Alain Bonfand : une manière de perfection.

Dans les premiers livres, l'histoire se cherchait encore, cherchait à naître et à se former. Dans *la Chambre du cerf*, elle se trouve, prend son statut romanesque (dont *le Malheur* posait déjà les prémisses), avec ses lois propres, son rythme, son architecture. Des noms, des lieux, le temps singulier de la narration se dégagent, naissent de l'émotion initiale, tout en en restant, à un degré exceptionnel, tributaires. Cette exception, l'écriture d'Alain Bonfand – parvenu, dans ce roman, à une manière de perfection, – la musicalité particulière de sa phrase, où l'urgence se fait lancinante, où l'extrême douceur parvient à trouer la violence, en sont la marque.

« Il y a, il n'y aura jamais qu'une histoire à conter, celle d'Hélène, l'histoire de la lumière et de l'or, leur mystère dans la nuit ; puis la nuit, la nuit de Jean, de l'oubli, du ressouvenir. » Cette *« histoire à conter »* est celle de la séparation d'avec Hélène, celle de la mort de Jean, dont le souvenir habite, hante le narrateur, donnant à son présent de détresse sa substance et comme son sens caché.

Elle est aussi celle des couleurs, de la lumière, des parfums des villes où elle se déroule, Rome, Berlin... Pauvres, ordinaires, les circonstances du récit sont le noyau de simplicité autour duquel Alain Bonfand construit, avec une rigueur qui ne doit rien à l'échauffement d'un élan lyrique immaîtrisé, l'exacte narration de cette détresse, de sa mise à nu. Du premier tremblement de l'émotion à l'art qui le restitue, il n'y a pas seulement le savoir-faire, l'intelligence combinatoire de l'écrivain. Il y a toute la trame, l'épaisseur de l'existence et le sens que la littérature peut y prendre.

Pour Alain Bonfand, écrire est, manifestement, la déclinaison adéquate et nécessaire – vitale, même, et s'opposant donc absolument au caprice – de deux autres verbes, ordinaires, pauvres eux aussi : vivre et aimer. Aux formes mouvantes de la présence, aux figures et aux images que le premier de ces verbes appelle et contient, le second vient ajouter le visage dédoublé du désir et de l'absence. Ecrire est alors ce geste qui prend en charge les images et leur fuite, qui cherche, dans la violence du désir et le chagrin de l'absence, les motifs d'une présence évanouie, de l'abandon, de l'oubli, de la mort enfin. Ce geste, une phrase d'Ingeborg Bachmann (dans *Malina*) nous en tend l'explication : *« Avec ma main brûlée, j'écris sur la nature du feu. » « Je connais une légende où le cerf est signe du malheur, quand il entre dans la ville, la forêt est en feu, l'incendie aux portes de la ville »*, écrit Alain Bonfand comme en écho. La beauté de son roman a les couleurs et l'urgence de cet incendie.

Patrick Kéchichian

(1) Tous à La Différence.

Premiers romans

Landru sur le divan

NEUTRALITÉ MALVEILLANTE
de Jean-Pierre Gattégno.
Ed. Calmann-Lévy,
237 p., 92 F.

On sort du premier roman de Jean-Pierre Gattégno, *Neutralité malveillante*, comme d'un film de Hitchcock, ébloui par l'aisance tranquille avec laquelle il a mis en place un dispositif diabolique pour nous piéger. Sur le thème du psychanalyste manipulé par un de ses patients, et dans un style d'une neutralité tout aussi malveillante que ses personnages, Gattégno a réussi un thriller psychologique dont on serait étonné qu'il ne séduise pas quelque metteur en scène, Claude Chabrol par exemple, tant la satire sociale y côtoie la psychopathologie.

En épigraphe, une citation de Lacan : *« Le débile soumis à la psychanalyse devient toujours une canaille. »* Encore faut-il que les circonstances ou le destin s'y prêtent. Ici, c'est un homme d'une cinquantaine d'années, un certain Gunther Bloch, version réjouissante d'un Landru des années 90, qui rompra la routine confortable d'un analyste lacanien en s'accusant sur le divan d'avoir torturé et assassiné sa jeune épouse.

Réalité ou fantasme : et que se passe-t-il quand l'expert en signifiants, pris au jeu, s'écarte du train-train des séances, oublie colloques et congrès, *néglige même de dîner* à la Closerie des Lilas pour se frotter au réel ? Nous n'aurons pas le sadisme – vis-à-vis de l'auteur tout au moins – de le révéler, mais vous aurez deviné que métamorphoser un digne émule de Lacan en *« canaille »* ou en criminel n'est vraiment pas un jeu d'enfant, surtout s'il doit y prendre plaisir...

Tel qu'il est décrit ici, le milieu des psychanalystes et de leurs patients est d'une fidélité exemplaire : on s'amuse à y croiser des figures connues et parfois convenues, jusqu'à ce que certaines, plus troubles que d'autres, nous amènent à la conclusion qu'il est peut-être plus facile de venir à bout de son psychanalyste que de sa thérapie. En outre, quel intarissable vivier de futures victimes que ces jeunes femmes esseulées, masochistes et fortunées qui sont comme hypnotisées par les promesses de l'analyse !

L'heure de la revanche ?

Le même sujet avait inspiré Phil Joannou pour son film *Final Analysis* (stupidement traduit par *Sang chaud pour meurtre de sang-froid*), autre clin d'œil à *Vertigo* du brave Alfred, qui jouait du désarroi d'un psychiatre, freudien et inculte, celui-ci subjugué par deux sœurs aussi redoutables qu'un banc de piranhas.

On a souvent reproché aux grands prêtres de l'inconscient de manipuler leurs patients. L'heure de la revanche aurait-elle sonné ? Ne se rendrait-on plus chez l'analyste dans l'espoir d'un illusoire mieux-être, mais avec le dessein de le déstabiliser et de l'amener à conclure, comme le médecin des âmes décrit par Gattégno et reconverti à l'école du crime : *« Dire que j'avais cru pouvoir guérir les autres ! Les guérir du malheur de leur existence ! Quelle dérision ! »* Et de citer Molière : *« Je ne vois rien de plus ridicule qu'un homme qui veut se mêler d'en guérir un autre. »*

Roland Jaccard

Pour rire en silence

« Parfois, je ris tout seul », avoue Jean-Paul Dubois. Un roman et un recueil de chroniques le prouvent : il s'y entend pour faire partager cette hilarité

UNE ANNÉE SOUS SILENCE
de Jean-Paul Dubois.
Robert Laffont, 200 p., 88 F.

PARFOIS, JE RIS TOUT SEUL
Chroniques
de Jean-Paul Dubois.
Robert Laffont, 140 p., 72 F.

Ni Charles ni Thomas, qui sont peut-être ses fils, pas plus que Zeitsev, psychiatre, ou le très libidineux abbé Winogradov, ne peuvent convaincre Paul Miller de prononcer un mot. Pas davantage les deux femmes qui, plus que ses maîtresses, furent ses objets à jouir. Ayant *« atteint un âge disgracieux, un âge de transition entre l'exubérance arrogante de la maturité et la résignation courbatue du vieil âge »* – et celui des bilans pour faire le point, – Miller s'est réfugié dans le silence après le suicide de sa femme.

Un suicide des plus particuliers, dont l'écho discret nous parviendra, pour une répercussion probable mais pas certaine, aux dernières pages d'un roman où les événements s'enchevêtrent sans jamais avoir l'air d'être porteurs de l'importance qu'ils ont. Gigogne, ne dédaignant pas une espèce de trompe-l'œil qui mettrait en creux ce qui en fait le relief, *Une année sous silence*, le roman de Jean-Paul Dubois, impose habilement à ses lecteurs les interrogations que ne peuvent éviter les personnages qui gravitent autour du silencieux. Qu'attend Miller de ce silence ? Simulateur ou pris à son piège ? Quêteur ignorant l'objet de la quête ?...

On ne dévoile pas l'essentiel en disant que c'est là le mutisme d'une déroute. Pour l'illustrer, le romancier multiplie les séquences où le sexe tient une place majeure en s'égaillant et s'égayant dans le blasphème jubilatoire. Cette réclusion, aussi triste que désespérante, c'est avec un humour venu de Sirius que Jean-Paul Dubois nous la fait partager.

Et en nous laissant le soin de conclure, ce qui n'est pas nouveau chez lui. Il indique la route et, au carrefour, à nous d'orienter le personnage. De cela aussi, il rit peut-être. Comme dans les textes courts de *Parfois, je ris tout seul*, où le silence a sa part, instantanés au 500e de seconde, qui sont tantôt les chroniques d'un Chamidour personnel, tantôt des contes inspirés par le rêve ou la réalité.

Dans tous les cas – échange de lettres éditeur-auteur, le parfum et les femmes, le destin des mouches ou la honte des miséreux, – l'ironie est maîtresse et, comme du roman, l'écriture « captante ». Car c'est bien là le signe distinctif de cet écrivain, un style qui capte l'attention, l'intercepte, la fixe. Le charme, quoi. Qu'il nous fasse entendre les silences ravageurs de son Miller ou qu'il nous invite au rire de ses choses vues ou ressenties, les mots les plus simples pour les visions les plus quotidiennes deviennent des flèches qu'on reçoit pour un vrai bonheur de lecture.

Pierre-Robert Leclercq

Jean-Pierre Le Goff magicien clandestin

PRÉALABLE SUR LA PERLE
de Jean-Pierre Le Goff.
in la NRF de juillet-août
(pp. 126 à 196), 85F.

Trop souvent les revues littéraires ne proposent, de numéro en numéro, que des sommaires répétitifs comme si leur but était de baliser le terrain plutôt que d'ouvrir le champ. La *NRF*, institution pourtant vénérable, innove magnifiquement avec sa livraison d'été en réservant une place centrale à Jean-Pierre Le Goff, qui est l'un des très rares magiciens clandestins de ce temps.

Voici donc un messager. Un messager qui arrive au matin, par voie postale, avec la rosée. Voici un arpenteur de signe ascendant. Il a la vue verticale, la pensée abrupte, la poésie pareille au grand murmure du vide. Roi des éphémères, il laisse peu de traces, mais des fêtes renaissantes, des instants qui brûlent tout entiers d'intensité et de pureté.

Qu'il soit né en 1942, qu'il ait publié à petit tirage *les Remparts de Brouage* (Orbe) et un *Journal des neiges* (Le Hasard d'être), ne donne que des jalons de sable. C'est le ton qui ne s'oublie pas : *« Gare de Lyon. Les quais sont secs. Un train surgit recouvert de neige, ailleurs est déjà là. »* Et en effet, avec Jean-Pierre Le Goff, ponctuellement, ailleurs est déjà là. Car il compte, comptabilise, mesure, chronomètre. Il actionne du temps et de l'espace. Il agit sur l'imaginaire. Mais rien de plus précis, de plus méticuleux, de plus repérable que ses rendez-vous. Pas de place pour le hasard : toute la place pour la beauté hasardeuse, celle qui passe comme l'inconnu en personne, geste sublime, révélation.

Les textes de Jean-Pierre Le Goff sont à lire avec les yeux d'Alice. Ils portent à l'émerveillement calme, à la méditation irisée, à une forme de bonheur fragile, secret, intime, comme si l'être de l'univers, d'un coup d'aile, découvrait son âme, sa lumière enclose : sa perle.

André Velter

□ **La saison littéraire en foires.** – C'est Nancy, avec « Le livre sur la place », du 17 au 20 septembre, qui inaugure la saison des foires et des salons du livre en province. Viendront ensuite : Bordeaux (8-11 octobre) ; Le Mans (10-11 octobre) ; Saint-Etienne (16-18 octobre) ; Brive (6-8 novembre). Quant à « La fureur de lire », elle se tiendra les 17 et 18 octobre. Hors des frontières, la grande foire de Francfort aura lieu du 30 septembre au 5 octobre.

□ **Rectificatif.** – Les vers tirés des *Contrerimes* (poème LXX) de Paul-Jean Toulet, à la fin de « l'entretien imaginaire » de Pierre-Robert Leclercq (« le Monde des livres » du 14 août) étaient cités d'une manière fautive. Voici la bonne version :

« La vie est plus vaine une image
Que l'ombre sur le mur.
Pourtant l'hiéroglyphe obscur
Qu'y trace ton passage
M'enchante... »

هكذا من الأصل

Lettres étrangères

De Kawabata à Mao Dun

Perceptible pour le domaine français, le tassement du nombre des livres publiés se fait également sentir, dans une proportion encore plus forte, dans le domaine étranger. Ce recul répond à la mévente des livres au cours de la saison dernière; mévente que l'été confirme, et dont le secteur de la littérature traduite semble faire davantage les frais. Selon les chiffres avancés par *Livres-Hebdo*, cette rentrée verra paraître cent quarante et un romans étrangers, contre cent soixante et un l'année dernière. Ce chiffre représente néanmoins un doublement par rapport au nombre de traductions publiées il y a dix ans.

Ce sont les langues traditionnellement bien représentées – anglais, allemand, italien et espagnol – qui subissent le plus ce tassement.

Parmi les auteurs connus présents en ce début de saison, citons : Yasunari Kawabata, *l'Adolescent*, regroupement de textes autobiographiques de jeunesse du Prix Nobel de littérature mort en 1972 (Albin Michel, octobre) et, d'un autre disparu majeur, Carlo Emilio Gadda, un roman de jeunesse, *la Mécanique* (Seuil); Philip Roth revient avec *le Patrimoine* (Gallimard, octobre); Ismaïl Kadaré, *la Pyramide* (Fayard); Vaclav Havel, *l'Anatomie du gag* (L'Aube); Julian Barnes, *Love, etc.* (Denoël, octobre); Peter Handke, *Essai sur le juke-box* (Gallimard); Ingmar Bergman, *les Meilleures Intentions* (Gallimard, octobre), roman dont est tiré le film de Bille August, Palme d'or à Cannes; Günter Grass, *l'Appel du crapaud* (Seuil, octobre); Nina Berberova, *Chroniques de Billancourt* (Actes Sud); le Suisse de langue allemande Paul Nizon publie *Dans la maison les histoires se défont* (Actes Sud); Antonio Tabucchi, *Une malle pleine de gens* (Bourgois), ce recueil rassemble les essais critiques de l'auteur sur Pessoa. Du poète portugais, le même éditeur publie un deuxième volume du *Livre de l'intranquillité*; du Colombien Alvaro Mutis, *Ecoute-moi Amirbar* (Grasset, octobre); Jorge Amado, qui fête cette année ses quatre-vingts ans, publie *Découverte de l'Amérique par les Turcs* (Stock); Abraham B. Yehoshua, *Monsieur Mani* (Calmann-Lévy); du même auteur, un essai provocant, *Pour une normalité juive* (Liana Lévi). Viendront ensuite, en novembre, Norman Mailer (Laffont), Carlos Fuentes, des nouvelles et un essai (Gallimard), Christa Wolf, un choix d'essais (Alinéa), le grand écrivain portugais Vergilio Ferreira, avec son dernier roman *Au nom de la terre* (Gallimard), et enfin, toujours chez Gallimard, Iris Murdoch.

Dans le domaine anglais, on pourra lire David Lodge, *Nouvelles du paradis* (Rivages); Anthony Powell, *la Vallée des ossements*, septième volume de son grand œuvre, *la Danse de la vie humaine* (Bourgois, octobre); Martin Amis, fils de l'écrivain Kingsley Amis, *London Fields* (Bourgois); Pat Baker, romancière née en 1942, *l'Homme qui n'était pas là* (Ed. des Cendres, octobre); Sybille Bedford, *Visite à Don Otavio* (Payot), présenté comme un classique de la «littérature voyageuse». Chez Salvy, un classique de l'humour anglais, *Miss Mapp*, d'E. F. Benson. Deux femmes écrivains représentent l'Irlande : Jennifer Johnston, *la Femme qui court* (Belles-Lettres), salué lors de sa parution comme son livre le plus abouti, et, d'un jeune auteur inconnu en France, Anne Enright, des nouvelles, *la Vierge de poche* (Rivages, octobre). Enfin, de Ben Okri, écrivain nigérien résidant à Londres, ancien lauréat du Booker Prize, *Etoiles d'un nouveau couvre-feu* (Julliard, octobre).

Traversons l'Atlantique, du côté des Etats-Unis : Marcia Davenport, romancière née en 1903, *les Frères Holt* (Le Promeneur); Stephen Dixon, *Ordures* (Balland, octobre), que l'on peut rapprocher, quant au titre et au thème, d'*Amour et Ordures*, du Tchèque Ivan Klima (Seuil); la suite de la célèbre bande dessinée d'Art Spigelmann, *Maus II* (Flammarion, octobre); Paul Theroux, *Chicago Loop* (Laffont); Tim O'Brien, *A propos de courage* (Plon); Joyce Carol Oates, *Cette saveur amère de l'amour* (Stock, octobre); James Purdy, *l'Oiseau de paradis* (Denoël, octobre); Richard Ford, *le Bout du rouleau* (L'Olivier, octobre); Josephine Humphreys : *l'Amour en trop* (Presses de la Renaissance, octobre); les Editions Circé continuent la publication des œuvres d'Elizabeth Bishop, avec des nouvelles écrites entre 1937 et 1977, *Une folle ordinaire* (octobre).

Le Canada anglophone est beaucoup plus modestement représenté avec Robertson Davies, *Un homme remarquable* (L'Olivier), Neil Bissoondath, écrivain d'origine indienne vivant à Montréal, *Retour à Casaquemada* (Phébus), et David Homel, Américain d'origine mais Canadien d'adoption, avec la traduction d'un deuxième roman, *l'Arbre aux rats* (Actes Sud).

Quant à l'Australie, elle n'est présente qu'avec Elizabeth Jolley, *Tombé du ciel* (Deuxtemps-Tierce). L'Amérique du Sud ne bénéficie que d'une représentation limitée, avec notamment Chico Buarque, le grand chanteur brésilien, dont Gallimard traduit l'un des deux romans, *Embrouille*, et les Argentins José Pablo Feinmann, *l'Armée des cendres* (Albin Michel) et Juan José Saer, *le Fleuve sans rives* (Julliard).

Revenons dans le Vieux Continent, où l'ancienne Europe de l'Est demeure assez largement présente. Pour la Hongrie : Antal Szerb, *le Voyageur et le clair de lune* (Alinéa), roman d'un auteur d'origine juive assassiné en 1945 par les fascistes hongrois; Gyula Krudy, *le Prix des dames*, autre «classique» hongrois datant de 1919 (Albin Michel, octobre); Ferenc Karinthy, écrivain mort cette année, *l'Automne à Budapest* (In Fine). Pour la Pologne : Andrej Kusniewicz, *les Signes du zodiaque* (Laffont), des nouvelles de Zygmunt Haupt, *l'Anneau de papier* (Noir sur blanc), et enfin, un classique traduit de l'allemand, *De Profundis*, de Stanislas Przybyszewski, mort en 1927 (Corti). Traduit du tchèque, signalons la trilogie romanesque sur Prague, *la Cité dolente*, de Daniela Hodrova (Laffont, octobre). Milorad Pavic, auteur serbe du *Dictionnaire khazar*, publie *l'Envers du vent* (Belfond). Du Roumain Liviu Rebreanu, mort en 1944, paraît *Madalina* (Jacqueline Chambon).

Les auteurs russes contemporains, déjà traduits ou non, sont plus nombreux que les grands anciens. Autour de ces derniers, citons le livre de Maria Belkina, *Marina*, souvenirs sur la poétesse Marina Tsvetaeva, dont on fête le centenaire de la naissance (Albin Michel, octobre) et un nouvel ouvrage de Véronique Lossky, *Chant de femmes, Marina Tsvetaeva et Anna Akhmatova* (Solin, octobre), qui comprend de nombreux inédits; d'Ossip Mandelstam, une *Anthologie* est annoncée chez Julliard en octobre. Verdier publie, le même mois, un grand roman visionnaire de Iouri Dombrovski, *le Singe à la recherche de son crâne*, écrit à la fin de la seconde guerre mondiale.

Par ailleurs, on annonce, chez Plon, un nouveau Alexandre Zinoviev, *Tsarville*, dont la cible est, cette fois, Boris Elstine. Toujours traduit du russe : Andreï Makine, né en 1957 et vivant en France, *Confession d'un porte-drapeau déchu* (Belfond, octobre); Mikhaïl Zenkevitch, mort en 1973, *Elga* (le Griot); des nouvelles de l'Estonien Arvo Valton, *le Porteur de flambeau* (Viviane Hamy). De langue allemande, quelques auteurs largement reconnus en France : Martin Walser, *Dorn ou la défense de l'enfance* (Laffont); l'Autrichienne Elfriede Jelinek, *les Amantes* (Jacqueline Chambon); Gert Hoffman, *la Dénonciation* (Calmann-Lévy); Arno Schmidt, *Brand's Haide* (Bourgois, octobre), deuxième volet de la trilogie des *Enfants de Nobodaddy*.

D'autres livres retiendront sans doute l'attention : Edgar Hilsenrath, *Conte de la pensée dernière*, qui mêle l'histoire et la légende pour raconter le massacre des Arméniens par les Turcs en 1915 (Albin Michel); Thomas Hürlimann, *le Pavillon du jardin* (Gallimard), dans la lignée de Frisch et Dürrenmatt, le premier récit d'un écrivain suisse né en 1950; Doris Dörrie, romancière et cinéaste, née à Hanovre en 1955,

CAGNAT



Littérature française

Sur fond de crise

Suite de la page 13

On préfère penser qu'aujourd'hui, chez Gallimard, aucun directeur littéraire n'a lu ce livre et qu'on le publie – en raison des succès antérieurs de son auteur – uniquement pour satisfaire les hommes qui lisent des bilans comptables à l'exclusion de tout autre chose. Sinon, les fantômes de Queneau et de quelques autres, tout comme les ombres des grands auteurs NRF vivants, doivent légèrement vaciller.

Chez Grasset, on cultive une manie éditoriale à la mode : faire semblant de croire que les journalistes prestigieux sont nécessairement des romanciers. On lira ainsi le troisième roman de Daniel Rondeau, *la Part du diable*, et le deuxième de Franz-Olivier Giesbert, *l'Affreux*. Heureusement, Grasset encourage aussi des auteurs pas encore connus comme Bruno Bontempelli (qui a débuté chez Sylvie Messinger), *l'Arbre du voyageur*, Emmanuel Moses (auteur d'un très bon recueil de nouvelles chez Gallimard), *Papernik*, et Jean-François Samlong, *la Nuit du cyclone*.

On retrouvera aussi, entre autres, François Nourissier, *le Gardien des ruines*; Daniel Depland, *le Serrurier de Zagreb*; Christiane Baroche, *les Ports du silence*; François Weyergans, *la Démence du boxeur*; ainsi que le troisième roman de Jean-Olivier Tedesco, *le Diable et le Condottiere*.

Le Seuil est sans doute l'éditeur qui propose la rentrée la plus attirante, avec un «tir groupé» d'auteurs qu'on a plaisir à suivre. Parmi eux : Michel Rio, avec un roman et un essai, *Tlacuilo* et *Rêve de logique. Essais critiques*; Jacques-Pierre Amette, *la Peau du monde*; Vassilis Alexakis, *Avant*; Pascal Bruckner, *le Divin Enfant*; Bruno Bayen, *Hernando Colon. Enquête sur un bâtard*; Patrick Roegiers, *l'Horloge universelle*; Frédéric Vitoux, *Charles et Camille*. Enfin, Anne-Marie Garat, découverte par Flammarion, rejoint Le Seuil avec son sixième roman, *Aden*.

Chez Flammarion, on attend, avant tout, le livre posthume de Claude Faraggi, mort brutalement en décembre 1991, *le Sourire des parques*. Martine Robier, un auteur Flammarion dont il fut le lecteur et l'ami, lui consacre un récit, *le Souffleur de rêves*.

On retrouvera aussi Eduardo Manet, *l'Ile du lézard vert*; Yves Amiot, *l'Homme de faïence*, ainsi que les deuxièmes romans de Kits Hilaire, *la Pitié*, et de Thierry Lévy, *Blessure mortelle*. Albin Michel affiche principalement le *Julius et Isaac* de Patrick Besson, ainsi que *Algérie, bords de Seine*, de Pierre-Jean Rémy, et *Une passion*, de Christiane Singer.

Chez Minuit, outre Jean Echenoz *(voir l'article de Pierre Lepape)*, on ne propose que le troisième roman de Patrick Deville, *le Feu d'artifice*. Cette «modestie» rigoureuse contraste avec le trop-plein de Laffont qui publie treize auteurs parmi lesquels on retiendra Alain Gerber, *Une citadelle de sable*; Denis Tillinac, *les Châteaux de Bercilly*; Jacques Peuchmaurd (l'éditeur des «Brivistes» dont Tillinac fait partie), *les Vieilles Blessures*, et Jacques-René Doyon, *l'Enfermé de Clairvaux*.

A part François Nourissier et Patrick Modiano, on trouve peu d'écrivains reconnus et n'attendant rien de la course aux prix. Ceux-ci sortent traditionnellement à partir de janvier. Citons toutefois Gabriel Matzneff (*les Lèvres menteuses*, La Table ronde); Pierre Boulle (*A nous deux, Satan*, Julliard), Rafaël Pividal (*les Aventures extraordinaires de Jacques Lamare*, Quai Voltaire), Vladimir Volkoff (*les Faux Tsars*, de Fallois/l'Age d'homme). Parmi les singularités, signalons les cas d'Hubert Nyssen, auteur Grasset, qui publie pour la deuxième fois dans sa propre maison, Actes Sud (*la Femme du botaniste*), tandis que Baptiste-Marrey, l'un des principaux auteurs français d'Actes Sud rejoint François Bourin (*le Maître de Stammholz*). Marie Redonnet, après avoir publié chez POL, puis chez Minuit et chez Gallimard, revient chez POL avec *Candy Story*. En outre, Albin Michel annonce un roman de Jean-Edern Hallier, *Je rends heureux*, qui ne figure toutefois pas sur ses programmes.

Les deuxièmes, troisièmes et quatrièmes romans d'auteurs qu'on commence à connaître ou qui espèrent la reconnaissance sont assez nombreux. Outre ceux déjà cités, relevons, parmi les deuxièmes romans, ceux de Jean-François Griblin (*le Roi bûcheron*, Balland), Nicole Bernheim (*Un été sur la ligne*), Michel Hendrel (*le Système décimal*) et Frederika Fenollabate (*l'Infante*), tous trois chez Belfond, Bernard Puech (*la Septième Terre*, Corti), Jean-Luc Outers, après un premier roman chez Gallimard (*Corps de métier*, La Différence,, Jacob Dellacqua, après un premier roman chez Balland (*Femme virage*, éd. Plume), Michelle Schuller – Prix des Maisons de la Presse pour son premier livre – (*la Nuit fauve*, Presses de la Renaissance), Carol Mann (*Dorothea von A.*, Seghers), Stéphane Guibourgé (*la Roulette africaine*) et Alain Leygonie (*l'Idée*), tous deux à La Table ronde, Thierry Marignac (*Cargaison*, Le Rocher, après un premier texte chez Payot).

Parmi les troisièmes romans : Ramdane Isaad (*Laisse-moi le temps*, Denoël), Jean-Baptiste Niel (*Ceci est mon sang*, Julliard, les deux autres ayant paru chez Gallimard), Bernard Alliot (*l'Etreinte des sirènes*, Julliard), Gilles Leroy (*Madame X.*, Mercure de France), Catherine de Richaud (*C'est la fin du monde ce soir*, POL). Parmi les quatrièmes romans, retenons ceux de Frédéric Milan (*le Loup des solitudes*, Presses de la Renaissance) et de Didier-Georges Gabily (*l'Au-delà*, Actes Sud). Enfin, notons, pêle-mêle, quelques écrivains affirmés et pas toujours encore reconnus, notamment par des prix (certains ne méritant d'ailleurs pas de l'être) : Christian Charrière (*les Roses de Nichapour*, Critérion, ainsi que *les Vergers du ciel*, Fayard, et la réédition de *Mayapura*, Phébus), Richard Jorif (*Tohu-Bohu*, Bourin), Marie-Thérèse Humbert (*Un fils d'orage*) et Hervé Jaouen (*les Douze Chambres de Monsieur Hannibal*), tous deux chez Stock, Régine Detambel (*la Quatrième Orange*, Julliard), Claude Pujade-Renaud (*Martha ou le mensonge du mouvement*, Manya), Myriam Anissimov (*Dans la plus stricte intimité*, éd. de l'Olivier), Alain Dugrand (*Pays perdu. A Belize, chez les derniers flibustiers*) et Serge Filippini (*Comædia*), tous deux chez Phébus, Renaud Camus (*le Voyageur*, POL), Guyette Lyr (*la Petite Nudité*, Calmann-Lévy).

Les premiers romanciers, on voudrait pouvoir tous les citer, pour encourager leurs premiers pas en littérature. C'est impossible. Parmi eux, on remarquera un chercheur au CNRS, Maurice Lambiotte (*la Gouvernante anglaise*, Calmann-Lévy), un entomologiste, Robert de Goulaine (*le Dernier Ange*, Critérion), deux informaticiens, Yvon Pérus (*Chemin de halage*, Griot) et Mohamed Leftah (*Demoiselles de Numidie*, Aube), une comédienne, Odile Massé (*la Femme poussière*, Manya), un peintre, Mahi Binebine (*le Sommeil de l'esclave*, Stock), un correcteur, qui, après avoir tant regardé les livres des autres, décide de passer à l'acte, Philippe Barrot (*High Light. Cigarettes*, Maurice Nadeau). Les deux plus jeunes sont, sans aucun doute, Lisa Bresner, vingt et un ans (*le Sculpteur de femmes*, Gallimard, moins intéressant toutefois qu'un autre premier livre du même éditeur, *Chercher sa demeure*, de Sylvie Doizelet), et Amélie Nothomb, vingt-cinq ans (*Hygiène de l'assassin*, Albin Michel). Enfin, dans le désordre, pour les avoir remarqués et parfois déjà feuilletés, mentionnons les premier roman de Patrick Mauriès, éditeur et essayiste raffiné, créateur des éditions du Promeneur, aujourd'hui chez Gallimard (*le Méchant Comte*, Gallimard), Michelle Fourez (*les Bons Soirs de juin*, Alinéa), François Lorris, dont les héros sont dans un bocal (*Après le déluge*, L'Arpenteur/Gallimard), Gilles Dauvé (*la Fileuse*, Denoël), Max Dorra (*Nuit blanche avec reflet fauve*, Flammarion), Lucille Laveggi (*la Spectatrice*, Gallimard), Florence Seyvos (*Gratia*, éd. de l'Olivier).

Les recueils de nouvelles ne sont pas absents de cette rentrée et c'est heureux : Hervé Bazin (*le Grand Méchant doux*, Grasset, ainsi que ses œuvres poétiques au Seuil), Georges Piroué (*l'Herbe tendre*, Julliard), Didier Daeninckx (*Zapping*, Denoël, et *Hors-limites*, Julliard, ainsi que la réédition d'un roman chez Manya, *Play Back*), Michel Grisolia (*les Seconds Rôles*, Flammarion), Pierre-Edmond Robert (*Rien que des étoiles*, Le Dilettante), Bertrand du Chambon (*le Puits du temple*, Climats), Jacqueline Harpmann (*la Lucarne*, Stock), Maryline Desbiolles (*les Chambres*, Noël Blandin). On remarquera aussi quelques récits dont *l'Orphelin*, de Pierre Bergounioux, et *Paysage avec palmiers*, de Bernard Wallet (tous deux chez Gallimard), *le Vent des Kerguelen*, de Jean-Paul Kauffmann (Flammarion) et un petit livre inclassable, sur le mode du *Je me souviens* de Perec, *Moi aussi je me souviens*, d'Eric Fottorino (Balland).

Des rééditions, pour finir par quelques valeurs sûres qui récompenseront les lecteurs «découvreurs» – il y en a – des risques de leur curiosité. Le troisième et dernier volume des œuvres complètes d'André Hardellet (L'Arpenteur/Gallimard), des nouvelles de Courteline, *les Femmes d'amis* (Arléa), et les œuvres fantastiques de Théophile Gautier (Garnier).

Josyane Savigneau

Les bons conseils d'André Gide

Aux bruits, piaffements et impatiences de la rentrée littéraire, il peut être utile d'opposer la raison et l'expérience des vieux maîtres. André Gide, qui connaissait fort bien les antichambres et les salons de la gloire, rédigea ainsi des *Conseils au jeune écrivain*, publiés de manière posthume par la NRF en 1956 et qu'un petit éditeur vient d'exhumer (1). Leur sagesse sereine et un rien ironique reste, nous semble-t-il, d'une parfaite actualité. Qu'on en juge par ces quelques citations, livrées à la réflexion des jeunes romanciers et aussi de ceux qui les éditent, les lisent, les critiquent...

«Choisis tes ennemis; mais laisse les amis te choisir.

»La confiance dans la survie de son œuvre confère à l'œuvre d'un artiste je ne sais quelle gravité dans la joie, quelle sérénité dans la tristesse, quelle patience, quelle hautaine banalité, qui la distinguent de celles qui ne briguent que le succès. L'artiste vraiment fort ne se plaint point de n'avoir pas été compris par son époque; il puise au contraire dans cette incompréhension même une assurance de survie.

» L'erreur romantique a été de chercher à mettre la vie à l'extérieur de l'œuvre. (...)

»Chaque œuvre d'art est un problème résolu; un problème composé d'une multitude de petits problèmes corrélatifs dont chacun attend de toi sa solution particulière, c'est-à-dire le mot qu'il faut; et de même ce que les romantiques appellent inspiration se décompose en une infinité de petits efforts.

»L'unité de ton livre, c'est l'unité de ta ferveur.

»Ecris, si tu veux, dans l'ivresse; mais quand tu te relis, sois à jeun. (...)

»L'originalité réelle n'est pas toujours apparente; et, par contre, j'en sais dont l'apparence bizarre ne sert qu'à dissimuler une profonde indigence d'émotion et banalité de tempérament. L'originalité la plus réelle est celle qui ne se connaît pas. (...)

»Persuade-toi que, dans le monde, il n'y a que ce qui n'est pas or qui reluit. (...)

»L'habitude qu'ont la plupart de tes confrères de surveiller, d'inspirer, de dicter même si possible les articles qui doivent saluer, dans les journaux et les revues, l'apparition de chacun de leurs livres, qui doivent prévenir les critiques, incliner l'opinion, instruire la renommée de la manière dont elle doit jouer de la trompette et prononcer le nom de l'auteur – tout cela va fort bien et aide puissamment à la gloire, mais il y faut du même coup renoncer au profit de l'aventure que, peut-être, tu estimeras plus réel si tu es celui que j'espère, c'est-à-dire vraiment fort et ne préférant pas à tout le succès.»

P. K.

(1) *Conseils au jeune écrivain*, suivi de *De l'influence en littérature*, d'André Gide, préface de Dominique Noguez, éd. Proverbe (99, rue de Vaugirard, 75006 Paris, 64 p., 42 F).

l'Homme de mes rêves, suivi de *Pour l'éternité* (La Découverte); Herbert Rosendorfer, *les Saints d'or* (Fayard); l'Autrichien Gert Jonke, *l'Ecole du virtuose* (Verdier); Ricarda Huch, morte en 1947 et saluée par Thomas Mann, *le Dernier Eté* (Viviane Hamy); Nicolaus Sombart, *Une jeunesse berlinoise* (Quai Voltaire); Hans Christoph Buch, *Amiral Zombie ou le retour de Christophe Colomb à la terre promise* (Grasset).

Largement exploité les années passées, le vivier littéraire italien semble avoir été moins sollicité par les éditeurs. Quelques auteurs marquants cependant, et peut-être des découvertes à faire : Pietro Citati, *Goethe* (l'Arpenteur, octobre); Paolo Barbaro, *Lunaisons vénitiennes* (La Découverte); Roberto Pazzi, *l'Evangile de Judas* (Grasset, octobre); Luisa Adorno, *la Dernière Province* (Julliard, octobre); Luigi Pintor, *Servabo* (La Découverte, octobre); Alberto Olivo, *Fatal Courroux*, autobiographie d'un uxoricide datant de 1903 (Verdier); enfin, deux romans de Lalla Romano, *la Pénombre* et *Une jeunesse inventée* (La Différence).

Le Portugal, dont les écrivains modernes les plus importants sont à présent, au moins partiellement, connus en France, bénéficie toujours d'un certain engouement : de José Maria Eça de Queiroz, le grand romancier prolifique du dix-neuvième siècle, *la Relique* (Arléa); et pour les auteurs actuels : Almeida Faria, romancier dont la tétralogie des *Jours de la passion* avait paru chez le même éditeur, *le Conquistador* (Belfond); Antonio Lobo Antunes, *la Farce des damnés* (Bourgois); José Cardoso Pires, six contes fantastiques, *la République des corbeaux* (Gallimard, octobre); Maria Judite de Carvalho, *le Temps de grâce* (La Différence, octobre).

Le grand frère ibérique, l'Espagne, est également assez bien représenté, avec le prolifique Manuel Vazquez Montalban, *le Labyrinthe grec*, nouvelle enquête de Pepe Carvalho (Bourgois, octobre). Et également : José Maria Guelbenzu, *Rivière de lune*. (Seuil, octobre); Miguel Delibes, *les Saints innocents* (Verdier); et Soledad Puertolas, avec deux livres, *l'Indifférence d'Eva* (Complexe) et *Reste la nuit* (Denoël).

Plus au sud, la Grèce est un espace littéraire encore insuffisamment défriché : Aris Fakinos, *la Citadelle de la mémoire* (Fayard, octobre); Yorgos Ioannou, *le Sarcophage* (Climats); Costas Hadziaryiris, *le Peintre et le pirate* (Griot); Petros Abadzoglou, *Monts et merveilles* (Noël Blandin); Nikos Gavriil, *le Jeune Homme, ma mort et la résurrection*, et Thanassis Valtinos, *Bleu nuit presque noir*, tous les deux chez Hatier en octobre.

Avant de quitter l'Europe, remontons vers le nord. Traduit du suédois, Jacques Werup, *Mort d'un pornographe* (Climats), et du danois, Kirsten Thorup, romancière née en 1942, *Baby* (Castor Astral, octobre).

De l'Israélien David Shahar, signalons *les Nuits de Lutèce* (François Bourin, octobre). De leur côté, les éditions Actes Sud publient, en octobre, le premier roman traduit (de l'arabe) d'une romancière libanaise vivant à Londres, Hanane el-Cheikh, *Femme de sable et de myrrhe*.

Pour le continent asiatique, la moisson reste assez riche.

Japon : Nafai Kafû, *Une histoire singulière à l'est du fleuve* (Gallimard, octobre); Haruki Murakami, *la Fin des temps* (Seuil); Tsutomu Mizukami, *le Temple des oies sauvages* (Picquier); et un érotique d'Eimi Yamada, *Regards amoureux* (Picquier).

Corée : Yi Munyol, *le Poète* (Actes Sud); et, chez le même éditeur, Ch'oe Inho, *Une nuit d'un bleu profond* (octobre); Song-Dong Kim, *Mandara* (Picquier).

Chine : Wou Tch'Eng-En, *le Singe pèlerin*, un classique du XVI[e] siècle (Payot); Li Ang, *la Femme du boucher*, et Huang Fan, *le Goût amer de la charité*, tous les deux chez Flammarion, en octobre; enfin, du grand écrivain Mao Dun, mort en 1981, *l'Eclipse* (Belles-Lettres).

P. K.

Documents

Feu l'URSS...

Après les bouleversements de la perestroïka et la désagrégation du «bloc» communiste et de l'URSS elle-même, l'heure est aux bilans, aux mises à jour, à la découverte presque d'un monde nouveau – qui n'en a pas fini, d'ailleurs, de se transformer. A elles seules, les éditions de La Découverte nous annoncent quatre ouvrages conçus dans cette perspective : un *Etat du monde 1993, annuaire économique et géopolitique mondial*, avec sa version *l'Etat du monde junior* pour les 11-14 ans, *l'Economie mondiale, édition 1993* (septembre), préparé par le Centre d'études prospectives et d'information internationale (CEPII), et, enfin, *l'Etat de l'Europe* (octobre), rédigé sous la direction de François Féron et Armelle Thoraval. A signaler également un *Atlas du nouvel état du monde* (Autrement, fin septembre), une édition mise à jour de l'*Atlas stratégique*, de Gérard Chaliand et Jean-Pierre Rageau (Complexe, août 1992), et un *Atlas mondial, économie, politique, société*, première édition française de *The Economist Atlas*, version adaptée sous la direction de Marie-Françoise Durand (Fondation nationale des sciences politiques, octobre).

L'après-communisme reste très à l'ordre du jour avec *les Fins du communisme*, de Françoise Thom (Critérion, septembre), *Les restes du communisme sont dans la casserole*, de Slavenka Drakulic (J. Bertoin, septembre), *Questions venues de l'Est, marxisme, foi chrétienne, utopie* (Ed. Ouvrières, septembre) et, dans un esprit voisin, *la Nouvelle Croisade, enquête sur la géopolitique vaticane*, de Constance Colonna-Cesari (La Découverte, septembre). Plus spécifiquement consacrés à l'ex-URSS, on attend avec intérêt *le Naufrage de Gorbatchev*, de l'ancien conseiller du promoteur de la perestroïka Andreï Gratchev (Le Rocher, novembre), ainsi que *Victorieuse Russie*, d'Hélène Carrère d'Encausse (Fayard, septembre), mais aussi *Moscou contre Moscou*, de Virginie Coulloudon (Lattès, octobre). Les souvenirs de l'ancienne RDA sont, d'autre part, évoqués avec *l'Empire des mouchards, dossiers de la Stasi*, de Luc Rosenzweig et Yacine Le Forestier (J. Bertoin, octobre) (1).

Autre zone privilégiée, le monde islamique et ses voisins, dont traitent une série d'ouvrages parmi lesquels on retiendra notamment *Echec de l'Islam politique*, d'Olivier Roy (Le Seuil, octobre), *les Arabes ou l'Histoire à contresens*, de Charles Rizk (Albin Michel, octobre), *Israël et Palestine, territoires sans frontières*, de Daniel Amson (PUF, octobre), *D'Arabie et d'Islam*, de Jamel Eddine Bencheikh et André Miquel (Odile Jacob, septembre), *les Nations du Prophète*, de Xavier de Planhol (Fayard, octobre), *1915-1925, la Décennie qui façonna le Proche-Orient*, de Nadine Picaudou (Complexe, octobre).

Sur d'autres continents, on signalera *l'Amérique mercenaire*, d'Alain Joxe (Stock, octobre), *Guerres et paix en Amérique centrale*, d'Alain Rouquié (Le Seuil, octobre), *Savimbi, une autre voie pour l'Afrique*, de Jean-Marc Kalflèche (Critérion, septembre), *Sortir de l'apartheid*, sous la direction de Denis-Constant Martin (Complexe, octobre), *l'Inde, un million de révoltes*, de V.S. Naipaul (Plon, août), *Nippon, la nouvelle superpuissance*, de William Horsley et Roger Buckley (Le Monde Editions, septembre), *Il n'y a pas de modèle japonais*, de Sylvaine Trinh (Odile Jacob, octobre), sans oublier *Mon passé eskimo*, de Georg Quppersimaan (Gallimard, octobre).

Les souvenirs de la dernière guerre sont évoqués par plusieurs témoignages sur l'univers concentrationnaire : *Si tu t'en sors, Auschwitz 1944-1945*, de Nadine Heftler (La Découverte, octobre), *les Beaux Jours de ma jeunesse*, d'Ana Novac (Balland, septembre), *la Maison des mortes*, de Denise Dufournier (Julliard, octobre). Sur la même époque : *Ma guerre dans la Gestapo*, d'Hélène Moskiewicz (Albin Michel, septembre) et, certainement, le *Dictionnaire historique des fascismes et du nazisme*, de Serge Bernstein et Pierre Milza (Complexe, octobre).

Politique, justice, presse...

Deux hommes de guerre nous livrent, d'autre part, leurs témoignages biographiques : Pierre Messmer dans *Après tant de batailles* (Albin Michel, septembre) et le général Schwarzkopf dans ses *Mémoires* (Plon, septembre). D'autres personnalités ou écrivains se penchent sur leur passé, comme Michel Jobert (avec Jean-Louis Remilleux) dans *Puisqu'il faut tout dire* (Albin Michel, octobre) ou Edgar Reichmann dans *l'Insomniaque du Danube* (Balland, septembre).

Plusieurs auteurs s'intéressent de leur côté au souvenir de Pierre Mendès France : Jean Daniel et Jean Lacouture dans *le Citoyen Mendès France* (Le Seuil, octobre), Francis Delabarre et Richard Dartigues dans l'album *Pierre Mendès France, la passion de la vérité* (Plon, septembre), Marie-Claire Mendès France et Catherine David, enfin, dans *l'Esprit de liberté* (La Renaissance, septembre). A noter, par ailleurs, un *Guy Mollet, le mal-aimé*, de Denis Lefèbvre (Plon, octobre) et le *Juan Carlos* de José Luis de Villalonga (Fixot, octobre).

Plusieurs secteurs de la société française contemporaine sont traités dans une série d'ouvrages, à commencer par *la France après Mitterrand*, de notre collaborateur Jean-Marie Colombani (Flammarion). Pleins feux, d'autre part, sur la justice avec *les Juges*, de nos collaborateurs Laurent Greilsamer et Daniel Schneidermann (Fayard, septembre), *Justice maudite*, d'Henri Nallet (Plon, octobre) et *le Juge et l'Avocat*, de Simone Rozès et Paul Lombard (Laffont, septembre), mais aussi *l'Affaire Chara, un innocent meurt en prison*, de Daniel Karlin et Tony Lainé (Le Seuil, septembre). La presse incite également à la réflexion dans *la Part d'ombre*, également d'un de nos collaborateurs, Edwy Plenel (Stock, septembre), *le Serment de Théophraste*, d'Albert Du Roy, ou sollicite la mémoire dans *les Hommes de Pierre Lazareff*, de Robert Soulé (Grasset, septembre) ou *Havas, de 1835 à nos jours, le pouvoir, l'argent, l'information*, d'Antoine Lefébure (Grasset, octobre) et, au même chapitre, *Journaux intimes, les aventures tragi-comiques de la presse sous François Mitterrand*, de Françoise Berger (Laffont, octobre).

On ne saurait enfin passer sous silence plusieurs livres touchant aux sujets sensibles de l'immigration – *En attendant les Barbares*, de Guy Sorman (Fayard, septembre) ou *Métis*, de Philippe Franchini (J. Bertoin, novembre), – de la drogue – *l'Etat-cocaïne, science et politique, de la feuille à la poudre*, de Zorka Domic (PUF, septembre), *A qui profite la cocaïne*, de Mylène Sauloy et Yves Le Bonniec (Calmann-Levy, septembre), – ou encore de la médecine – *Fric, santé, le scandale*, de Marc Dem (Le Rocher, septembre) ou *Médecins tous risques*, de Sylvie Chemin (Laffont, octobre).

Alain Jacob

(1) A l'approche du référendum sur le traité de Maastricht, de nombreux ouvrages sont consacrés à l'Europe et aux perspectives de l'unité européenne. Nous les signalerons ultérieurement.



Philosophie

Le jeu des anniversaires

Peut-être pensiez-vous que l'an 1992 avait fait son plein de commémorations. Les cinq cents ans de la découverte de l'Amérique, ceux de l'expulsion des juifs d'Espagne, le bicentenaire de la République, ce n'est déjà pas mal. Erreur. Il vous manque encore au moins quatre anniversaires, que les vitrines des libraires ne vont pas tarder à vous rappeler.

D'abord celui de Montaigne. Sa mort, chez lui, à Montaigne, le 13 septembre 1592, aura dans quelques jours quatre siècles. A cette occasion paraissent deux biographies, *Michel de Montaigne*, de Madeleine Lazard (Fayard) et la réédition de *la Vie de Montaigne*, de Jean Prévost (Zulma), plusieurs essais, dont un *Montaigne*, de Jacques Chaban-Delmas (Michel Lafon), *Montaigne et la mélancolie*, de M. A. Screech (PUF), et le *Journal de voyage de Michel de Montaigne*, édité et présenté par François Rigolot (PUF).

L'année même où mourait Montaigne, naissait à Champmercier, non loin de Digne, Pierre Gassendi. Ce philosophe qui s'inspire d'Epicure, critique Aristote, relativise les savoirs d'un point de vue nominaliste et sceptique, parut à ses contemporains d'une stature comparable à celle de Descartes ou de Hobbes. Quatre cents bougies feront sortir de l'ombre une œuvre longtemps négligée. «Le Corpus des œuvres philosophiques en langue française» publie l'*Abrégé de la philosophie de Gassendi*, de François Bernier. Cet abrégé n'a pas moins de... sept volumes! (Fayard, octobre.)

Gassendi avait tout juste cinquante ans quand mourut Galilée. Nous célébrerons donc le trois cent cinquantième anniversaire de la mort de Galileo Galilei avec attention et ferveur. Avec quelque retard aussi : c'est, en effet, le 9 janvier 1642 qu'il s'éteignit. Ne saisissez pas ce mauvais prétexte pour esquiver la lecture de cinq volumes. Deux œuvres de Galilée : le récit de 1610 de ses observations astronomiques, rédigé en latin sous le titre *Sidereus nuncius*, qui devient en français *le Messager des étoiles* (Seuil) ou bien *le Messager céleste* (Les Belles-Lettres, octobre) et son ouvrage majeur de 1632, *Dialogue sur les deux grands systèmes du monde* (Seuil). Deux livres sur Galilée : la traduction de *la Révolution galiléenne*, de William Shea, et la réédition du *Galilée* de Ludovico Geymonat (les deux titres au Seuil).

Enfin vous pourrez, exactement le 2 octobre, songer au centième anniversaire de la mort d'Ernest Renan, dont plusieurs ouvrages ont été réédités ces derniers mois. Philippe Barret lui consacre un ouvrage vif et pénétrant, *Ernest Renan. Tout est possible, même Dieu!* (François Bourin).

Manie arithmétique

Finalement, le jeu des anniversaires possède des règles simples. Avantage : on est assuré de gagner. Inconvénient : on ignore quoi. Un ensemble d'actualité? Un prétexte à publications? Mystère. Pour en savoir plus, attendons l'étude de William Johnston, l'auteur de l'*Esprit viennois*, sur *«le culte des anniversaires dans la culture contemporaine»*, sous-titre explicite d'un livre malheureusement intitulé *Post-modernisme et bimillénaire* (PUF).

Cette manie arithmétique n'ayant pas encore tout envahi, il subsiste de grands auteurs que l'on traduit, réédite ou commente sans autre cérémonie. Parmi les classiques, on découvrira les *Œuvres philosophiques* de Pic de la Mirandole (PUF, décembre), le premier volume des *Œuvres complètes* de Giordano Bruno (les Belles-Lettres). On pourra lire ou relire celles de Malebranche, dont un second tome paraît dans «la Pléiade» (Gallimard), ou encore goûter l'*Alciphron*, de George Berkeley (PUF), sans oublier *De la liberté et de la nécessité*, tome XI des *Œuvres* de Hobbes (Vrin, octobre), ni une nouvelle édition des *Pensées* de Pascal, restituées sous la forme de *Discours sur la religion* par Emmanuel Martineau (Fayard-Armand Colin, octobre). De son côté, Maurice Ruben Hayoun publie un essai biographique sur *Maimonide* (Fayard).

L'intérêt pour les pensées de l'Antiquité ne se dément pas. En témoignent notamment l'annonce de deux ouvrages, l'un de Jacqueline de Romilly, *Pourquoi la Grèce?*, consacré aux sources de notre culture (de Fallois), l'autre de Pierre Hadot, *la Citadelle intérieure*, centré sur la pensée de Marc-Aurèle (Fayard, novembre), ainsi que la traduction de la *Vie de Plotin*, de Porphyre (Vrin) et que le tome III de *la Sagesse grecque* de Sergio Colli (L'Eclat). La pensée contemporaine continue également à fournir un contingent de titres, avec, pêle-mêle, *Charles Fourier ou l'art des passages*, d'Urias Azantes (L'Harmattan, octobre), deux ouvrages sur Nietzsche, l'un de Sarah Kofman, *Explosion I*, consacré à *Ecce Homo* (Galilée, octobre), l'autre d'Angèle Kremer-Marietti, *Nietzsche et la rhétorique* (PUF, décembre). A la traduction du *Discours à la nation allemande*, de Fichte (Imprimerie nationale) s'ajoutent une nouvelle traduction de Carl Schmitt, *Aristote et la Renaissance* (PUF, novembre) et *Hegel, Carl Schmitt. Le politique entre spéculation et positivité*, de Jean-François Kervegan (PUF, novembre). L'intérêt pour les intellectuels français que l'on disait structuralistes se confirme avec le *Journal de captivité*, de Louis Althusser (Stock), un volume collectif consacré à Michel Foucault, *Penser la folie* (Galilée, novembre), tandis que Didier Eribon se demande : *Faut-il brûler Dumézil?* (Flammarion).

Bien qu'il soit artificiel de discerner des thèmes dans les aléas des programmes, la relation de la philosophie aux sciences voit converger plusieurs publications, telles la traduction des *Lois de la pensée*, de Boole (Vrin, octobre), celle du troisième livre des *Ideen*, de Husserl, intitulé *la Phénoménologie et le fondement des sciences* (PUF, octobre) et des recherches comme *Physique du sens*, de Jean Petitot-Cocorda (Editions du CNRS) ou *Einstein philosophe. La physique comme pratique philosophique*, de Michel Paty (PUF, décembre). D'autre part, les questions de l'art et de l'esthétique suscitent notamment des réflexions de Rainer Rochlitz sur *le Désenchantement de l'art* (Gallimard), de Sylviane Agacinski sur *Philosophie et politique de l'architecture* (Galilée), de Christine Buci-Glucksmann sur *l'Enjeu du beau* (Galilée, octobre), de Hans-Georg Gadamer, *l'Actualité du beau* (Alinéa). Si la tonalité dominante semble appartenir aux rétrospectives et aux commémorations, quelques auteurs se tournent délibérément vers une réflexion concernant notre présent et son avenir.

C'est le cas, par exemple, quelles que soient leurs dissemblances, de Luc Ferry avec *le Nouvel Ordre écologique* (Grasset), d'Alain Badiou avec *Conditions* (Le Seuil, octobre), de Michel Gauchet avec *l'Inconscient cérébral* (Seuil), de Jean Baudrillard, *l'Illusion de la fin, ou la grève des événements* (Galilée, octobre) ou de Pierre-Jean Labarrière avec *Utopie logique* (L'Harmattan, octobre), de Jacques Testart, *le Désir du gène* (François Bourin).

Enfin, pour respecter toutes les règles du jeu, cette rentrée n'omet pas une belle brochette de signatures renommées : Gilles Deleuze publie *l'Epuisé*, à la suite de *Quad*, de Samuel Beckett (Minuit); Jean-Toussaint Desanti livre à Dominique-Antoine Grisoni ses *Réflexions sur le temps* sous forme de *Variations philosophiques* (Grasset, octobre); François Dagognet élabore une *Philosophie de la propriété. L'avoir* (PUF); Jacques Derrida regroupe des entretiens parus dans la presse sous le titre *Points de suspension* (Galilée, octobre); Claude Hagège s'interroge sur *le Souffle de la langue* (Odile Jacob).

Chez les sociologues, Georges Balandier publie *le Pouvoir sur scènes* (Balland), Pierre Bourdieu *les Règles de l'art* (Seuil), Alain Touraine une *Critique de la modernité* (Fayard). On annonce, d'autre part, un essai de Régis Debray (Gallimard, novembre) dont le titre n'est pas encore précisé.

Bonne nouvelle enfin pour ceux qu'envahit déjà un léger tournis : le volume III de l'*Encyclopédie philosophique universelle*, dirigé par Jean-François Mattei, sera là en novembre (PUF). Quatre mille six cents pages et neuf mille notices analysent les œuvres philosophiques de quelque cinq mille auteurs. L'époque n'a pas goût seulement pour les anniversaires mais aussi pour les récapitulatifs, les panaromas, les dictionnaires, les documentations. Inventaires et centenaires, même combat.

Roger-Pol Droit

La semaine prochaine, « Le Monde des livres » publiera la suite de cet inventaire non exhaustif de la rentrée littéraire avec l'histoire, l'histoire littéraire et les essais.

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

L'histoire de la Russie par sa littérature

HISTOIRE DE LA LITTÉRATURE RUSSE
Tome I : Des origines aux Lumières
Ouvrage dirigé par Efim Etkind, Georges Nivat, Ilya Serman et Vittorio Strada.
Fayard, 896 p., 495 F.

L'entreprise est considérable. Quatre maîtres d'œuvre, des universitaires choisis parmi les meilleurs spécialistes mondiaux de la Russie, pour cette histoire qui n'existait dans aucune langue et dont l'initiative revient aux éditions Einaudi de Turin : deux Russes, Efim Etkind, qui s'est fixé à Paris, et Ilya Serman, spécialiste du XVIIIe siècle, qui enseigne à l'université de Jérusalem ; un Italien, Vittorio Strada, qui enseigne l'histoire et la littérature russes à l'université de Venise ; un Français, Georges Nivat, qui enseigne à l'université de Genève. Des articles d'un nombre imposant de slavistes appartenant à une quinzaine de pays. Déjà quelque quatre mille pages ont paru en quatre volumes publiés dans le désordre (1).

Le volume qui vient de paraître, le premier dans l'ordre chronologique, est consacré, sur une période qui va du XIe au XVIIIe siècle, aux sources de la littérature russe, religieuse et profane, depuis *le Dit de l'ost d'Igor*, le premier texte poétique connu, qui daterait des XIe-XIIe siècles, mais dont l'authenticité est sujette à des discussions qui constituent un véritable feuilleton. Un volume savant, destiné à l'« honnête homme » comme on dit, qui fait le lien entre la littérature et l'histoire des idées ainsi qu'avec l'histoire religieuse, et qui éclaire l'isolement culturel de la Russie par rapport à l'Occident jusqu'à la fin du XVIIIe siècle. Un « rideau de fer idéologique » dans ce pays où la culture livresque, totalement soumise à l'Eglise orthodoxe, elle-même liée au pouvoir du tsar, dresse des listes d'œuvres « recommandées » et « utiles » et d'œuvres « nuisibles » pour le lecteur russe...

Immense panorama qui va de la littérature orale à la littérature écrite, dans une série d'articles de spécialistes divers qui recomposent de l'intérieur l'histoire d'un pays au confluent de trois systèmes culturels – le royaume khazar, l'influence slave et Byzance – et examinent le passé littéraire à la lumière de l'expérience moderne. La Russie kiévienne, la Russie de Novgorod, puis l'enfermement de la culture de l'Etat moscovite à la fin du XVe siècle et au XVIe, le temps des troubles amenant l'ouverture de la vie littéraire au XVIIe siècle, notamment avec Siméon de Polotsk, que contrebalance la littérature des vieux-croyants, avant que ne soit surmonté l'isolationnisme. Autant d'auteurs du XVIIIe siècle dont nous connaissons à peine l'existence et à peu près rien des œuvres – Kantémir, Soumarokov, Lomonossov, Radichtchev, Novikov Derjavine, etc.

Nous avons demandé à Georges Nivat, un des membres de la bande des quatre concepteurs de cette Histoire de la littérature russe, de nous donner les lignes directrices de l'ensemble d'une œuvre ambitieuse et essentielle, qui nous en apprend plus sur l'âme russe que bien des essais.

(1) Déjà paru, le XXe siècle en trois tomes : *l'Age d'argent, la Révolution et les années 20, Gels et dégels*. A paraître, le XIXe siècle, en deux tomes : *le Temps de Pouchkine, le Temps du roman*, et un dernier volume : *les Problèmes généraux de la littérature russe*. En tout sept volumes.

« Où en sont vos travaux?

Georges Nivat. – Nous préparons les deux tomes sur le XIXe siècle consacrés à l'âge d'or, marqué par Pouchkine, et à l'âge du roman, marqué par la venue des grands romanciers qui ont subjugué l'Europe : Gogol, Dostoïevski, Tourgueniev, Tolstoï... Quant au tome VII, ce sera un tome transversal qui essaiera de donner des permanences de la culture russe, comme, par exemple, le rôle des clercs qui ont pris le nom d'« intelligentsia ». C'est un vieux débat de savoir quand a commencé l'intelligentsia ; le mot même est apparu après 1860, mais on peut penser, comme l'historien Marc Raeff, que la chose remonte au XVIIIe siècle, quand la noblesse russe a été libérée de l'obligation de servir. Ne servant plus l'Etat, elle se met à servir pour elle-même et devient une opposition, ce qui donnera le mouvement décembriste. Cette notion d'intelligentsia est évidemment très intéressante à tirer au clair...

» Un autre problème permanent est la notion de « caractère national » de la littérature russe : quel est, en effet, le support de la langue de cette époque ? Le poète Mikhaïl Lomonossov (1711-1765) expose sa conception des trois styles : le haut style, qui vient du slavon d'Eglise, le bas style, qui vient du russe, et le style moyen, qui est un amalgame. Ainsi la littérature médiévale sur laquelle porte une partie de ce premier tome est écrite dans une langue qui n'est pas encore le russe, soit en slavon pour les homélies ou les traductions de textes théologiques grecs, soit en vieux russe pour les chroniques.

» Pour *le Dit de l'ost d'Igor*, il y a une énorme polémique, passionnante parce qu'au fond elle pose le problème de l'antiquité de la culture russe. Ce texte qui, s'il est authentique, est du XIIe siècle, se présente seul, sans environnement ; on l'a retrouvé dans un seul exemplaire de copie et de plus cette copie a brûlé dans l'incendie de Moscou en 1812, donc on ne peut pas s'y référer. Le problème de l'authenticité de ce texte s'est posé très rapidement. Pouchkine était pour l'authenticité. Ce texte a servi de berceau d'images à la poésie russe du XIXe siècle. Entre parenthèses, ce sont des Français qui ont lancé l'attaque contre le *Slovo*, en particulier au début du XXe siècle avec André Mazon qui le tenait pour un faux du XVIIIe siècle et qui s'est fait traiter de tous les noms par la critique savante de l'époque stalinienne et poststalinienne parce qu'on n'avait pas le droit de toucher à « *notre* Chanson de Roland » !

– Tous ces aspects de la culture russe médiévale posent le problème de la continuité nationale étant donné qu'il y a eu un schisme à partir du moment où la culture est repartie en Moscovie, Moscou devenant dans la littérature la « troisième Rome ». Dans quelle mesure la culture de la Kiévie ou celle de la Rous ont-elles influencé cette autre culture russe ?

– Naturellement oui, par le biais de l'Eglise. Voilà un de ces problèmes « verticaux » qui seront traités dans le tome VII. Un autre sera la géographie de la littérature russe. Quels sont ses berceaux géographiques ? On a remarqué depuis longtemps, par exemple, que la région d'Orel et de Toula, en Russie centrale, a été riche en écrivains.

» Voilà ce qui nous attend : encore trois tomes, deux pour le XIXe siècle, et ce tome VII. Et un index pour l'ensemble.

– Comment sera traité Pouchkine, dans le prochain tome ?

– Vous savez que pour le public français il y a le problème insoluble de la traduction. Au fond, la transparence et le lyrisme de Pouchkine passent mal en français, sont un peu banalisés, ce qui fait que le public français n'a jamais vraiment compris pourquoi Pouchkine occupe une telle place dans la psyché russe. On a imaginé des groupement d'articles : un portrait, un article sur la poétique et un article sur la réception de l'écrivain. Evidemment, la réception de Pouchkine est un sujet capital : tout Russe se situe par rapport à Pouchkine. Lettré ou pas lettré. Cela vient de l'éducation de l'enfant russe. La figure de Pouchkine a énormément évolué ; il y a eu une sorte d'éclipse au moment des positivistes russes (Pissarev), de l'art pour l'art (avec le poète Fet), puis de l'art pour l'engagement politique complet (avec les populistes), qui ne laisse pas de place pour cette position harmonieuse et modérée de Pouchkine. Il sera redécouvert, en quelque sorte, par le symbolisme russe au début du XXe siècle, puis à l'époque soviétique, où on en a fait un symbole du décembrisme, de l'anti-absolutisme. Or c'est un authentique libéral, pétri de Benjamin Constant, mais un chantre autant de l'empire que de la liberté, comme a dit Guéorgui Fédotov.

» En 1937, on a fêté à grands sons de trompe le centième anniversaire de la mort de Pouchkine... L'émigration en faisait autant. Sa vraie fête à elle, son « jour de la culture russe », c'était le jour de la naissance de Pouchkine. Ce qui prouve à quel point le mot en Russie est plus important qu'ailleurs. On se réfère à lui, on s'accroche à lui, et lorsqu'on se demande ce qu'est la russité, on retombe obligatoirement sur lui. A lui tout seul, il remplace la culture de la vie quotidienne et presque la classe moyenne que la Russie n'a jamais eues. Tout cela, il va falloir essayer de le montrer dans ce tome et de montrer aussi la richesse de l'époque de Pouchkine. Ce qui est paradoxal en un sens, parce que ce despote de Nicolas Ier n'a pas étranglé la culture. Finalement, ce fut l'âge d'or.

– Pourquoi avoir commencé à l'envers par la période la plus récente ?

– On a commencé par les trois tomes du XXe siècle parce que c'était évidemment la période qui était la plus soumise au mensonge, à la censure soviétique, et parce que les manuels et ouvrages occidentaux, qu'ils le veuillent ou non, étaient sous l'influence de ce mensonge déconcertant. Prenez la notion de « littératures soviétiques », pour reprendre le nom d'une collection chez Gallimard, qui donnait un panorama extrêmement... déboîté, déhanché. D'un côté, on avait des dissidents, auxquels on s'intéressait l'espace d'une saison ; de l'autre, cette vision un peu utopique de la littérature soviétique, une littérature de l'amitié entre les peuples, de l'homme nouveau qui marche vers l'avenir. Il y avait aussi une littérature de l'émigration qui n'était pratiquement pas étudiée : par exemple, un livre de Gleb Struve, qui n'était pas traduit en français, et aussi l'ouvrage de Marc Slonim, l'un de ceux qui à la fois suivaient de très près la littérature soviétique et faisaient le lien avec la littérature de l'émigration. Au fond, c'est lui qui avait eu le premier cette idée d'une symbiose, à la fin des années 20, à Prague, en fondant sa revue, qui s'appelait *la Liberté russe (Volia Rossii)*. A la question : « Y a-t-il une ou deux littératures russes ? », sa réponse était qu'il n'y en avait qu'une et, pour lui, l'exemple vivant, c'était Marina Tsvetaïeva. Cette symbiose, on a vu qu'elle avait une coloration franchement tragique, comme l'a prouvé précisément le destin de Marina Tsvetaïeva.

» Malgré tout, l'unité organique de la littérature émigrée, constamment renouvelée par de nouveaux venus, et de la littérature de la métropole russe était largement méconnue. C'est une des nouveautés qu'on a voulu mettre en avant : montrer les passerelles et la richesse de la communication entre ces deux littératures malgré les apparences. Aujourd'hui évidemment, la littérature émigrée est complètement réintégrée en Russie ; mais il reste beaucoup de choses à rééditer, et cela se fait dans un chaos éditorial très grand : Merejkovski, par exemple, est revenu surabondamment, y compris ses textes les plus antisoviétiques ; Zinaïda Hippius aussi, mais avec moins de textes ; on a publié enfin en Russie *les Jours maudits* d'Ivan Bounine, qui avait déjà été réintégré depuis très longtemps dans le patrimoine. Staline avait essayé de le faire revenir après la victoire de 1945 ; Bounine avait hésité, finalement il était resté à Paris, et l'édition de son œuvre s'était faite peu après sa mort avec des choix assez importants. Bounine était devenu un « classique soviétique » en quelque sorte, mais évidemment il manquait tout un pan de son œuvre. Il y a aussi des poètes comme Poplavski qui sont maintenant mythiquement réintégrés dans la littérature russe.

– Goumilev...

– Goumilev, c'est un cas assez étrange en ce sens qu'on ne comprenait pas l'interdiction de son œuvre qui persistait sous le régime brejnévien alors que ce régime autoritaire adouci autorisait la publication de Marina Tsvetaïeva, par exemple. Emondée, mais autorisée. Mais Goumilev, ça résistait... Peut-être parce qu'on lui en voulait de l'avoir fusillé !

– Dans une dernière partie, vous mêlez les problèmes historico-culturels, qui semblent intrinsèquement imbriqués à l'évolution de la littérature.

– Le tome I se termine sur le mythe des révolutions – américaine et française, – leur retentissement sur la Russie, sur des hommes comme Raditchev ; un article sur la franc-maçonnerie, sur des hommes comme l'historien Karamzine (l'auteur de l'*Histoire de l'Etat russe*), qui est très étudié aujourd'hui et qui annonce Pouchkine. Celui-ci lui a d'ailleurs emprunté l'argument de *Boris Godounov*, cette idée d'un Macbeth russe qui va lui permettre de faire du Shakespeare russe. Avec Karamzine naît l'idée moderne de la Russie et d'un Etat russe. Il a été réédité sous la perestroïka. C'est tout à fait extraordinaire : ce texte, qui peut paraître vieilli, archaïque, la Russie actuelle en avait horriblement besoin puisqu'elle l'a réédité plusieurs fois, en revue même. Quel historien français du début du XIXe siècle pourrait aujourd'hui être édité en revue ?... Là, vous avez une soif extraordinaire de retrouver ce que nous sommes, nous les Russes. Karamzine est le premier qui réponde.

» La querelle entre les archaïstes et les novateurs, au début du XIXe siècle, est une querelle fondamentale sur l'identité : que sommes-nous ? C'est tout à fait étrange de voir combien ces querelles de langue sont fondamentales pour l'histoire de l'énergie russe depuis le XVIIIe siècle. C'est au XVIIIe siècle que naît la littérature moderne, c'est-à-dire sécularisée. Avant, elle est soit d'église, soit anticléricale avec des sortes de fabliaux.

» C'est Ilya Serman qui est l'architecte de ce tome intitulé *Des origines aux Lumières* ; c'est un spécialiste du XVIIe et du XVIIIe siècle, il était professeur à l'université de Leningrad en même temps qu'Efim Etkind. Ce qui est amusant, c'est que Serman, qui connaît très bien l'histoire de l'Eglise russe, a, dans ses articles, une tendance légèrement anticléricale.

» Pour l'historien de la Russie médiévale et de la culture russe, l'académicien Dimitri Likhatchev, l'ancrage est dans la littérature médiévale, et il démontre que c'est de là que vient la grande littérature russe, que vient Dostoïevski. Il y a une polémique interne, très enrichissante, qui est, au fond, toujours sur l'identité nationale : qui sommes-nous ? Au cœur de ce grand débat, vous avez évidemment l'histoire de la « vieille foi », le raskol. Pierre Pascal, dans son livre magnifique sur Avvakoum (1) et les débuts du raskol, avance dans la préface une thèse selon laquelle c'est un peu l'équivalent du jansénisme, voulant ainsi donner une sorte de primat moral à la vieille foi par rapport à l'orthodoxie nikonienne. Je ne suis pas sûr que Pascal ait raison.

– En quelle langue écrivait Avvakoum ?

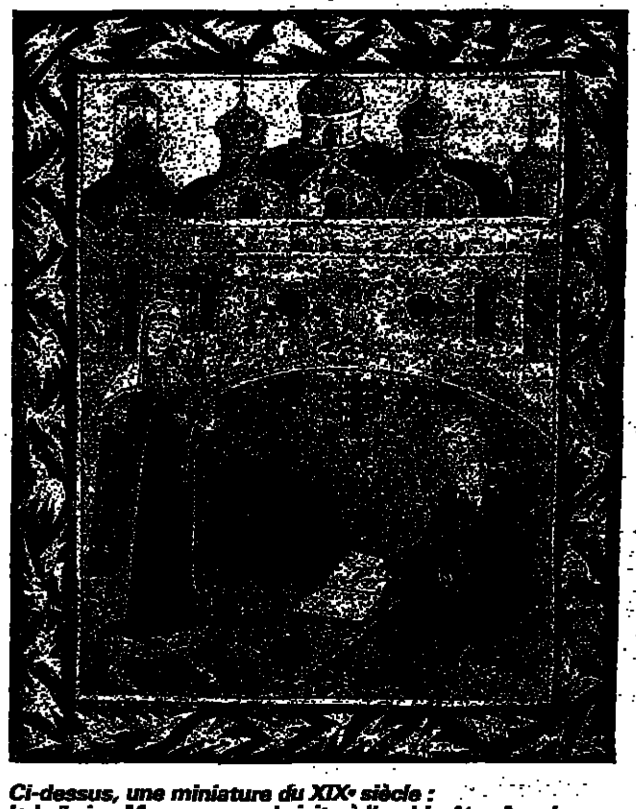
– Dans le tome que nous venons de publier, il y a un article passionnant de José Johanet sur la langue d'Avvakoum qui pose le problème des slavonismes et des russismes à l'intérieur de cette langue. André Siniavski a également écrit sur l'« *imagination cosmique* » d'Avvakoum (dans *Une voix dans le chœur*). Au fond, Avvakoum est le premier grand écrivain russe. Il termine le Moyen Age. Mme Ploukhanova, qui a écrit l'article, le montre bien : Avvakoum est de la race des prophètes, il voit son itinéraire comme une imitation du Christ, il en subit la Passion, mais en même temps il est le premier écrivain de la modernité. C'est-à-dire qu'il laisse aller son imagination alors que la littérature vous bride dans des stéréotypes. Avvakoum, dans sa prison de glace à Poustozersk, est en communion avec le cosmos entier. C'est l'imaginaire d'un prisonnier qui, dépassant les circonstances immédiates, est en relation avec le cosmique. Les textes d'Avvakoum sur la nature, sur la Sibérie, sur les lacs poissonneux, sur les oiseaux, c'est stupéfiant, tellement foisonnant de poésie. Et il y a son extraordinaire passion du martyre. Sublime...

» Ce raskol est également fondamental pour la psyché russe parce qu'il pose la question : qu'est-ce que la religion russe ? Est-ce la religion grecque ? Ou la religion grecque modernisée ? Les symbolistes (Alexandre Blok, André Biély) ont vu l'esprit national russe dans l'attitude des vieux-croyants. Pour eux, la vieille foi avait conservé quelque chose de fondamental, alors que la foi orthodoxe traditionnelle, même si elle peut nous paraître figée à nous, essayait de suivre son temps. On peut parler d'une modernisation de la Russie quand, avec l'introduction du grec et du latin à partir de 1632, elle a désormais accès à l'autre moitié de l'Europe, qu'elle ignorait et qu'elle détestait, puisque la latinité c'est l'ennemi.

– Est-ce que votre dernier volume dans l'ordre chronologique, Gels et dégels, écrit avant la chute du communisme, reste valable ?

– On envisage des suppléments sur ce qui s'est passé dans l'histoire de la littérature en Russie depuis la dernière parution, mais la conclusion du tome *Gels et dégels* me paraît toujours valable. On ne peut pas dire que, depuis deux ans, il y ait des renouvellements fondamentaux parce que, simplement, les Russes sont en train de digérer leur présent. Pour l'instant, il n'est pas sorti une grande œuvre qui exprime ce qui s'est passé. Tout ce qu'on peut dire, c'est que, pour l'instant, il n'y a pas eu de « regel » et que le titre reste valable. »

(1) L'archiprêtre Avvakoum (1620-1682) fut le premier chef du raskol des vieux-croyants, schismatiques de l'Eglise orthodoxe qui refusèrent les réformes liturgiques introduites par le patriarche Nikon. Banni en Sibérie, il a laissé une autobiographie qui est considérée comme un des premiers chefs-d'œuvre de la littérature russe.



SHCHEKOLDIN

Ci-dessus, une miniature du XIXe siècle : la boïarine Mozorova rend visite à l'archiprêtre Avvakoum dans sa prison.

Ci-contre, une Moscovite lit des vers lors d'un anniversaire de la naissance de Pouchkine.

Avec un excédent de 22,6 milliards de francs depuis le début de l'année

Dix ans après

Qu'il semble loin le temps où la France accumulait les déficits extérieurs. En juillet, nos ventes à l'étranger ont depassé de 6,2 milliards nos importations, portant à 22,6 milliards de francs l'excédent enregistré depuis le début de l'année. En 1992, les échanges extérieurs de la France seront excédentaires : cela ne s'était jamais vu depuis quatorze ans.

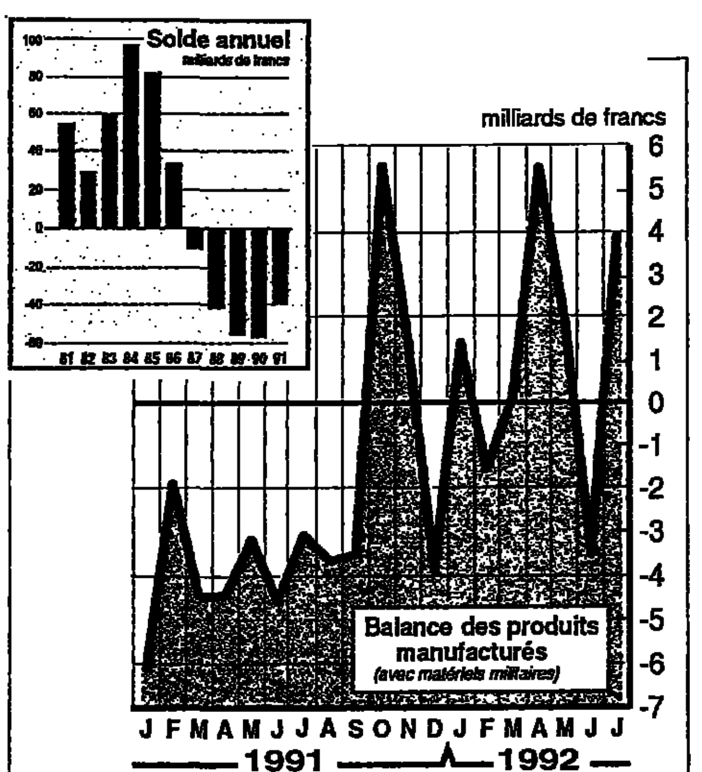
Critiqué pour une politique économique qui n'apporte aucune amélioration de l'emploi et n'assure que de faibles gains de pouvoir d'achat, culpabilisé par des taux d'intérêt qui découragent de nombreux investissements, le gouvernement essaie de se justifier aux yeux de l'opinion publique avec les bons chiffres du commerce extérieur. On le comprend : à quelques semaines d'un référendum extrêmement important pour l'avenir de la Communauté européenne, les motifs de satisfaction ne sont pas si nombreux.

On aurait tort pourtant de sous-estimer l'importance de ces bons résultats sous prétexte qu'ils sont utilisés par le gouvernement à des fins politiques. Il y a dix ans exactement, la gauche avait dû renoncer à son plan de relance parce que les échanges extérieurs se dégradaient de façon catastrophique. Ce qu'on appelait alors « contrainte extérieure » avait forcé les socialistes à tourner casaque et à réviser complètement leur stratégie économique. Le prix en avait été élevé : licenciements, blocages des salaires, restrictions budgétaires, impôts et cotisations supplémentaires. Les Français ont payé pendant des années en termes d'emploi et de niveau de vie l'oubli d'une vérité simple qu'un ancien socialiste – Pierre Mendès France lui-même – ne cessait de rappeler : aucun pays ne peut vivre durablement avec des comptes extérieurs déséquilibrés.

La compétitivité retrouvée de notre économie n'est donc pas un succès trop abstrait pour que l'on ne s'en réjouisse pas. Elle permet à nos exportations de progresser actuellement au rythme de 5 % l'an, ce qui n'est pas si mal dans une conjoncture mondiale maussade. Elle explique que notre industrie *automobile regagne des parts du* marché intérieur : sur les sept premiers mois de l'année, les immatriculations de voitures françaises ont progressé de 2,5 % contre un recul de 3 % pour les voitures étrangères. Reste une inquiétude majeure : le bon résultat du commerce extérieur de juillet s'explique aussi par la stagnation des achats à l'étranger. Ce qui n'est évidemment pas le signe d'une reprise économique en France...

ALAIN VERNHOLES

Redressement confirmé du commerce extérieur



Après avoir été largement excédentaire pendant des années, la balance des produits manufacturés s'est dégradée rapidement à partir de 1985. Ce retournement a eu pour origine la crise financière qui a touché, au début des années 80, de nombreux pays en voie de développement ou d'industrialisation. Avec la défection de ces clients traditionnels, la France a vu disparaître beaucoup des grands contrats qui permettraient le suréquilibre traditionnel de la balance des produits manufacturés. L'impossibilité pour de nombreux pays de rembourser leurs dettes publique et privée les a conduits à adopter des politiques d'austérité qui ont eu pour premier effet de freiner leurs importations. L'effondrement des prix du brut, fin 1985, a aggravé la situation en privant d'une partie de leurs revenus les pays producteurs de pétrole, les obligeant eux aussi à freiner leurs efforts d'équipement et donc leurs importations. Ces bouleversements ont beaucoup affecté la balance commerciale de la France, qui a dû réorienter une partie de ses échanges vers les pays industrialisés où la concurrence en termes de prix et de qualité est sévère. Cette « reconversion » commence à porter ses fruits.

Les conséquences des turbulences monétaires

La baisse du dollar n'affecterait que modérément l'économie allemande

Jugée exagérée et momentanée par la communauté financière allemande, la baisse du dollar par rapport au mark ne devrait pas affecter durablement l'économie allemande.

FRANCFORT

de notre correspondant

La baisse du dollar face au mark est « exagérée », a estimé M. Hans Tietmayer, vice-président de la Bundesbank. La majorité de la communauté financière allemande est de son avis. La chute du billet vert se poursuivra peut-être dans l'immédiat, avancent les analystes avec prudence, tant la nervosité est grande. Les plus téméraires évoquent une descente jusqu'à 1,3850 deutschemark ou 1,35 DM, niveaux qualifiés de « seuils de résistance ». Mais l'unanimité se retrouve pour dire que le dollar va remonter *« dans quelques mois »*.

Les résultats de l'élection américaine

A l'appui de leur hypothèse, les économistes ne retiennent guère les calculs élaborés selon la fameuse méthode de « parité de pouvoirs d'achat » qui compare des paniers de consommation dans les différents pays pour calculer un taux de change « réel » entre les monnaies. Ces calculs, contestables et contestés, évaluent néanmoins le dollar à 1,65 DM en général (certains vont jusqu'à 2,10 DM). Les cours actuels seraient, de ce point de vue, nettement au-dessous de la parité de pouvoir d'achat, et le dollar largement sous-évalué. Les économistes expliquent surtout que les causes de la chute actuelle de la monnaie américaine auront disparu.

La différence des taux d'intérêt entre l'Allemagne (le taux d'escompte atteint 8,75 %) et les Etats-Unis (l'escompte a été ramené à 3 %) qui fait préférer le mark au dollar, sera, sinon annulée, du moins amoindrie dès lors que l'inflation aura donné des signes de recul en Allemagne et que la Bundesbank pourra commencer à faire baisser le prix de l'argent. Cela pourrait arriver à la fin de l'année. L'incertitude qui pèse sur les résultats de l'élection américaine aura elle aussi été levée. Et une élection de M. Bill Clinton *« pourrait ne pas être mauvaise pour le dollar »*, comme l'explique M. Klaus Elsner, directeur des marchés de devises de la Deutsche Bank.

Les exportateurs inquiets

La Deutsche Bank prévoit, tout compte faits, un dollar à 1,50 DM l'an prochain en moyenne. Le billet vert pourrait amorcer sa remontée en début d'année et la poursuivre pour atteindre 1,60 ou 1,65 DM dans un an.

En attendant, l'économie allemande ne devrait être que faiblement affectée par la baisse « temporaire » du dollar. D'abord parce l'impact en est limité : les échanges avec les Etats-Unis ne représentent qu'environ 8 % des exportations du pays et 18 % si l'on prend en compte l'ensemble de la zone dollar. Ensuite et surtout, parce que l'effet négatif sur les exportations est contrebalancé par le coût allégé des approvisionnements payés en dollars comme le pétrole. Des importations moins chères forcent les entreprises à améliorer leur compétitivité et permettent de freiner l'inflation, problème numéro un de l'économie allemande.

Au total, les effets négatifs l'emportent toutefois, selon M. Rainer Veit, économiste à la DBR (Deutsche Bank Research). Le plus inquiétant, à ses yeux, est que la baisse du dollar entraîne celle d'autres monnaies comme la livre ou la lire contribuant à ralentir la reprise dans ces pays qui constituent, eux, de gros débouchés pour les exportateurs allemands. Si la chute du billet vert devait perdurer, *« les tendances récessionnistes déjà perceptibles actuellement en Allemagne seraient accentuées »*, craint M. Hans-Helmut Kotz, économiste en chef de la banque Deutsche Girozentrale.

La baisse du dollar touche, comme partout, les secteurs industriels de façon différenciée. Souffrent principalement, les exportateurs de la mécanique – une branche qui doit déjà faire face à une contraction de ses débouchés et à une concurrence étrangère (japonaise notamment) redoublée –, de l'automobile, de la métallurgie et, bien entendu, de l'aéronautique, les avions se facturant en dollars.

La baisse du billet vert ne devrait pas entraîner de réaction « structurelle » comme une accélération des investissements outre-Atlantique pour la raison qu'ils sont rendus moins coûteux. Contrairement aux entreprises françaises qui ont investi massivement en Amérique à la fin des années 80, lors de la précédente chute de la monnaie américaine, les firmes allemandes *« sont déjà très internationalisées »*, explique M. Rainer Veit. Surtout, les *« industriels raisonnent à plus long terme que les cambistes et ils savent que le dollar va remonter. Ce n'est donc pas déterminant »*.

La baisse du dollar ne devrait pas non plus avoir l'effet pervers, redouté par certains, de gonfler la masse monétaire allemande déjà excessive et de forcer la Bundesbank à resserrer encore sa politique monétaire. L'entrée dans ce cercle vicieux semble devoir être exclue par le fait que les placements en marks s'effectuent en général en bons du Trésor allemand qui, portant une échéance de dix ans, sont exclus des calculs de M3, critère principal surveillé par la Bundesbank.

ÉRIC LE BOUCHER

INDUSTRIE

Durant les trois prochaines années

Les industriels de l'armement prévoient la perte de 130 000 emplois directs et indirects en France

Durant les trois prochaines années, entre 1992 et 1994, soit la durée d'application de la loi de programmation militaire qui sera présentée à l'automne au Parlement, l'industrie française de défense pourrait perdre 50 000 emplois directs et 80 000 emplois indirects. Cette évaluation émane du Conseil des industries de défense (CIDEF), réunissant la quasi-*totalité des entreprises*, nationalisées ou privées, qui travaillent pour les armées françaises et l'exportation.

Le président du CIDEF, M. François Le Menestrel, indique dans le dernier numéro de *l'Armement*, revue officielle de la délégation générale pour l'armement, que son organisation a récemment averti le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, des risques graves de dégradation de l'emploi dans les industries de l'armement, en France, confrontées au défi soit de devoir *« tourner la page »*, soit d'imaginer leur évolution.

« Nos industries de défense, écrit notamment M. Le Menestrel, *occupent une place importante dans l'économie nationale »*, avec un chiffre d'affaires de 180 milliards de francs, des effectifs de l'ordre de 450 000 (répartis en 200 000 emplois directs et 250 000 indirects) et avec un solde positif (de plusieurs dizaines de milliards de francs) de leur balance des échanges extérieurs. *« Elles représentent l'un des pôles de dynamisme, de progrès technologique et d'équilibre commercial de l'économie française »*, ajoute M. Le Menestrel.

Vers une domination technologique du Japon

Selon son président, le CIDEF a récemment indiqué au ministre de la défense que, sur les trois années 1992 à 1994, il prévoit de perdre 50 000 emplois directs et 80 000 emplois indirects. Cette période correspond à la durée d'exécution de la programmation militaire que le gouvernement a approuvée en juillet dernier (*le Monde* du 3 juillet) et qu'il s'apprête à soumettre au Parlement à l'automne prochain. Outre une réduction de l'armée de terre, qui passera de 280 000 hommes en 1991 à 225 000 en 1997, ce projet de loi préscrit de limiter à 800 (au lieu de 1 200) le nombre des chars de bataille ; à 375 (au lieu de 450) celui des avions de combat, et à 105 (au lieu de 110) celui des navires de la marine.

M. Le Menestrel considère, d'autre part, qu'une *« hémorragie »* équivalente menace l'industrie de la défense en Europe. Actuellement, ce secteur occupe 1 500 000 personnes. *« Compte tenu des budgets actuels*, écrit le président du CIDEF, *l'industrie européenne de la défense en licenciera probablement le tiers dans les trois années à venir, c'est-à-dire un demi-million sous une forme ou une autre. »*

Dans son étude publiée par *l'Armement*, M. Le Menestrel cite le Japon et les Etats-Unis. Du premier de ces pays, il écrit que *« le budget militaire du Japon se hisse progressivement au deuxième rang du monde dit occidental »* et que, dans ces conditions, *« le Japon évolue sans éclats vers la domination par la technologie et les moyens de sécurité »*.

A propos des Etats-Unis, le président du CIDEF observe que ce pays, malgré la réduction de son budget militaire, continue de disposer de plusieurs avantages, notamment un marché national qui reste le premier dans le monde, un prestige incontesté à l'étranger depuis la guerre du Golfe, une avance technique *« considérable »* ou *« la promotion de ses exportations et la protection de son marché national par ses propres responsables politiques »*.

► *L'Armement*, numéro 33, juillet-août 1992 (24, avenue Prieur-de-la-Côte-d'Or, 94114 Arcueil Cedex). 65 francs.

Le yen en hausse et la demande intérieure en baisse

Le bénéfice annuel de Toyota chute de 39,7 %

Les prévisions des analystes ont été validées : Toyota, numéro un japonais de l'automobile, achève son exercice annuel 1991-1992 sur une baisse de 39,7 % de son bénéfice imposable, qui s'établit à 427,85 milliards de yens (16,3 milliards de francs). Selon les indications fournies mercredi 26 août par le groupe, le chiffre d'affaires a continué à progresser, gagnant 3,1 %, pour atteindre 10 163 milliards de yens (387,5 milliards de francs). En volume, les ventes du constructeur déclinent toutefois de près de 6,7 % (27 000 véhicules en moins), s'établissant à 4 511 800 véhicules contre 4 538 000 un an auparavant.

Comme ses concurrents Nissan, Honda et Mitsubishi, Toyota a souffert du net recul de la demande sur son marché intérieur. Les constructeurs japonais sont d'autant plus sensibles à la conjoncture nippone qu'ils continuent à réaliser une part importante de leur chiffre d'affaires sur leur propre territoire et qu'ils y dégagent l'essentiel de leurs marges. Le renchérissement du yen les a, d'autre part, handicapés sur les marchés extérieurs.

Commentant la situation, M. Tatsuro Toyota, le frère de l'actuel président, qui doit prendre les rênes du groupe à la fin du moins prochain, a qualifié de *« très difficile »* la situation du marché automobile. *« Nous pensons toucher le fond très bientôt et comptons sur une reprise des ventes au Japon vers les mois de novembre ou décembre »*, a-t-il ajouté. Les constructeurs automobiles misent sur les effets d'entraînement du plan de relance qui sera annoncé par le gouvernement nippon à la fin de cette semaine.

Pour défendre la couronne

Forte hausse des taux d'intérêt en Suède

STOKHOLM

de notre correspondante

Après une semaine de nervosité croissante sur le marché des changes qui a affecté la monnaie suédoise et une hémorragie de devises qui a vu fuir quelque 10 milliards de couronnes (9,3 milliards de francs), le gouverneur de la banque centrale, M. Bengt Dennis a annoncé mercredi 26 août une hausse importante des taux d'intérêt à court terme portés de 13 % à 16 %.

M. Dennis a déclaré que cette hausse ferait revenir les devises et calmerait les esprits en coupant court aux rumeurs de dévaluation : *« Il fallait défendre la couronne »*, a-t-il dit. Cette situation est, selon lui, la conséquence de plusieurs facteurs étrangers mais surtout domestiques, parmi lesquels l'inquiétude financière internationale née notamment du référendum français sur le traité de Maastricht et l'éventualité d'un réalignement imminent des cours des devises au sein du SME.

F. N.

□ **La Suisse s'allie à cinq pays de l'Est pour un siège au conseil du FMI.** – La Suisse a constitué avec cinq pays de l'ancien bloc de l'Est un groupe qui détient 2,8 % des droits de vote au sein du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Cette alliance avec l'Azerbaïdjan, le Kirghizstan, la Pologne, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan devrait permettre à la Suisse de siéger au conseil d'administration du FMI, dont elle est devenue membre le 29 avril. Cependant, selon le ministre des finances suisse, la décision finale reviendra aux Etats-Unis, qui disposent d'un droit de veto, lors des élections au conseil d'administration du FMI le 23 septembre.

AGRICULTURE

La réforme de la politique agricole commune

La FNSEA décide « de placer le gouvernement sous surveillance »

M. Luc Guyau, président de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), a présenté mercredi 26 août la stratégie syndicale de la principale organisation paysanne et a indiqué que *« les agriculteurs avaient décidé de placer le gouvernement sous surveillance au cours des prochaines semaines »*.

La « vigilance » de la FNSEA s'exercera à trois niveaux : à Bruxelles, car il faut veiller à *« réformer en continu la récente réforme de la politique agricole commune »* ; au niveau international, car les négociations multilatérales du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) *« peuvent être celles de tous les dangers »* ; au niveau national, la FNSEA veillera à une stricte application des mesures *« arrachées »* au gouvernement le 20 juillet.

M. Guyau a annoncé un plan d'action en quatre temps :

– du 31 août au 18 septembre se tiendront sept réunions interrégionales d'explication et de mobilisation ;

– des actions ponctuelles et des manifestations sont prévues, par exemple à l'occasion de visites de ministres en province, pour obtenir, ici, le paiement de la prime aux producteurs d'oléagineux et, là, la subvention pour le troupeau de vaches allaitantes ;

– une campagne d'explication auprès des parlementaires sera organisée, notamment pour obtenir le vote d'une loi sur les bio-carburants ;

– enfin, la FNSEA accentuera sa pression pour que soit amélioré le statut fiscal des entreprises agricoles et pour que soit développée une politique forestière.

Interrogé à propos de la campagne relative au référendum sur le traité de Maastricht, M. Guyau a déclaré que la FNSEA, *« fidèle à son habitude »*, ne donnerait pas de mot d'ordre pour le « oui » ou pour le « non ». *« Mais nous voulons une Europe forte, capable de résister aux pressions du GATT et des Etats-Unis et aussi une Europe plus démocratique. »* Le président de la FNSEA a aussi plaidé pour une Europe plus solidaire vis-à-vis notamment des pays de l'Est et de l'Afrique et a invité les paysans à ne pas lier seulement leur vote du 20 septembre à des contingences conjoncturelles, mais à le situer dans un débat sur l'avenir européen. Depuis trente ans, la politique agricole commune *« a connu globalement plus de hauts que de bas. Attention à ne pas cracher trop fort dans la soupe ! »*, a-t-il conclu.

Fr. Gr.

SOCIAL

□ **Nouvelles technologies et droit du travail.** – La revue *Droit social* publie cet été un numéro spécial sur le thème du « Droit du travail à l'épreuve des nouvelles technologies ». Ce numéro retrace les principales interventions du colloque organisé en mars par *Droit social*.

► *Droit social*, numéro spécial nº 6, juin 1992 (125 F). Editions techniques et économiques 3, rue Soufflot, 75006 Paris.

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

La formation d'un bloc commercial nord-américain

La candidature du Chili à l'ALENA est envisagée favorablement par les Etats-Unis

«Des négociations s'ouvriront sans doute avec le Chili dans les semaines ou les mois à venir, afin d'envisager son adhésion au traité de libre-échange nord-américain», a indiqué mercredi 26 août la représentante américaine pour le commerce, Mme Carla Hills, au cours d'une vidéoconférence.

L'accord de libre-échange nord-américain (ALENA), qui a obtenu le 12 août une signature de principe entre Etats-Unis, Mexique et Canada (*le Monde* du 14 août) prévoit l'élimination des barrières douanières entre ces trois partenaires commerciaux dans un délai maximal de dix à quinze ans. Selon Mme Hills, deux conditions seront posées à tout nouveau candidat à l'adhésion : *«Il devra satisfaire à des critères macroéconomiques, comme la maîtrise de la dette et de l'inflation, et être partisan du libre-échange.»*

«Le Chili répond presque à ces deux critères, et un accord pourrait être signé dans l'année à venir», a-t-elle poursuivi. Mme Hills a également insisté sur le fait que l'ALENA ne créera pas de *«forteresse Amérique»*, et n'entraînera la mise en place d'aucune barrière douanière aux frontières de la zone de libre-échange.

«Ce traité n'a pas été conclu en réaction à l'approfondissement de la construction européenne, que nous avons toujours encouragée. Il ne menace pas l'Europe, au contraire : les Européens auront des partenaires commerciaux plus dynamiques et plus compétitifs», a ajouté Mme Hills. Elle a enfin souhaité que cet accord stimule les discussions du GATT (accord sur les tarifs douaniers et le commerce) menées dans le cadre de l'Uruguay Round, dans l'impasse depuis plusieurs mois : *«Les Etats-Unis continuent d'espérer que ces négociations pourront aboutir. Pour que le GATT reste crédible, il faudrait vraiment maintenant que la France accepte de revoir sa position sur les aides à l'agriculture, et que l'Europe trouve une solution au problème des oléagineux.»*

P. K.

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

• **Commandes de biens durables : – 3,4 % en juillet.** – Les commandes de biens durables aux entreprises américaines ont baissé de 3,4 % en juillet par rapport au mois de juin, au cours duquel elles avaient augmenté de 2,7 %. Cette forte chute est due essentiellement à l'équipement militaire, dont les commandes ont baissé de 26,4 %, à l'aéronautique et au matériel lié aux transports.

□ **McDonnell Douglas veut vendre sa filiale de simulateurs de vols.** – Le constructeur aéronautique, McDonnell Douglas, a annoncé, mercredi 26 août, son intention de vendre sa filiale de simulation de vols par ordinateur, Visual Simulation System (VSS), dans le cadre de son plan de réorganisation. VSS est leader sur le marché des images conçues par ordinateur et utilisées pour les simulations de vols. – *(AFP.)*

PRESSE

Le syndrome Amaury

Suite de la première page

Le Livre CGT veut en effet lier «l'affaire Ayache» aux conditions d'impression négociées pour les quotidiens et laisse planer le doute sur ses intentions. Mardi 25 août, le numéro un de la centrale, M. Louis Viannet, a déclaré, lors de sa conférence de presse de rentrée, que la décision de M. Ayache *«est susceptible d'avoir des conséquences sur la presse parisienne, sur le nombre de titres, le nombre d'emplois dans l'imprimerie et parmi les journalistes»*.

Prélude à un affrontement de grande ampleur ou épisode mineur – un de plus – dans la longue série de conflits qui émaillent, depuis des décennies, les rapports du syndicat et des éditeurs parisiens? La particularité est ici que, depuis la Libération, l'organisation syndicale jouit de fait d'un monopole qui lui assure le contrôle de l'embauche et lui a permis d'obtenir des avantages sociaux considérables, négociés pour l'ensemble des imprimeries avec le Syndicat (patronal) de la presse parisienne (SPP).

Une profession blessée

Ainsi, le salaire brut annuel moyen, toutes catégories ouvrières confondues, au *Monde* est de 240 000 francs pour des semaines de travail de 35 heures et huit semaines de congés; les cadres techniques (catégorie qui correspond dans les autres industries au niveau agents de maîtrise) ont un salaire annuel brut moyen de 386 000 francs.

Mais cette profession – surnommée naguère «les aristocrates de la classe ouvrière» –, fière de ses acquis et de son savoir-faire de haut niveau, a subi de plein fouet, comme d'autres, la révolution technique. En l'espace de dix ans, les pratiques héritées cinq siècles auparavant de Gutenberg ont cédé la place à la photocomposition et à l'ordinateur. On ne manipule plus les barres et les lourds cylindres de plomb, ni les encriers des rotatives dans le bruit et l'agitation : on pianote à distance, derrière un mur de verre, sur des claviers, on est devant son écran de mise en page électronique... Toute une «culture», toute une façon de vivre, riche de coups de bourre, de coups de gueule et de solidarités, s'est effilochée, avec sa cohorte de nostalgiques et d'aigris.

Une profession entière, puissante et structurée, s'est retrouvée blessée. Et le syndicat – héritier des associations et mutuelles déjà présentes en 1789 et qui participa, en 1895, à la création de la CGT – est le dernier maillon qui rattache encore à l'ancien temps, le défenseur de la corporation.

A chaque étape de cette modernisation qu'il s'est efforcé de freiner, celui-ci a négocié, le dos au mur, des réductions d'effectifs. Loin de ce que permettent les nouvelles techniques, mais significatives : entre 1976 et 1992, le nombre des ouvriers dans les imprimeries de la presse quotidienne parisienne est passé de 4200 à 2600, le gros des départs ayant eu lieu entre 1976 et 1982, après un premier accord régional. L'accord-cadre signé au printemps avec l'appui du gouvernement *(le Monde* du 29 juin) prévoit une nouvelle réduction de 840 personnes d'ici à fin 1995.

Mais aujourd'hui, dans une conjoncture particulièrement délicate pour les éditeurs, le cumul d'effectifs encore élevés, d'une productivité plus faible que dans beaucoup de secteurs industriels et de salaires très forts rend ces imprimeries non compétitives face à leurs homologues de province, *a fortiori* des autres pays européens. Ainsi, les conditions faites à M. Alain Ayache dans les imprimeries parisiennes Offprint et IPSN pour l'édition de ses deux titres-vedettes correspondaient à 105 «services» (1); à la suite de son départ, l'imprimerie parisienne Riccobono lui a fait une proposition à 35 services... qui correspondait encore à un tarif supérieur de 30 % à celui de l'imprimerie Méaulle! On comprend que l'éditeur soit peu enclin à se rasseoir devant un tapis vert. D'autant qu'il paraît assuré de l'appui du gouvernement, qui a fait protéger le site de Bernay au nom de la liberté du travail.

Pas de «statut» des ouvriers du Livre

Le Comité intersyndical du Livre parisien, de son côté, estime que le transfert des titres Ayache vers la province vient s'ajouter aux départs prévus par l'accord-cadre, faussant, en quelque sorte, cette convention. Il tente de faire pression sur le SPP par ce biais. Les éditeurs de quotidiens et leur syndicat ne l'entendent pas de cette oreille, les termes de l'accord ne préjugeant pas d'une situation ainsi nouvellement créée pour un éditeur qui, de plus, n'est pas membre du SPP.

Mais, de fait, lorsqu'un éditeur de périodiques, franc-tireur au sein de la presse parisienne, engage ainsi le fer avec l'organisation syndicale, il déplace le problème social sur l'ensemble des éditeurs de quotidiens, dont certains, le groupe Hersant, *les Echos* et *le Monde*, sont propriétaires de leur imprimerie. Ceux-ci sont alors confrontés, bon gré mal gré, au règlement collectif du problème des sureffectifs.

Suivre l'exemple de M. Alain Ayache? Le syndrome Amaury frappe encore les esprits. Car si *le Parisien* a finalement pu continuer sa course sous la houlette de M. Philippe Amaury, la «grande grève» se solda pour le quotidien par une chute vertigineuse de sa diffusion : 750 000 exemplaires avant, 310 000 après et seulement 388 245 exemplaires de moyenne en 1991, quatorze ans après la fin du conflit.

L'une des forces du Livre est, en effet, qu'il trouve auprès du personnel des Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP), qui appartient aussi à la même branche de la CGT, un allié. La perspective d'une distribution perturbée dans les kiosques (2), alors que le portage à domicile est encore peu répandu, est l'un des éléments de l'équation. Pour «tenir» dans la conjoncture publicitaire actuelle, en attendant les effets des nouvelles réductions d'effectifs, plusieurs éditeurs de quotidiens – dont *le Monde* – ont été contraints d'augmenter récemment leur prix de vente.

Et, à la différence des dockers, auxquels ont souvent été comparés les ouvriers du Livre, le législateur ne peut rien imposer : la presse est libre de ses mouvements, les rapports sociaux n'y sont pas réglés par un «statut» (comme celui des dockers de 1947, qui vient d'être aboli), mais par l'exercice, bien que perverti par la situation de monopole, des relations contractuelles et des conventions collectives.

Mais aujourd'hui, chacun se bat pour sa survie. Les éditeurs ne peuvent se contenter d'attendre des jours meilleurs en s'enfonçant dans le rouge. Or les conditions actuelles (conjoncture économique, publicité, coûts de production) ne permettent pas le développement serein des entreprises et compromettent la création de nouveaux titres. Le Syndicat du Livre, qui ne bénéficie plus du même rapport de forces qu'en 1975 et souffre de profondes divisions internes, a beaucoup évolué et mis de l'eau dans son vin. La résurgence des pratiques anciennes montre pourtant les limites de cette évolution, pratiques sur lesquelles la justice va avoir à se prononcer après les plaintes de l'éditeur et des deux prestataires touchés.

Les deux protagonistes du conflit évoquent, comme toujours, la liberté de la presse. Pour l'ensemble des titres parisiens et leurs lecteurs, cette expression n'est pas à prendre à la légère.

YVES AGNÈS

(1) Un service est une tranche de six heures environ de travail d'un ouvrier.

(2) Distribution coûteuse elle aussi : les NMPP prélèvent, sur chaque exemplaire du *Monde* vendu, 42 % de son prix.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 27 août ↑

Reprise

La Bourse de Paris, comme les autres places européennes, a retrouvé ses esprits jeudi matin 27 août après la remontée du dollar et la vive hausse de la Bourse de Tokyo (+ 6 %) quelques heures auparavant. En hausse de 1,08 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait un gain de 1,56 % en début d'après-midi.

Mercredi en fin de séance le marché revenait à de meilleurs sentiments grâce notamment à des rachats de vendeurs à découvert. La publication du sondage d'opinion IPSOS-*Le Point* qui confirme la montée en puissance des partisans du «non» au traité de Maastricht (52 %) n'avait pas surpris outre mesure les opérateurs qui estiment à présent que le marché *«a intégré dans les cours le «non»»*. Des investisseurs jugent que celui-ci présente des opportunités d'achat dans des perspectives à long terme. Le MATIF semblait également mieux disposé en raison de la stabilisation du dollar. Le marché demeurait cependant calme. Les principales hausses étaient emmenées par Nordon, Métaleurop, Majorette et Hachette. En baisse figuraient la SFIM, les Galeries Lafayette et Eurafrance. Le groupe d'hôtellerie et de tourisme Accor a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 21,19 milliards de francs au premier semestre 1992, en hausse de 10,6 % sur celui du premier semestre 1991 (19,15 milliards), selon un avis paru jeudi au *Bulletin des annonces légales obligatoires* (BALO). Ces données incluent rétroactivement les activités de la Compagnie internationale des wagons-lits et du tourisme (CIWLT), rachetée en 1992 par Accor.

NEW-YORK, 26 août ↑

Redressement

Corrections techniques et léger redressement du dollar ont permis, mercredi 26 août, à la Bourse de New-York de s'améliorer quelque peu dans un marché très calme.

L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a terminé à 3 246,79, en hausse de 14,57 points (+ 0,45 %). L'activité a été très modérée avec quelque 172 millions de titres échangés dont 36 millions d'actions durant la dernière heure de la séance grâce à un mouvement d'achats sur programme informatique.

L'annonce d'une forte baisse des commandes de biens durables en juillet (-3,4 %), alors que les experts tablaient sur une stabilisation, avait été à l'origine de la baisse initiale de Wall Street, selon des analystes.

Sur le marché obligataire, le taux moyen sur le bon du Trésor à 30 ans, principale référence, a reculé à 7,43 % contre 7,47 % mardi soir.

VALEURS	Cours du 25 août	Cours du 26 août
Alcoa	64	64 1/2
ATT	42 1/2	42 1/2
Boeing	37 5/8	37
Chase Manhattan Bank	22 5/8	22 7/8
Du Pont de Nemours	50 1/8	50 3/8
Eastman Kodak	44 1/8	45
Exxon	63 3/4	64
Ford	40 1/8	40 1/2
General Electric	74	73 3/4
General Motors	33 3/4	34 1/8
Goodyear	63	62 1/2
IBM	87	86 3/4
ITT	64 3/4	65 5/8
Mobil Oil	64 5/8	65 1/8
Pfizer	80 1/2	80 7/8
Schlumberger	68 1/2	68 1/2
Texaco	65	66
UAL Corp. ex-Allegis	104 5/8	105 3/8
Union Carbide	12 7/8	13 1/2
United Tech.	54 5/8	54
Westinghouse	18 1/4	18 1/2
Xerox Corp.	74 1/4	74 7/8

LONDRES, 26 août ↑

Légère hausse

La première intervention de la Banque d'Angleterre pour soutenir une livre à la dérive face au mark a produit ses effets mercredi 26 août à la Bourse de Londres. La séance s'est achevée sur une note ferme dans un marché étroit.

Le marché a brièvement flanché après la publication d'un sondage IPSOS/Le Point prévoyant une majorité de «non» au référendum français sur Maastricht, mais il s'est rapidement rétabli en l'absence de réaction de la livre et grâce à la fermeté de Wall Street.

Après avoir perdu sept points, l'indice Footsie a clôturé en hausse de 4 points à 2.285. Mais l'indice FT-Ordinary de trente valeurs a perdu 4,8 points à 1.676,2.

Les fonds d'Etat ont cédé environ un tiers de point après une adjudication de 2.5 milliards de livres d'obligations.

TOKYO, 27 août ↑

Envolée spectaculaire

La Bourse de Tokyo a vécu jeudi 27 août l'une des plus fortes hausses de son histoire en progressant de 6,1 % à la veille de l'annonce par le gouvernement nippon d'un ambitieux plan de relance de l'activité économique.

L'indice Nikkei a bondi de plus de 1 000 yens (1 013,35) repassant ainsi, pour la première fois depuis le 15 juillet, la barre des 17 000 yens. Il a clôturé à 17 555 yens.

Le volume des transactions a bondi à 270 millions de titres jeudi matin, contre 160 millions mercredi matin et 326,8 millions pour l'ensemble de la journée de mercredi.

D'importants achats sur indices ont été à l'origine de la hausse des cours qui a été entretenue ensuite par le retour sur le marché d'investisseurs individuels qui s'étaient longtemps tenus à l'écart. La progression s'est étendue à l'ensemble des secteurs, quarante-trois valeurs seulement étant en baisse.

VALEURS	Cours du 26 août	Cours du 27 août
Ajinomoto	1 250	1 320
Bridgestone	1 140	1 130
Canon	1 280	1 330
Fuji Bank	1 650	1 700
Honda Motors	1 290	1 300
Matsushita Electric	1 210	1 210
Mitsubishi Heavy	545	578
Sony Corp.	4 010	4 280
Toyota Motors	1 450	1 450

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	4248	4295
Arnault Associés	181	....
B.A.C	23 70	...
Bque Vernes	675	665
Boiron (Ly)	456	457
Boisset (Lyon)	211	....
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	768	770
Calberson	257	257
Cardif	740	740
C.E.G.E.P.	153	157 50
C.F.P.I.	266 50	268 50
C.N.I.M.	1005	1010
Codetour	263	263
Conforama	1219	....
Creeks	91 80	96
Dauphin	280	...
Delmas	1010	1080
Demachy Worms Cie	349 90	..
Devanlay	1107	1119
Deville	156	....
Dolisos	112	112
Editions Belfond	170	....
Europ. Propulsion	168	....
Finacor	110	..
G.F.F. (group.fon.f.)	58	58 80
G.L.M.	350	350
Gravograph	150	150
Guintoli	760	....
I.C.C.	161	160 10
Idianova	89	89
Immob. Hôtelière	1000	1000
Interm. Computer	150	....
I.P.B.M.	52 70	52 80
Locamic	64	64
Matra Comm.	295 70	295 70
Molex	123	...
Publ.Filipacchi	435	425 10
Rhone-Alp.Ecu (Ly)	320	320
Select Invest (Ly)	84 40	87
Serbo	229	237
Sopra	290	290
TF1	455	456 70
Thermador H. (Ly)	326	....
Unilog	280	285
Viel et Cie	94	....
Y. St-Laurent Groupe	798	....

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 26 août 1992
Nombre de contrats estimés : 179 721

COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 92	Déc. 92	Mars 93
Dernier	104,62	105,04	105,24
Précédent	104,26	104,62	105,16

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 92	Déc. 92	Sept. 92	Déc. 92
105	0,05	1,54	0,78	

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 20 256

COURS	Août 92	Septembre 92	Octobre 92
Dernier	1 670	1 684	1 710
Précédent	1 664	1 679	1 730

CHANGES

Dollar : 4,82 F ↑

Le dollar se reprenait légèrement dans un marché toujours nerveux, mercredi 27 août. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 4,82 francs contre 4,7950 francs la veille au cours indicatif de la Banque de France.

FRANCFORT	26 août	27 août
Dollar (en DM)	1,4040	1,4147

TOKYO	26 août	27 août
Dollar (en yens)	124,95	124,95

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (27 août) .... 10 - 10 1/8 %
New-York (26 août) .... 3 5/16 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 31-12-91)*

	25 août	26 août
Valeurs françaises	97	97,30
Valeurs étrangères	85,80	85,80

(SBF, base 100 : 31-12-81)

	25 août	26 août
Indice général CAC	469,55	484,90

(SBF, base 1000 : 31-12-87)

	25 août	26 août
Indice CAC 40	1 667,72	1 667,90

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	25 août	26 août
Industrielles	3 232,22	3 246,79

LONDRES *(Indice «Financial Times»)*

	25 août	26 août
100 valeurs	2 280,80	2 285
30 valeurs	1 681	1 676,20
Mines d'or	80,30	78,70
Fonds d'Etat	87,56	87,25

FRANCFORT

	25 août	26 août
Dax	1 468,91	1 473,28

TOKYO

	26 août	27 août
Nikkei Dow Jones	16 541,65	
Indice général	1 277,38	

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

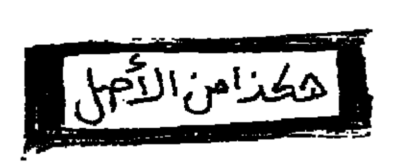
	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	4,8140	4,8160	4,8997	4,9047
Yen (100)	3,8503	3,8535	3,9154	3,9214
Ecu	6,8850	6,8904	6,8711	6,8818
Deutschemark	3,4043	3,4082	3,4094	3,4159
Franc suisse	3,8016	3,8063	3,8245	3,8325
Lire italienne (1000)	4,4586	4,4647	4,3954	4,4060
Livre sterling	9,5295	9,5343	9,5257	9,5430
Peseta (100)	5,2379	5,2430	5,2098	5,2103

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	3 1/4	3 3/8	3 3/8	3 1/2	3 7/16	3 9/16
Yen (100)	3 7/8	4	3 13/16	3 15/16	3 11/16	3 13/16
Ecu	11 1/8	11 1/4	11 3/16	11 5/16	11 3/16	11 5/16
Deutschemark	9 5/8	9 3/4	9 3/4	9 7/8	9 3/4	9 7/8
Franc suisse	7 7/8	8	7 15/16	8 1/16	7 15/16	8 1/16
Lire italienne (1000)	15 3/8	15 5/8	15 1/2	15 3/4	15 1/2	15 3/4
Livre sterling	10 1/4	10 3/8	10 1/2	10 5/8	10 1/2	10 5/8
Peseta (100)	13 1/16	13 5/16	13 1/4	13 1/2	13 7/16	13 11/16
Franc français	10 3/16	10 5/16	10 3/8	10 1/2	10 7/16	10 9/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

□ **Philips envisage de vendre ses activités d'appareils de mesure à John Fluke.** – Philips envisage de céder la plus grande partie de ses activités dans le domaine des appareils de test et de mesure à son partenaire américain depuis cinq ans, John Fluke, indique un communiqué publié par le groupe électronique néerlandais mercredi 26 août à Eindhoven (Pays-Bas). Fluke est actif dans le domaine d'appareils de tests électroniques et emploie mondialement 2 200 personnes. Installée à Everett (Etat de Washington), cette société réalise un chiffre d'affaires annuel d'environ 240 millions de dollars (1,2 milliard de francs environ). La reprise des activités Philips lui apporterait un volume d'affaires supplémentaire de 125 millions de dollars.



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 27 AOUT

Cours relevés à 13 h 30

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
4740	C.N.E 3%	4730	4740	4740	+ 0 21
830	B.N.P. T.P.	832	830	830	- 0 24
905	Cr.Lyon. T.P.	890	820	890	....
1592	Renault T.P.	1575	1540	1638	+ 4 00
1800	Rhone Poul. T.P.	1590	....	....	....
1028	Saint Gobain T.P.	1012	1020	1020	+ 0 79
795	Thomson T.P.	800	....	...	....
600	ACCOR	559	566	567	+ 1 43
770	Air Liquide	759	780	768	+ 1 19
620	Alcatel-Alsthom	603	608	608	+ 0 83
1530	Alx.Superm.	1680	1680	1660	- 1 19
260	A.L.S.P.I.	248	250 10	258	+ 4 03
380	AGF Sté Centrale	376	375 40	375 60	- 0 11
132	Avenir H. Média	118	119	120 10	+ 1 78
755	Axa (ex Cie Midi)	697	702	720	+ 3 30
140	Bail.	134	134	134	....
97	Bail-Equipem.	97	95	95	- 2 06
690	Bail Investiss.	631	640	660	+ 4 60
305	Bancaire	283 70	294	300 90	+ 6 06
740	Bazar H.-V.	681	720	720	+ 5 73
1200	Berger (M)	1200	1171	1171	- 2 42
400	Bertrand Faure	398	400	400	+ 0 50
775	Bic	750	745	750	...
1030	B.I.P.	1020	1030	1020	....
190	BIS	189 50	190	189	- 0 26
330	B.M.P (Ci)	316 50	320	319	+ 0 79
685	Bolloré Tech.	675	665	675	....
3000	Bongrain	3040	3000	3040	....
540	Bon-Marché	510	518	527	+ 3 33
525	Bouygues	495 40	505	505	+ 1 94
88	BP France	83	82 10	83	....
960	B.S.N.	937	940	944	+ 0 75
1210	Canal Plus	1182	1179	1186	+ 0 34
190	Cap Gem.S.	194 90	194 90	195	+ 0 05
2450	Carrefour	2360	2375	2392	+ 1 36
139	Casino	132 20	135 10	137 70	+ 4 16
89	Casino ADP	89	87	89	....
435	Castorama D.L.	404 30	411	423	+ 4 63
165	C.C.F.	162	165	165 10	+ 1 91
35	CCMC Ly.	35 20	....	....	....
376	C.D.M.E.	376 50	374 50	374 50	- 0 53
142	C.E.G.I.D.	139	140	140	+ 0 72
73	Cerneat (Ny)	70	73	72	+ 2 86
366	C.E.P. Comm.	360	361	365	+ 1 39
96	Cerus	95	97 90	97	+ 2 11
705	Cetelem	705	710	710	+ 0 71
220	CF Int.	216	215	216	....
265	CGI Info.	250	250 10	250	....
945	C.G.I.P.	936	948	949	+ 1 39
600	CGP	630	630	630	....
1100	Chargeurs S.A.	1071	1072	1086	+ 1 40
290	Christian Dior	285	275	293	+ 2 81
670	C.I.C.A (M)	565	....	....	....
330	Ciments franc.	329	329	321	- 2 43
640	Clarins	611	620	629	+ 2 95
440	Club Méditer.	429	430	431 50	+ 0 58
179	CMB Packa.	170 90	172	172	+ 0 64
775	Colas	770	746	772	+ 0 26
199	Cpt. Entrep.	185	177 50	185	....
1110	Compt Mod.	1080	1051	1080	- 1 85
226	CPR (Paris Réé.)	226 90	226 10	226 20	- 0 31
760	Créd. Foncier	735	750	750	+ 2 04
260	Crédit Loc France	257	258	258 20	+ 0 47
505	Cr Lyon.(Ci)	500	500	488	- 2 40
835	Crédit Nat.	822	833	834	+ 1 46
350	CSEE	323 90	322 40	322 40	- 0 46
3200	Damart	3200	3165	3165	- 1 09
350	Dassault Aviation	351	359	352	+ 0 28
163	Dassault Electr.	165	165	164	- 0 61
1760	De Dietrich	1700	1720	1676	- 1 41
61	Dév.R.d.C.(L)	61	62 95	64	+ 4 92
100	Dév.R.Sud-Est	95	95	95	....
320	D.M.C.	293 50	305	303	+ 3 24
400	Docks France	399 50	400	395	- 1 13
186	Dynaction	183	185	180	- 1 64
2140	Eaux (Gle)	2071	2099	2108	+ 1 79
840	E.B.F.	828	820	820	- 0 87
395	Ecco	386	385	385	- 0 26
310	Elf Aquitaine	307 30	312	316	+ 2 83
1000	ElfSanofi/ExSanofi	1000	1007	1000	...
220	Esp-Bil (Certif.)	215 50	215 50	215 50	....
580	Eridania-Beghin	612	612	616	+ 0 65
380	Essilor	387	390	394	+ 1 81
178	Essil.Int.(DP)	178	178	180	+ 1 12
780	Euro.	757	783	765	+ 1 06
1210	Eurafrance	1166	1151	1120	- 3 86
540	Eurocom	553	553	557	+ 0 72
70	Eurodisneyland	70 60	72	72 80	+ 3 12
925	Europe 1	882	870	870	- 1 36
35	Eurotunnel	34 60	35 25	35 70	+ 3 18
1450	Exor	1485	1450	1450	- 2 36
98	Finextel	97 10	97 30	96	- 1 13
315	Fives Lille	300	300	310	+ 3 33
3200	Fromager. Bel.	3210	3116	3200	- 0 31
2040	Gal.Lafayette	2044	1963	1910	- 6 56
335	G.A.N.	332 90	335	333	+ 0 03
495	Gascogne (B)	480	480	480	....
1190	Gaz et Eaux	1201	1229	1229	+ 2 33
685	Géophysique	672	672	671	- 0 15
670	Groupe André SA	684	680	680	- 0 58
510	Groupe Cité	495	498	505	+ 2 02
380	GTM-Entrep.	363	365	353	- 2 75
1610	Guyenne-Gas.	1570	1570	1550	- 1 27
112	Hachette	107 30	110	110 60	+ 3 08
480	Havas	459 40	460 10	464	+ 1 00
285	Idia	272 50	274	274	+ 0 55
320	Imétal	308	308	302	- 1 95
105	Immob. Phénix	107	108	107 90	+ 0 84
89	Ingénico	86	84	86	....
7000	Inst. Mérieux	7000	7000	7010	+ 0 14
385	Interbail	384	380	383	- 0 26
680	Intertechnique	650	643	645	- 0 77
820	J. Lefebvre	834	791	802	- 3 84
460	Klépierre	460	475	475	+ 3 26
730	Labinal	692	665	692	....
300	Lafarge	272 50	275	277 80	+ 1 94
280	Lebon	275	280	280	+ 1 82
4300	Legrand	4325	4250	4223	- 2 36
2250	Legrand (DP)	2180	2195	2195	+ 0 69
305	Legris Industries	284	290	286 20	+ 0 77
635	Locindus	639	639	639	
3670	L.V.M.H.	3546	3630	3684	+ 3 33
510	Lyon.Eaux/Dumez	502	503	512	+ 1 99
58	Majorette Ly	59 95	61	60	+ 1 00
270	Mar. Wendel	258	252	254	- 1 55
181	Matra	177 70	175 50	177	- 0 39
444	Merlin-Gerin	450	441	450	..
65	Metaleurop	60 50	62	64 30	+ 6 28
27	Métrologie In.	28 50	29	28 30	- 0 70
192	Michelin	178 50	182	183 50	+ 2 80
156	Min. Salog (Ny)	156 10			
95	MMB	91 50	93	94 90	+ 3 72
120	Moulinex	119	120	119 50	+ 0 42
845	Navig. Mixte	765	775	775	+ 1 31
117	Nord-Est	115	113 50	113 60	- 1 22
210	Nordon (Ny)	207	225	225	+ 8 70
85	Olipar	82	83 50	84	+ 2 44
935	Oréal	923	928	928	+ 0 54
305	Paribas	290	296	290	
160	Pechiney Int.	160 70	154	155	+ 2 85
270	Pechiney (CIP)	261 50	264 10	261	- 0 19
405	Pernod Ricard	393	396 20	395 70	+ 0 69
605	Peugeot	575	580	584	+ 1 57
350	Pinault	340	335	339	- 0 29
755	Plasto-Omn.	765	765	765	..
795	Primagaz	785	790	790	+ 0 64
690	Printemps	691	687	694	+ 0 43
605	Promodès	603	600	603	
400	Radiotechn.	399 40	400	400	+ 0 15
5730	Redoute (La)	5620	5720	5720	+ 1 78
164	Rémy Cointreau	155	155	154 70	- 0 19
525	R. Poulenc CIP	558	567	568	+ 1 79
56	Rochefort(Ly)	51 20	51 50	51 50	+ 0 59
405	Roussel Uclaf	386	388	389 90	+ 1 01
2800	R. Impd.Ly *	2817	2760	2760	- 2 02
156	Sade (Ny)	150	150	148	- 1 33
1980	Sagem	2005	1980	2000	- 0 25
520	Saint Gobain	502	506	506	+ 0 80
1140	Saint Louis	1127	1150	1157	+ 2 66
1390	Salomon Ly.	1289	1288	1288	- 0 08
295	Salvepar (Ny)	309	305	310	+ 0 32
1100	S.A.T.	1350	1370	1400	+ 3 70
220	Saul. Chât.	208 90	210 10	210 10	+ 0 57
880	Sarpoquet (Ny)	995	..	....	
555	Schneider	553	555	557	+ 0 72
14	SCOA	13 95	13 85	13 80	- 1 08
325	Scor s.a.	330	335	336	+ 1 82
420	S.E.B.	407	411	409	+ 0 49
380	Sefimeg	383	382	381	- 0 52
115	Selectibanque	115	114 10	114 10	- 0 78
152	Sextant A.	158 50	161	161	+ 1 58
675	S.F.I.M.	719	776	719	
185	S.G.E.	180	179	180	...
370	Simco	389	388	378	- 2 83
820	Sk. Rossignol	590	585	585	- 0 85
430	Signes	439	436	430	- 2 05
475	Société Géné.	463 50	461	476	+ 1 38
46	Sodecco(S)	45	45	45	- 2 17
98	Sodero (Ns)	95	98	96	
1020	Sodexho	991	1000	993	+ 0 20
69	Sogeral(Ny)	66 10	66 10	65 70	- 0 61
360	Sogerap	336	340	344	+ 2 38
1270	Som-Allib	1255	1255	1255	..
370	SOPHIA	375	371	375	..
700	Sovac	732	725	739	+ 0 96
266	SPEP	255	260	259 90	+ 1 92
275	Spie-Batignol.	274 50	270	270 10	- 1 60
685	Strafor Facom	682	682	688	+ 0 88
230	Suez	224	229 90	229 10	+ 2 28
1020	Synthélabo	999	1012	987	- 1 20
122	Thomson CSF	119 70	124 90	125 50	+ 4 85
205	Total	207 20	210	209 30	+ 1 01
148	- (certif)	152	153	156	+ 2 63
174	Trefilor Fin.	175	179	179	+ 2 29
370	U.A.P.	344	345	351 30	+ 2 12
225	U.F.B Locab.	225	206	210	+ 2 44
215	U.G.C DA (Rotch)	210	210	210	...
490	U.I.C.	482	486	488	+ 1 24
395	U.I.F.	395	356	395 50	+ 0 13
730	U.I.S.	725	725	725	....
380	Unibail	375	380	380	+ 1 33
700	Valeo	687	692	699	+ 1 75
135	Vallourec	142 50	144 50	141 50	- 0 70
210	Via Banque	212	210	212	...
240	Worms et Cie	225	225	228	+ 1 33
1150	Zodiac	1102	1110	1102	...
950	Elf Gabon	940	940	955	+ 1 60
88	Amax	87 40	87	87 20	- 0 23
138	Amer. Barrick	139 60	141 30	140	+ 0 29
101	Amer Express	100 50	101 20	102	+ 1 49
205	A.T.T.	205	205 40	205 40	+ 0 20
129	Anglo Amer C.	120	120	127	+ 5 83
240	Amgold	236 10	234	234	- 0 89
180	Banco Santander	185	190	185	. .
740	B.A.S.F.	700	718	718	+ 2 57
890	Bayer	875	883	899	+ 2 74
46	Beecham Plc	46	44 15	44 15	- 4 02
27	Boffelsfont.	25	25 50	26	....
116	Chase Manh.	109	109 70	109 70	+ 0 64
2080	Daimler Benz	2000	2067	2100	+ 5 00
72	De Beers	67 60	68 80	70 50	+ 4 29
2080	Deutsche Bank	2050	2059	2070	+ 0 98
1080	Dresdner Bank	1070	1089	1100	+ 2 80
48	Driefontein	46	48	46 50	+ 1 04
245	Du Pont-Nem.	244 40	246 30	246 30	+ 0 78
210	Eastman Kodak	210	219 60	220	+ 4 76
10 50	East Rand	10 20	10 70	10 60	+ 2 94
30	Echo Bay	29	29 60	29 60	+ 2 07
183	Electrolux	172	...	....	....
106	Ericsson	104	110	112	+ 7 69
310	Exxon Corp	305 10	311 30	312 80	+ 2 52
199	Ford Motor	190 10	.	..	...
34	Freegold	34	34 30	34 30	+ 2 65
14	Gencor	13 65	13 50	14	+ 1 08
365	Gén. Elect	358 40	355 70	358 10	- 0 03
173	Gén. Motors	165 10	167 40	167 30	+ 1 33
320	Gén. Belgique	310 30			
40	Gd Métropol	37 55	38 10	38	+ 1 20
50	Guinness	49 85	50	49 70	- 0 30
18 50	Hanson PLC	18	18 20	18 20	+ 1 11
18 50	Harmony Gold	18 20	18	18 40	+ 1 10
275	Hewlett Packard	275	274	279 50	+ 1 64
31	Hitachi	30 20	31 60	31 50	+ 4 30
795	Hoechst	780	785	800	+ 2 56
60	Homestak.	60 80	61 20	61 15	+ 0 58
105	I.C.I.	104 50	104	104 90	+ 0 38
420	I.B.M.	422 10	423 10	423 60	+ 0 35
325	I.T.T.	312 40	318 10	321 50	+ 2 91
152	Ito Yokado	141	149 90	153	+ 8 51
48	Matsushita	46 05	47 10	46 60	+ 1 19
3 55	Maxwell	3 55			
206	Mc Donald's	203	205 90	205 20	+ 1 59
245	Merck	248 70	246 80	248 50	- 0 08
480	Minnesota M	458	481 30	481 30	+ 5 09
35	Mitsubishi	35	37 30	37 30	+ 6 57
320	Mobil corp.	310			
285	Morgan J.P.	284 10	284	284	- 0 04
34700	Nestlé	34270	34400	34590	+ 0 93
108	Norsk Hydro	108	105	116	+ 7 41
80	OFSIL	76 60			
1540	Petrofina	1485	1478	1439	- 3 10
385	Philip Morris	384	390 50	391 40	+ 1 93
70	Philips	73	74 30	73 10	+ 0 14
50	Placer Dome	49 30	49 65	50	+ 1 42
235	Procter Gamble	228	229 30	231	+ 1 32
155	Quilmès	151	155	155	+ 2 65
18 50	Randfontein	15 60	15 35	15 90	+ 1 92
250	Rhone Poul. Rorer	247 80	251 40	254	+ 2 50
430	Royal Dutch	429 10	435	437	+ 1 84
49	R.T.Z.	47 40	48	48	+ 1 27
13	Saat.& Saatchi	12 85	12 90	13	+ 1 17
25	St Helena	25 50	25 50	25 50	
325	Schlumberger	324 20	331 10	331 10	+ 2 13
44	Shell transp.	44 90	43 40	43 40	- 3 34
2000	Siemens	1975	2001	2015	+ 2 02
155	Sony	154	163 60	164 50	+ 6 82
67	Sumitomo Bank	65	67 50	68 80	+ 5 85
135	T.D.K.	133 30	135 90	137	+ 2 78
54	Telefonica	52	52 15	52 15	+ 0 29
25	Toshiba	23 75	24 80	24 80	+ 4 42
545	Unilever	535	537	541	+ 1 12
265	Univ. Techn.	260	263 90	262 20	+ 0 85
191	Vaal Reefs	186 30	182 60	185	- 0 70
1090	Volkswagen	1054	1086	1084	+ 2 85
255	Volvo	235			
85	West Deep	82	83	84 90	+ 3 54
360	Xerox Corp.	357 60	361 80	361 80	+ 1 17
98	Yamanouchi	95 50	98 40	99 90	+ 4 61
4 41	Zambia Cop.	4 32	4 34	4 40	+ 1 85

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 9,8%78	100 25	0 88
10,80% 79/94	100 50	10 56
Emp.Etat 13,4%83	103 50	9 15
Emp.Etat 12,2% 84	100 30	10 80
10,26% mars 86	101 60	4 72
OAT 10% 5/2000	104 80	2 52
OAT 9,9% 12/1997	101 40	8 97
OAT 9,8% 1/1996	100 35	5 62
PTT 11,2% 85	103 25	7 60
CFF 10,30% 88	101	5 57
CFF 10,25% nov 90	104 10	4 63
CNA 10 % 1979	99 25	4 67
CNB Bques 5000F	98 10	1 33
CNB Paribas 5000F	....	1 33
CNB Suez 5000F	97 55	1 33
CNI 1/82 5000F	98 10	1 33
CNT 9 % 86	....	3 15
CRH 10,90% déc.85	103 50	6 46
CHARB FCE 3% 100	153	....
CNCA	1040	....
Cerus	....	....
Alcatel 6 % janv. 89	603	....
Ly. Eaux cv 6,5%	769	....
Thoms. cv 9,2% 88	763	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (ex fin.)	632	632
Applications Hydr.	1530	....
Arbel	446	....
Bains C.Monaco	906	920
B.Hypoth.Europ.	357 80	....
B.N.P. Intercont.	350	350
Beghin-Say (C I)	463	460
Bénédictine	2320	....
Bidermann Internat.	490	....
Blanzy Ouest	1401	....
B.T.P.	57	57
Cambodge	1075	1095
Carbone Lorraine	371	379
Case Poclain	4 25	4 50
C.B.C.	281	282
C.E.G.F (Frigor.)	690	699
Centenaire Blanzy	342 90	342 90
Cerabati	42	....
Champex Ny	51	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
CIC (CIP)	161	163
C.I.M.	810	....
C.I.T.R.A.M. (B)	2310	....
Comiphos	441	486 50
Cie Industrielle	3161	....
Cpt Lyon Alemand	323	322 80
Concorde	545	576
Constr.Méc.Prov.	16 30	16 50
Crédit Gén.Ind.	124 60	....
Cr Universel (Cie)	430	430
Darblay	535	....
Degremont	1750	1735
Delmas Vieljeux	2435	2435
Didot Bottin	540	540
Eaux Bassin Vichy	3055	3052
Ecia	340	338 20
Ent.Mag. Paris	4200	....
Erax	1690	1710
Finalens	300	...
F.I.P.P.	70	...
F.N.A.C.	1776	....
Foncière (Cie)	450	450
Fonc.Lyonnaise	589	590
Foncina	335	...
Fougerolle	789	....
France I.A.R.D.	450	470
France SA (La)	1630	1605
From. Paul-Renard	2050	....
Gaumont	460	441
Genefim	262	264
Gévelot	480	....
G.F.C.	297	296
Groupe Victoire	898	....
G.T.I (Transport)	198	....
Immobail	305	312 50
Immobanque	575	585
Im.Marseillaise	4600	....
Immofice	366	366 10
Invest.(Sté Cle)	3202	3202
Lambert Frères	295	295
Lille Bonnières	900	899
Localfinancière	516	....
Louis Vuitton	633	633
Louvre	2250	2246
Lucia	515	....
Machines Bull	26	27
Mag.Uniprix	200	....
Magnant	540	540
Métal Déployé	400	....
Mors	81	....
Navigation (Nle)	190	189
Oparg	269	280
Ortél (C)	493 90	485
Origny-Desvroise	664	640
Palais Nouveauté	1250	1252
Paluel Marmont	600	....
Parfinance	154	....
Paris France	197	197

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Paris Orléans	208	200
Parthena Invest.	275 10	275 30
Pathé Cinéma	549	....
Piper Heidsieck	1055	....
Porcher	480	480
Promodès (Ci)	380	....
Publicis	710	700
Rochefortaise	110 50	....
Rosario	146	145 90
Rougier	231	231 50
S.A.C.E.R.	435	435
S.A.F.A.A.	211	...
S.A.F.I.C Alcan	183 50	....
Saga	395	396
Sant Dominique (F.)	105	104 90
Salins du Midi	555	555
Savoisienne M.	156	...
S.C.A.C.	715	....
Senelle	420	416
S.Etud.Part. (M)	115	....
Silic	545	546
Sinvim	103	101
S.I.P.H.	125	...
S.M.C.I.	100	...
Sofal	608	608
Soffo	240	....
Soficel	1000	....
Sofitam (ex Savam)	88	..
Sofragi	2216	...
Soudure Autogène	722	722
Sovabail	330	..
Speri	518	518
Taittinger	2090	2090
Tissus-Asquins	221	...
Tour Eiffel	210	210
Ufiner	1100	..
Vicat	480	485
Vinipex	1500	1500
Virax	125	130
Maroc Sté Brasserie	300	..

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	530	...
Akzo Nv Sco	432 50	....
Alcan Aluminium	91	...
American Brands	236	...
Arbed	570	...
Asturienne Mines	95 05	...
Banco Popular Espa.	488	.
B.Reglements Int.	22400	22450
Can.Pacifique	61	64
Chrysler Corp.	106	...
C.I.R.	6 50	..
Commerzbank	801	...
Dow Chemical	259 30	259 10
Fiat	20	...
GBL (Brux Lamb.)	444	445
Gevaert	940	..
Glaxo Holdings Ltd	67	67
Goodyear Tire	319	.
Grace and Co (WR)	171	....
Honeywell Inc. Inc	356	.
Johannesburg	69 10	..
Koninklijke Pakhoed	132 30	
Kubota	17 85	...
Midland Bank	37 10	..
Noranda Mines	82	..
Olivetti priv.	8 10	..
Pfizer Inc	385	385 10
Ricoh	21 70	22 75
Robeco	259 90	264 40
Rodamco NV	128 10	128 50
Rolinco	263 40	267 10
Sapem	5 25	..
Sema Group	25 10	..
SKF Aktiebolaget	78	77 50
Tenneco Inc	179 40	..
Thorn Electrical	80 10	..
Toray Ind.	21	...
West Rand Cons.	6	5 90

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	284	.
Calciphos	90	..
C G H Cogenhor	3 98	..
Coparex	615	...
Drouot Assurances	339	....
Electro-Banque	311	311
Europ. Accum.	77 50	77 50
Europ Soufres Ind.	12 85	..
Gachot S.A.	40	40 10
Guy Degrenne	400	400 10
Lecteurs du Monde	156	..
Nicolas	1110	....
Parocp. Percer	350	...
Quadrant	40	..
Rorento N.V.	221 80	221 60
St-Gobain-Emballage	1895	..
S.E.P.R.	1600	...
S.M.T. Goupil	0 40	..
S.P.R. act. B	283	...
Waterman	1200	....

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 27/8	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats Unis (1 usd)	4 795	....	4 5	5
Ecu	6 896	....	....	....
Allemagne (100 dm)	341 280	....	330	350
Belgique (100 F)	16 561	....	16 9	16 9
Pays-Bas (100 fl)	302 700	....	281	311
Italie (1000 lires)	4 466	....	4 2	4 7
Danemark (100 krd)	88 180	....	83	91
Gde.Bretagne (1 L)	9 526	....	9 1	9 9
Grèce (100 drachmes)	2 742	....	2 4	3 1
Suisse (100 f)	381 620	....	369	389
Suède (100 krs)	93 340	....	89	97
Norvège (100 k)	86 170	....	82	90
Autriche (100 sch)	48 513	....	46 5	49 5
Espagne (100 pes)	5 255	....	5	5 6
Portugal (100 esc)	3 920	....	3 6	4 4
Canada (1 $ can)	4 032	....	3 8	4 2
Japon (100 yens)	3 840	....	3 7	3 9

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 27/8
Or fin (kilo en barre)	52600	52900
Or fin (en lingot)	53750	53700
Napoléon (20f)	326	325
Pièce Fr (10 f)	398	359
Pièce Suisse (20 f)	317	317
Pièce Latine (20 f)	301	315
Souverain	419	421
Pièce 20 dollars	1800	1780
Pièce 10 dollars	940	940
Pièce 5 dollars	525	551 25
Pièce 50 pesos	1890	1995
Pièce 10 florins	325	328

SICAV (sélection) 26/8

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Action	178 83	174 04
Amén-gan	6638 73	6381 47
Ampla	272124 86	272124 86•
Amplitude	593 86	576 56
Arbitrages Court.T.	7375 24	7375 24
Associc	1100 89	1100 89
Atout Futur	390 29	380 77
Autocic	1049 25	1018 69
Avenir Alizés	1650 70	1618 33
Axa Capital	169 45	164 51
Axa Court Terme	8112 38	8112 38
Axa Cro.Ex.Dr Inv.	818 74	794 89
Axa.Ep.Fr.Ex Agepar	741 11	719 52
Axa Europe	123 75	120 15
Axa Investments	95 31	92 53
Axa NPI	104 17	101 14
Axa Ob.Fr Extras	139 57	135 50
Axa.Ob.In.Ex Mu U.Sa	126 51	122 83
Axa Prem.Ex.Agepre	114 58	111 24
Axa Sél.Ex.Dr Sele	139 32	135 26
Axa Valeurs PER	115 69	112 32
Cadence 1	1027 67	1007 52
Cadence 2	1017 12	997 18
Cadence 3	1028 37	1008 21
Capimonétaire	6425 61	6419 19
Capoblig	6302 13	6178 56
Capocic	1307 05	1287 73
Coexis	1316 47	1284 35
Comptavalor	3585 40	3580 03
Convertimmo	319 71	313 44
Credinter	413 41	401 37
Crédit Mutuel Capital	1285 87	1260 66
Créd.Mut.Ep Cour T	683 06	683 06
Créd.Mut.Ep Indus	88 54	86 17
Créd.Mut.Ep.J	70983 95	70983 95
Créd.Mut.Ep.long T	180 04	175 22
Créd.Mut.Ep Monde	1055 14	1026 90
Créd.Mut.Ep.Quatre	1094 89	1065 39
Daxe	1272 69	1241 65
Drouot France	794 73	771 58
Drouot Sécurité	213 24	207 03
Ecocic	1030 14	1000 14
Ecupar	124 97	121 33
Ecureuil Capitalisation	2564 09	2538 70
Ecureuil Géovaleurs	2230 50	2165 53
Ecureuil Invest.	422 51	410 20
Ecureuil Monepremière	68478 43	68478 43
Ecureuil Monétaire	40254 52	40254 52
Ecureuil Trésorerie	2482 60	2482 60
Ecureuil Trimestr.	1970 35	1950 84
Elicash	2 856419	2 856419•
Energia	247 36	238 14
Epargic	3678 25	3678 25
Eparcourt-Sicav	4362 70	4351 82
Epargne Associat.	25797 60	25503 87
Epargne Capital	10737 74	10631 43
Epargne Croissance	1549 21	1507 75
Epargne Obligat.	192 36	187 21
Epargne Première	14510 22	14402 30
Epargne-Unie	1196 86	1167 67
Epargne Valeurs	403 69	392 89
Eufi Cash cap.	8500 02	8500 02•
Eufinvest cap.	585 06	588 01•
Eurocic Leaders	977 42	948 95
Eurodyn	1101 89	1075 01
Euro Gan	5864 23	5629 07
Europe Nouvelle	501 60	478 85
Fonsicav	14727 55	14727 55
France-gan	9231 45	8876 39
France Garantie	259 78	259 26
France Index Sicav	100 30	97 36
France Obligations	466 09	461 48
Francic	433 18	420 66
France Pierre	93 10	90 39
Francic-Régions	1153 66	1120 06
Fructi-Associations	35 99	35 99
Fructi-Cap.	41 47	40 86
Fructidor	228 77	225 39
Fructifrance action C	856 15	835 27
Fructifrance action D	836 59	818 19
Gestilion	14907 04	14832 88
Gest.Associations	160 24	158 71
Horizon	1134 22	1101 18
HLM Monétaire	14225 47	14225 47
Indust.Fse Court.T	1502 20	1502 20
Interépar.	104814 29	101761 45
Interoblig.	13409 79	13146 85
Intersélection Fce	498 30	488 53
Japacic	134 22	130 31
Jeunepargne	287 05	282 81
Latitude	2301 21	2297 76
Livret C.T.	12808 55	12808 55
Livret L.T.	6187 22	6007 01
Lion Association	11293 24	11293 24
Lion Institution	29464 52	29391 04
Lionplus	874 20	855 10
Lion Trésor	2101 42	2080 61
Lion 20 000	26777 85	26777 85
Livret Bourse Inv.	520 69	505 52
Livret Portefeuil.	649 86	630 93
Méditerranée	162 95	158 20
Mensuel CIC	10105 82	10005 76
Monédien	69483 69	69483 69
Mone.J	14130 48	14130 48•
Monévalor	83789 11	83789 11
Mutualité dépôts	13562 97	13535 90
Natio Court Terme	290273 00	290273
Natio-Epargne	17767 81	17591 89
Natio-Ep. Ret.	116 87	113 74
Natio Epargne Trésor	7819 56	7803 95
Natio-Immo.	1033 65	1005 99
Natio-Inter	1355 78	1319 49
Natio-Monétaire	25824 29	25824 29
Natio-Patrimoine	1275 05	1240 92
Natio-Placements	64921 68	64921 68
Natio-Revenu	1004 92	994 97
Natio Sécurité	12307 91	12307 91
Natio-Valeurs	810 18	788 50
Nippon-Gan	4162 96	4002 85
Nord Sud Dévelop.	1549 60	1546 51
Obli-Associations	149 42	147 94
Oblicic-Mondial	2562 07	2524 21
Oblicic-Régions	1017 24	1002 21
Oblifutur	2818 35	2749 61
Oblig. très court	175 63	173 03
Obliten	1329 89	1316 72
Oblisécurité Sicav	13185 39	13185 39
Oracion	983 51	940 01
Orvalor	6568 36	6439 57
Paribas Capitalisation	1467 56	1445 87
Paribas Opportunités	115 21	110 51
Paribas Patrimoine	536 73	513 89
Patrimoine Retraite	223 27	218 89
Pervalor	590 76	579 18
Placement A	1386 97	1359 77
Placement J.	7382 17	7367 44
Placement M.	68442 68	68306 07
Placement Nord	875 66	858 49
Plénitude	127 46	124 05
Poste Croissance	22128 48	22106 37
Poste Gestion	67220 89	67220 89
Première Oblig.	10714 61	10703 91
Prévoy. Ecureuil	110 22	109 13
Pro'Associations	30078 51	30078 51
Proficus	914 87	892 56
Quartz	124 75	121 71
Réalvalor	686 41	663 34
Rentacic	157 21	154 89
Revenus Trimestr.	5189 35	5137 97
Revenu-Vert	1123 20	1095 80
St Honoré Vie & Santé	924 55	882 63
St Honoré Bons du Tr.	11489 82	11412 76
St Honoré Global	215 38	205 61
St Honoré Invest.	720 39	687 72
St Honoré Pacifique	492 46	470 13
St Honoré PME	497 39	474 84
St Honoré Real	15285 86	15224 98
Sécuricic	1778 72	1778 72
Sécuri-Gan	13068 48	12812 24
Sécuritaux	1421 33	1421 33
Sicasden	693 84	683 59
Sicav Associations	1883 32	1883 32
SFI-CNP Assur.	606 30	588 64
S.G. Fr opportunités	1097 93	1076 40
Sicav 5 000	414	402 92
S.I. Est	1182 30	1147 86
Silvafrance	668 70	650 80
Silvam	364 88	356 11
Silvarente	205 16	201 14
Silvaster	389 69	379 26
S.N.I.	1008 97	977 64
Sogenfrance	1065 09	1034 40
Sogépargne	312 44	306 31
Sogevar	916 84	898 86
Sogester	1166 65	1143 77
Soleil Investissements	531 72	511 27
Solsiace	2161 19	2155 80
State Street Act. Eur.	8539 23	8250 46•
State Street Act. Frce	9753 91	9489 82•
St. Str. Act.Japon	8952 29	8649 56•
State Street Emer. Mts	10042 73	9559 91•
St.Street OAT Plus	10080 53	9882 87•
Stratégie Actions	788 66	758 33
Stratégie Rendement	1412 81	1368 34
Technocic	971 70	943 40
Techno-Gan	5258 61	5066 36
Thesora	662 69	656 13
Trésor Plus	1277 11	1264 47
Trésor Trimestriel	1010 30	1000 30
Trésoricic	132695 81	132695 81
Trilion	5111 77	5046 17
UAP Investissement	392 98	378 78
UAP Actions France	547 61	527 82
UAP Act. Select	572 85	552 14
UAP Aedificand.	495	477 11
UAP Altefi	194 44	187 41
UAP Alto Sicav	154 80	149 20
UAP Moyen Terme	138 74	133 73
UAP Première Cat.	10712 88	10325 67
Uni-Associations	125 41	125 41•
Uni-Foncier	1120 54	1093 21
Unifrance	551 18	537 74
Uni-Garantie	1284 86	1259 64
Uni Régions	1297 64	1285 99
Univar	240 83	240 83•
Univers Actions	1142 53	1114 86
Univers Obligations	1753 63	1710 76
Valorg.	2087 78	2085 89
Valrea	54402 85	54375 66

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - ■ : marché continu

CARNET DU Monde

Mariages

– **Isabelle BOURGET**
et
Jean-Claude GOSSET

ont la joie d'annoncer leur mariage, qui sera célébré le samedi 5 septembre 1992, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame, à Brix (Manche).

38, rue de l'Abbé-Carton,
75014 Paris.

Décès

– M. et Mme Michel Bauduret
et leurs enfants,
M. et Mme Michel Walrave,
Florence et Patrice,
M. et Mme Thierry Walrave
et leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Désiré BAUDURET,
ingénieur ECL,

survenu le 21 août 1992, à Manosque, dans sa quatre-vingt-huitième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu le mardi 25 août, en l'église Saint-Denis, à Bron, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Domaine les Queyrons,
04100 Manosque.
15, boulevard Diderot,
75012 Paris.

– Mme Jean-Marie Cau,
son épouse,
M. et Mme Jean-Christophe Cau,
ses enfants,
Simon et Justine,
ses petits-enfants,
M. Léon Cau,
son père,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Marie CAU,
chirurgien-dentiste,

le 21 août 1992, à l'âge de soixante ans.

Ses obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale en l'église de Lanty (Nièvre).

2, rue Marcel-Sembat,
94270 Le Kremlin-Bicêtre.

– Mme Edmée Costa,
née Bismut,
son épouse,
M. Paul Costa
Et M. Gilles Costa,
ses enfants,
Leurs familles,
font part du décès de

M. André COSTA,

à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

19, rue des Imbergères,
92330 Sceaux.

– M. et Mme Michel de Guillenchmidt,
M. et Mme Gilles de Saint Blanquat,
Ariane et Maxime de Guillenchmidt,
M. et Mme Alec de Guillenchmidt,
Caroline, Valérie et Antoine de Guillenchmidt,
SAS la princesse Gabriel Romanov,
La princesse Jean Ouroussow,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Pierre de GUILLENCHMIDT,
née princesse Hélène de Kourakine,

survenu le 23 août 1992.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Un office à sa mémoire sera célébré le lundi 31 août, à 19 heures, en la cathédrale orthodoxe russe de Paris, 12, rue Daru, Paris-8e.

75, rue de Courcelles,
75008 Paris.
129, *rue de Sèvres,*
75006 Paris.
Maison de retraite de la Croix-Rouge russe,
8, rue du Gendarme-Casterman,
77500 Chelles.
2, boulevard d'Italie,
principauté de Monaco.

– Paris. *Bischwiller.*

Charles Henri Herrmann,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Henri KARCHER,
artiste peintre,

survenu le 2 août 1992, à l'âge de cinquante-cinq ans.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

– Mme Kathleen Kelley-Lainé,
son épouse,
Anne et Etienne,
ses enfants,
Mme Lydia Lainé,
sa mère,
Yves et Alex,
ses frères,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Tony LAINÉ,
médecin chef
des hôpitaux psychiatriques,
psychanalyste,
écrivain, cinéaste,

survenu à Toronto, le 21 août 1992, à l'âge de soixante-deux ans.

Les obsèques auront lieu le lundi 31 août, à 15 heures, au cimetière du Père-Lachaise, à Paris-20e (entrée porte principale).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

– Le président,
Les membres de la commission médicale de l'établissement,
Le secrétaire,
Les membres du collège des praticiens hospitaliers du CHS Barthélémy-Durand d'Etampes, dans l'Essonne,
ont appris avec tristesse le décès du

docteur Tony LAINÉ,
médecin chef du 2e intersecteur
de psychiatrie infanto-juvénile,

survenu brutalement le 21 août 1992.

Ils gardent de sa présence et de son action une empreinte indélébile et vivante.

A sa famille, à ses amis nombreux, ils présentent leurs condoléances émues.

(Le Monde daté 23-24 août.)

– La famille
Et les amis de

Thierry SAIGNES,
directeur de recherche au CNRS,

ont la douleur de faire part de son décès, intervenu à l'âge de quarante-six ans.

La cérémonie d'inhumation des cendres aura lieu samedi 29 août 1992, à 11 heures, au cimetière de Frontignan (Hérault).

– Mme Henriette Saradar,
sa mère,
Mme Marie-Claude Saradar,
son épouse,
Marielle, Mario et Maria Saradar,
ses enfants,
La banque Saradar France,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph SARADAR,

survenu le 24 août 1992, à l'âge de cinquante-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu le 26 août, à Beyrouth.

Une messe sera célébrée à Paris ultérieurement.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Remerciements

– Viviane et Jackie Crasson
et leurs enfants,
Nimet et Robert Frascaria
et leurs enfants,
très touchés par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Arlette JABÈS,

remercient très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur peine par leur présence et leurs messages.

Anniversaires

– Il y a trente-deux ans mourait tragiquement

le docteur Grigori PERKOVSKY,
directeur honoraire de l'Institut
d'hygiène et de bactériologie
à Mons (Hainaut).

Tous ceux qui l'ont connu et estimé sont priés d'évoquer sa mémoire.

Samuel Perkovsky,
son frère,

16, avenue Emile-Zola,
75015 Paris.

Communications diverses

– **Hasard et déterminisme.** – Guitta Pessis-Pasternak, auteur de *Faut-il brûler Descartes ?*, les éditions La Découverte, France-Culture et la direction de la communication de Synthélabo (Delagrange) organisent une conférence-débat sur le thème « Hasard et déterminisme », sous la présidence de M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de l'espace. Avec : I. Prigogine, R. Thom, H. Atlan, L. Ferry, J.-M. Besnier. Lundi 21 septembre 1992, à 20 heures, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris-6e.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 40-65-29-94
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques	96 F
Abonnés et actionnaires	85 F
Communicat. diverses	100 F
Thèses étudiants	55 F

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33). T.l.j. sf mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et fêtes de 10 h à 22 h.

LA CAMPAGNE DE JEAN-LOUP TRASSARD. Galerie de la BPI. Jusqu'au 28 septembre.

LA DATION PIERRE MATISSE. Salle d'art graphique MNAM. Jusqu'au 13 septembre.

ICARE ET COMPAGNIE, UN PREMIER REGARD SUR LA PHOTOGRAPHIE. Cabinet d'art graphique, 4e étage. Jusqu'au 28 septembre.

MANIFESTE. Trente ans de création en perspective 1960-1990. Jusqu'au 28 septembre.

Musée d'Orsay

1, rue de Bellechasse (40-49-48-14). Mer., ven., sam., mar. de 9 h à 18 h, jeu. de 9 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

AUGUSTE LEPÈRE ET LE RENOUVEAU DU BOIS GRAVÉ. Exposition-dossier. *Entrée : 31 F (billet d'accès au musée).* Jusqu'au 13 septembre.

CHRONIQUES ITALIENNES, DESSINS D'ERNEST HÉBERT (1817-1908). Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 13 septembre.

MASSENET, AFFICHES D'OPÉRAS. *Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès du musée).* Jusqu'au 13 septembre.

PHOTOGRAPHIE : ACQUISITIONS RÉCENTES (1990-1992). Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 13 septembre.

Palais du Louvre

Porte Jaujard - côté jardin des Tuileries (40-20-51-51). T.l.j. sf mar. 9 h à 18 h. Nocturne un lun. sur deux et le mer. jusqu'à 22 h.

L'ŒIL DU CONNAISSEUR : HOMMAGE A PHILIP POUNCEY. Pavillon de Flore. Entrée : 31 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 7 septembre.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (40-70-11-10). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 30.

HOMMAGE A ANDRÉ CADERE. Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 octobre.

BRICE MARDEN. Entrée : 25 F. Jusqu'au 4 octobre.

OPALKA. Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 octobre.

MICHEL VERJUX. Entrée : 20 F. Jusqu'au 11 octobre.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower.

JACQUES-HENRI LARTIGUE A L'ÉCOLE DU JEU, 1902-1913. Rivages. (44-13-17-17). T.l.j. sf mar. et mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 14 septembre.

ALECHINSKY. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 13 septembre.

L'ARCHITECTE FOU DE SUCRE. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l.j. sf lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 26 août.

ARRÊT-RETOUR SUR IMAGES : LES CINÉMAS DE PICASSO. Musée Picasso, hôtel Salé - 5, rue de Thorigny (42-71-25-21). T.l.j. sf mar. de 9 h 15 à 17 h 15, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 26 F. Jusqu'au 14 septembre.

AUGUSTIN-VICTOR CASASOLA. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 13 octobre.

LES COLÈRES DE LA SEINE. *Musée* Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. sf lun. et fêtes de 10 h à 17 h 40. Entrée : 16 F. Jusqu'au 4 octobre.

DE BONNARD A BASELITZ. Bibliothèque *nationale, galeries Mansart et Mazarine*, 58, rue de Richelieu (47-03-81-10). T.l.j. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 septembre.

DESIGN 1950-1990. Cinquante acquisitions du Fonds national d'art contemporain. Musée des arts décoratifs - Palais du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). *T.l.j. sf lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 12 h à 18 h.* Entrée : 10 F. Jusqu'au 20 septembre.

LE DESSIN ET L'ARCHITECTE. Excursion dans les collections de l'Académie d'architecture. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-26-53). T.l.j. sf lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 6 septembre.

DU TAGE A LA MER DE CHINE. Une épopée portugaise. Musée national des arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-65). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 32 F (comprenant la visite du musée). Jusqu'au 8 septembre.

GLOIRE AUX VIGNERONS. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (46-47-63-46). Mer. et sam. de 14 h à 19 h. Fermé les quinze derniers jours de chaque trimestre. Entrée : 25 F. Jusqu'au 28 novembre.

LA GRANDE EXPOSITION DES FRUITS ET DES LÉGUMES. Muséum *national d'histoire naturelle, galerie de* botanique, Jardin des Plantes, 18, rue Buffon (40-79-30-00). T.l.j. *sf* mar. et jours fériés de 10 h à 17 h. Groupes scolaires sur rendez-vous au 43.36.54.26. Entrée : 25 F. Jusqu'au 14 septembre.

GUERIN ET DELACROIX. Musée national Eugène-Delacroix, 6, rue de Furstenberg (43-54-04-87). *T.l.j. sf mar.* de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 12 F. Jusqu'au 22 septembre.

LES HERBES DE LA SAINT-JEAN, GRAVURES DE CHARLOTTE NOYELLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Bouffon (40-79-30-00). T.l.j. sauf mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

IMAGES D'AMÉRIQUE 1880-1980, LES MAGAZINES A L'AFFICHE. Et les aventures publicitaires d'un dromadaire. Musée de la publicité, Musée des *Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli* (42-60-32-14). T.l.j. sf lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 13 septembre.

MARY ELLEN MARK : VINGT-CINQ ANS DE PHOTOGRAPHIE. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson *(47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à* 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 13 octobre.

LA MÉNAGERIE DU PALAIS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 13 octobre.

MODE ET LIBERTÉS. Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. *sf* mar. de 10 h à 18 h, nocturne le mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 25 octobre.

GUSTAV-ADOLF MOSSA. *L'œuvre symboliste : 1903-1918.* Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.l.j. *sf* lun. et jours fériés de 12 h 45 à 18 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 27 septembre.

PATRIMOINE MONDIAL. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (44-61-20-00). T.l.j. sf lun. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 20 septembre.

PIER LUIGI PIZZI. *Bibliothèque du palais* Garnier, Opéra de Paris, place de l'Opéra (47-42-07-02). T.l.j. de 10 h à 17 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 18 octobre.

SPECTACLES DE CHINE. Bibliothèque nationale, galerie-vitrine passage Colbert, 6, rue des Petits-Champs et 2, rue Vivienne (47-03-81-26). T.l.j. sf dim. et fêtes de 9 h à 18 h 30. Jusqu'au 26 septembre.

LES THÉATRES EN INDE. *Musée* Kwok-On, 41, rue des Francs-Bourgeois (42-72-99-42). T.l.j. *sauf* sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 30 avril 1993.

TINGATINGA. Peintures de Tanzanie. *Musée national des arts africains et océaniens*, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.l.j. *sf* mar. de 10 h à 17 h 30, sam. et dim. jusqu'à 18 h. Jusqu'au 31 août.

TOUS PARENTS, TOUS DIFFÉRENTS. Musée de l'homme - galerie d'anthropologie, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.l.j. *sf* mar. et fêtes de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 20 F, 25 F (comprenant la visite du musée). Jusqu'au 30 novembre.

UN VOYAGE GOURMAND, SOIXANTE AFFICHES DE GASTRONOMIE DE 1850 A 1950. Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Surcouf (45-56-60-17). T.l.j. sf dim. et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 septembre.

VAN CLEEF & ARPELS. Musée de la mode et du costume, palais Galliera, 10, av. Pierre-1er-de-Serbie (47-20-85-23). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Visites-conférences le jeu. et sam. à 14 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 30 octobre.

PIERRE ANTONIUCCI. *Carré des arts,* parc floral de Paris, esplanade du Château (43-65-73-92). T.l.j. sf lun. et mar. de 10 h 45 à 13 h et de 14 h à 18 h 45. Jusqu'au 27 septembre.

BELLEVILLE - BELLEVILLE. Maison de la Villette, 30, av. Corentin-Cariou (42-40-27-28). T.l.j. *sf lun. de 13 h à 18 h. Projections de films du mar. au dim.* de 13 h à 18 h. Jusqu'au 18 octobre.

BIJOUX DE RÊVE, RÊVE DE BIJOUX. Centre Wallonie-Bruxelles à Paris, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-26-16). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 4 octobre.

COLLECTION CAISSE DES DÉPOTS. *Nouvelles acquisitions.* Caisse des dépôts et consignations, 56, rue Jacob (40-49-94-63). T.l.j. sf sam., dim. et lun. de 10 h à 18 h 15. Exposition fermée du 1er au 31 août. Jusqu'au 17 octobre.

LES COLLECTIONS PERMANENTES DE L'ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES BEAUX-ARTS, Accrochage d'été. Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 17, quai Malaquais (47-03-50-00). T.l.j. de 13 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 6 septembre.

CUISINES ET TABLES MEXICAINES. Centre culturel du Mexique, 28, bd Raspail (45-49-16-26). T.l.j. *sf* dim. de 10 h à 18 h, sam. de 14 h 30 à 18 h. Jusqu'au 10 septembre.

LE GRAND HÉRITAGE. Sculptures de l'Afrique noire. Fondation Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.l.j. de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F (entrée libre le mercredi). Jusqu'au 15 septembre.

LES JARDINS DU BARON HAUSSMANN. Le Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-97-27-00). *T.l.j. sf lun. et fêtes de 11 h à 19 h.* Réserv. groupes : 42.97.27.20. Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 octobre.

MOORE A BAGATELLE. Parc de Bagatelle, bois de Boulogne (40-67-97-00). T.l.j. de 11 h à 19 h. Entrée : 6 F (entrée du parc). Jusqu'au 3 octobre.

BRIGITTE NAHON, LÉO DELARUE, BASSERODE, FRÉDÉRIC FENOLLABBATE, BRUNO. Carbonnet, Oleg Kornev, Franck Péquignat, Brigitte Zieger. Hôpital Ephémère, 2-4, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.l.j. sf lun. et mar. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 20 septembre.

DOMINIQUE PERRAULT, ARCHITECTE. *Institut français d'architecture,* 6 bis, rue de Tournon (46-33-90-36). T.l.j. sf lun., mar. de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 27 septembre.

LJUBOMIR RAJCEVIC, RELIEFS ET ORIGINAUX MULTIPLES. Centre culturel yougoslave, 123, rue Saint-Martin (42-72-50-50). T.l.j. sf dim. de 12 h à *19 h et un sam. sur deux de 14 h à 18 h.* Jusqu'au 4 septembre.

SÉVILLE : LE PARI ANDALOU. Maison de l'architecture, 7, *rue* Chaillot (47-23-81-84). T.l.j. sf dim. et lun. de 13 h à 18 h, sam. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 19 septembre.

MOON SHIN. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean, *rue Lobau, porche côté Seine.* T.l.j. sf lun. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 31 août.

TERRES SECRÈTES DE SAMARCANDE. Céramiques du VIIIe au XIIIe siècle. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 27 septembre.

OSSIP ZADKINE. Couvent des Cordeliers, 15, rue de l'Ecole-de-Médecine (43-29-45-73). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 27 septembre.

PATRICE ET DOMINIQUE CENSIER. Galerie Dyan-Coquant, 104, rue du Faubourg-Saint-Honoré (42-65-47-47). Jusqu'au 30 septembre.

COLLECTION TROPICALE. Galerie Via, 4-6-8, cour du Commerce-Saint-André (43-29-39-36). Du 1er septembre au 10 octobre.

LE CORBUSIER ET LA COULEUR. Galerie Denise-René, 22, rue Charlot (48-87-73-94). Jusqu'au 30 septembre.

JOSEPH CORNELL. Galerie Karsten Grève, 5, rue Debelleyme (42-77-19-37). Jusqu'au 20 septembre.

FAURE-TERRIEU. Galerie d'art de la place Beauvau, 94, rue du Faubourg-Saint-Honoré (42-65-66-98). Du 1er septembre au 30 septembre.

CY TWOMBLY. Galerie Karsten-Grève, 5, rue Debelleyme (42-77-19-37). Jusqu'au 31 août.

VIVE LA FRANCE. Galerie Gérald-Piltzer, 78, avenue des Champs-Elysées (43-59-90-07). Jusqu'au 12 septembre.

CLAMART. Jean Arp et Sophie Taeuber. Pièces maîtresses. Fondation Jean-Arp, 21-23, *rue* des Châtaigniers (45-34-22-63). Ven., sam., dim. de 14 h à 18 h et sur rendez-vous. Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 septembre.

LA DÉFENSE. Arrêt sur viaduc. Espace art Défense - Art 4, 15, place de La Défense (49-00-15-96). Jusqu'au 7 septembre.

ECOUEN. Autour des Fructus Belli. Une tapisserie de Bruxelles du XVIe siècle. Musée national de la Renaissance, château d'Ecouen (39-90-04-04). T.l.j. sf *mar. de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 h à* 17 h 15. Entrée : 17 F (comprenant l'accès au château). Jusqu'au 21 septembre.

FONTAINEBLEAU. *Le Temps des jardins.* Château de Fontainebleau, site de la Belle Cheminée (64-87-73-05). T.l.j. sf lun. de 10 h à 19 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 13 septembre. **Un ameublement à la mode en 1802. Le mobilier du général Moreau.** Musée national du château de Fontainebleau (64-22-27-40). T.l.j. sf *mar. de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à* 17 h. Entrée : 26 F. Jusqu'au 14 septembre.

JOUY-EN-JOSAS. A visage découvert. Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture (39-56-46-46). T.l.j. de 12 h à 19 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 4 octobre.

MEAUX. Dominique Gaessler. Musée Bossuet, palais épiscopal (64-34-84-45). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Jusqu'au 15 septembre.

NEUILLY-SUR-MARNE. André Robillard, Jean Smilowski. Art et bricolage. L'Aracine - Musée d'art brut, château Guérin, 39, av. du Général-de-Gaulle (43-09-62-73). T.l.j. sf lun., mar., mer. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

PONTOISE. Rose Fejtö. Musée Tavet-Delacour, 4, rue Lemercier (30-38-02-40). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

RUEIL-MALMAISON. Livres précieux du musée de Malmaison. Musée national des châteaux de Malmaison et de Bois-Préau, 1, avenue de l'Impératrice-Joséphine (47-49-20-07). T.l.j. sf mar. de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h. *Entrée* : 12 F. Jusqu'au 15 septembre.

SAINT-DENIS. Lucien Lautrec, rétrospective. Musée d'art et d'histoire, 22 bis, rue Gabriel-Péri (42-43-05-10). T.l.j. sf *mar. de 10 h à 17 h 30, dim. de 14 h à* 18 h 30. Visite commentée sur rendez-vous. Entrée : 15 F. Jusqu'au 14 septembre.

VERSAILLES. Les jardins de Versailles et de Trianon. D'André Le Nôtre à Richard Mique. Musée national du château de Versailles (30-84-74-00). T.l.j. *sf lun. de 9 h à 18 h 30. Entrée : 31 F* (donnant l'accès au château). Jusqu'au 27 septembre.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 28 AOUT

« Le palais fantôme des Tuileries et ses jardins », 14 h 30, angle du quai des Tuileries et du pont Royal (Sauvegarde du Paris historique).

« Fastes et mystères de l'Opéra Garnier », 14 h 30, en haut des marches, à l'extérieur (Connaissance de Paris).

« Le Chinatown du treizième arrondissement », 14 h 30, porte de Choisy, devant la BNP (C. Merle).

« Le palais de justice », 14 h 30, devant les grilles du palais (Europ explo).

« De *Saint-Séverin* à *Saint-*Julien-le-Pauvre. François Villon et la vie des étudiants au Moyen Age », 14 h 30, sortie métro Cité (I. Hauller).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Villes et ruelles du village de Charonne », 14 h 30, porte de Bagnolet, sortie boulevard Mortier (Mme Cazes).

« Les jardins des Champs-Elysées : bals, panoramas et caf' conc' », 14 h 45, métro Concorde, sortie jardin des Tuileries *(Regards)*.

« Visite du siège du Parti communiste Français », 14 h 45, métro Colonel-Fabien (M. Banassat).

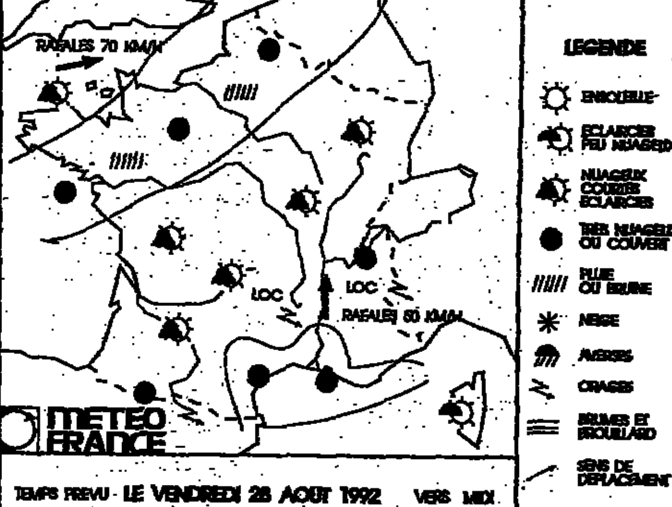
« Chapelle, salons et grand amphithéâtre de la Sorbonne », 15 heures, 46, rue des Ecoles (D. Bouchard).

« Promenade dans le Marais : de l'église Saint-Gervais aux visitandines, en passant par la maison d'Ourscamp », 15 heures, portail de l'église, place Saint-Gervais (Paris et son histoire).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 27 AOUT 1992 A 0 HEURE TUC

PRÉVISIONS POUR LE 28 AOUT 1992



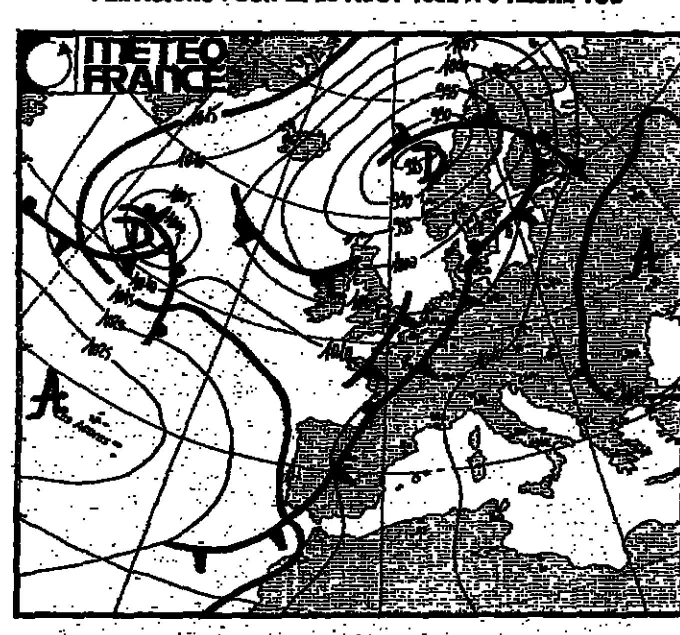
Vendredi : perturbation pluvio-orageuse sur le nord-ouest du pays. – Le matin, le ciel sera couvert et pluvieux sur la Bretagne, les Pays de la Loire, la Normandie, le Nord et la Picardie. Cette zone pluvieuse progressera lentement et atteindra en soirée les régions situées du nord de l'Aquitaine aux Ardennes. Elle prendra un caractère orageux. Des éclaircies reviendront sur la Bretagne l'après-midi.

Sur le reste du pays, c'est-à-dire la moitié sud-est, la matinée sera assez belle mais le temps deviendra lourd dès la mi-journée et de nombreux orages éclateront. Ils pourront être violents sur les massifs. Sur le golfe du Lion, le vent de sud apportera un peu de grisaille.

Les températures minimales seront comprises entre 15 et 21 degrés du nord au sud du pays.

Les températures maximales avoisineront 20 degrés sur les côtes de la Manche, 27 à 30 degrés de Midi-Pyrénées au Nord-Est, 30 à 32 degrés dans l'extrême Sud-Est et 23 à 26 degrés sur le reste du pays.

PRÉVISIONS POUR LE 29 AOUT 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima – minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 26-8-1992 à 18 heures TUC et le 27-8-1992 à 6 heures TUC — le 27-8-92

FRANCE											
AJACCIO	30	19	D	TOULOUSE	26	17	B	LUXEMBOURG	25	17	C
BIARRITZ	24	17	B	TOURS	23	18	C	MADRID	35	15	D
BORDEAUX	25	17	D	POINTE-A-PITRE	31	24	N	MARRAKECH	43	24	D
BOURGES	24	16	N	**ÉTRANGER**				MEXICO	26	12	D
BREST	18	17	P	ALGER	35	19	D	MILAN	32	19	N
CAEN	24	18	N	AMSTERDAM	21	16	C	MONTRÉAL	29	20	N
CHERBOURG	20	16	C	ATHÈNES	34	25	D	MOSCOU	19	11	C
CLERMONT-FER.	33	13	D	BANGKOK	33	25	C	NAIROBI	25	13	C
DIJON	32	15	D	BARCELONE	29	20	D	NEW-YORK	31	23	D
GRENOBLE	33	18	D	BELGRADE	35	17	D	OSLO	–	–	–
LILLE	22	17	C	BERLIN	29	17	P	PALMA-DE-MAJ.	36	24	N
LIMOGES	22	15	B	BRUXELLES	22	17	C	PÉKIN	31	21	C
LYON	31	20	D	COPENHAGUE	21	12	C	RIO-DE-JANEIRO	–	–	–
MARSEILLE	32	22	N	DAKAR	31	26	C	ROME	32	20	D
NANCY	30	17	N	DELHI	34	26	P	SÉVILLE	35	18	D
NANTES	25	19	N	GENÈVE	32	20	D	SINGAPOUR	33	26	C
NICE	27	21	N	HONGKONG	–	–	–	STOCKHOLM	18	11	P
PARIS-MONTS.	24	18	C	ISTANBUL	30	21	D	SYDNEY	15	6	C
PAU	24	17	C	JÉRUSALEM	30	18	D	TOKYO	34	25	N
PERPIGNAN	29	20	D	LE CAIRE	35	23	N	TUNIS	34	20	D
RENNES	25	18	N	LISBONNE	30	17	D	VARSOVIE	28	16	D
ST-ÉTIENNE	35	16	N	LONDRES	19	16	C	VENISE	30	21	D
STRASBOURG	32	17	N	LOS ANGELES	23	18	D	VIENNE	35	21	C

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brouillard	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMANN

La parole aux mêmes

SE rendent-ils compte, nos hommes politiques? En quoi sont-ils en train de transformer le débat sur l'Europe? Le chaotique dialogue Juppé-Chevènement, au «20 heures» d'Antenne 2, sous le regard d'un Henri Sannier qui avait rendu les armes depuis longtemps, offrait un terrifiant échantillon des flots de vaine éloquence qui menacent de nous ensevelir pendant près d'un mois encore. Et Michel Delebarre, entrevu sur la même chaîne faisant l'article à un collégien de Dunkerque : *«Avec Maastricht, tu auras des amis partout!»* Et des pains au chocolat gratuits? Et la semaine des quatre jeudis, aussi?

Les voilà donc, dix omniprésents d'un côté, cinq de l'autre (le quintette Séguin-Pasqua-Garaud-Chevènement-Gallo, on se les arrache), avançant gonflés des mêmes arguments d'autorité ressassés jusqu'à la nausée, des mêmes dénégations solennelles. Prenez deux énarques, posez une question dont la réponse est par définition impossible – du genre : *«Et avec Maastricht, serions-nous intervenus véritablement en Bosnie?»*, – et ils peuvent tenir une heure d'horloge. Parfois sort de l'imagination fertile d'une éminence grise un argument neuf : depuis quelques jours, on nous répète ainsi que Maastricht sonnerait «la fin des technocrates». Ah bon, puisqu'on nous le dit... A subir ainsi cet oppressant spectacle d'échange de spéculations à propos d'un texte que nous sommes évidemment incapables de lire par nous-mêmes (mais l'ont-ils lu, eux?), une question vient irrésistiblement à l'esprit : pourquoi les hommes politiques sont-ils les seuls, soir après soir, à nous parler de Maastricht? Les patrons, les banquiers, les historiens, les géographes, n'ont-ils rien à dire sur le sujet? On entrevit, au «19-20» de FR 3, un banquier et un patron d'hypermarchés. Ils étaient plutôt pour. On entrevit aussi la silhouette muette de Jacques Calvet qui, lui, serait plutôt contre. Mais pourquoi ne pas leur offrir ne serait-ce que le quart du temps d'antenne qu'on offre aux rabâchages de MM. Juppé ou Chevènement? Et à propos, comme il reste donc franco-français ce débat prétendûment européen! N'avons-nous rien envie d'apprendre des intellectuels, des industriels, des financiers allemands, dont nos pugilistes nationaux exploitent à longueur de journée les arrière-pensées supposées? Un journal télévisé en direct de Francfort serait-il plus compliqué à organiser que du Festival de Cannes ou de Roland-Garros? La télé doit-elle fatalement fonctionner comme une machine à donner, éternellement, la parole aux mêmes?

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans «le Monde radio-télévision» ; □ Film à éviter ; ▪ On peut voir ; ▪▪ Ne pas manquer ; ▪▪▪ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 27 août

TF 1

20.45 ▶ **Téléfilm : La Mort au bout des doigts.** De Piernico Solinas, avec Martin Sheen, Véronique Jannot.
23.40 **Série : Police 2000.**
0.35 **Documentaire : Histoires naturelles.**
1.25 **Journal et Météo.**
1.35 **Série : Passions.**

A 2

20.45 **Documentaire : Des trains pas comme les autres.** De François Gall et Bernard d'Abrigeon. L'Egypte.
21.45 **Série : Histoires fantastiques.** Papa momie, de William Dear, avec Tom Harrison, Billy Beck ; A 22.10, La Formule magique, de Tom Holland, avec Jon Cryer, Joann Willette.
22.40 **Drive in : Frankenstein s'est échappé.** ▪▪ Film britannique de Terence Fisher (1957).
0.10 **Journal et Météo.**
0.25 **Documentaire : Que deviendront-ils?** De Michel Fresnel (8e partie ; rediff.).

FR 3

20.45 **Cinéma : Alien.** ▪▪▪ Film américain de Ridley Scott (1979).
22.45 **Journal et Météo.**
23.05 **Cinéma : Peggy Sue s'est mariée.** ▪▪ Film américain de Francis Ford Coppola (1986).
0.45 **Série : les Incorruptibles.**

CANAL PLUS

20.35 **Cinéma : Jalousie.** □ Film français de Kathleen Fonmarty (1990).
22.00 **Flash d'informations.**
22.05 **Cinéma : Retour vers le futur 3.** ▪ Film américain de Robert Zemeckis (1990).
0.00 **Cinéma : Les clowns tueurs venus d'ailleurs.** ▪ Film américain de Stephen Chiodo (1987).
1.30 **Cinéma : Le Roman d'un tricheur.** ▪▪▪ Film français de Sacha Guitry (1936).

M 6

20.40 **Cinéma : Les Bidasses en folie.** ▪ Film français de Claude Zidi (1971).
22.10 **Série : La Malédiction du loup-garou.**
23.10 **Magazine : Le Glaive et la Balance.** Meurtriers d'enfants.
1.00 **Six minutes d'informations.**

ARTE

20.40 **Soirée thématique.** Out One-Noli me tangere.
20.41 **Out One-Noli me tangere.** ▪▪ Film français de Jacques Rivette (1971), avec Jean-Pierre Léaud, Michael Lonsdale. 3e épisode : De Frédérique à Sarah.
22.25 **Out One-Noli me tangere.** ▪▪ 4e épisode : De Sarah à Colin.
0.05 **Out One-Noli me tangere.** ▪▪ 5e épisode : De Colin à Pauline.

FRANCE-CULTURE

20.55 **Ici on parle français.** 9. Les îles anglo-normandes.
21.50 **Leurs bibliothèques.** 9. Françoise Giroud.
22.40 **Musique : Nocturnes.** Danses en Amérique latine. 4. Brésil.
0.05 **Du jour au lendemain.** Fond de cale, de Jean-Claude Pirotte (rediff.).
0.50 **Musique : Coda.**

FRANCE-MUSIQUE

19.08 **Soirée concert.** La soirée de Stéphane Goldet. Schicksalslied op. 54, Quintette à cordes op. 111, Rhapsodies pour piano op. 79, Lieder, de Brahms. A 21.00, Concert (donné le 25 mai à Leverkusen) : Symphonie nº 1 en ut mineur op. 68, Symphonie nº 2 en ré majeur op. 73, de Brahms, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski. A 22.45, Un requiem allemand, Sonate pour violoncelle et piano en mi mineur op. 38, Quintette pour clarinette et cordes op. 115, de Brahms.
0.05 **Bleu nuit.** Duke Ellington, Horace Silver, Enrico Rava, Count Basie.

Vendredi 28 août

TF 1

15.25 **Série : Les Rues de San-Francisco.**
16.20 **Série : Super Boy.**
17.05 **Club Dorothée vacances.** Le Collège fou, fou, fou ; Ricky ou la Belle Vie ; Clip ; Jeux.
17.35 **Série : Loin de ce monde.**
17.55 **Série : Premiers baisers.**
18.30 **Jeu : Une famille en or.**
18.55 **Feuilleton : Santa Barbara.**
19.25 **Jeu : La Roue de la fortune.**
19.55 **Divertissement : Pas folles les bêtes.**
20.00 **Journal, Météo et Tapis vert.**
20.40 **Divertissement : Fou rire.** Présenté par Thierry Lhermitte et Alexandre Debanne. Avec des sketches de Pierre Palmade, Jean Yanne, Smaïn, Alex Métayer, Guy Bedos, Coluche, Patrick Timsit, Charlotte de Turckheim, Fernand Raynaud, Jean-Marie Bigard, Sylvie Joly.
22.25 **Magazine : De souvenirs en souvenirs de Gérard Louvin.** Invité : Michel Drucker.
23.30 **Documentaire : Seul.** De Laurent de Bartillat. Gérard d'Aboville.
0.30 **Journal et Météo.**
0.40 **Série : Mésaventures.**

A 2

18.30 **Série : Magnum.**
19.15 **Jeu : Que le meilleur gagne plus.**
19.50 **Météo, Journal, Journal des courses et Météo.**
20.45 **Jeu : Fort Boyard.** Animé par Patrice Laffont et Valérie Pascale.
22.15 **Feuilleton : Marie Galante.** De Jean-Pierre Richard, avec Florence Pernel, Macha Méril (dernier épisode). *Marie se réfugie dans une estancia près de Santa-Fe. Elle y trouve l'amour...*
23.40 **Journal des courses, Journal et Météo.**
0.05 **Variétés : Les Francofolies de La Rochelle 1992.** Avec Nilda Fernandez, Catherine Lara et les Romantiques, MC Solaar, Renaud, Stephan Eicher, Jane Birkin, Au p'tit bonheur, Manu Dibango, Bernard Lavilliers, Jean Leloup, Charlélie Couture, Jacques Higelin.
1.10 **Téléfilm : Mon fils ne sait pas lire** (1re partie).

FR 3

18.30 **Jeu : Questions pour un champion.** Animé par Julien Lepers.
19.00 **Le 19-20 de l'information.** De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
20.05 **Dessin animé : Tom and Jerry Kids.**
20.15 **Divertissement : La Classe.**
20.45 **Magazine : Thalassa.** Krooman : la mort à fleur d'eau, de Ramon Gutierrez et Guy Nevers. *Les kroomen sont des spécialistes du chargement des bateaux dans les ports d'Afrique.*
21.45 **Journal et Météo.**
22.05 **Festival Rossini.** Emission présentée par Alain Duault, à l'occasion du bicentenaire de la naissance du compositeur.
22.35 **Opéra : La Pie voleuse.** de Gioacchino Rossini, par les Chœurs et l'Orchestre de l'Opéra de Cologne, dir. Bruno Bartoletti ; sol. : Carlos Feller (Fabrizio), Nucci Condo (Lucia), David Kuebler (Gianetto), Ileana Cotrubas (Ninetta), Brent Ellis (Fernando), Alberto Rinaldi (Il Podesta), Elena Zilio (Pippo), Erlingur Vigfusson (Isacco), Eberhard Katz (Antonio) ; mise en scène, Mauro Pagano.
1.30 **Série : Les Incorruptibles.**

CANAL PLUS

En clair jusqu'à 20.30

18.30 **Dessin animé : Beetle Juice.**
18.55 **Le Top.**
19.30 **Flash d'informations.**
19.35 **Ren et Stimpy Show.**
20.00 **Les Nuls... l'émission.**
20.30 **Téléfilm : Enquête sur un enlèvement présumé.** De Chris Thomson, avec Veronica Hamel, Lindsay Frost. *Un père incestueux.*
22.05 ▶ **Documentaire : Hamadryas, le babouin d'Arabie saoudite.** De Jean-Yves Collet et Antoine de Maximy.
0.55 **Cinéma : Le Temps des gitans.** ▪ Film yougoslave d'Emir Kusturica (1988). Avec Davor Dujmovic (v.o.).

M 6

18.30 **Série : L'Etalon noir.**
19.00 **Série : La Petite Maison dans la prairie.**
19.54 **Six minutes d'informations, Météo.**
20.00 **Série : Madame est servie.**
20.35 **Météo 6.**
20.38 **Météo des plages.**
20.40 **Téléfilm : Méthode antigang.** De Sam Weisman, avec George Clooney, Michael DeLuise. *Quatre flics «branchés» contre un trafic de drogue à Los Angeles.*
22.25 **Série : Mission impossible, vingt ans après.**
23.25 **Magazine : Emotions.**
23.50 **Série : Hongkong connection.**
0.10 **Musique : Boulevard des clips.**
0.50 **Variétés : Les terrasses de l'été.**

ARTE

17.00 **Téléfilm : Café de l'Europe** (rediff.). De Franz Xaver Bogner, avec Barbara Auer, Jacques Breuer.
19.00 **Documentaire : A la recherche de Chano Pozo.** De Rebecca Chavez. *Un percussionniste cubain des années 30.*
19.25 **Documentaire : Atlantide-en-Allgau.** De Reinhard Eichelbeck, Friedrich Hechelmann.
20.10 **Magazine : Peintures de guerre.**
20.30 **8 1/2 Journal.**
20.40 **Magazine : Transit.** De Daniel Leconte.
22.10 **Téléfilm : Zina.** De Ken McMullen, avec Domiziana Giordano, Ian McKellen. *La vie tourmentée de Sinaïda Bronstein, dite Zina, fille de Trotski.*
23.40 **Magazine : Mégamix.** De Martin Meissonnier. Avec John Lydon, Milena, Mari Boine Persen, Daddy Yod, Laurie Anderson, Erik Marchand et Yann Franck Kemener.
22.55 **Flash d'informations.**
23.00 **Cinéma : Robocop 2.** □ Film américain d'Irvin Kershner (1990). Avec Peter Weller.

FRANCE-CULTURE

20.55 **Ici on parle français.** Algérie.
21.50 **Leurs bibliothèques.** Jacques Le Goff, historien.
22.40 **Musique : Nocturnes.** Danses en Amérique latine. 5. Chili, Pérou, Bolivie, Colombie.
0.05 **Du jour au lendemain.** Ce que la nuit raconte au jour, de Hector Bianciotti (rediff.).
0.50 **Musique : Coda.**

FRANCE-MUSIQUE

19.08 **Soirée concert.** La soirée de Denise Bahous. Concerto pour piano et orchestre, Quatuor à cordes nº 3, Marchenbilder pour alto et piano, de Schumann. A 21.00, Concert (donné le 17 juillet lors du Festival d'Aix-en-Provence) : Œuvres de Beethoven, Mahler, Brahms, Schubert, par Christa Ludwig, mezzo-soprano, Françoise Tillard, piano. A 22.15, Sonate pour piano de Liszt ; Sonate pour piano, Symphonie nº 1 en ut mineur op. 68, de Brahms ; Ballade pour piano nº 4, de Chopin.
0.05 **Bleu nuit.** Duke Ellington, Bill Evans, Les Donald Brown New Stars, Le Gerry Mulligan Concert Jazz Band.

هكذا من الأصل

Le Monde

Protestant contre « l'absence de concertation »

Les publicitaires plaident pour un ajournement du projet de M. Sapin

M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, devrait présenter son projet de loi sur la publicité au conseil des ministres du 9 septembre et le soumettre à la prochaine session parlementaire. A moins que les protestations des publicitaires n'incitent à l'ajourner.

Le dossier a été mené tambour battant. En conseil des ministres du 29 juillet, le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, affiche sa volonté de réformer le secteur de la publicité. Le rapport de la commission de la prévention de la corruption, présidée par M. Robert Bouchery, indiquait que ce secteur, notamment celui de l'achat d'espaces publicitaires, comportait des *« éléments d'obscurité, de complexité injustifiée, d'ambiguïté entretenue »* en matière de pratiques tarifaires, pouvant prêter à des actes de corruption (*le Monde* daté 18 juillet). La présomption de flux financiers aboutissant dans les « caisses noires » de partis ou dans la poche de particuliers, parce qu'ils échappent à tout contrat écrit et qu'ils dépendent de tarifs à géométrie variable, est à la source de cette réflexion.

Le 31 juillet, s'inspirant de ce rapport et des soixante-dix griefs exposés par le Conseil de la concurrence, M. Michel Sapin adresse une lettre qui explique les grandes lignes de son projet aux publicitaires, *via* l'Association des agences-conseils en communication (AACC), ainsi qu'aux médias, *via* la Fédération nationale de la presse française (FNPF). Compte tenu des délais de *« rédaction de ce texte, il ne me sera pas possible de rencontrer l'ensemble des professionnels intéressés »*, écrit le ministre à M. Claude Puhl, président de la FNPF, en lui demandant, *« par écrit, observations et suggestions (...) si possible avant le 17 août »*. Mais le bureau de la FNPF ne se réunit que le 16 août.

es principales dispositions de son projet de loi tiennent en trois grands chapitres. Le premier veut *« lever l'ambiguïté du statut et du rôle de l'acheteur d'espaces »* en imposant un *« contrat écrit »* entre l'annonceur et lui et en indiquant s'il intervient comme mandataire de l'annonceur (la rémunération est alors versée par le seul annonceur et indiquée comme telle) ou comme grossiste (rémunéré par l'annonceur ou le média). Le cumul de ces deux fonctions est interdit. Le projet interdirait également aux agences de jouer à la fois le rôle de conseil en plan médias et d'acheteur d'espaces, afin d'éviter que les centrales recommandent tel média dont elles auraient obtenu des tarifs préférentiels.

Le second chapitre demande une clarification des conditions de vente (rabais, ristournes, etc.) tandis que le troisième chapitre traite de *« la meilleure information de l'annonceur »*. Le conseil en plan médias de ce dernier devra l'informer de ses liens financiers avec les régies ou médias et des achats préconisés dans ces médias. L'absence de contrat écrit comme la non-transparence des liens entre intermédiaire et régie seraient sanctionnées par des amendes de 200 000 à 2 millions de francs.

Le 17 août, l'AACC, par la voix de son président, M. François Tiger, *« s'est émue de la procédure retenue »*, de *« l'absence de concertation »* et des délais menant à *« un simulacre de dialogue »*. Estimant que certaines affirmations constituent une *« insulte »* pour la profession publicitaire, il critique la séparation entre *« conseil et achat »* alors que les deux métiers sont liés : *« Pour être efficace, le conseil doit intégrer toutes les données de négociation, donc d'achat. »* L'AACC doit rencontrer M. Sapin jeudi 27 août et craint que le projet porte préjudice à la compétitivité des publicitaires français dans le monde et mette en péril les agences.

YVES-MARIE LABÉ

Une volonté politique existe de mettre fin à la chute du dollar

déclare le ministre de l'économie et des finances

« Je considère qu'une baisse de 10 % en un mois de la valeur du dollar constitue un phénomène hautement anormal (...). *Ce phénomène justifierait une inquiétude profonde s'il n'y avait de la part des autorités des principaux pays industrialisés une volonté politique commune d'enrayer cette évolution... Aucun des pays du G7 ne souhaite que le dollar continue de baisser. »* Les déclarations faites par M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, à la presse, jeudi 27 août, affirment pour la première fois la volonté du groupe des Sept de lutter contre la chute du dollar. Au cours des dernières séances, les banques centrales sont intervenues sans succès sur les marchés, mais M. Sapin a affirmé : *« Les interventions coordonnées des banques centrales vont réussir. »*

Réagissant aux tensions qui secouent actuellement le Système monétaire européen (SME), notamment en raison de la faiblesse de la livre sterling, M. Sapin a déclaré que tout serait fait pour conforter la stabilité des changes au sein du SME. *« Il n'y aura pas de réalignement dans le SME »*, a-t-il ajouté. Mais s'il devait arriver quelque chose *« c'est plutôt vers une appréciation qu'irait le franc (...), qui fait et fera partie des monnaies fortes »*.

« Il n'existe pas, il n'existe plus, ni à Bonn ni à Francfort, de volonté de voir monter les taux d'intérêt allemands », a encore assuré M. Sapin.

La lutte contre la criminalité dans l'île de Beauté

M. Zuccarelli ne croit pas à une « présence massive » de la Mafia en Corse

AJACCIO

de notre correspondant

A l'exception des nationalistes, toutes les formations politiques de Corse ont pris acte avec satisfaction du renforcement des effectifs policiers décidé par le comité interministériel du 19 août (*le Monde* des 20 et 21 août). Toutefois, la volonté affichée par le gouvernement d'accroître la lutte contre la criminalité a relancé le débat sur la nature de la délinquance dans l'île et, en particulier, sur ce que certains appellent une *« dérive mafieuse »*.

M. Alain Orsoni, leader du Mouvement pour l'autodétermination (MPA), affirme ainsi qu'*« une nouvelle image est donnée à la Corse, celle d'une société mafieuse »*, et que *« la confusion entretenue à ce sujet n'est pas de nature à servir les intérêts de l'île »*. M. Emile Zuccarelli, ministre des postes et télécommunications, maire (MRG) de Bastia, estime pour sa part, dans une interview à *Corse-Matin* du 25 août, qu'en l'absence de *« preuves »* et d'*« éléments précis »* rien ne permet *« d'évoquer la présence massive d'une organisation criminelle étrangère »* mais rappelle qu'il dénonce depuis plusieurs années *« le risque grave que fait courir à l'île le développement d'une criminalité multiforme où l'extorsion de fonds sous des motifs divers tient une place importante »*, créant un *« terrain idéal pour des activités et comportements du type de ceux qu'on impute à la Mafia »*.

La prise de position la plus spectaculaire est venue de M. Pierre Poggioli, dirigeant de l'Accolta naziunali corsa (ANC) et conseiller à l'Assemblée de Corse élu sur la liste Corsica nazione conduite par M. Edmond Siméoni. M. Poggioli a mis en question, en effet, la notion d'impôt révolutionnaire, défendue par les nationalistes, qu'il estime désormais inopportune. *« La distinction entre le racket de droit commun et l'impôt révolutionnaire est de moins en moins claire dans l'opinion, qui ne sait plus qui est qui et qui fait quoi*, a-t-il déclaré. *Les truands n'hésitent pas à utiliser souvent les sigles d'organisations politiques pour arriver à leurs fins. Ce trouble est aussi renforcé par le fait que les « riches colonialistes » ne sont plus les seuls à être visés, des « petits » en sont victimes et parmi eux des Corses. »* Selon l'ANC, *« même utilisée par un militant sincère, cette pratique porte en elle le germe d'une possible dérive de la lutte »*.

La déclaration de M. Poggioli n'a reçu qu'un faible écho : approuvée par M. Bernard Bonnet, préfet adjoint pour la sécurité, qui a dévoilé les codes d'identification du racket nationaliste, elle n'a suscité d'approbation qu'au Parti communiste et chez deux élus : MM. Nicolas Alfonsi, ancien député (app. PS), vice-président de l'Assemblée de Corse, et Vincent Carlotti, maire d'Aléria (PS). Aucune organisation nationaliste, clandestine ou publique, ne l'a commentée.

L'appellation de « dérive mafieuse » peut-elle rendre compte des statistiques qui dénombrent depuis le début de l'année cent soixante attentats (dont une vingtaine revendiqués), cent cinquante-deux vols à main armée, vingt-huit meurtres ou assassinats (soit dix de plus qu'en 1991), mais aussi deux cent un délinquants écroués ? Ces chiffres inquiétants ne permettent pas de conclure que la délinquance et la criminalité dans l'île résultent de l'existence de bandes organisées qui mettraient le pays en coupe réglée. En réalité, les crimes de sang n'ont, le plus souvent, aucun lien entre eux, à l'exception des règlements de comptes entre voyous, que la police évalue à quatre sur cinq. La normalisation de la situation passe-t-elle par la répression sévère – comme en 1853 sous Napoléon III – du port et de la détention d'armes ? Beaucoup le pensent.

PAUL SILVANI

Les difficultés des assureurs scandinaves

Le Norvégien Uni Storebrand en cessation de paiements

Le premier assureur norvégien, Uni Storebrand, en proie à de graves difficultés (*le Monde* du 26 août), a été déclaré mardi 25 août en cessation de paiements en raison d'une situation financière négative. Cette décision revient à une mise sous administration de l'Etat, qui va nommer rapidement une équipe dirigeante. Elle fait suite au rejet par les autorités du crédit d'un plan de sauvetage présenté la veille par la société. Toutefois, la direction d'Uni Storebrand a précisé que les activités commerciales des filiales vont se poursuivre normalement et ne seront pas affectées par la cessation de paiements de la maison-mère.

Tout comme le danois Hafnia, également en cessation de paiements et dont il était l'allié pour tenter l'an dernier de s'emparer du premier assureur suédois, Skandia, Uni Storebrand est victime de la chute des titres Skandia, achetés au prix fort en pleine bataille boursière.

Skandia, dont les cours se sont repris mercredi 26 août après l'annonce de la cessation de paiements d'Uni Storebrand, a pour actionnaire, outre ce groupe norvégien (28 %), les danois Hafnia (14 %) et Baltica (environ 5 %). Des rumeurs évoquaient mercredi 26 août une forte perte semestrielle de Baltica (400 à 500 millions de couronnes, soit environ 350 à 440 millions de francs), en raison de la chute des cours de Skandia et d'investissements immobiliers. Les résultats de cette compagnie, filiale à 23 % du groupe français Victoire et actionnaire à 3 % de Suez, seront connus le 31 août.

D. G.

S O M M A I R E

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 27 août 1992 a été tiré à 472 836 exemplaires.

L'issue d'un contentieux de plusieurs mois

La Grèce et la France mettent fin à leur différend sur le Mirage 2000

Au nom du consortium des trois groupes français (Dassault, Thomson et SNECMA) impliqués dans la vente à la Grèce de quarante avions de combat Mirage 2000, M. Serge Dassault a signé, mercredi 26 août, à Athènes, avec les autorités helléniques, un avenant qui met fin à un contentieux entre les deux pays depuis plusieurs mois. Au terme de ce nouvel accord, les Grecs prendront livraison de leurs douze derniers Mirage 2000 avant la fin de l'année et ils se sont engagés à régler la facture laissée en suspens.

C'est le 20 juillet 1985 que la Grèce avait acquis quarante Mirage 2000 équipés du radar RDM de Thomson. Ce client avait ensuite fait savoir que, de son point de vue, les performances du radar n'étaient pas contractuelles. Il avait choisi de cesser ses paiements en attendant, et douze avions encore à livrer restaient bloqués dans les usines Dassault à Bordeaux.

L'avenant au contrat conclu à Athènes stipule que des modifications et des améliorations seront apportées au radar RDM, pour en accroître les capacités, et que des systèmes de contre-mesures électroniques lui seront associés. Les douze Mirage 2000 grecs entreposés à Bordeaux seront livrés et les autorités helléniques assureront le financement prévu.

Ce contentieux aéronautique a longtemps pesé sur les relations économiques et industrielles entre les deux pays. La crise yougoslave et, notamment, la crainte de troubles graves au Kosovo ou en Macédoine, ne semblent pas avoir été étrangers à la décision des Grecs d'apurer ce différend au plus vite pour disposer d'une flotte opérationnelle de quarante Mirage.

A l'appel de Solidarité

Cinq mille grévistes manifestent à Varsovie

En grève depuis lundi 24 août à l'appel du syndicat Solidarité, 5 000 ouvriers de l'usine des tracteurs Ursus (dans la banlieue de Varsovie) ont manifesté mercredi 26 août devant le siège du conseil des ministres. Les travailleurs d'Ursus (7 600 employés) réclament des augmentations de salaires et un plan de sauvetage pour leur entreprise au bord de la faillite. Ils ont remis une pétition au ministre de l'industrie.

Par ailleurs, le ministre des privatisations, M. Janusz Lewandowski, a annoncé que la grève qui paralyse depuis plus d'un mois l'usine automobile FSM de Tychy (7 000 employés), où est fabriquée la Cinquecento de Fiat, devra se terminer avant le vendredi 28 août, sous peine de licenciements. – *(AFP.)*

Demain dans « le Monde »

« « Sans visa » : Hugo, l'homme-océan

La vie de Victor Hugo et de sa famille à Jersey puis Guernesey, dans cette maison nommée Hauteville House, où l'éxilé – qui notait : *« Il y a des hommes-océans »* en ouverture d'un ouvrage consacré à Shakespeare – ne se contentera pas d'affronter du regard cette immensité.